هكذا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12662 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 15 OCTOBRE 1985

EN DÉPIT DE LA POLITIQUE DE RIGUEUR

La coalition gouvernementale en Belgique sort renforcée des élections

Les résultats des élections du 13 octobre en Belgique font apparaître que les sociaux-chrétiens progressent en Flandres et en Wallonie, tandis que les libéraux et les socialistes maintiennent leurs positions.

Les écologistes doublent leur représentation, mais les petits partis communautaires et le Parti communiste reculent fortement. M. Wilfried Martens semble assuré de diriger le prochain gouvernement de coalition chrétien-social-libéral.

La victoire de M. Martens

M. Wilfried Martens a tout lieu d'être satisfait de la réponse que les électeurs belges ont faite au « contrat de confiance » qu'il leur proposait. La coalition sortante qu'il dirigeait, composée des sociaux-chrétiens et des libéraux, ébranlée par le drame du Heysel, revient au Parlement renforcée. MM. Jean Gol, ministre de la justice, libéral, et Charles-Ferdinand Nothomb, ministre de la justice, social-chrétien, se sont publiquement réconciliés devant les caméras de la télévision. Le parti du premier ministre, le CVP flamand, accroît son influence au sein même de la coalition.

Paradoxalement, le succès de M. Martens ne s'est pas réalisé au détriment de la principale force d'opposition constituée par les deux partis socialistes, le wallon de M. Spitaels et le flamand de l'étoile montante Karel Van Miert, qui maintiennent leurs fortes positions.

Les grands vaincus de la consultation sont les partis communautaires : la Volksunie, le Front démocratique des francophones et le Rassemblement wallon, et accessoirement le Parti communiste, qui, pour la première fois depuis 1945, ne sera pas représenté à la Chambre. On aurait tort d'en conclure que les problèmes linguistiques et communautaires ont pour autant disparu de l'ordre du jour de la vie politique belge. S'ils ne sont pas apparus au premier plan d'une campagne électorale que chacun s'est accordé à trouver morne, ils restent néanmoins singulièrement présents dans le débat public et la vie sociale et culturelle outre-Quiévrain.

Le recul des petits partis fondés sur la défense exclusive des intérêts communautaires s'explique par le fait que les forces politiques traditionnelles ont intégré ces thèmes. Le Socialistische Partij de M. Van Miert, par exemple, est plus proche dans son opposition aux euromissiles de ses homologues néerlandais et ouest-allemand que du PS wallon, et personne n'oublie en Flandres que M. Martens a commencé sa carrière politique comme un défenseur intransigeant des intérêts des Flamands, en particulier à Bruxelles.

On observera également que le premier ministre a remporté, dans son style propre, une « victoire à la Thatcher », en faisant avaliser par le corps électoral une politique d'austérité, de lutte contre l'inflation et de défense de la monnaie. Avec aussi quelques succès, il est vrai, sur le chapitre du chômage, qui était, en 1981, le plus élevé d'Europe — plus de 15 % de la population active — et qu'il a réussi à réduire de quelques points.

M. Martens, en solide flamand qu'il est, n'est pas homme à se laisser griser par le succès, même s'il peut jouir de la satisfaction intime d'avoir symboliquement dépassé le chiffre atteint par un autre héros des Flandres, Eddy Merckx, vainqueur de cinq Tours de France. Le sixième gouvernement que le roi Baudouin va très certainement le charger de former a encore de dures étapes de montagne devant lui.

A question claire, réponse nette

De notre correspondant

Bruxelles. — La coalition social-chrétienne libérale, au pouvoir depuis 1981, se trouve renforcée en dépit de la politique d'austérité drastique qu'elle avait menée et il est pratiquement acquis que M. Wilfried Martens se succédera à lui-même au poste de premier ministre. Tels sont les deux principaux enseignements que l'on peut tirer des résultats des élections générales qui se sont déroulées le dimanche 13 octobre en Belgique.

Celles-ci ont constitué une double première. D'une part, le choix proposé aux électeurs était plus clair que d'habitude : voulez-vous ou non le maintien de la majorité ? D'autre part, la réponse, elle aussi, a été plus nette que lors des précédentes consultations. Conséquence : l'artisan de cette clarification, le premier ministre, M. Wilfried Martens, qui avait fait comprendre qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat à la tête d'une coalition différente, fait figure de vainqueur absolu du scrutin.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire la suite page 6.)

L'AFFAIRE DE L'« ACHILLE-LAURO »

Washington sermonne l'Italie et veut apaiser l'Egypte

L'affaire de l'*Achille-Lauro *continue à avoir d'importantes conséquences diplomatiques. L'interception par la chasse américaine du Boeing égyptien transportant les pirates a suscité une crise entre Washington et Le Caire, où le président Moubarak a durci le ton. Les Américains ont exprimé leurs « regrets » à leur allié égyptien. A Rome, la façon dont l'Italie s'est « débarrassée » du chef du FLP, Aboul Abbas, tenu par les Etats-Unis pour l'organisateur du détournement du paquebot italien, a suscité une vive protestation américaine.

Palestine

par ANDRÉ FONTAINE

« La terre ne nous est donnée que pour un temps. Vivons donc en paix, vivons ensemble... »

Après des siècles passés à s'entre-tuer, les Européens ont fait leur ce bon sens, si bien exprimé par Carlos Fuentes dans ses *Promesses de l'aube*. De même les sourires de Gorbatchev permettent-ils aujourd'hui d'espérer que la logique de la coexistence va prendre de nouveau le pas, dans les rapports Est-Ouest, sur celle de l'affrontement. Cette logique gagnera-t-elle un jour le Proche-Orient ? Bien sûr, car il n'y a pas de guerre qui ne finisse par finir. Pas de haine qui ne s'estompe jusqu'à devenir, avec le recul du temps, difficile à expliquer. Mais quand ?

A plusieurs reprises, on a cru apercevoir une lueur au bout du tunnel. Des diplomates se sont dépensés sans compter, des hommes politiques ont cherché une issue. Il y fallait beaucoup de courage : après Folke Bernadotte et Abdallah de Jordanie, Anouar El Sadate et le Palestinien Ibrahim Sertaoui l'ont payé de leur vie. Certes, Israël et l'Egypte ont fait la paix et s'y tiennent.

(Lire la suite page 8.)

L'UNITÉ DES SOCIALISTES APRÈS LE CONGRÈS DE TOULOUSE

Réalités et apparences d'une conversion

Le congrès du PS à Toulouse s'est achevé, le dimanche 13 octobre, par une « synthèse » entre les motions de M. Jospin et de M. Rocard. Les socialistes ont refait leur unité avant les législatives.

« Il faut trouver une dynamique qui se substitue à l'union de la gauche » : pertinent, comme souvent, M. Jean-Pierre Chevènement a parfaitement résumé le problème politique du PS pour l'immédiat (1986), et au-delà.

Dans l'immédiat, précisément, et au préalable, il s'agissait de recréer une dynamique de l'union des socialistes. C'est chose faite, et bien faite : il y avait eu, dans l'histoire du PS, des congrès d'affrontement (à Nantes, en 1977, contre M. Chevènement et le CERES ; à Metz, en 1979, contre MM. Rocard et Mauroy) ; puis des congrès de gel (Valence, 1981, et Bourg-en-Bresse, 1983) au nom de la raison d'Etat. Toulouse restera comme le congrès de l'unité, ce qui, en termes d'image, est un progrès considérable, et, en termes partisans, une garantie de bonne mobilisation pour la campagne électorale : il est rare de voir des socialistes quitter un congrès sans rancœur.

Tel était, après tout, le premier objectif du pouvoir, mais il est naturellement insuffisant. Car qui dit dynamique, dit ouverture. Sa nécessité a certes été admise par tous ; mais sa traduction est bien maigre puisqu'elle se résume à trois noms : Mme Bouchardeau et MM. Fiszbin et Stirn, qui ont tous trois en commun de ne pas être, à proprement parler, des locomotives électorales. Et si M. Fabius promet 30 %, voire 40 % de voix, les sondages n'accordent, dans l'hypothèse la plus favorable, que 25 % d'intentions de vote aux socialistes. Ne serait-ce que parce que personne, à droite, ne songe à s'allier aux socialistes. *« Ne cherchons pas à protéger une vertu que personne ne menace »*, a pu ironiser M. Chevènement.

Mais le tournant pris à Toulouse vaut surtout pour l'après-1986. En cela, l'unité des socialistes est une réalité et une apparence. La réalité, et le principal acquis du congrès, c'est le passage d'une culture d'opposition à une « culture de gouvernement », comme on dit en Italie ; et la promesse de la transformation du PS en une grande formation, incarnant la gauche à elle seule ; l'une et l'autre évolution peuvent faire du PS le parti de l'alternance, face à la coalition conservatrice.

Bâti sur les décombres électoraux du PC, et ambitionnant d'aller au moins jusqu'aux électeurs centristes, le PS veut être le *« parti du salariat »*. Un parti social-démocrate, en quelque sorte, comme *« ses amis allemands, suédois et autrichiens »* loués par M. Fabius. Au risque pourtant de paraître avoir honte de ce qu'ils viennent de faire à Toulouse, les socialistes se récrient : la social-démocratie ? Vous n'avez rien compris ! En fait de social-démocratie, il s'agit, pour le moment, d'une rupture avec l'idéologie de la rupture. Les socialistes ont, en quelque sorte, balayé devant leur porte, ce qui n'est déjà pas si mal.

Mais le plus important reste à faire : construire la social-démocratie de l'an 2000 ; ou, si l'on préfère, donner une traduction concrète à ces fameuses valeurs du socialisme, dont tout un chacun s'est réclamé d'autant plus volontiers qu'elles sont on ne peut plus générales (solidarité, égalité des chances, etc.). De ce point de vue, l'immobilisme social de M. Fabius (qui brandit comme un étendard son refus de remettre en cause le SMIC) contraste avec les propositions de M. Rocard (minimum social garanti) et surtout de M. Jospin (réforme fiscale, en introduisant la proportionnalité de l'impôt, tentative de « modulation » de la protection sociale en fonction des risques nouveaux, telle la mobilité, etc.). Mais pour l'essentiel, le projet des socialistes, ou sociaux-démocrates français, reste à bâtir. D'ailleurs, les listes et les places pour 1986, et non le programme, ont constitué la contrepartie de la synthèse.

Quant à l'apparence de l'union, elle réside dans le fait que les rivalités présidentielles ont été simplement mises entre parenthèses, jusqu'à mars 1986. Après, rien ne s'opposera plus au choc frontal Rocard-Fabius, sous l'œil exercé, et peut-être engagé, de M. Jospin.

Michel Rocard ? Il ne s'est pas montré, à Toulouse, à la hauteur de ses idées. Privé du monopole de la modernité, il s'est vu ramené à une ambition : la candidature. Or pour celle-ci, M. Fabius a marqué des points, ce qui ne va pas manquer de le confirmer dans la confiance absolue qu'il a en son étoile, et l'encouragera dans l'idée qu'il lui faudra, très vite, lancer une véritable OPA sur le parti, au besoin en demandant un congrès extraordinaire.

Pour l'heure, le PS reste contrôlé par Lionel Jospin, vainqueur politique de ce congrès, car il a réussi à faire passer son message : faire un grand parti qui survive à François Mitterrand.

Ainsi se résume Toulouse : premier congrès social-démocrate du PS, il est aussi le premier de l'après-Mitterrand, personne ne songeant plus à se positionner par rapport au président. Mais tout le monde s'est rallié au seul discours qui permette de tenir la route après la défaite, ou la non-victoire des autres.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire nos informations pages 10 à 12.)

M. FRANÇOIS MITTERRAND AU BRÉSIL

La dette... et la culture

M. Mitterrand était attendu lundi après-midi 14 octobre à Brasilia, après une brève escale à Dakar.

De notre correspondant

Brasilia. — M. Mitterrand a expliqué, avant son départ pour le Brésil, qu'il voyait dans le monde trois pays appelés à jouer un rôle important dans les relations Nord-Sud : l'Inde, l'Egypte et le Brésil.

Il y a quelques années, il aurait sans doute, pour l'Amérique latine, mentionné le Mexique plutôt que le Brésil. La déclaration franco-mexicaine sur le Salvador, qui date des premiers mois du septennat, montre bien où se situaient alors les préférences de l'Elysée en terre américaine. Dans cette déclaration, Paris et Mexico recommandaient de négocier avec la guérilla pour mettre un terme à la guerre civile au Salvador. Mais, depuis, le Mexique a déçu. Derrière la rhétorique tiers-mondiste, sa dépendance envers les Etats-Unis s'est confirmée. Paris a donc regardé ailleurs.

Il a jeté les yeux sur le Brésil, qui assure, depuis un certain temps déjà, que son seul problème de politique étrangère est celui de la dette extérieure. M. Mitterrand sait donc sur quel terrain il est attendu. Sera-t-il sur ce sujet un allié ou, du moins, un partenaire compréhensif ? En aura-t-il une approche « humaniste », et non pas seulement commerciale, comme le lui demande M. Sarney, le président brésilien ?

« Le langage de la France, nous le savons, n'est pas le même que celui des Etats-Unis, dit un haut responsable brésilien. *Mais nous ne nous faisons pas d'illusions. A la réunion de Séoul du FMI, M. Bérégovoy a défendu des positions bien orthodoxes. »* C'est qu'à l'inverse de ses prédécesseurs, le gouvernement Sarney a décidé de résister au FMI. Il a dénoncé les engagements pris avec le Fonds par le régime militaire finissant, et les conversations destinées à mettre au point un nouvel accord se prolongent. Elles n'aboutiront sans doute pas cette année. Plutôt que de se battre contre l'inflation, comme le demande l'organisation de Washington, il préfère stimuler la croissance, qui sera de 5 % ou 6 % en 1985.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 3.)



débats

EUROPE

Un Forum culturel des trente-cinq pays de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) va se tenir à Budapest du 15 octobre au 26 novembre.
A cette occasion, François-Régis Bastide souligne les espoirs de cette rencontre d'artistes et d'intellectuels.
L'autre Europe, celle des Douze, va-t-elle se construire en partie en dehors des institutions ? Ce serait une erreur grave, estiment Jean-Pierre Abelin et Benoît Vermander.

Les dangers d'une Communauté «réduite aux acquêts»

Il faut passer par les institutions pour mener à bien les politiques nouvelles.

par JEAN-PIERRE ABELIN (*) et BENOIT VERMANDER (**)

LE débat sur la construction européenne a pris, ces derniers temps, un tour à la fois décisif et quelque peu curieux. Jamais, peut-être, les différentes manières de «faire l'Europe» ne sont apparues avec tant de clarté, jamais le chemin ne s'est trouvé jalonné de façon plus serrée, et jamais, cependant, l'enjeu même du débat et les différentes manières de faire n'ont été exposés en des termes plus embarrassés.

Où réside la difficulté ? C'est qu'en l'esprit de responsables de tous bords — en France surtout, mais pas en France seulement — l'idée s'est imposée que l'Europe désormais ne saurait se faire que contre la Communauté, ou, à tout le moins, en dehors des institutions qui la composent.

La Communauté, dans le discours qui peu à peu se fait jour, est maintenant trop élargie, trop disparate et trop embarrassée dans les problèmes du quotidien pour constituer le vecteur de l'impulsion nouvelle dont toutes les nations européennes ressentent le besoin. En outre, les deux «rampes de lancement» de l'impulsion recherchée — la recherche technologique et l'approche commune des questions de sécurité — n'entrent pas dans le champ des traités, s'adressent dans chaque cas à des pays différents, et nécessitent au départ des structures et une approche que la machinerie communautaire ne saurait qu'entraver.

Mieux vaut donc une Communauté «réduite aux acquêts» qui s'occupe de ses tâches les plus traditionnelles — la politique agricole commune et la gestion de quelques secteurs en difficulté essentiellement, — à qui l'on soutirerait doucement les prérogatives que lui vaudraient les quelques succès en cours de réalisation (notamment les programmes ESPRIT et RACE).

Les plus hardis ou les plus bénévolents accordent toutefois que la Communauté peut encore essayer de réaliser le fameux «marché intérieur», quitte même à ce qu'on modifie un nombre très limité d'articles des traités. Mais les initiatives en matière de coopération politique, de défense, de recherche et de technologie, ou encore en matière monétaire, ne feront plus à la Communauté au mieux qu'une place accessoire, celle d'un financier de second rang, celle d'une caution historique et morale.

Telle quelle, l'approche «post-communautaire» jouit d'une cohérence et d'une crédibilité que les défenseurs de l'Europe communautaire auraient grand tort de sous-estimer. On lui accordera, pour le moins, ceci : la réalisation de certains objectifs (initiatives diplomatiques communes, harmonisation des politiques de défense, «décollage» technologique) importe davantage que les moyens institutionnels utilisés pour y parvenir. On ne lui accordera pas, en revanche, le discrédit dont elle frappe trop rapidement les institutions communautaires en invoquant une prétendue «lourdeur» dont la faute incombe bien davantage aux hésitations et aux blocages qui émanent des gouvernements nationaux. Il faut répéter, encore et toujours, que les moyens financiers et humains de la Communauté sont somme toute modiques face aux tâches qu'elle doit remplir et aux espoirs qu'on place en elle.

Surtout, l'on risque de succomber à la facilité en oubliant la leçon tant de l'intuition communautaire originelle que de l'expérience péniblement acquise : que c'est l'entrecroisement des domaines d'action, des moyens mis en œuvre, des politiques suivies qui mène à la convergence d'intérêts nécessaire pour franchir des étapes nouvelles et définir une politique d'ensemble, tant pour l'intracommunautaire qu'envers le reste du monde.

Ce qui, très concrètement, signifie : où donc prendre en compte les implications humaines, sociales, économiques, politiques, juridiques de la stratégie technologique qu'on entend mettre en œuvre sinon au seul niveau européen qui en opère la synthèse, à savoir dans l'espace communautaire ? Ou encore, comment croire que la conclusion d'un traité d'union et la création d'un secrétariat politique suffiront seules à définir une politique commune à l'égard de l'Europe de l'Est, de l'Afrique du Sud, du Liban, sur la dette de l'Amérique latine ou la défense des droits de l'homme dans le monde, si la synthèse des politiques de coopération, économiques, sociales, agricoles et autres s'effectue à des niveaux différents, voire rivaux ? Comment croire que la création d'une véritable Europe technologique puisse s'effectuer indépendamment de l'édification du marché intérieur ? Et comment réussir cette dernière si l'on affaiblit l'institution chargée de la réaliser ?

De ces réflexions trois enseignements peuvent être tirés :

— Le premier, c'est que le débat sur la réforme des *institutions* de la Communauté est d'une importance primordiale. A l'heure actuelle, certains gouvernements l'écartent d'un revers de main, le prenant pour une idée fixe du Parlement européen ou de fédéralistes attardés, et se vantant de s'attacher au fond des politi*ques à mettre en œuvre, non pas* à la forme dans laquelle elles doivent s'inscrire. C'est une attitude inconsidérée : de l'environnement institutionnel des politiques conduites, des connections entre elles établies, dépend, à moyen et long terme, leur succès même.

— Le deuxième, c'est que les formules d'«Europe à la carte» sont légères et insuffisantes. Pour autant, nous ne récusons pas *a priori* certaines initiatives «à géométrie variable», dans la mesure où l'objectif reste la «communautarisation», et que cet objectif prend forme dans les moyens et le calendrier fixés.

— Le troisième, c'est que l'intensification du débat sur le rôle et l'avenir de la Communauté apparaît des plus souhaitables. Avec le temps, il est possible que les cabris sautent moins haut lorsqu'ils entendent parler d'*Europe*. Mais ils grimpent toujours vers ses pâturages.

(*) Président des jeunes démocrates sociaux, vice-président du CDS, parlementaire européen.

(**) Vice-président des jeunes démocrates sociaux, conseiller du groupe PPE au Parlement européen.

Une île de lucidité au milieu du Danube ?

A travers les cultures pourrait apparaître ce qui rassemble et ce qui oppose l'Est et l'Ouest.

par FRANÇOIS-RÉGIS BASTIDE (*)

A BUDAPEST, du 15 octobre au 26 novembre, les représentants des trente-cinq pays de la CSCE, soit tous les Européens de l'Ouest comme ceux de l'Est (à l'exception de l'Albanie) plus les Etats-Unis et le Canada, vont participer au Forum culturel de cette conférence pour la sécurité et la coopération en Europe. La France n'est étrangère ni à l'objet de la réunion ni au choix de son lieu.

Il pourrait s'agir d'un «exercice» diplomatique parmi d'autres depuis la signature de l'Acte final d'Helsinki, exercices qui, régulièrement, permettent au moins d'aborder les problèmes essentiels des droits de l'homme, de la coopération économique ou des «contacts entre les personnes». Budapest a ceci de très nouveau : pour la première fois, des artistes et des intellectuels vont représenter ces trente-cinq pays et s'exprimer sur des sujets qui sont pour nous tous essentiels : de la création à la diffusion des idées et des œuvres, du silence créateur à la rumeur du patrimoine culturel, de la diversité des cultures originales à leurs échanges par les voies classiques (édition, musées, etc.) ou récentes (radio et télévision).

On peut, certes, être d'abord sceptique, et imaginer que nous ne sortirons, les uns et les autres, pas plus éclaircis ni décidés sur les barrières culturelles que sur les violations hélas présentes à tous les esprits. Notre vieux monde occidental vit depuis quarante ans, depuis Yalta, à l'intérieur de ce cadre contraignant. Nous ne sortons pas de Yalta ; nous ne prolongerons pas Yalta ; mais savons-nous, même, si nous appliquons Yalta ? Nous vivons avec Yalta. Du moins ne sommes-nous pas en guerre ouverte, et chacun des éclats qui ponctuent les réunions de la CSCE est suivi de retrouvailles prudentes, parfois amères, mais enfin : on continue.

C'est la raison pour laquelle les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'URSS, attendent beaucoup de ce Forum culturel, depuis que le principe en a été décidé, à Madrid, il y a plus de deux ans. Un ton nouveau, des imprudences constructives, une liberté moins contrôlée par les professionnels du débat peuvent faire apparaître ce qui nous rassemble durablement et ce qui nous oppose depuis trop longtemps.

L'Europe des Dix, bientôt des Douze, comme celle des Vingt et un, n'a pas, jusqu'ici, réussi à marquer un espace assez productif d'échanges culturels. Il y a, dans la réunion de Budapest, un aspect à l'évidence dramatique, au sens vrai du terme. Les écueils bureaucratiques sont nombreux, mais l'urgence peut être plus forte parce que les nostalgies sont plus fortes, qu'elles soient poétiques ou politiques, et probablement enfouies sous un indéracinable sentiment comme religieux. Il faut savoir si, sous le regard des deux «grands», les trente-trois autres, moins grands et même «petits», mais tous à égalité de voix, veulent tenir le langage de la responsabilité européenne qui, après tout, est notre affaire à nous seuls.

Pendant six semaines, cette responsabilité pèsera sur chacune et chacun de nous. Si, par malheur, les polémiques et la rhétorique venaient à décourager les espérances, ce Forum serait un mauvais coup. Le Danube, que je commence à découvrir, au moins entre Vienne et Budapest, est tout sauf bleu. Il n'est pas question d'en inverser le cours, mais d'enfoncer en son milieu une île de lucidité. Qui sait ? Peut-être durable.

(*) Ambassadeur de France en Autriche, chef de la délégation française au Forum culturel de Budapest.

COURRIER DES LECTEURS

Le « consensus » nucléaire

A propos du nucléaire «civilo-militaire», on ne parle plus désormais que d'un consensus de la classe politique, toutes tendances confondues, voire, et c'est le plus étrange, de l'opinion publique elle-même (1). A contrario, les «farfelus» qui s'efforcent encore à faire *quelque tapage*, considéré comme des gamineries, sont, au mieux, qualifiés d'imbéciles, au pire, de traitres. (...) Or, le texte idéologique de ce fameux consensus est le suivant : les moyens par lesquels on prétend assurer et garantir la sécurité et la liberté économique et stratégique des peuples ne sont jamais, contrairement aux apparences, librement choisis par les intéressés eux-mêmes. Ils sont affaire d'«experts», qui les imposent alors à l'opinion publique considérée comme majorité silencieuse. Qui ne dit mot consent (...).

Seulement voilà, on peut toujours opposer d'autres experts aux experts en cour. Ceux qui n'ont pas accès aux grands médias, sinon pour y être aussitôt et plus ou moins sciemment ridiculisés, «folklorisés» au sein de *l'idéologie dominante. Celle-ci* ressemble à une espèce de fuite en avant du genre : après nous le déluge (...).

René CRUSE
(Genève).

(1) Cf. *le Monde aujourd'hui* daté 6-7 octobre 1985.

Francophonie médicale au Liban

Très récemment, j'ai lu l'article du *Monde* du 26 août 1985 sur la «coopération franco-libanaise en question». A plusieurs reprises, j'ai enseigné, à la faculté de médecine Saint-Joseph de Beyrouth, ma spécialité, la néphrologie. Je mesure donc parfaitement toutes les préoccupations que vous pouvez avoir au sujet de l'avenir de l'enseignement francophone au Liban.

La faculté de médecine Saint-Joseph a été en grande partie détruite par l'explosion d'un camion piégé, fin décembre 1983. Avec quelques collègues, nous nous efforçons d'aider à la reconstruction de cette faculté. La Fondation de France a bien voulu ouvrir un compte qui nous a permis de recueillir quelque argent, pas énormément (Fondation de France, 40, avenue Hoche, Paris-8e).

Ne faut-il pas aller de l'avant et montrer que quelques Français agissent quelles que soient les circonstances ? Le gouvernement français a fourni une certaine contribution ; une contribution beaucoup plus importante est venue de l'Œuvre d'Orient. Les résultats modestes de notre souscription ne me font pas baisser les bras.

Professeur GABRIEL RICHET
(Paris-6e).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 523-06-81
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

LU

UNE NOSTALGIE DE GRANDEUR, de Carlos de Sa Rêgo

Quand la France « tenait son rang »

LE livre de Carlos de Sa Rêgo, journaliste à *Libération*, s'inscrit dans la longue série des essais consacrés en France, depuis quelques années, à l'omnipotence de l'Etat et à la nécessité de s'attaquer enfin à ce vieux « mal français ». Mais l'originalité de l'analyse proposée par notre confrère vient de ce que, contrairement à la plupart de ses prédécesseurs, il applique sa réflexion à la politique étrangère et aux effets du tout-puissant modèle étatique sur les relations extérieures de notre pays.

L'auteur montre en effet qu'en France l'identification du peuple à son Etat, devenu *« la matrice exclusive de l'identité nationale »*, s'est traduite par une volonté de *« grandeur »*, le souci de *« tenir son rang »*, la crainte du *« déclin »* — préoccupations qui ne semblent pas hanter les autres nations d'Europe.

La diplomatie française est évidemment affectée par ces particularités de notre culture politique. Carlos de Sa Rêgo explique bien comment le maintien des *« murailles de l'Etat-nation »*, héritées d'une histoire séculaire, continue de commander l'attitude de la France à l'égard de ses divers partenaires. Dans le tiers-monde, par exemple, Paris *« privilégie les rapports d'Etat à Etat »* et *« s'inquiète donc de toute évolution mettant en cause la division de la planète en Etats-nations »*. En Europe, la France attend de la Communauté qu'elle préserve sa « prééminence ». Bref, partout il s'agit d'assurer *« la défense des prérogatives de l'Etat-nation français »*.

Or ce modèle, affirme l'auteur, est aujourd'hui *« hors d'haleine »*, la France n'ayant plus les moyens de ses ambitions dans un univers en pleine transformation. Il convient donc d'en inventer un autre. Lequel ? Sur ce point, l'auteur reste vague. Autant sa description de l'état du monde en 1985 est solide et argumentée (on lira notamment avec intérêt les chapitres sur l'entreprise de « réévangélisation » conduite par Jean-Paul II), autant ses propositions sont modestes. Faire de la France un grand *« déstabilisateur »*, puisqu'elle ne peut plus être au nombre des grands *« équilibrateurs »*, tenter d'influencer les grandes mutations plutôt que de les subir, réconcilier les Français avec l'audace : oui, mais encore ?

Il est vrai que l'auteur donne en exemple *« le bouillonnement allemand »*, qui lui semble *« la réalité la plus vivante et la plus passionnante de cette fin d'histoire européenne »*. La référence à *« la nouvelle vision de la vie politique, économique, culturelle »* qui *« s'invente »* au-delà du Rhin est éclairante en effet. Elle appellerait sans doute d'autres développements, mais, ne serait-ce que pour ce regard chaleureux porté sur une Allemagne souvent incomprise en France, le livre de Carlos de Sa Rêgo, riche et stimulant, mérite d'être lu.

THOMAS FERENCZI.

★ *Une nostalgie de grandeur. Essai sur la France Etat-nation*, de Carlos de Sa Rêgo. Ramsay, 303 p., 118 F.

étranger

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND AU BRÉSIL

La dette... et la culture

(Suite de la première page.)

Pays à la fois créancier et lourdement endetté, la France se dit apte à comprendre les uns et les autres, et prête à jour un rôle charnière. Mais sur quels points précis ? Et quelle peut être la contribution de M. Mitterrand au dialogue politique que les pays en voie de développement réclament sur le problème de la dette ? Autant de précisions qui seront sans doute bien accueillies à Brasilia.

De même à propos du protectionnisme des grands pays industriels. Dans ses propos d'avant le voyage, M. Mitterrand s'y est déclaré hostile, et souhaite que le GATT puisse aborder largement la question. Mais c'est un domaine où les accusations réciproques suivent immédiatement les déclarations d'intention.

Les Brésiliens se plaignent de la concurrence que la France leur fait sur le sucre, en subventionnant ses betteraviers et en s'abritant trop confortablement, à leurs yeux, derrière les règlements de la CEE. Mais vous-mêmes, répliquent les Français, n'êtes-vous pas protectionnistes ? N'avez-vous pas créé des réserves de marché dans l'informatique et la chimie ? Les Brésiliens répondent : notre industrie en est à ses débuts ; nous devons la protéger ; comment pourrions-nous payer nos dettes sans un excédent important dans notre commerce avec l'étranger ?

Lorsqu'il a reçu les journalistes brésiliens, avant son départ, M. Mitterrand s'est dit favorable – comme le Brésil – à une nouvelle conférence sur le système monétaire international, où seraient discutés les taux d'intérêt et la stabilité du prix des matières premières. Il a expliqué également son refus de participer au sommet extraordinaire des sept pays occidentaux les plus industrialisés proposé récemment par M. Reagan, en disant que le monde ne pouvait pas être soumis à un *« directoire »* formé par quelques pays riches.

« C'est aussi ce que nous pensons, disent les dirigeants brésiliens. *Nous voulons être acteurs, et non pas victimes, dans le système international. Nous n'ignorons pas les rapports de forces, mais nous voulons un minimum d'égalité juridique entre les nations. Les positions de la France à ce sujet prouvent que nous avons le même comportement devant le monde ; nous défendons les mêmes valeurs. »*

Des affinités anciennes

La visite de M. Mitterrand sera aussi l'occasion de grandes retrouvailles culturelles. Comme toujours en pareille circonstance, on parle d'affinités étroites et anciennes. Mais, dans le cas précis, ce n'est pas que de la rhétorique. Il n'est pas besoin de remonter jusqu'au dix-huitième siècle, et à l'influence des philosophes français sur les *« confidentes »*, ces premiers combattants d'une indépendance qui devait être arrachée plus tard à la couronne portugaise.

Encore aujourd'hui, des militaires brésiliens rappellent volontiers qu'avant de se mettre à l'école américaine ils ont été formés par des officiers français, ceux de la mission Gamelin, et que leur Ecole supérieure de guerre, surnommée *« la Sorbonne »*, est sortie du moule parisien. L'université de Sao-Paulo, que doit visiter M. Mitterrand, a été créée avec la participation de chercheurs français, dont beaucoup sont devenus célèbres, tel M. Lévi-Strauss, qui participe au voyage.

Cette fois, avec le projet France-Brésil, le courant doit passer, des deux côtés de l'Atlantique, par une série de manifestations et d'activités programmées pour 1986 et 1987, et qui doivent se prolonger au-delà. Les socialistes français voient dans le Brésil un bourgeon vigoureux de cette latinité qu'ils proposent aux Français de redécouvrir pour faire pièce à l'hégémonie culturelle des États-Unis. Une latinité particulière, sans doute, car mêlée d'influences indigènes et africaines.

Mais les Brésiliens, eux, se sentent-ils latins ? La question n'est même pas posée. S'ils sont prêts à redécouvrir la France, comme on le leur propose, ce n'est pas par rejet des modes et des valeurs américaines, mais parce qu'ils ont toujours été ouverts aux apports extérieurs, tant ils sont capables de les assimiler. L'anglais, le rock, le business, font aujourd'hui partie de leur savoir, de leur mode de vie.

Paris aussi fait partie de leurs habitudes, pas seulement pour le plaisir de la ville, mais aussi parce que c'est l'exil qu'ils ont choisi chaque fois qu'ils y ont été contraints. De ce point de vue – celui de l'accueil aux persécutés, – les différents gouvernements de la Vᵉ République n'ont pas démérité, et, si le Parti socialiste peut s'enorgueillir d'un « plus », c'est par son intérêt constant pour ce qui s'est passé de ce côté-ci de l'Atlantique.

CHARLES VANHECKE.

L'escale de Dakar : apartheid et endettement de l'Afrique

De notre envoyé spécial

Dakar. – En route vers le Brésil, le président Mitterrand devait faire lundi matin une escale à Dakar et s'entretenir avec le président Abdou Diouf, lui-même attendu en France pour une visite officielle fin novembre.

Le chef de l'Etat sénégalais se proposait d'aborder au cours de cette rencontre la lutte contre l'apartheid, la question de l'endettement de l'Afrique, et celle du Tchad. Après sa récente tournée dans les pays de la ligne de front (*le Monde* du 12 octobre), il veut mobiliser davantage l'Occident contre Prétoria. Il estime que la France est *« à la pointe du combat »* et il lui demande de *« continuer son travail de persuasion »*. *« J'essaierai de faire admettre le principe de sanctions supplémentaires de la part de Paris,* nous a-t-il dit. *La France a arrêté ses investissement en Afrique du Sud, mais je pense maintenant aux désinvestissements. »*

M. Diouf compte aussi sur le concours de M. Mitterrand pour que l'Afrique obtienne un moratoire global de longue durée au lieu d'aménagements des dettes Etat par Etat. En tant que président en exercice de l'OUA, il va demander devant l'Assemblée générale des Nations unies, la convocation d'une session extraordinaire, au niveau ministériel, pour débattre de la situation économique de l'Afrique. Une autre conférence, réunissant, hors de l'ONU, les créanciers du continent noir, devrait être consacrée au problème spécifique du moratoire. Une des difficultés tient au fait que l'Afrique n'est pas seulement endettée auprès des Etats et des institutions internationales mais aussi auprès de banques privées, notamment au titre des prêts fournisseurs. Un groupe préparatoire africain va se consacrer à la difficile évaluation des crédits privés en vue de la conférence sur le moratoire.

Le président Diouf porte un jugement nuancé sur les mesures d'assainissement demandées aux pays pauvres par le FMI. Le Sénégal, pour sa part, a obtenu que soit appliqué seulement *« ce qui était acceptable par le peuple »*. La politique de rigueur sera accompagnée de mesures de relance par l'encouragement aux investissements privés et la commercialisation de nouveaux produits agricoles, grâce notamment à une bonne récolte cette année. M. Diouf compte sur une *« injection de pouvoir d'achat en milieu rural »*. Il présidera un conseil interministériel consacré à cette politique de relance le 17 octobre, juste avant son départ pour New-York et Washington où il rencontrera le président Reagan.

En ce qui concerne le Tchad, le chef de l'État sénégalais estime que *« la France a fait ce qu'elle avait à faire »* pour arrêter l'offensive libyenne, et il ne voit pas *« ce qu'on peut lui demander de plus actuellement en termes d'action militaire »*. Reste que Paris pourrait *« aider le président Habré si celui-ci a la volonté politique de reconquête militaire »*.

« Ce qu'il ne faut pas admettre, poursuit M. Diouf, *c'est la partition définitive du Tchad. La Libye doit rendre le nord du Tchad. La question de la bande d'Aouzou, c'est différent. Elle relève d'un arbitrage international. Chacune des parties, Tchad et Libye, n'a qu'à produire son dossier. »*

Le président de l'OUA est prêt à rencontrer M. Hissène Habré et le colonel Kadhafi et voulait *« demander des conseils à M. Mitterrand »*. Il souhaitait notamment savoir si son hôte *« a des possibilités de contacts avec la Libye »*.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

DANS UN ENTRETIEN ACCORDÉ AU « NEW YORK TIMES »

Le chef d'état-major soviétique confirme que l'URSS fait des recherches « sur les problèmes de l'espace »

Dans un entretien accordé, samedi 12 octobre, à Moscou, au *New York Times* et publié dimanche par le quotidien américain, le maréchal Akhromeev, chef de l'état-major général des forces armées soviétiques, a confirmé que l'URSS procède à des *« recherches scientifiques sur les problèmes de l'espace »*, y compris dans le domaine des armements, mais qu'elle ne développe *« aucun prototype et, par conséquent, n'a pas à les tester »*. *« Nous ne dénions pas le droit ni la possibilité de procéder à la recherche fondamentale,* dit-il notamment. *Mais faire des études et de la recherche en laboratoire est une chose, développer des prototypes et tester des armes spatiales est une chose entièrement différente. »*

M. Kornienko, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui participait à l'entretien, a ajouté, pour sa part, à propos du traité ABM de limitation des antimissiles conclu en 1972, que les signataires ne doivent *« faire aucune chose qui sape le traité »*. *« Nous pouvons faire quelque chose dans les limites du traité, et cela doit être discuté et limité »*, a-t-il dit.

A propos précisément de la compatibilité entre le programme américain de défense stratégique (IDS) et le traité de 1972, le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl s'est dit convaincu, dans un entretien publié dimanche 13 octobre par l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*, que les Etats-Unis respecteront *« pendant la phase de recherche »* les dispositions du traité. Selon le chancelier, une mission ouest-allemande conduite par son conseiller, M. Teltschick, a reçu aux Etats-Unis l'assurance que Washington s'est engagé *« à renoncer à déployer des systèmes de défense stratégique si cela devait provoquer les Soviétiques à accroître considérablement leurs armements offensifs »*.

AFRIQUE

Côte-d'Ivoire

LA NOUVELLE CANDIDATURE DE M. HOUPHOUËT-BOIGNY

« Le Vieux reste »

De notre envoyé spécial

Abidjan. – Le visage hiératique du « Vieux » remplit tout l'écran du poste de télévision. « La paix », message tant de fois répété depuis plus d'un quart de siècle, retentit une fois encore. Dans ce « maquis » (petit restaurant) de la « Rue 12 » – connue surtout pour entretenir le culte de la danse et de la musique, – la retransmission, au milieu de la nuit, du discours du président Houphouët-Boigny est suivie avec un intérêt certain. Mais, pour l'essentiel, Treichville sait à quoi s'en tenir. *« Le Vieux reste »*, le huitième congrès du PDCI-RDA a décidé ainsi. Dans ce quartier populaire, « Radio-Trottoirs » s'est chargée de confirmer l'« événement », qui a fait la « une » de *Fraternité-Matin* du samedi 12 octobre : « Houphouët candidat à la présidence ». La démocratie à l'ivoirienne qui règne au sein du parti unique a été, jusqu'au bout, respectée : précongrès, congrès, résolutions et débats, comme si, au-delà de ce formalisme, il y avait une marge infime d'incertitude.

Un redoutable tacticien

Sous l'*« amicale pression »* du peuple, donc, le « Vieux » a accepté une fois encore de faire *« don de sa personne »* à son pays. *« Notre guide prestigieux, qui est là, frais et dispos (...), le bélier incomparable, sagace, de Yamoussoukro »* (M. Mathieu Ekra, ministre d'Etat). Combien de discours-fleuves pour saluer *« l'homme-lumière de l'histoire de notre temps »*, et les *« fleurs magnifiques »* et innombrables sorties tout droit du *« moule génial de l'houphouétisme »* ? M. Houphouët-Boigny était là, faussement impassible, assis derrière une table drapée de tissus à son effigie, se détachant d'un immense tableau le représentant, acceptant ce torrent d'éloges, comme déjà statufié par sa légende. Comment le nier ? On assiste, en Côte-d'Ivoire, à l'apparition d'un véritable culte de la personnalité.

Incontestablement rajeuni depuis 1980, le président Houphouët-Boigny demeure un redoutable tacticien politique. On le croyait prêt enfin à envisager sa succession, parce que, en 1980, sa santé déclinant, il avait créé une vice-présidence ? Exit la vice-présidence et retour à la case départ. En cas de vacance du pouvoir, c'est le président de l'Assemblée nationale qui assumera « provisoirement » les fonctions de président de la République. C'est lui qui devra, dans un délai compris entre quarante-cinq et soixante jours, organiser une nouvelle élection présidentielle. Plus de vice-président, donc plus de « dauphin » institutionnel. L'expérience de ces dix dernières années a, de ce point de vue, montré que toute personnalité placée à un poste de responsabilité considéré par la population et la classe politique comme l'antichambre du pouvoir devenait aussitôt la cible de tous, l'objet de rumeurs visant à le discréditer, et voyait *de facto* ses chances s'amoindrir. Ce fut le cas de M. Philippe Yacé, ancien président de l'Assemblée nationale jusqu'en 1980 (et donc « héritier » implicite), et ancien secrétaire général du parti durant vingt ans.

Ecarté lors du septième congrès, M. Yacé a effectué cinq ans de « traversée du désert » pour être aujourd'hui réhabilité. Ceux qui ne l'apprécient pas assurent que l'incontestable primauté à l'« applaudimètre » qu'il s'est acquise au cours du congrès ne signifie rien. Il reste qu'à l'occasion du pré-congrès qui s'est tenu à Yamoussoukro c'est lui qui a proposé la réforme de la Constitution et qu'il jouit d'une popularité certaine. Il présente, en outre, l'avantage d'appartenir à une ethnie minoritaire, ce qui pourrait résoudre l'épineux problème de la rivalité entre Baoulés et Békés. Mais M. Yacé a les défauts de ses qualités : sa popularité, d'abord, qu'il lui faudra habilement canaliser s'il veut *« survivre »* politiquement, et... sa propre croyance en son destin national.

La volonté du chef de l'Etat paraît être en tout cas de former une équipe au sein du parti, qui lui succédera. L'entreprise, la période récente l'a montré, est aléatoire. Quiconque semble sortir du lot risque en effet de voir ses prétentions brutalement rabaissées. L'« affaire Dioullo » en a fourni une impressionnante démonstration. M. Emmanuel Dioullo, ancien maire d'Abidjan (aujourd'hui en fuite à l'étranger), a été compromis dans le scandale financier de la Cogexim-BNDA, qui porterait sur 19 milliards de francs CFA. Pendant longtemps, il a vu son étoile monter – mais de façon artificielle – sur la scène politique ivoirienne, à tel point que certains ont pu croire qu'il était « choisi » par le « Vieux », sans tenir compte du fait que, le père de M. Dioullo ayant été un adversaire déclaré du chef de l'Etat, le fils n'avait en fait aucune chance de lui succéder. Le président Houphouët a accepté durant de longues années, avant d'y mettre fin, un scandale que tout Abidjan connaissait : les relations qu'entretenait sa propre épouse, Thérèse, avec le maire d'Abidjan, avec qui elle était associée dans des affaires d'exportation de café et de cacao. Aussi, si l'affaire Dioullo paraît aujourd'hui terminée, elle reste une référence.

La reprise en main du parti

Le retour en grâce de M. Yacé est symbolique. Avec lui, ce sont les « barons » du PDCI-RDA qui reprennent l'avantage, ce qui signifie que M. Houphouët-Boigny souhaite s'appuyer davantage sur des hommes d'expérience. Depuis 1980, les neuf membres du comité exécutif du parti ont acquis un poids politique très important. *« Ils se sont faits les maîtres du bureau politique, alors qu'ils devraient en être les exécutants. Il est temps de rabattre leurs prétentions »*, explique l'un des « barons ». Ils rentrent donc aujourd'hui dans le rang, le comité exécutif devant à l'avenir se cantonner au rôle de « secrétariat » du parti et du président. A Yamoussoukro, le chef de l'Etat a longuement dénoncé l'atmosphère de complots, cette propension des uns et des autres à se pousser du coude, estimant que six des neuf membres du comité exécutif ne pensent qu'à sa propre succession.

Cette reprise en main du parti et de la classe politique ivoirienne mettra-t-elle fin aux luttes d'influence, notamment en vue de l'élection du futur président de l'Assemblée nationale ? A l'évidence, non. En décembre, M. Houphouët-Boigny pourrait, d'autre part, choisir de nommer un « coordonnateur de l'action gouvernementale », sans que celui-ci puisse se prévaloir de cette fonction sur le plan politique. En choisissant ainsi de ne pas choisir, M. Houphouët-Boigny calme – pour un temps – le jeu politique.

LAURENT ZECCHINI.

Tunisie

LES AUTORITÉS ET LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME DÉPLORENT LA TUERIE DE DJERBA

L'agence officielle tunisienne TAP a publié samedi 12 octobre une *« mise au point »* relative à la tuerie de Djerba, qui a coûté la vie à quatre Tunisiens, à trois juifs et à un musulman le 8 octobre. Elle la présente comme *« un acte isolé commis par un agent des forces de l'ordre pris subitement d'une crise de démence, qui a été mis hors d'état de nuire par ses collègues, après avoir été grièvement blessé »*.

Citant des milieux autorisés, elle *« rappelle que la communauté juive de Tunisie fait partie intégrante de la communauté nationale »* et *« souligne les liens de parfaite harmonie qui ont toujours existé entre les communautés juive et musulmane »* dans le pays. Ces milieux autorisés *« déplorent cet incident tragique »*.

D'autre part, le comité directeur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme a adressé aux familles des victimes et au rabbin de Djerba un télégramme exprimant *« sa profonde émotion face à cet acte inqualifiable et totalement étranger aux traditions tunisiennes »*.

L'ÉTAT DU MONDE 1985

Le monde dans tous ses Etats

En format de poche, le guide du monde tel qu'il est aujourd'hui.

Une approche à la fois politique, stratégique, géographique, économique, sociale, en 121 articles, 200 tableaux, 80 bibliographies, 42 cartes.

Entièrement renouvelé et actualisé par rapport aux éditions antérieures, sa section thématique est consacrée cette année aux questions démographiques : vieillissement de l'Europe, contrôle des naissances, nouveaux équilibres démographiques...

Un ouvrage de référence à consulter pour l'étude, pour satisfaire sa curiosité ou, tout simplement, par plaisir.
Relié, 640 pages, 118 francs.

L'ETAT DU MONDE 1985
Annuaire économique et géopolitique mondial
Sous la direction de François Gèze, Alfredo Valladão, Yves Lacoste, Thierry Paquot
ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE

CONCOURS

Pour illustrer la richesse et la diversité des informations contenues dans L'état du monde, les éditions La Découverte organisent un grand concours dont les réponses figurent toutes dans l'édition 1985.

1er PRIX : un voyage et un séjour d'une semaine pour deux personnes, offerts par le Point-Mulhouse, au Burkina Faso, au Sri Lanka ou à New York.

2e au 4e PRIX : un micro-ordinateur Thomson TO7/70 ou un voyage en Grèce, au Maroc ou en Tunisie.

5e AU 50e PRIX : des collections de livres, des abonnements au Monde et à la revue Croissance des jeunes nations.

Pour participer, il vous suffit de répondre aux questions ci-dessous et de déposer ce bulletin chez votre libraire avant le 14 décembre 1985. Les envois directs à l'éditeur ne sont pas admis. Veuillez, suivant les cas, répondre ou cocher la ou les bonnes réponses.

Parmi ces Etats, quels sont ceux qui ont une superficie supérieure à celle de la France ?
☐ Botswana ☐ Chili ☐ Égypte ☐ Espagne
☐ Paraguay ☐ Laos ☐ Birmanie ☐ Roumanie

De mars 1984 à mars 1985, quel a été le taux d'inflation en Argentine ?
☐ 75 % ☐ 366 % ☐ 688 % ☐ 850 %

Lequel de ces États a été en 1984 le plus important producteur de céréales ?
☐ Australie ☐ France ☐ Canada ☐ Argentine

Pour la période 1980-1985 quel est parmi ces pays celui où le taux de mortalité infantile a été le plus élevé ?
☐ Tunisie ☐ île Maurice ☐ Afrique du Sud ☐ Cap Vert

La part des dépenses militaires de l'État dans le PNB des États-Unis a-t-elle augmenté ou diminué en 1984 par rapport à 1983 ?
☐ augmenté ☐ diminué

Qu'est-ce que le swap ?
☐ une nouvelle danse ☐ une boisson à base de plantes
☐ un contrat par lequel un débiteur échange une dette contre celle d'un autre débiteur
☐ le sigle d'un parti politique africain

Ce bon est à déposer chez votre libraire avant le 14 décembre 1985 (un seul bon par personne). Les envois directs à l'éditeur ne sont pas admis.
Nom, ... Prénom ....
Adresse ....
....

En 1985 on compte 4,5 millions de Palestiniens ; où sont-ils plus de 100 000 ?
☐ Israël ☐ Liban ☐ Koweït ☐ Libye
☐ États-Unis ☐ Oman ☐ Qatar ☐ Égypte

Quels sont parmi ces pays les deux principaux exportateurs d'armes en 1984 ?
☐ Chine ☐ Corée du Sud ☐ Maroc ☐ Argentine
☐ Brésil ☐ Égypte ☐ Mexique ☐ Inde

Quels sont parmi ces pays ceux où la disponibilité alimentaire (en calories et en protéines animales) a diminué au cours des années soixante-dix ?
☐ Maroc ☐ Royaume-Uni ☐ Afghanistan ☐ Iran
☐ Argentine ☐ URSS ☐ Chili ☐ Australie

Parmi ces pays, quels sont ceux où la population d'origine étrangère est majoritaire ?
☐ Monaco ☐ Gabon ☐ Arabie saoudite ☐ Koweït
☐ Singapour ☐ Nigeria ☐ Brunei ☐ Qatar

Quels sont parmi ces pays les deux où le taux de chômage à la fin de 1984 était le plus faible ?
☐ États-Unis ☐ Pays-Bas ☐ Suède ☐ Canada
☐ France ☐ Espagne ☐ Norvège ☐ Belgique

Quel était le plus jeune roi du monde au 1er janvier 1985 ?

....

Parmi ces pays, quel est celui où le nombre de récepteurs de télévision pour mille habitants était le plus élevé en 1982 ?
☐ États-Unis ☐ Monaco ☐ France ☐ Japon

Où vivent majoritairement les Chapaluta ?
☐ Equateur ☐ Nigeria ☐ Mongolie ☐ Zaïre
☐ Canada ☐ Bornéo ☐ Bolivie ☐ Afghanistan

Qu'est-ce que l'infitah ?
☐ un nouveau rite sunnite ☐ une insulte berbère
☐ la politique libérale de Sadate ☐ une forme d'héritage

EXTRAIT DU REGLEMENT

Les gagnants doivent avoir répondu correctement à la totalité des questions. En cas de contestation, feront foi les statistiques et renseignements fournis dans l'édition 1985 de *L'état du monde*. Un tirage au sort départagera les bulletins gagnants. Le règlement complet de ce concours peut être consulté chez votre libraire. Il a été déposé chez Maître Desgueux, huissier de justice à Paris.

Editions La Découverte

MANHATTAN TRANSFER AGENCE

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

Chili

Compte à rebours pour le général Pinochet ?

Le général Pinochet, au pouvoir depuis douze ans, affronte maintenant l'opposition ouverte de l'Eglise et de la majorité de la classe politique. L'armée, son seul vrai soutien, est préoccupée par la succession et commence à s'interroger.

En apparence, il est inamovible, indéracinable. Un rocher têtu, impénétrable, rebelle à tout appel, à toute concession. Depuis douze ans, il est le maître absolu du Chili. *« C'est un pouvoir messianique »*, dit Andres Zaldivar, un dirigeant démocrate-chrétien.

Au début, on l'a brocardé. Il était le traître d'une sombre et sanglante tragédie, le tombeur d'Allende après avoir été, au deuxième rang, à son service. On le disait fruste, borné, stupide. Il ne « pouvait » pas durer. Mais il dure. Il est toujours là, à l'étonnement du peuple chilien, sans doute le plus intelligent et le plus civilisé de cette partie de l'Amérique.

Son mandat légal — selon la Constitution de 1980 — prend fin en 1989. Mais il a bien l'intention, selon ses proches, de briguer un nouveau mandat de huit ans qui lui permettrait de rester à la Moneda jusqu'en 1997. Une perspective possible selon la Constitution, mais qui horrifie les dirigeants de l'opposition. Et qui suscite même des murmures dans le cercle très fermé du haut état-major. Le général Pinochet n'en a cure. A trois officiers généraux qui venaient, timidement, lui demander si oui ou non il serait « candidat » après 1989, il a répondu en colère qu'il était le seul dans ce pays *« à pouvoir se soulever »*. Et il les a mis à la porte de son bureau.

Il est, ou se veut, infaillible, au-dessus de la mêlée, inaccessible. La crise économique frappe brutalement le Chili après quelques années de croissance spectaculaire ? C'est « la faute » des experts du gouvernement. Les services secrets du corps des carabiniers multiplient les bavures, les assassinats politiques, les tortures, les enlèvements ? Il s'étonne, tempête, ordonne la dissolution de la Dicomcar, les services spéciaux des carabiniers, obtient la démission du général Mendoza, chef de ce corps paramilitaire et membre de la junte depuis 1973. Un fidèle parmi les fidèles.

Franco pour modèle

Les Chiliens de la classe moyenne l'appellent le *« caballero »*, le « monsieur », une manière à la fois ironique et courtoise d'ignorer ses titres. Dans le peuple des *poblaciones*, on est moins respectueux. C'est *« Pinocho »*, ou pire, *« Perrochet »*, jeu de mot avec *« perro »*, chien. On dit aussi que le général est un *« vivo »*, un malin, un rusé, qui *« sent ses ennemis à 3 kilomètres »*. Jusqu'à présent, il les a parfaitement neutralisés. Et le général Leigh, ancien membre de la junte, limogé, peut bien multiplier les déclarations aigres et critiques, il ne compte pas vraiment.

La résidence de Pinochet, à Melocoton, dans la belle vallée de Maipo, est gardée par des soldats casqués, armés jusqu'aux dents. Mais, surprise, lui-même est peu protégé pendant ses déplacements compte tenu des « risques » et des « menaces ». Sa vraie force vient de sa solitude. Celle d'un chef qui ne se veut pas charismatique, mais redouté. Depuis 1973, il a personnellement nommé tous les officiers supérieurs. Ils lui doivent leur grade. Aucun d'entre eux ne le tutoie. Dans cette armée à la prussienne, monolithique, verticale, il est au sommet de la pyramide. Seul maître à bord. Le vrai modèle de Pinochet, c'est Franco, militaire glacial qui a régné, lui aussi, en divisant.

Son seul cheval de bataille, c'est la lutte contre le communisme international. Il se considère comme l'un des derniers — sinon le dernier — combattant de la guerre contre le marxisme. De ce point de vue, il trouve Reagan *« très faible »* et ne se gêne pas pour le dire à l'ambassadeur des Etats-Unis à Santiago. Il se proclame aussi « anti-américain » et « anti-impérialiste », défenseur de la « vraie souveraineté chilienne ».

Officiellement, les Américains continuent pourtant de le soutenir. Ils viennent d'obtenir des facilités à l'île de Pâques, qui pourrait devenir un « relais » stratégique dans le Pacifique sud. Le Chili de Pinochet, dont la dette extérieure s'élève à une vingtaine de milliards de dollars, a obtenu, en septembre, plus de facilités et de compréhension des organismes de financement et du FMI qu'aucun autre pays latino-américain.

Mais les États-Unis commencent discrètement à exprimer des réserves sur les méthodes de gouvernement du général, le lui font savoir et le disent aux dirigeants de l'opposition modérée, en leur promettant un « appui », s'ils s'unissent, se prononcent en faveur d'une transition pacifique, et se démarquent des communistes. Ce qu'ils viennent de faire avec éclat, le 26 août, en signant une plate-forme commune pour la transition démocratique entérinée par l'Eglise chilienne.

« Il est bien tard... »

Sur le papier, l'opposition, multiforme, est nombreuse, puissante, et représente, comme le dit le dirigeant démocrate-chrétien Gabriel Valdes, *« au moins 85% de la société civile »*. De la droite conservatrice, maintenant hostile au régime, jusqu'aux communistes, interdits, tout ce qui compte dans la classe politique est dans l'opposition ouverte. Même Francisco Bulnes, ancien conseiller d'Etat, ancien ambassadeur de Pinochet et porte-parole de la grande bourgeoisie favorable au régime, déclare : *« Il est bien tard, et il va faire nuit. Mais nous pouvons peut-être encore trouver une issue raisonnable »*, avant de rallier les rangs de l'opposition de droite.

Javier Diaz, dirigeant de la droite républicaine, affirme que *« Pinochet est le véritable obstacle pour les forces armées »*. Sous-entendu : elles trouveraient une « solution raisonnable » s'il n'était plus là.

« Tout ce que cherche Pinochet, ajoute-t-il, *est de se maintenir indéfiniment au pouvoir... »* Les leaders « historiques » de la démocratie chrétienne se déchirent entre eux, mais sont au moins d'accord pour réclamer le départ du général, au plus tard en 1989. Si possible avant... Les jeunes loups de la Gauche chrétienne — une formation en hausse, — comme Luis Maira, réclament *« une unité sans exclusive pour la déroute politique du régime »*. Ceux de la droite « moderne », comme Andres Allamand, leader du MUN (Mouvement d'union nationale), dénoncent la *« rigidité du gouvernement »*.

Orlando Saenz, qui a participé à la préparation du putsch de 1973 contre Allende, parle aujourd'hui du Chili comme d'un pays *« militairement occupé »*. Et il dénonce *« la disparition de l'industrie nationale »*. Les hommes qui ont préparé le terrain pour la signature de la plate-forme commune de l'opposition (réclamant des élections législatives et présidentielles immédiates) sont d'anciens conseillers de Pinochet.

La grande inconnue : l'armée

Les désertions se multiplient, du moins chez les civils. Le général n'est plus soutenu que par de faibles secteurs de la droite conservatrice. En outre, et c'est plus grave, il a maintenant l'Eglise, en tant qu'institution, contre lui. Un évêque réclame carrément et publiquement son départ. L'archevêque de Santiago a parrainé la rencontre de l'opposition modérée du 26 août. *« Nous ne sommes pas d'accord avec la situation actuelle »*, affirme Mgr Precht, l'un des plus proches collaborateurs du cardinal primat. Et l'épiscopat, unanime, dénonce l'article 24 de la Constitution qui accorde des « pouvoirs d'exception » au chef de l'État.

Il reste que l'opposition — les oppositions — sont gravement divisées. D'un côté, démocrates-chrétiens, libéraux et socialistes démocrates partisans d'un éventuel dialogue avec le régime. De l'autre, les communistes, et leurs alliés de l'extrême gauche, qui sont pour *« toutes les formes de lutte »*, donc aussi pour la lutte armée, et estiment qu'il n'est pas possible de négocier avec Pinochet. En outre, les masses populaires suivent mal les notables modérés et prudents. Elles sont lasses du régime, mais moins disposées à servir de chair à canon dans les *protestas* rituelles et brisées par les carabiniers. La radicalisation évidente dans la jeunesse — de tous les secteurs de la société — joue plutôt en faveur des adversaires d'un « dialogue » avec Pinochet.

Reste l'armée, la grande inconnue, et le facteur déterminant de la crise. Elle donnait depuis douze ans l'impression d'être homogène refermée sur elle-même, solidaire, disciplinée, sans failles. C'est moins vrai. Et c'est sans aucun doute très important. Elle s'interroge. Elle ne peut ignorer cette quasi-unanimité de la classe politique et de l'opinion contre Pinochet.

Le scandale qui éclabousse tout le corps des carabiniers après l'assassinat de trois dirigeants communistes, le 30 mars, la trouble. *« Jamais nous n'avions connu au Chili une telle violence*, déclarait à l'époque le général Matthei. Il ajoutait : *« Je condamne les auteurs de ce meurtre, quels qu'ils soient. »* Le général Matthei, chef de l'aviation, est aujourd'hui membre de la junte. Les commandants en chef de la marine et de l'aviation ont demandé que leurs hommes ne fassent plus partie des « groupes » de services spéciaux mis à la disposition de la CNI (la Centrale nationale d'information, principal organisme des services secrets). Un signe que les excès des unités chargées des « basses œuvres » exaspèrent les chefs des forces armées.

Plus sérieux : les militaires paraissent très préoccupés par la succession. Ils comprennent qu'un maintien de Pinochet au pouvoir au-delà de 1989 susciterait des réactions encore plus violentes et dangereuses pour le pays et pour la cohésion des forces armées. Ils cherchent une issue. Deux hommes ont un poids nouveau dans la junte : les généraux Matthei et Stange, ce dernier étant le nouveau patron des carabiniers. Tous deux sont luthériens, et d'origine allemande. Si quelque chose doit permettre de débloquer la situation, c'est de leur côté qu'il faut regarder. Le général Matthei s'est déclaré favorable à la transition démocratique. Le général Pinochet l'avait catégoriquement rejetée en septembre. Qui aurait osé, il y a seulement deux mois, contredire ainsi Pinochet ?

MARCEL NIEDERGANG.

EUROPE

Finlande

EN EXCLUANT LES MINORITAIRES ORTHODOXES

La direction du PC est passée outre à de fortes pressions soviétiques

De notre correspondant

Stockholm. — En décidant, *dimanche 13 octobre* à *Helsinki*, d'exclure les huit districts régionaux contrôlés par le courant minoritaire pro-soviétique, le comité central du Parti communiste finlandais (FKP) a mis fin à un conflit interne vieux de bientôt vingt ans qui a porté tour à tour sur l'idéologie, la stratégie politique et la nature des relations avec Moscou.

Dans leur réponse, par écrit le 6 octobre, à l'injonction de la direction du PC de rentrer dans le rang, de respecter les décisions des congrès et de cesser la publication de la revue *Tiedonantaja*, les orthodoxes avaient notamment accusé les eurocommunistes d'avoir trahi la « ligne traditionnelle » et réclamaient, une fois de plus, des négociations. Cette lettre est qualifiée de *« déclaration de guerre »* par le comité central, dont la mesure d'exclusion a été, dit-on, adoptée à l'unanimité, les minoritaires ayant cessé d'y siéger.

Huit des dix-sept organisations régionales du FKP sont donc, en fait, dissoutes, mais leurs membres se voient accorder un délai de réflexion. Les militants pourront, s'ils le désirent, abandonner leur anciens amis et rejoindre la majorité en s'acquittant, par exemple, de leurs cotisations. Ceux qui ne le feront pas seront rayés des listes, et cette procédure commencera dès la fin de l'automne. En réglant, de cette façon radicale, ses comptes internes, la direction du PC finlandais a témoigné d'un certain courage, car elle a fait exactement ce que Moscou lui avait déconseillé de faire à maintes reprises et elle n'a pas pris en considération le traité d'amitié qui unit les deux pays depuis 1948.

Les Soviétiques ne voulaient pas entendre parler de scission, et leurs pressions se sont intensifiées depuis un an. Dans ce conflit, ils ont pris clairement fait et cause pour les minoritaires et développé la thèse selon laquelle un éclatement du mouvement ouvrier finlandais ferait le jeu de la droite. Dernièrement, le PC d'URSS est même allé jusqu'à avancer qu'une scission pouvait compromettre la politique étrangère traditionnelle de la Finlande. Il a enfin tenté d'exercer un ultime *« chantage » d'ordre financier* en décidant subitement de confier à l'avenir l'impression d'une revue de propagande soviétique en Finlande à une entrprise appartenant au courant orthodoxe. *« Ceux qui croyaient nous influencer par de telles méthodes ne connaissaient pas le FKP »*, a déclaré sèchement le président du parti, M. Aalto, à l'issue du comité central de dimanche.

Les minoritaires, dont le chef de file est M. Taisto Sinisalo, considèrent que les mesures d'exclusion qui les frappent sont *« pernicieuses »* et qu'elles constituent *« un crime contre le parti »*. Ils promettent toutefois de *« continuer la lutte »* et se réuniront les 20 et 21 octobre *« examiner »* la nouvelle situation.

ALAIN DEBOVE.

Belgique

A question claire, réponse nette

(Suite de la première page.)

De plus son parti, le CVP (social-chrétien flamand), enregistre la plus forte *hausse en gagnant six sièges*, consolidant aussi sa position de premier parti de Belgique.

Contrairement aux prévisions, les sociaux-chrétiens francophones *améliorent aussi leur score par rapport aux élections de 1981* (+ 2 sièges). Cela en dépit de la position ambiguë prise par le leader de ce parti, M. Charles-Ferdinand Nothomb, ministre de l'intérieur, à la suite du drame du Heysel.

Les libéraux, l'autre composante de la majorité, ne peuvent en revanche se targuer de résultats si nets. Leur branche flamande, qui avait *mené une campagne sur des thèmes* très « thatchériens », perdent en effet six sièges, ce qui est considérable.

Les libéraux francophones, s'ils réalisent un bon score à Bruxelles, n'augmenteront pas le nombre de leurs députés. A l'intérieur de la coalition, un « recentrage » va donc s'opérer en faveur des sociaux-chrétiens qui auront au total *soixante-huit députés contre* quarante-sept pour les libéraux. Voilà pour la majorité.

Poussée socialiste

Le paradoxe est que les partis d'opposition les plus structurés, les partis socialistes, renforcent aussi leurs positions. En Flandre tout d'abord où ils gagnent six sièges. Légère déception malgré tout pour le jeune leader du Socialistische Partij, M. Karel Van Miert, qui espérait, depuis son excellent score des élections européennes, voir son parti talonner de plus près les sociaux-chrétiens flamands. M. Van Miert, rappelons-le, avait non seulement pris fermement parti contre l'implantation des missiles de croisière en Belgique mais exigé aussi le retrait des missiles *déjà installés*.

Quant aux socialistes francophones, les gains qu'ils enregistrent ne sont pas suffisants pour augmenter le nombre de leurs députés. Au *total, les socialistes auront* soixante-sept députés à la Chambre (trente-cinq francophones et trente-deux Flamands).

Qui donc a perdu ? A l'exception des écologistes (qui gagnent cinq sièges mais ne retrouvent pas leur résultat des élections européennes), tous les « petits » partis ont souffert. Et d'abord — à cet égard ces élections feront sans doute date dans l'histoire de la Belgique — les partis « fédéralistes ». En Wallonie, le Rassemblement wallon n'aura plus de représentants à la Chambre. A Bruxelles, le Front démocratique des francophones (FDF), qui a été un temps le premier parti de la capitale, n'aura plus que trois députés au lieu de six. En Flandre, la Volksunie voit sa représentation tomber de vingt à seize parlementaires.

Autre « déroute » : celle des partis d'extrême droite et des partis d'extrême gauche. L'UDRT (« poujadiste ») n'aura plus qu'un siège au Parlement, contre trois en 1981. Quant au Parti communiste belge, sa défaite est historique puisque, pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, il n'aura aucun représentant à la Chambre (il en avait deux en 1981).

Ce renforcement des familles politiques traditionnelles — social-chrétienne, socialiste, et libérale — est peut-être le dernier enseignement qu'il faut tirer de ces élections du 13 octobre. S'il va permettre une clarification du jeu politique, une efficacité gouvernementale plus grande, il risque aussi d'accentuer encore la pression d'une *« particratie »* déjà puissante. *« Les parrains sont revenus »*, notait dans la nuit un journaliste bruxellois.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Un beau dimanche à Knokke-le-Zoute

De notre correspondant

Knokke-le-Zoute. — Ce dimanche matin, Knokke-le-Zoute s'est réveillé un peu plus tôt que d'habitude. *Il faisait* beau. Dès 8 heures, les plus courageux votaient au centre culturel. *« Ainsi, je pourrai aller à la messe de 9 heures et ensuite profiter du soleil »,* explique une vieille dame rencontrée Albertslaan. Il y a sept églises à Knokke-le-Zoute ! Les Knokkensaars — ou Knockois — se rendent aux bureaux de vote à pied, à vélo (de grands vélos avec de grands guidons qui permettent de se tenir bien droit et de lancer, à chaque personne rencontrée, un *« goedendag »* sonore et guttural, ou... en Mercedes. Car on est très riche à Knokke-le-Zoute.

Très propre aussi. Avant d'aller accomplir leur devoir civique ou religieux, de robustes Flamandes nettoient à grands coups de seaux d'eau le bout de trottoir devant leur maison. Willy et Hilde, les plagistes, alignent quelques chaises longues en attendant les touristes et ten*dent des toiles blanches pour* protéger du vent. Le patron de l'hôtel, lui, ne cesse de bougonner depuis la veille : *« Avec un temps pareil, toutes nos chambres auraient dû être retenues, mais les Bruxellois ne sont pas venus à cause de ces foutues élections. » « Les aléas du vote obligatoire »,* ironise son fils, étudiant en droit.

11 heures. La plage est encore vide. Sur la digue, les enfants s'amusent sous le regard des grands-mères proprettes qui dégustent des « Trippel Trappist » ou des « Duvel », ces biè*resbrunes qui montent* à la tête des néophytes. Au centre culturel, les assesseurs ont droit à un bol de soupe et à deux « pistolets » (petits pains). Dans les rues avoisinantes, le shopping commence : mille deux cents commerces sont ouverts pendant le week-end. La crise n'est pas arrivée jusqu'à Knokke-le-Zoute. Apparemment, les que*relles linguistiques entre* Flamands et francophones non plus.

Dans une Belgique éclatée, Knokke-le-Zoute semble jouir d'un statut d'extraterritorialité. Certes, lors des réunions du conseil municipal, un représentant des fédéralistes flamands proteste régulièrement contre le fait que les bouches d'égout soient recouvertes, depuis 1910, de grilles portant le label d'une entreprise francophone. *« Mais ici, vous savez,* explique un épicier, *on naît commerçant, donc bilingue. »*

13 heures. Le bureau de vote ferme et les bulletins sont envoyés à Bruges, où ils seront décomptés. Les policiers rentrent chez eux à vélo.

18 heures. Les premières évaluations indiquent qu'il n'y aura pas de grands changements politiques à Knokke-le-Zoute.

J.-A. F.

Wilfried Martens ou l'ambition d'un Flamand

De notre correspondant

Bruxelles. — Il est content, Wilfried Martens ! Pourquoi, d'ailleurs, cet avocat flamand de quarante-neuf ans ne sourirait-il pas à la vie ? Déjà cinq fois premier ministre, le voici assuré de retrouver son bureau de la rue de la Loi. Les experts inter*nationaux le félicitent pour la rigueur* de sa gestion, les militants de son parti l'adulent, les Flamands l'adorent, et il réussit même à être l'homme politique le plus populaire à Bruxelles, ville peuplée pourtant de près de 80 % de francophones. Encore plus fort : en Wallonie, sa cote de popularité est presque aussi élevée que celle du président du parti socialiste, Guy Spitaels !

L'homme n'a pourtant rien de charismatique. Petit, replet, sage, semblable jusqu'à la caricature à ces milliers de fonctionnaires flamands qui, dès leur travail fini à Bruxelles, se *précipitent, serviette noire à la main*, vers la gare la plus proche pour rentrer à Oudenaarde, St-Niklaas ou Lokeren. Le grand art de Wilfried Martens est d'avoir su exploiter cette apparence « comme tout le monde ».

« Notre maison, écrit-il dans le livre de souvenirs qu'il vient de publier, *était une petite ferme avec quelques vaches et un cheval ».* La suite dit comment le petit paysan deviendra premier ministre : l'école, la bourse d'études, le lycée catholique et la rencontre avec un professeur de philosophie hors du commun. *« Quand il s'est rendu compte,* raconte Wilfried Martens, *que je ne voulais pas devenir prêtre, il m'a donné un bon conseil : Abandonne les mathématiques, va étudier le droit et entre ensuite en politique. »*

DAULLÉ.

La « revanche » ?

Wilfried Martens entre à l'université catholique de Louvain. Nous sommes au début des années 60, à l'époque de la grande revendication flamande. Il est parmi les animateurs les plus remuants du mouvement des étudiants catholiques. Tout naturellement, il entre au « Christelijke Volkspartij », le Parti social-chrétien (CVP), qui domine la Flandre, ou plutôt l'irrigue à travers ses multiples associations. M. Martens prend vite la tête des jeunesses du CVP et, en 1972, il devient président du parti et le demeure jusqu'en 1979. Sans avoir jamais eu aucun maroquin, il devient alors premier ministre. Bref, à l'école, à l'université, au parti et au gouvernement, cet homme a toujours été premier.

C'est sans doute dans cette ambition tenace qu'il faut chercher la clé du personnage. D'abord une ambition pour lui, l'enfant pauvre. Mais une ambition aussi pour sa région, cette Flandre longtemps écrasée, méprisée, ignorée par la bourgeoisie francophone qui dominait la Belgique.

Comme tous les Flamands de sa génération, M. Martens a connu cette époque de la domination, puis celle de l'émancipation et, aujourd'hui, celle de... Là, les avis divergent. *« Celle de la revanche », disent les uns, pour qui M. Martens* est d'abord un défenseur acharné des intérêts flamands et n'hésite pas à faire fi de ceux des francophones. *« Celle de la réconciliation »,* plaident les autres qui voient en lui le premier ministre *« de tous les Belges ».*

Et si Wilfried Martens, en devenant et — ce qui est plus difficile — en restant premier ministre, avait été saisi par la « grâce » ? Après tout, lui, le meilleur spécialiste « au monde » des problèmes communautaires belges ne dirige-t-il pas une coalition dont la principale préoccupation a été l'économie ? Certes, Wilfried Mar*tens ne veut ni ne peut nier son enra*cinement profond dans une Flandre agricole et catholique et dans ce parti qui la symbolise. Mais, à force de répéter *« je suis là pour unir et non pour diviser, mon combat pour la Flandre n'est pas un combat contre la Wallonie »,* sans doute a-t-il fini par s'en persuader.

J.-A. F.

EUROPE

Pologne

Le pouvoir se déclare satisfait de la participation aux élections législatives

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Selon les autorités de Varsovie, les Polonais auraient voté en plus grand nombre lors des élections législatives du dimanche 13 octobre qu'ils ne l'avaient fait quinze mois plus tôt à l'occasion des élections locales. L'opposition, qui, dans les deux cas, avait appelé à boycotter les urnes, devrait rendre publiques ses propres estimations dans les jours qui viennent.

Il était hors de question que les dirigeants polonais puissent « perdre » des élections où ils étaient à la fois juge et partie. Ils les ont donc, conformément à la logique politique et à toutes les prévisions, « gagnées », en annonçant une participation supérieure à celle qui avait été enregistrée, toujours selon les sources officielles, aux élections locales de juin 1984 (75 % des votants). La seule surprise, à vrai dire, est venue du long retard apporté à la publication des chiffres, le porte-parole du gouvernement, M. Urban, n'étant pas en mesure, plus de quatre heures après la clôture du scrutin, de fournir une estimation précise de la participation (les choses avaient été menées beaucoup plus rondement l'an passé).

L'opposition, qui a lancé une vaste opération de sondage des électeurs, ne publiera ses propres résultats que dans les jours qui viennent.

Le gouvernement du général Jaruzelski estime avoir reçu le soutien de la « majorité de la société ». L'opposition se réserve de publier ses propres résultats, sans doute différents...

Ceux qui collectent les données, les transmettent et traitent les informations reçues, y compris à l'aide d'ordinateurs, agissent naturellement en se cachant et à leurs risques et périls. Plusieurs dizaines d'arrestations ou d'interpellations ont d'ailleurs été opérées dans les jours qui ont précédé le scrutin, sans compter les multiples convocations « pour interrogatoire » de personnalités connues comme MM. Kuron et Romaszewski.

En dépit de ce handicap, le responsable de l'opération de comptage de Varsovie, Konrad Bielinski, un mathématicien qui se trouve dans la clandestinité, s'est payé le luxe de publier dès le milieu de l'après-midi une première estimation portant sur un certain nombre de bureaux de vote surveillés en permanence (par les observateurs en général placés dans des appartements voisins).

L'estimation — de 14 à 20 % de votants de moins que l'an dernier au cours de la matinée — était cependant trop partielle pour être vraiment significative.

D'une manière générale, l'opposition s'attendait à une participation sensiblement plus faible dans les villes, mais craignait en revanche que les votants ne soient très nombreux à la campagne, où les paysans, entièrement dépendants de l'administration locale pour leur approvisionnement en divers produits indispensables à l'agriculture, prendraient de très grands risques en s'abstenant.

Abstention est d'ailleurs, en l'occurrence, un mot tout à fait impropre. C'est bien plutôt d'un refus « actif » de vote qu'il s'agit, car tout est fait pour inciter l'électeur à faire son devoir. Les bureaux de vote étaient ouverts de 6 heures du matin jusqu'à 22 heures. La télévision a consacré la quasi-totalité de ses programmes à présenter des faces épanouies d'électeurs modèles, et le film du dimanche soir a été reculé jusqu'après la clôture du scrutin. Même les enfants des écoles primaires sont priés de dessiner des scènes édifiantes sur le thème : *« Papa, maman et moi allons voter en famille ».*

Il existe pourtant une autre pression, moins visible mais très réelle et qui agit, elle, exactement en sens inverse. Voter est considéré dans nombre de familles comme un acte tout simplement honteux, une reddition corps et âme. On comprend donc que pour certains hésitants cette journée ait pu représenter une épreuve redoutable. *« Certains ont peur de ne pas voter, mais d'autres ont peur de voter »*, remarquait dimanche un homme d'une soixantaine d'années à la sortie d'un bureau de vote des environs de la capitale.

Dès lors, bien peu de gens profitent de la possibilité qui leur offerte de se rendre dans l'isoloir pour rayer le nom de certains candidats. Une fois franchie la porte du bureau de vote, le reste n'a quasiment aucune importance.

Combien sont-ils, en fait, à franchir ce pas, qui fait la différence entre un régime subi et un régime accepté ? Le moins qu'on puissse dire est que le secret est bien gardé. Les journalistes ont certes le droit de pénétrer dans les bureaux de vote, évidemment très surveillés, mais c'est tout. Les responsables ont interdiction de leur donner la moindre indication sur le nombre des votants, et même sur le nombre des inscrits. Et pas question, bien sûr, d'assister au dépouillement. Tout au plus un coup d'œil rapide jeté aux listes d'émargement de deux ou trois bureaux de vote de Varsovie, juste avant l'heure de fermeture, permet-il d'avancer, que si beaucoup d'inscrits ont voté, beaucoup d'autres ne l'ont pas fait, et qu'aucun des deux groupes ne semble s'imposer très nettement. Pour le reste, il faut attendre les résultats officiels — et les autres.

Le porte-parole du gouvernement, lui, n'a pas attendu pour tirer dès avant l'ouverture des urnes les bénéfices politiques de cette journée. *« La majorité de la société »* — polonaise — a, selon lui, manifesté son attachement *« au système socialiste »* et *« son approbation générale de la politique des dirigeants de l'Etat »*. Par la même occasion, les électeurs ont approuvé *« la politique étrangère et les alliances de la Pologne »* et rejeté *« la propagande agressive de l'Occident ».*

L'attitude de l'Eglise

C'est sans doute pousser le bouchon un peu loin et donner un contenu bien riche à un vote qui n'était présenté, avant le scrutin, que comme un acte de « patriotisme ». Mais une telle exploitation du scrutin était prévue, et on peut même considérer que M. Urban a fait preuve cette fois d'une relative modération dans ses commentaires, en particulier à propos de l'attitude de l'Eglise. Tout en notant que la *« majorité des prêtres »* (sans donner d'indication précise sur l'épiscopat) se sont, semble-t-il, massivement abstenus, le porte-parole a affirmé : *« L'offre de relations positives avec l'Eglise reste valable. »*

En toute logique, le succès dont se targue le pouvoir et aussi le besoin pressant d'obtenir une levée complète des sanctions économiques américaines devraient l'inciter à proclamer sans trop tarder l'amnistie plus ou moins promise par le général Jaruzelski en échange d'une bonne participation. La *« Semaine des prisonniers politiques »*, qui sera l'occasion de nombreuses cérémonies et manifestations symboliques dans les églises à partir du 20 octobre, permettra à l'opposition d'attirer l'attention sur ces quelque trois cents détenus.

Auparavant, d'autres cérémonies feront se rassembler à Varsovie une foule émue : celle de l'anniversaire de l'assassinat du Père Popieluszko par trois officiers de la police politique. Au même moment, le 19 octobre, des résultats devraient être connus. Pas ceux des élections, bien sûr, mais ceux tellement plus importants ici du onzième Concours Chopin de piano.

JAN KRAUZE.

● *Manifestation.* — Des manifestants ont été interpellés, dimanche 13 octobre, à Nowa-Huta (faubourg de Cracovie) à la suite d'affrontements avec des forces de l'ordre au cours desquels des policiers ont été légèrement blessés, a indiqué le porte-parole du gouvernement, M. Urban. D'autre part, à Gdansk, deux mille personnes environ ont crié des slogans et *« un groupe de quelque cinq cents personnes est sorti dans les rues »*. Dans les deux cas, les manifestations *« n'ont pas duré plus de trente minutes et se sont dispersées après des appels au calme »*, a assuré M. Urban. — *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Un communiqué commun de l'ANC et de parlementaires blancs

Johannesburg. — Des parlementaires blancs de l'opposition libérale ont rencontré des responsables du Congrès national africain (ANC), samedi 12 octobre à Lusaka, capitale de la Zambie. Dans un communiqué commun publié dimanche, MM. Frederick Van Zyl Slabbert, chef du Parti fédéral progressiste, et Alfred Nzo, secrétaire général de l'ANC, réclament la libération de M. Nelson Mandela et des autres détenus politiques. Ils admettent toutefois qu'ils n'ont pu se mettre d'accord sur l'opportunité d'une convention nationale en vue de redistribuer le pouvoir politique. *« L'ANC ne pense pas qu'il existe aujourd'hui un climat susceptible de permettre une solution négociée de la crise »*, indique le communiqué.

D'autre part, des mouvements de droite au sein de la communauté afrikaner sont en train de conjuguer leurs efforts en faveur de la création d'une « patrie » (homeland) réservée uniquement aux Blancs et qui prendrait le nom d'Etat boer, sur le modèle de la République boer qui existait en Afrique du Sud avant la guerre avec les Britanniques à la fin du siècle dernier.

Pour la première fois depuis le début des violences dans les cités noires et métisses, un soldat blanc a été tué par des émeutiers, près de Port-Elisabeth, dans la nuit de dimanche à lundi. — *(AFP, AP, Reuter.)*

HAITI

Mort d'un opposant

Port-au-Prince. — Lionel Laine, un opposant au régime de Jean-Claude Duvalier, blessé mardi au cours d'un échange de coups de feu avec la police, est mort à l'hôpital militaire de la capitale, a-t-on appris ce lundi 14 octobre. Selon les autorités, l'affrontement de mardi a opposé des agents de la sécurité haïtienne à un groupe d'insurgés qui seraient entrés clandestinement dans le pays pour *« se livrer à des actions de caractère terroriste ».*

Outre Lionel Laine, qui résidait à Miami, un autre opposant, Jacques Bernardin, a été arrêté par la police, qui recherche les autres membres du groupe. Lionel Laine avait, semble-t-il, déjà été arrêté en novembre 1984, et libéré en avril 1985. Ayant rejoint la clandestinité, il avait été interpellé à bord de son bateau par des gendarmes français au large de l'île de Saint-Barthélemy. Les autorités de Port-au-Prince avaient alors parlé de *« complot marxiste-léniniste ».* En France, Lionel Laine avait suivi des études à Toulouse et obtenu un doctorat de médecine. Il avait regagné New-York puis Miami, d'où il dirigeait le Parti national démocratique progressiste (PNDP). — *(AFP).*

SUISSE

Genève vire à l'extrême droite

Genève. — Jean-Marie Le Pen peut se frotter les mains. A Genève où il est attendu dans quelques jours, la xénophobie aussi se vend bien. L'affiche *« trop de faux réfugiés, trop d'étrangers, trop de criminalité (...), ras le bol. Il faut que ça change avec Vigilance »* a fait recette. Aux élections du dimanche 13 octobre au Grand Conseil (législatif) de Genève, le parti Vigilance a gagné douze sièges. Ce qui porte son effectif à dix-neuf sièges sur cent au total, et le place au deuxième rang de la députation genevoise.

Le Parti libéral, également de droite, mais nettement plus modéré, vient en tête avec vingt sièges, bien qu'il en ait perdu cinq. Le Parti socialiste, dont on aurait pu croire les assises plus solides, ayant perdu huit sièges n'en compte plus que dix-huit. Viennent ensuite le Parti radical, qui a perdu cinq sièges et en garde quatorze, le Parti démocrate-chrétien, qui conserve ses treize sièges, et le Parti du travail (communiste), qui, ayant perdu deux sièges, en garde huit.

La deuxième grande surprise de la journée a été le succès du Parti écologiste genevois, qui, jusqu'à présent, n'avait pas sa place sur l'échiquier politique du canton et qui a remporté huit sièges. Les partis de l'Entente bourgeoise (libéraux, radicaux, démocrates-chrétiens), avec quarante-sept sièges, ont perdu la majorité qu'ils détenaient, mais seuls 39,35 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes en ce dimanche ensoleillé. — *(Corresp.)*

ZAIRE

Expulsion provisoire du correspondant de l'AFP

Kinshasa. — Le correspondant de l'Agence France-Presse au Zaïre, M. Nicolas Baby, a été invité dimanche 13 octobre à *« quitter momentanément »* le pays. Il avait publié jeudi une déclaration d'un dirigeant de l'Union zaïroise pour la démocratie et le progrès social (UDPS – parti d'opposition interdit), M. Tshisekedi Wa Mulumba, affirmant que ses militants avaient été molestés par des soldats la veille au domicile du président de ce parti, M. Kibassa Maliba. L'agence de presse zaïroise a annoncé que M. Tshisekedi avait été arrêté pour *« déclarations mensongères »* à la presse étrangère. — *(AFP).*

L'AFFAIRE DE L'« ACHILLE-LAURO »

Alors que Washington tient M. Aboul Abbas, chef du *Front de libération de la* Palestine (FLP), pour responsable du détournement de *l'Achille-Lauro*, la Yougoslavie a rejeté sa demande d'arrêter, puis d'extrader aux Etats-Unis le responsable palestinien, arrivé dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 octobre à Belgrade après avoir quitté l'Italie dans les conditions décrites par notre correspondant. Les autorités américaines ont fait état de ce refus en l'absence, ce lundi 14 octobre, de toute déclaration officielle yougoslave. M. Aboul Abbas n'a été accueilli par aucun officiel à son arrivée à Belgrade. Dans une interview à la chaîne de télévision américaine CBS, il a affirmé qu'il était prêt à se rendre aux Etats-Unis pour se disculper si on lui accordait un sauf-conduit.

Il a assuré que les quatre pirates auteurs du détournement — qui ont été officiellement inculpés en Italie — *« n'étaient pour rien »* dans la mort du passager américain Léon Klinghoffer.

Le départ discret d'Italie de M. Abbas a suscité une crise entre Rome et Washington. Trois des cinq partis de la coalition de M. Craxi estiment que sa politique est par trop favorable aux Palestiniens.

A Khartoum, où il est en visite, M. Arafat a reproché dimanche aux pays arabes de n'avoir réagi que mollement au raid israélien contre le quartier général de *l'OLP* en Tunisie et contre l'interception par les Etats-Unis du Boeing égyptien transportant les pirates de *l'Achille-Lauro*. *« La réaction arabe, officielle aussi bien que populaire, au raid israélien (...) ainsi qu'à la piraterie des Etats-Unis, qui ont intercepté un avion égyptien, a été en deçà de ce qu'on attendait »*, a déclaré le chef de l'OLP.

Enfin, selon l'hebdomadaire *Newsweek*, le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, aurait fait part de fortes réticences avant l'interception du Boeing égyptien par la chasse américaine, faisant valoir qu'une telle opération risquait de *« démolir »* les relations entre Washington et Le Caire. — *(AFP, Reuter, AP.)*

Palestine

(Suite de la première page.)

Mais on n'a guère avancé vers la solution du conflit central, celui dont l'enjeu est la possession de *cette terre que les uns appellent* Eretz Israël et les autres Palestine. Et c'est de la prolongation de ce conflit-là qe meurt sous nos yeux le malheureux Liban.

On s'est habitué depuis longtemps à ce que l'horreur succède à l'horreur, dans cette région brûlée au long des millénaires par les feux conjugués du soleil et des passions. Un seuil vient pourtant d'être franchi lorsqu'un homme a été abattu froidement d'une balle entre les deux yeux, sur son fauteuil d'hémiplégique, simplement parce qu'il était juif.

Il est vrai que dans notre douce France il arrive qu'on tue d'autres hommes, simplement parce qu'ils *sont Arabes ou Turcs. Mais il s'agit* là, jusqu'à preuve du contraire, de crimes isolés, fruits de cette forme récurrente de la débilité mentale qu'est le racisme. Alors que sur le *pont de l'Achille-Lauro* l'assassinat a été commis par un commando appartenant à une organisation, le FLP, qui prétend parler au nom d'un peuple.

Que le Kremlin, si prompt dans le passé à fermer les yeux sur les initiatives les plus contestables des mouvements palestiniens ait déclaré, cette fois, comprendre la fureur des Américains, qu'il se soit abstenu de dénoncer, comme il n'eût pas manqué de le faire autrefois, le piratage, pourtant indéfendable du point de vue juridique, de l'avion des pirates en dit long sur l'écœurement de l'opinion mondiale. Il est vrai que, pour la première fois, avec le meurtre d'un otage soviétique à Beyrouth, l'URSS se trouve logée à la même *enseigne que les Etats-Unis. Mais* on ne peut manquer de noter aussi la relative modération avec laquelle ont réagi la plupart des gouvernements arabes.

La principale victime de cette tragédie dans la tragédie risque d'être la cause palestinienne. Trop de crimes commis en son nom en viennent à faire oublier que le peuple palestinien a droit, comme les autres, à une patrie.

Les Palestiniens constituent, et de loin, la fraction la plus éduquée du monde arabe. Des milliers d'entre eux occupent, dans des domaines aussi divers que la banque, les affaires, l'industrie pétrolière, l'université, des postes de premier plan non seulement dans le golfe Persique, mais jusqu'aux Etats-Unis.

Un féroce égoïsme tribal

Riche ou pauvre, leur diaspora n'est pas moins attachée à sa terre d'origine que les juifs, qui, pendant des siècles, ont répété : *« L'an prochain à Jérusalem. »* Le malheur des uns ne suffit pas à justifier celui des autres. Et pourtant c'est celui des juifs qui a engendré celui des Palestiniens, et celui des Palestiniens celui des Libanais.

L'enseignement principal que les uns et les autres ont tiré de cet enchaînement de malédictions, c'est un féroce égoïsme tribal. Chacun a pensé que, pour sauver son peuple menacé, tous les coups étaient permis. *Puisque* les autres ne reculaient devant rien, on irait plus loin encore.

Quel avantage les Palestiniens en ont-ils tiré ? Privés de base opérationnelle, chassés tour à tour de Jordanie, de Syrie, du Liban, combattus d'un même cœur par Israël et par la Syrie, considérés comme des gêneurs par la plupart des gouvernements arabes, les dirigeants *de l'OLP sont moins que jamais en* situation d'imposer leurs vues. Il ne leur reste qu'une chance de redevenir ou de devenir des interlocuteurs crédibles : il faut qu'ils cessent de prêter le flanc, par leurs faux-fuyants, à l'accusation de complicité comme à celle d'impuissance.

Cela suppose qu'ils condamnent *sans réticence le terrorisme,* qu'ils excluent de leurs rangs tous ceux qui y recourent et déclarent sans ambiguïté ni réticence qu'ils acceptent l'existence d'Israël : c'est alors *l'immense majorité des gouverne*ments de la planète qui fera pression sur l'Etat hébreu pour qu'il saisisse la main enfin tendue et réponde à la reconnaissance de son *existence par celle des droits du* peuple palestinien. Mais si Yasser Arafat et ses lieutenants continuent à louvoyer au gré des contradictions profondes qui déchirent leur mouvement, où les fondamentalistes musulmans côtoient des chrétiens et des matérialistes de droite et de gauche, alors il leur faut s'attendre à voir leur cause perdre progressivement les soutiens qu'elle avait réussi à s'attirer. Les crimes commis par des Palestiniens occulter ont de plus en plus, même si l'OLP les désavoue de temps à autre, la légitimité fondamentale de ses aspirations.

La France, qui s'est souvent faite l'avocate d'Arafat et qui a, plus d'une fois, contribué à lui sauver la mise, sinon la vie, serait mieux placée que quiconque pour tenir ce langage de la... cohabitation.

ANDRÉ FONTAINE.

LE CAIRE : la colère à retardement du président Moubarak

De notre correspondant

Le Caire. — Les relations égypto-américaines sont à leur niveau le plus bas depuis leur rétablissement en 1974. Samedi, le président Moubarak a accusé les Etats-Unis de *« s'être livrés à un acte de piraterie à l'égard du Boeing égyptien ayant à son bord les quatre ravisseurs de l'«* Achille-Lauro *»*. Le raïs a ajouté que *« comme l'Egypte entière, il était profondément choqué et blessé par le fait que ce soit un ami qui ait assené ce coup »*. Nerveux et tendu, M. Moubarak a ajouté : *« C'est une crise très grave. Il faudra beaucoup de temps pour pouvoir la surmonter. »*

Le chef de l'Etat égyptien a d'autre part indiqué qu'il désirait que les pirates du paquebot italien soient jugés par Yasser Arafat, le chef de l'OLP. *« Cela aurait permis de déterminer aux yeux du monde entier si Arafat est un modéré ou pas »*, a-t-il dit.

Ce brusque accès de colère est intervenu après de violentes manifestations anti-américaines, samedi, à l'université du Caire. Un millier d'étudiants, ont non seulement demandé la rupture des relations diplomatiques avec les Etats-Unis, mais aussi scandé : *« Moubarak, assez d'humiliations ! »*. Ces attaques ont-elles affecté le raïs, qui a entamé, ce lundi 14 octobre, sa cinquième année de pouvoir ? Cela n'eût sans doute pas suffi à provoquer cette brusque diatribe. L'égypte reste tributaire de l'aide économique et militaire des Etats-Unis : 2 milliards 250 millions de dollars auxquels il faut ajouter un don exceptionnel de 250 millions de dollars supplémentaires. Cette dernière somme, qui devrait être débloquée incessamment, doit permettre au Caire de rembourser à Washington les échéances de la dette militaire, à défaut de les régler (près de 300 millions de dollars), *l'Egypte se retrouvera sous le* coup de l'amendement Brooks. Celui-ci prévoit la cessation de toute aide américaine à un pays qui, au terme d'un délai de six mois, n'est pas parvenu à rembourser les échéances de sa dette. Le délai accordé à l'Egypte se termine fin octobre.

Le rôle des militaires

En fait, la fureur à retardement du président — il n'a réagi que trente-six heures après l'incident — serait due en majeure partie aux premiers résultats de l'enquête qu'il a ordonnée pour déterminer les causes réelles du retard du départ des pirates de *l'Achille-Lauro* d'Egypte. Ces derniers auraient dû être en route pour Tunis dès mercredi soir. Ils ne sont en fait partis que vingt-quatre heures plus tard. Durant cette longue journée, ils ont été retenus pour interrogatoire dans une base aérienne de la banlieue du Caire. Les militaires ont-ils péché par omission ou par action ? Une question dont on ignore encore la réponse. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'une grande partie des pilotes et techniciens égyptiens de *l'armée de l'air ont été formés* aux Etats-Unis, qui sont le principal fournisseur d'armes à l'aviation. De plus, le ministre de la défense, le puissant maréchal Abdel Halim *Abou Ghazala, est un pro*-américain notoire. Autant de raisons poussant certains journaux arabes à accuser l'Egypte de « collusion » avec les Etats-Unis, accusation inacceptable pour M. Moubarak, qui a lancé une offensive diplomatique pour se rapprocher des pays arabes.

D'autre part, lors de sa conférence de presse, le chef de l'Etat égyptien a refusé de confirmer si les manœuvres conjointes égypto-américaines se dérouleraient comme prévu en décembre prochain. Il n'est toutefois pas exclu que les efforts déployés actuellement par les Etats-Unis pour surmonter la crise puissent aboutir avant la fin de l'année.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

ET SES PROLONGEMENTS

WASHINGTON : des « regrets » pour apaiser l'opinion égyptienne

De notre correspondant

Washington. – Les Etats-Unis ont entrepris, dimanche 13 octobre, d'enrayer la détérioration accélérée de leurs relations avec l'Egypte. Tandis que la Maison Blanche haussait le ton vis-à-vis de l'Italie en se disant *« stupéfaite »* de ce que Rome ait laissé partir sur la Yougoslavie M. Aboul Abbas, dont Washington avait demandé l'extradition en l'accusant d'être à l'origine du détournement de l'*Achille-Lauro*, l'ambassadeur américain au Caire a remis à M. Moubarak une lettre personnelle de M. Reagan. Tout donne à penser que ce message se voulait apaisant.

Sitôt après sa démarche, l'ambassadeur, M. Nicholas Veliotes, lisant un texte préparé à l'avance, a tenu à déclarer publiquement que, bien qu'ils considèrent que cette opération était *« nécessaire »*, les Etats-Unis *« regrettaient profondément »* d'avoir dû intercepter le Boeing égyptien à bord duquel se trouvaient, notamment, les quatre pirates de l'*Achille-Lauro* et M. Abbas. Rendant hommage aux efforts déployés par Le Caire pour mettre fin au détournement du navire, M. Veliotes a ajouté que l'Amérique *« n'était pas intéressée à offenser le gouvernement et le peuple d'Egypte* [car] *nous sommes des amis »*.

Allant ainsi, mais sans admettre le moindre tort sur le fond, jusqu'au degré qui précède l'excuse, les Etats-Unis adoptent dans cette affaire, face à l'Egypte, un comportement au bout du compte très semblable à celui qu'ils avaient eu lorsque l'aviation israélienne avait, il y a moins de deux semaines, bombardé le QG de l'OLP sur le territoire de la Tunisie, un autre de leurs alliés arabes.

Dans les deux cas, la réaction première et presque instinctive de la Maison blanche a été marquée par une profonde sous-estimation de la gravité des implications de la politique américaine pour les gouvernements concernés et par une subordination complète des intérêts proche-orientaux des Etats-Unis aux considérations de prestige international et de politique intérieure. Dans les deux cas aussi, passé le moment de l'impulsion, on a commencé à mieux mesurer ce que pourrait être l'aspect négatif des décisions prises, et l'on a tenté de minimiser les dégâts.

Après le raid israélien sur le QG tunisien de M. Arafat, le fait que ce bombardement constituait une giffle pour un gouvernement qui prêche depuis toujours un règlement pacifique au Proche-Orient et qui est sous pression constante de la subversion libyenne n'avait pesé en rien. Une journée de réflexion et les hauts cris du département d'Etat avaient pourtant fait qualifier le raid israélien non plus de *« légitime »*, mais de *« compréhensible »*, après que les étudiants tunisiens furent descendus dans la rue et qu'on aura commencé à voir quel cadeau avait été fait au colonel Kadhafi.

Un malentendu fondamental

Dans la crise de l'*Achille-Lauro*, Washington n'a pas plus pris en compte les difficultés économiques de l'Egypte et les tensions sociales croissantes auxquelles elle est confrontée, la montée de la menace intégriste, le désenchantement de la population égyptienne à l'égard d'une paix avec Israël qui est loin d'avoir porté tous les fruits qui en étaient espérés, bref, l'étroitesse de la marge de manœuvre de M. Moubarak. Ce qui a compté, c'est d'abord la possibilité technique d'enfin réaliser sans grand risque un coup d'éclat contre le terrorisme, la volonté, ensuite, de ne pas laisser impuni un meurtre qui avait révulsé l'Amérique et mis le comble à la frustration de l'impuissance face au terrorisme, bref, des considérations très éloignées de la nécessité de ne pas ébranler plus encore, en l'humiliant, le seul gouvernement arabe à entretenir des relations diplomatiques avec Israël.

Exactement comme dans le cas de la Tunisie, les manifestations étudiantes, ce qu'elles laissaient voir des réactions de l'opinion égyptienne et le durcissement parallèle des autorités politiques – M. Moubarak dénonçait, samedi, l'acte de *« piraterie »* américain – ont soudain donné à réfléchir et poussé à un geste d'apaisement, de *« bonne volonté »* avait dit le jour même, en l'appelant de ses vœux, un conseiller de M. Moubarak, sur la chaîne de télévision CBS.

Mieux vaut ces discrets *« regrets »* que rien du tout, mais reste que, si l'histoire s'est si mécaniquement répétée, c'est fondamentalement que l'Amérique n'arrive pas à admettre que ses alliés arabes ne réagissent pas, ou ne puissent pas réagir, comme elle aux convulsions du conflit israélo-palestinien.

Dimanche, au cours d'une des émissions politiques télévisées les plus écoutées, un éditorialiste conservateur n'hésitait pas, par exemple, à expliquer qu'il était inadmissible que des gouvernements arabes soutenus par Washington aient plus peur de l'OLP que des Etats-Unis. Il ne s'est alors trouvé personne sur le plateau pour faire observer que c'était peut-être inadmissible, mais que cela reflétait la réalité de rapports de forces qu'aucune politique ne peut ignorer sauf à vouloir, en l'occurrence, faire la part belle, non pas à l'Union soviétique, mais à l'intégrisme.

Mieux vaut, en fin de compte, présenter des *« regrets »* à M. Moubarak que regretter M. Moubarak.

BERNARD GUETTA.

ROME : la remise en liberté du chef du FLP suscite de vives critiques au sein de la coalition

De notre correspondant

Rome. – L'*Achille-Lauro* cingle vers Naples, après que les autorités égyptiennes l'eurent enfin autorisé à le faire dimanche 13 octobre, vers midi. Peu auparavant, le Boeing-737 d'Egypte Air s'était envolé vers Le Caire après soixante heures d'immobilisation forcée en Italie. Mais avant ces navigations au grand jour, c'est à un carrousel d'avions dans la nuit que s'était résumé l'essentiel de la vie publique de la péninsule durant toute la fin de la semaine écoulée.

Le plus récent épisode de cette extravagante parade aérienne est survenu, le samedi 12 octobre, en début de soirée. A 19 h 10, un appareil de la JAT, la compagnie yougoslave, décollait de l'aéroport international de Rome-Fiumicino. Destination Belgrade via Dubrovnik. A son bord, soixante-six passagers, dont deux montés à la toute dernière minute : Abdul Huess et Omar Hambd, selon les dénominations figurant sur leurs billets.

Quelques dizaines de minutes plus tard, M. Maxwell Rabb, ambassadeur des Etats-Unis à Rome, se présente, la mâchoire serrée et le visage sombre au siège de la présidence du conseil, au palais Chigi. On peut tenir pour certain ce dont on se doutait : les deux passagers montés *in extremis* à bord du vol Rome-Belgrade étaient bien Aboul Abbas, chef du FLP, dont Washington veut l'extradition et dont les hommes avaient détourné l'*Achille-Lauro*, et un autre Palestinien.

« Je ne suis absolument pas satisfait de tout ce qui s'est passé aujourd'hui. Pour nous, la chose la plus importante est la lutte contre le terrorisme », déclare à sa sortie du palais M. Rabb. Le diplomate n'a visiblement pas été apaisé par son bref entretien avec M. Antonio Badini, conseiller politique de M. Bettino Craxi. Il vient de remettre, d'un ton que l'on dit ici très dur, une note de protestation contre le départ *« à l'anglaise »* d'Aboul Abbas et de son compagnon.

Une heure avant le départ de l'avion de la JAT, le Boeing égyptien avait quitté la zone militaire de l'aéroport de Rome-Ciampino. Direction : l'aéroport de Rome-Fiumicino, à une trentaine de kilomètres. Là, l'appareil égyptien se range le long de celui de la JAT dans lequel embarquent aussitôt les deux Palestiniens.

Suivis par un chasseur américain

De toute évidence, le scénario a été monté avec la participation des autorités italiennes, égyptiennes et yougoslaves pour éviter une nouvelle interception du Boeing par la chasse américaine, au cas où l'appareil repartirait avec à son bord les deux chefs palestiniens.

En effet, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 octobre, le même Boeing en vol entre la base de Sigonella – où il avait été contraint de se poser la veille par la chasse américaine – et Rome-Ciampino, bien qu'encadré par deux F-104 italiens, a été suivi par un chasseur américain, dont, assure le quotidien *Il Giornale*, les évolutions à très basse altitude et vitesse supersonique en pleine nuit ont provoqué quelque émoi dans les chaumières de l'Italie du Sud.

C'est que la confiance ne régnait plus du tout entre Rome et les Etats-Unis depuis au moins vingt-quatre heures. Y a-t-il eu sur la base de Sigonella, aux premières heures du vendredi 11 octobre, un épisode houleux entre les carabiniers italiens qui avaient l'ordre de s'emparer des terroristes arrivés à bord de l'avion égyptien intercepté et les soldats américains de la Delta Force dépêchés en Méditerranée dès l'annonce de la capture de l'*Achille-Lauro* et qui voulaient eux aussi s'assurer de la personne des quatre pirates ? L'information donnée par le *Washington Post* a été démentie par les carabiniers et l'ambassade des Etats-Unis, que nous avons interrogée, a refusé de la commenter.

De Port-Saïd à Ciampino, en passant par Sigorella et le palais Chigi, on peut donc suivre à la trace la dégradation des relations entre les Etats-Unis et l'un de leurs alliés européens les plus constamment fidèles depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Même si nul, à l'évidence, n'imagine ici que les choses puissent aller entre Washington et Rome jusqu'à la rupture, l'incident laissera probablement des traces. *« C'est la première fois en quarante ans que l'Italie est amenée à refuser quelque chose aux Etats-Unis,* commentait devant nous un observateur de longue date de la réalité péninsulaire. *La femme de chambre qui, croit-on, a ouvert à l'improviste la cabine de l'*Achille Lauro, *où se tenaient les quatre Palestiniens, déclenchant ainsi le détournement du navire, ne se doutait certainement pas qu'elle allait faire basculer l'équilibre de la Méditerranée de l'Egypte à l'Italie. »* L'image est excessive, au moins pour ce qui touche à l'Italie.

Une semaine politique agitée

La classe politique se prépare à une de ces semaines agitées, dont elle avait un peu perdu l'habitude depuis l'arrivée aux affaires de M. Craxi le 4 août 1983. Car, comme il était prévisible, la crise italo-américaine consécutive à celle de l'*Achille-Lauro*, elle-même suivant de peu le raid aérien d'Israël contre le siège de l'OLP en Tunisie, a ouvert une brèche au sein de la coalition à cinq partis qui dirige le pays. Trois formations ne suivent plus. Pour les républicains, derrière leur chef de file, M. Giovanni Spadolini, ministre de la défense, ainsi que pour les libéraux et les sociaux-démocrates, il y a eu, ces dix derniers mois, une inflexion de la politique moyen-orientale du gouvernement qui, si l'on n'y mettait le holà, aboutirait à une sorte de renversement d'alliances en Méditerranée : Israël serait quasiment laissé pour compte au profit de l'OLP. Eventuellement réduits à un noyau dur, socialistes derrière M. Craxi et démocrates-chrétiens derrière le ministre des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, le cabinet à cinq n'existerait plus et le gouvernement n'aurait plus de majorité – sauf à compter éventuellement sur les voix des communistes.

M. Craxi en saura davantage sur son destin politique jeudi prochain, quand aura lieu au Parlement un grand débat de politique étrangère normalement conclu par un vote. A moins que son vieil adversaire-partenaire, M. Spadolini, ne précipite les choses en annonçant sa démission ; toute la journée de samedi, en effet, il a, de Milan, essayé d'obtenir de M. Craxi que le départ d'Aboul Abbas soit à tout le moins retardé afin qu'un débat puisse avoir lieu au sein du gouvernement. En vain.

Cependant quatre hommes arrivés dans la nuit du 10 au 11 octobre à la base aérienne de Sigonella ont été reconnus formellement par onze passagers américains, amenés en Sicile pour la circonstance, comme les pirates de l'*Achille-Lauro*. Ils ont confirmé qu'ils se préparaient à commettre un attentat en Israël, profitant de l'escale du navire dans le port d'Ashdod.

La maison de détention de Syracuse où ils sont interrogés est considérée en Italie comme une *« prison de haute insécurité »* ! Les images qu'ont données les télévisions de ce vieux palais aux murs lézardés laissent en effet rêveur. Mais les quatre hommes pourraient être prochainement transférés dans un édifice plus sûr, au nord du pays.

JEAN-PIERRE CLERC.

JÉRUSALEM : saisir l'occasion pour mettre l'OLP hors jeu

De notre correspondant

Jérusalem. – Israël veut battre le fer pendant qu'il est chaud. En ordonnant la capture des pirates de l'*Achille-Lauro*, M. Reagan a non seulement comblé d'aise le gouvernement de Jérusalem, mais lui a aussi rendu un grand service dont il cherche dès maintenant à tirer le meilleur profit.

Les dirigeants israéliens, en effet, soulignent à loisir que le coup d'éclat américain légitime leur lutte militaire contre l'OLP et justifie l'exclusive diplomatique qu'ils ont jetée sur elle. L'affaire de l'*Achille-Lauro*, ajoutent-ils, a mis en lumière le double jeu de M. Arafat et l'a encore plus disqualifié comme éventuel partenaire à un règlement négocié.

« L'OLP reste le principal obstacle à une solution du problème palestinien », observait un haut fonctionnaire dimanche 13 octobre. L'objectif d'Israël est donc clair : profiter du climat anti-OLP produit – notamment aux Etats-Unis – par l'affaire de l'*Achille-Lauro* pour mettre définitivement hors jeu la centrale des fedayin et amorcer dans la foulée une négociation directe avec la Jordanie et des Palestiniens indépendants de l'OLP.

Le premier ministre entame, mardi 15 octobre, un voyage de douze jours à l'étranger. Après un bref passage à Vienne, où il participera au congrès de l'Internationale socialiste, M. Pérès séjournera une bonne huitaine de jours aux Etats-Unis, puis s'arrêtera le 25 octobre à Paris, où il sera reçu par MM. Mitterrand et Fabius.

Il va de soi que le voyage américain de M. Pérès lui permettra de marteler son double argument : mise en quarantaine de l'OLP, ouverture d'un dialogue direct entre Israéliens et Jordano-Palestiniens. Rarement l'administration Reagan n'aura été aussi disposée à lui prêter une oreille favorable. M. Pérès, en revanche, ne devrait pas réussir à persuader les Américains de renoncer à leur projet de ventes d'armes à la Jordanie.

L'intensification de la lutte antiterroriste sera, bien sûr, à l'ordre du jour des entretiens de M. Pérès, lequel rencontrera notamment le directeur de la CIA, M. William Casey. A cet égard, Israël a indiqué, dimanche, avoir transmis à certains gouvernements – dont celui de Washington – les *« preuves irréfutables »* en sa possession attestant la responsabilité de l'OLP dans plusieurs opérations terroristes, dont le triple meurtre de Larnaca et le détournement du paquebot italien. *« Ces gouvernements*, a déclaré un haut fonctionnaire, *ont pris nos informations très au sérieux. »* M. Pérès demandera aussi à M. Reagan de soulever la question des juifs d'URSS, lors de sa prochaine rencontre avec M. Gorbatchev.

Faire réfléchir Londres

Ce second voyage aux Etats-Unis de M. Pérès – depuis son arrivée au pouvoir – n'aura pas la même tonalité que le premier, en octobre 1984. A l'époque, l'économie d'Israël était si malade que seule l'Amérique avait les moyens et, bien sûr, la volonté de venir à son chevet. M. Pérès s'était hâté d'aller à Washington pour y demander une assistance économique diversifiée.

Il avait obtenu gain de cause. Et, depuis, l'administration Reagan, satisfaite de la politique d'austérité suivie à Jérusalem, a décidé d'attribuer à l'Etat hébreu une aide d'urgence supplémentaire de 1,5 milliard de dollars pour regonfler le stock de devises. La première moitié a été versée début septembre, la seconde sera transférée l'an prochain. Israël recevra, en 1986, une aide « ordinaire » civile de 1,2 milliard de dollars et militaire de 1,8 milliard (entièrement sous forme de dons). Cette fois, M. Pérès discutera à peine gros sous à Washington, car il n'a dans ce domaine aucune nouvelle requête à soumettre.

Les relations Jérusalem-Washington ont rarement été aussi sereines. M. George Shultz se félicitait récemment de la coopération stratégique bilatérale et de la conclusion d'un accord de libre-échange. Israël participe aux recherches sur la « guerre des étoiles ». En un an, seul la participation de M. Reagan aux cérémonies de Bitburg jeta une ombre passagère sur les relations israélo-américaines.

Israël espère que la fermeté de Washington envers l'OLP dans l'affaire de l'*Achille-Lauro* donnera matière à réflexion à d'autres pays, en premier lieu à la Grande-Bretagne, au moment où deux responsables palestiniens, M. Mohamed Milhem et l'évêque anglican Elias Khoury, sont reçus au Foreign Office. *« Nous ne serions pas surpris si certaines capitales européennes envisageaient de corriger leur politique au Proche-Orient »*, dit-on à Jérusalem. Un souhait qui tient sans doute largement du vœu pieux.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

politique

Les socialistes ont refait leur unité au congrès de Toulouse

Le congrès du PS, qui se tenait à Toulouse les 11, 12 et 13 octobre, s'est conclu par une motion de synthèse entre les majoritaires du parti, signataires de la motion 1 (courants mitterrandiste, mauroyiste, CERES), et les rocardiens, signataires de la motion 2.

Quand on n'est pas sûr d'être d'accord sur ce que l'on veut, on peut au moins s'unir sur ce que l'on ne veut pas : les ténors ont donc rivalisé de vitalité, voire de cruauté, pour critiquer la droite.

Mais, cette fois, les socialistes ne sont pas seulement d'accord « contre ». L'une des réussites de ce congrès a été l'amorce de réappropriation par le PS du slogan qui fit leur victoire en 1981 : la force tranquille. En dépit de leurs divergences, et de quelques petites phrases assassines, rebondissant d'un présidentiable à l'autre comme dans une partie de squash, les socialistes sont apparus, sinon sûrs de gagner – ils ne rêvent plus, – du moins fiers de leur bilan, conscients du « devoir » accompli.

Pour en arriver là, il fallait peut-être crever définitivement l'abcès du désaccord sur la *« fameuse relance de 1981-82 »*, comme l'a appelée M. Fabius. *C'est pourquoi ce débat-là a ravi la vedette au feuilleton des alliances en commission des résolutions.*

Rudement mis sur la sellette, devant tout le congrès, par M. Rocard, M. Mauroy a pris la mouche. L'ancien premier ministre *a fait de cette* question une affaire d'honneur. *« Michel, on peut toujours démissionner »*, lui a-t-il lancé, suggérant ainsi que si l'ancien ministre du Plan, puis de l'agriculture, était à ce point en désaccord, il aurait dû mettre son comportement en accord avec ses pensées. M. Rocard agace, en outre, M. Mauroy, qui se veut, lui, le garant – il l'a réaffirmé samedi devant le congrès – d'une authentique social-démocratie à la française, ancrée dans les traditions de la gauche.

Une fois trouvée une solution honorable pour les deux parties, restaient à lever les *« procès d'intention réciproques »*, comme l'a dit M. Jospin, sur les alliances. Si M. Rocard n'est pas allé à Canossa, il a dû renoncer à l'énoncé – qui, pour M. Jospin, n'était pas de saison – des conditions d'un *« contrat de législature »*, et exclure clairement, lui aussi, toute idée d'un PS servant de *« force d'appoint »* à la *droite*.

***« Victoire ! »*, scandaient, dimanche, les congressistes. Victoire sur eux-mêmes, surtout, avant une longue marche. M. Chevènement l'a redit, après M. Jospin : *« Gagner, c'est bâtir, pour les vingt ans qui viennent, la force politique dominante de la vie politique française. »* Toulouse a été la première brique de l'édifice. Une brique rose, bien sûr... – J.-L. A.**

L'adoubement de M. Fabius

De notre envoyé spécial

Toulouse. – Bien sûr, le sacre est encore loin. *« Avant 88, il y a 86 »*, rappela Laurent Fabius, avec une modestie somme toute assez culottée. Mais ce fut, et nul ne s'y trompa, une bien belle cérémonie d'adoubement. Une cérémonie à l'image de son triomphateur, où quelques formules modernistes et bien senties tinrent lieu d'idéologie, et où quelques «coups» spectaculaires enterrèrent la liturgie de la vieille maison. Pour la première fois, on ne chanta pas l'*Internationale* lors d'un congrès socialiste. *« Je vous promets d'être offensif »*, affirma le premier ministre. Et on ne lui en demandait pas plus...

Nul ne s'y trompa, et surtout pas ceux qui, de congrès en congrès, de motion en motion, forment la mémoire vivante de ce parti. *« On le tient, notre candidat »*, lâche M. Claude Estier, vétéran de toutes les batailles et désormais grognard de l'« Aiglon ». Et voilà la morale immorale de cet impromptu de Toulouse. On attendait Rocard, ce fut Fabius. Un autre maréchal ne s'y trompa point. *« Les militants ont maintenant leur guide »*, constatait M. Daniel Percheron, premier secrétaire de la puissante fédération du Pas-de-Calais et... rocardien jusqu'alors.

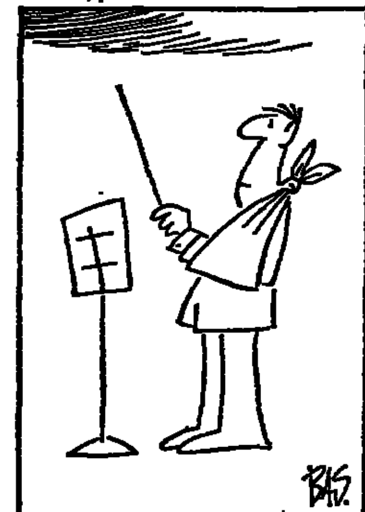
Dût cette vérité là être cruelle à M. Rocard, l'onction du congrès a ses signes extérieurs, indubitables. Ces quelques mètres de vide respectueux autour de M. Fabius, lorsqu'il s'entretient, au milieu des stands, avec quelques militants choisis entre tous, n'étaient pas seulement creusés par les gorilles, bien que ceux du premier ministre aient brillé par leur nombre et pas toujours par leur douceur. Jusqu'à cette remarque attendrie d'une congressiste admiratrice, quand le premier ministre va dédicacer son livre avec deux majestueuses heures de retard : *« Il se met à ressembler à François. »*

Cet « effet Fabius », qui a subjugué le congrès, est servi par un *« style Fabius »*, que Toulouse a permis de roder. *« Rigueur et chaleur »*, comme le définit M. Jack Lang. Chaleur, oui, mais réglée au thermostat, expédiée en un paragraphe, et deux saluts fraternels : un pour l'Amérique du Sud et ses retrouvailles avec la démocratie, l'autre pour *« notre ami, notre frère Nelson Mandela, seul depuis vingt-deux ans dans sa cellule »*, qui permit à M. Fabius de recevoir à peu de frais l'ovation du congrès unanime.

Une morsure de scorpion

Un *« style Fabius »* aussi, dont le côté *« poudré »* n'est pas sans rappeler un certain autre. La comparaison avec l'ancien président de la République, paraît-il l'offense. Mais, tout de même, cette façon impérieuse de réclamer un miroir devant les caméras de télévision, de ne pas oublier, dans sa distribution de poignée de main, le dernier éclairagiste ! Ce chewing-gum mâché en permanence pendant les débats, qui semble être pour lui ce que le pull-over fut à « l'autre ». Cette nonchalance pour aller s'asseoir dans les rangs de la fédération de la Seine-Maritime et cet art d'écouter les débats en bras de chemise, la tête penchée dans une attention grave et soutenue, et même ce tutoiement, savamment manié, jusqu'à l'obsession.

Le thermostat eut bien, à vrai dire, quelques ratés. Surtout un. Le prétendant, main tendue, venait de lancer cet appel de général en chef : *« Nous avons d'abord besoin de toi, Lionel, et nous irons côte à côte à la bataille. Nous avons besoin de toi, Pierre, de toi Jean-Pierre, de toi Michel. »* Pourquoi fallut-il, l'instant d'après, qu'il poignardât l'un des lieutenants ainsi conviés, de cette allusion venimeuse : *« Il est beaucoup plus difficile de participer à cette lutte que de préparer un magnifique commentaire pour la soirée des résultats. »* Michel, à cet instant, pâlit à la table des Yvelines,



(Frankfurter Allgemeine Zeitung.)

renvoyé ainsi au soir de l'échec de 1978, quand il avait exprimé l'amertume d'une moitié du pays en expliquant que la gauche avait manqué *« un nouveau rendez-vous avec l'histoire »*.

Il en eût fallu davantage pour briser l'envoûtement. Si ce coup – une *« morsure de scorpion »*, estima un rocardien – fut accueilli par quelques huées, il fut aussi salué par des applaudissements nourris. M. Lang, plus tard, ne voulut y voir qu'un *« trait d'humour »*, et M. Roger Hanin, un conseil presque paternel : *« C'est formidable, il a l'âge d'être son fils, et pourtant ! il lui parle comme un père. »* Ce fut en tout cas le seul moment où fut prise en défaut cette prodigieuse intelligence de son public et de ses attentes.

A gauche comme à droite, un congrès attend avant tout quelques belles et simples vérités et de solides raisons d'espérer. Michel Rocard lui refusa les unes et les autres, le gratifiant tout à tour d'un premier discours visionnaire, qui s'adressait plutôt à un *séminaire* de l'Ecole des hautes études, et d'une intervention de clôture, détaillant les concessions obtenues dans la motion de synthèse, à usage quasi exclusif des militants de son courant.

Infortuné Michel Rocard, déjà à l'étroit dans cette synthèse, à peine l'encre en était-elle sèche, et déjà coincé entre ses nouveaux et encombrants « alliés ». Le cher Roger Hanin, qui ne s'encombre pas de convenances, résuma parfaitement, en coulisse, les sentiments majoritaires à son égard. *« Nous avons besoin de lui au PS, et lui a besoin du parti. Il lui faut maintenant arriver à faire passer sa cote dans les sondages à l'intérieur du parti. Je pense qu'il n'y arrivera jamais, mais il a raison d'insister. »* Un sourire carnassier : *« C'est un bon socialiste. »*

S'il n'était besoin que d'un signe que Rocard reste encore un intouchable, ce serait le comportement du service d'ordre à son égard. Il fut permis aux photographes, durant ce congrès, de mitrailler à loisir qui ils souhaitaient, sauf Rocard, dont ils furent invariablement écartés.

Le service d'ordre ne manifesta la même nervosité qu'à l'égard d'un seul autre ennemi intérieur : les femmes. Ministres en tête – Mmes Edith Cresson, Yvette Roudy et Edwige Avice, – une délégation d'une trentaine de « camarades » avaient fait dans la salle une entrée d'équipe de rugby, au cours de la journée de samedi, pour exiger une meilleure représentation féminine sur les listes législatives et régionales. Tout devait s'achever sur l'estrade, gagnée au prix de quelques bousculades, par des bisous à MM. Mermaz et Laignel, mais on avait tout de même eu chaud. Ces petites bavures mises à part, ce fut, au total, un bon congrès. Il n'y manqua, rappelons-le, que l'*Internationale*. Mais il est vrai qu'il n'était pas facile de chanter en mâchant du chewing-gum.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

LE CONGRÈS DE BAD-GODESBERG

Le congrès extraordinaire du parti social-démocrate ouest-allemand, organisé en 1959 à Bad-Godesberg (ville d'eaux de la banlieue de Bonn, et avec laquelle, depuis, elle a fusionné administrativement), a marqué pour le socialisme d'outre-Rhin un tournant historique. Il a en effet permis l'adoption d'un nouveau grand texte d'orientation, dit *«programme de Bad-Godesberg»*, se substituant au *«programme de Heidelberg»*, qui datait de 1925 et restait fortement imprégné de marxisme.

Renonçant à abolir le capitalisme, et, d'une manière générale, toute référence marxiste, le SPD décida, en 1959, de se rallier à l'économie sociale de marché et de préconiser *«la concurrence autant que possible, la planification autant que nécessaire»*. Ce congrès, dont M. Herbert Wehner, pourtant ancien communiste, avait été l'un des maîtres d'œuvre, avait notamment pour but de convaincre l'opinion ouest-allemande de la capacité des socialistes à constituer, eux aussi, un gouvernement (ce que les Allemands appellent la *Regierungsfähigkeit*).

La démonstration, toutefois, devait leur prendre dix ans, puisque ce n'est qu'en 1969 que M. Willy Brandt put accéder à la chancellerie. Auparavant, il est vrai, le SPD avait participé, sous la direction du chancelier Kiesinger (CDU), à un gouvernement de «grande coalition» – version allemande de la cohabitation...

L'eau et le feu

C'était une bien belle image *pour enfants sages. C'est* un symbole en béton de l'unité obligée des socialistes. Ce sera peut-être le gage de l'efficacité électorale maximale recherchée pour 1986. MM. Jospin, Fabius, Rocard, Mauroy, Chevènement, main dans la main, bras levés, dernier cliché du congrès socialiste de Toulouse, celui, affirme M. Jospin, du *« rassemblement »* pour la bataille des élections législatives.

Il y avait là, réunis pour la photo et par un souci commun de rénover le socialisme, tout en affirmant ses valeurs, l'ancien premier ministre et le nouveau.

Pierre Mauroy, l'homme du premier gouvernement d'union de la gauche dans l'histoire de la République, l'ouvrier des grandes réformes sociales et de l'appropriation – limitée – des circuits financiers et des grands moyens de production. La tradition somme toute. Laurent Fabius, *le « jeune premier ministre »* que *M. Mitterrand a « donné »* à la France *« modernisateur »* et *« rassembleur »*. L'avenir, en somme.

Il y avait là M. Rocard, un avenir concurrent, porteur depuis si longtemps d'une exigeante adaptation du discours socialiste au réel – aujourd'hui partagée par tous – et d'une ambition rénovatrice pour la société qui ne *demande qu'à s'exprimer* à la prochaine élection présidentielle. Et aussi, solidement campé sur les valeurs sûres de la République, M. Chevènement qui fut, à un moment ou à un autre, l'adversaire de chacun des autres. Tous, d'ailleurs, ont connu, dans leur histoire commune, ces brefs affrontements ou ces longues brouilles, qui ne donnent que plus de force à la passion des réconciliations. Il ne leur manquait que la voix de Jeanne Moreau pour égrener les notes de la mélodie de synthèse : *« On s'est perdus de vue, on s'est r'perdus de vue, on s'est retrouvés. Et on s'est réchauffés. »*

M. Fabius avait trouvé, samedi 12 octobre, les accents justes pour appeler, dans la ferveur militante, à cette union indispensable. Les socialistes, la France, ont besoin de *« Lionel, Pierre, Jean-Pierre, et Michel »*. Il y en avait pour tous, puisque *tous sont, nécessairement, solidaires* par intérêt, par ambition et aussi parce qu'ils partagent quelques convictions communes.

Tous pour un et un pour tous : tant que le Parti socialiste respectera cette règle, l'avenir ne s'annoncera, pour lui, jamais aussi sombre qu'il y paraît dans l'instant. Laurent Fabius y pense, Michel Rocard aussi. Tous les *présidentiables en fait et – qu'il* le soit ou non n'y change rien – Lionel Jospin, qui a pour charge de maintenir, mais pas à n'importe quel prix, la cohésion de son parti.

Le combat du congrès de Metz, en 1979, entre les «archaïques» et les «modernes» – pour reprendre un classement établi par M. Rocard, – appartient *à la préhistoire*. Les contraintes de la gestion se sont mêlées de mettre tout le monde d'accord, et, à Toulouse, tous les socialistes ont posé le pied sur les chemins de la *«rénovation»*, longue marche jamais achevée, jusqu'aux *années lumières*.

Le conflit entre les tenants d'une *«autre politique»* économique – M. Chevènement en tête – et celle qui est aujourd'hui appliquée – avec M. Chevènement – a été artificiellement réglé au congrès de Bourg-en-Bresse (1983). Il est sorti de toutes les têtes. La querelle *Jospin-Fabius du mois de juin* dernier en est à ses ultimes regards en coin. Le premier ministre se comporte en chef de campagne électorale, mais paraît bien décidé à faire équipe, au sommet, avec le premier secrétaire du PS qui n'a pas l'intention de jouer uniquement, comme au football, *«à l'intérieur de ses dix-huit mètres»*.

« Ratisser large »

Oublié, synthétisé jusqu'à la totale fusion – sous réserve d'une minutieuse vérification, – *le débat Rocard-Jospin, dont on* pourrait croire qu'il n'était que faux-semblant ou procès d'intention réciproque. Lionel Jospin *«pardonne»* à Michel Rocard un *«léger décalage»* entre la *«réalité»* de son comportement et le discours qu'il tient. Adroit retournement des rôles. M. Rocard bénit l'union vaporeuse de l'eau et du feu.

Ainsi, les socialistes n'ont pas laissé en friche, à cinq mois des élections législatives, la moindre parcelle de leur territoire. Ils pourront, comme on dit, «ratisser large». Qui vote Rocard vote socialiste, et l'on peut en dire autant pour M. Chevènement, qui dénonçait en lui, naguère, le chef de file de la *«gauche américaine»*. Les socialistes offrent le choix de la popularité aux vastes contours (Rocard) à la tradition ouvrière du socialisme (Mauroy), en passant par la jeunesse, la compétence et la séduction de la «modernité» (Fabius), l'effort, la *patrie et la République* (Chevènement), la lucidité combative (Jospin).

L'*« auberge espagnole »* qu'était devenu le PS est momentanément fermée pour cause de travaux de rénovation et surtout d'élections législatives. Les socialistes auront du mal à empêcher la réouverture de l'établissement pour l'élection *présidentielle de 1988. En attendant*, ils ont dressé la table d'hôte.

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. Fabius : nous devons avoir à l'esprit nos amis suédois, allemands, autrichiens

M. Laurent Fabius affirme que l'avenir de la France dépend de la réponse à cinq *« questions majeures »* : l'emploi, l'Europe, le désarmement et le développement de la démocratie et des libertés. *« Se battre de toutes ses forces pour l'emploi ou laisser filer le chômage : c'est le premier enjeu de société »*, déclare-t-il. A propos de l'Europe, il précise : *« Nous sommes prêts à engager au plan européen une politique concrète de grands travaux (...), prêts dans le domaine monétaire à bâtir une monnaie vraiment européenne (...), prêts à aller plus loin institutionnellement, ce qui veut dire dans la Communauté, à voter davantage à la majorité et moins à l'unanimité. Nous serons battus de temps à autre dans ces votes ? Peut-être ! Mais c'est la condition pour construire davantage l'Europe. »* M. Fabius révèle qu'il a demandé au ministre des relations extérieures de *« reprendre au nom de la France le projet de taxation internationale des ventes d'armes pour alimenter le développement »*.

M. Fabius évoque les perspectives électorales de 1986 pour déclarer : *« Si nous emportons les élections, le gouvernement sera voisin du nôtre, élargi le cas échéant à tel allié qui acceptera de gouverner en accord avec nos positions et nos valeurs. Si c'est l'opposition qui l'emporte (...), il y aura (...) difficultés institutionnelles, voire crise institutionnelle avec Barre, qui veut chasser le président de la République, Chirac, qui veut chasser les sorcières, et chacun d'eux qui veut chasser l'autre. Et s'ils s'adjoignent l'extrême droite, ce qu'ils n'ont pas très clairement démenti, alors se posera un problème tout aussi grave et, en aucun cas (...), nous ne serons la force d'appoint de la droite pour constituer un gouvernement. »*

Musée Grévin

Comme il l'avait fait au « banquet des mille », qui avait lancé la campagne socialiste, il affirme qu'il faut demander aux Français, *« dès maintenant (...), car la réponse est pour dans cinq mois : qui préférez-vous comme ministre de l'éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement ou René Haby ? Qui préférez-vous comme ministre de l'intérieur, Pierre Joxe ou Michel Poniatowski ? Qui préférez-vous comme ministre de la justice, Alain Peyrefitte ou Robert Badinter ? Est-ce que vous voulez une équipe compétente ou pas, quels que soient les coups durs pour construire avec ténacité l'avenir de la France ? Ou voulez-vous le retour des figures usées d'un médiocre musée Grévin ? »*. M. Fabius lance ensuite : *« Je l'ai dit avec solennité, nous refusons et nous refuserons que soient remises en cause les grandes conquêtes sociales, et du travail en particulier, tant que je serai premier ministre, on ne touchera pas au SMIC. »* *« La droite*, ajoute-t-il, *a fait perdre suffisamment de temps à la France, il n'est pas question de revenir en arrière, on ne fait pas confiance à une galerie de revenants ! »*

Admettant que les socialistes attendent du gouvernement de *« bons résultats »*, il rappelle que *« c'est la gauche qui aura brisé l'inflation »*. Il précise : *« Dans les mois qui viennent, le premier ministre et les ministres, l'équipe de France, déploiera un effort systématique d'explication. »*

En échange, M. Fabius attend d'abord des socialistes l'unité et aussi qu'ils abandonnent *« définitivement »* la *« culture d'opposition »*. Enfin, il attend d'eux une *« formidable énergie »*. S'adressant de la tribune à MM. Jospin, Mauroy, Chevènement, Rocard, tous présents dans la salle du congrès de Toulouse, il lance : *« Nous avons besoin d'abord de toi, Lionel, et nous irons côte à côte à la bataille, nous avons besoin de toi, Pierre, de toi, Jean-Pierre, de toi, Michel »*. *« J'entends d'ici*, ajoute-t-il, *les sceptiques, les résignés, les tristes et les grincheux. Leurs arguments, nous les connaissons par cœur : les sceptiques qui confondent les sondages avec les votes ; les résignés accablés par l'humeur de l'opinion ; les tristes qui portent le deuil de leur opposition d'antan ; les grincheux qui voient dans notre bilan tel défaut de peinture plutôt que l'architecture d'ensemble ! »*

M. Fabius souligne : *« Il y aura 1988, mais il y a d'abord 1986. On ne fera pas l'économie d'une bataille des législatives où chacun (...) devra prendre sa place ; pourtant et il est beaucoup plus utile de participer à cette lutte que de préparer un magnifique commentaire pour la soirée des résultats. »*

Pour lui, tous les Français *« doivent comprendre que, dans les quinze ans qui viennent, la France aura besoin d'un Parti socialiste fort »*. Le Parti communiste lui *« est devenu une machine à marquer des buts contre son camp »*. Il continue : *« 30 % ? 40 % pour notre parti ? On peut discuter à l'infini de l'objectif. Ce qui est sûr, c'est que (...) devrons avoir à l'esprit, avec leurs différences évidentes, nos amis suédois, allemands, autrichiens, qui ont pu disposer de la durée pour faire passer leurs convictions dans les actes. »*

Pour lui, cela exige notamment que le PS, *« dans son discours et sa pratique, puisse prendre en compte à la fois l'aspiration des entrepreneurs de pointe et celle des immigrés de la seconde génération qui parlent autant pour ceux qui gagnent que pour ceux qui subissent, qu'ils soient à l'écoute d'une société complexe. (...) Notre organisation, nos valeurs doivent permettre celle d'un socialisme moderne, d'un socialisme du possible, qui soit création, initiative, qui partage également des chances, celui du futur, avec la volonté de transformer la société chez nous et dans le monde vers plus de justice et d'efficacité. C'est là, pour les années qui viennent, la responsabilité historique du Parti socialiste face à la France. »*

M. Jospin : une vision commune de la stratégie électorale

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui se réjouit *« profondément »* de clore par une synthèse un *« très beau congrès »*, estime que, après des discussion *« passionnantes »*, quoique *« parfois inquiétantes »*, avec les rocardiens, les *« procès d'intention »* réciproques qui pouvaient exister sur la question des alliances, pour l'après-86 ont été levés. Les signataires de la motion 1 sont arrivés avec ceux de la motion 2, estime-t-il, à *« une vision commune de ces problèmes de la stratégie »* postélectorale.

Pour M. Jospin, le congrès de Toulouse est un bon congrès parce que les socialistes ont su, à la fois, y *« débattre »* et s'y *« rassembler »*, et la synthèse est une *« bonne synthèse »* parce qu'elle est *« claire »*. C'est pourquoi il lance à M. Rocard : *« Une fois la synthèse faite, il ne faut pas trop tirer sur les textes »*, avant d'affirmer en souriant : *« Je lui pardonne ce léger décalage entre la réalité et le discours. »*

Nous attendons beaucoup du gouvernement

M. Jospin affirme que Toulouse a été *« le congrès d'un parti qui va au combat et qui veut la victoire »*. *« Parti et gouvernement réunis*, ajoute-t-il, *nous avons fait notre devoir (...). Nous pouvons aller la tête haute devant notre peuple (...).*

Néanmoins, M. Jospin estime que les socialistes doivent *« montrer [leur] capacité à agir mieux ou davantage, dans l'avenir, dans quatre directions (...) essentielles »*. D'abord, la *« lutte pour la croissance »*. Selon lui, *« les politiques d'inspiration keynésiennes (...) peuvent (...) garder davantage d'impact et présenter moins d'inconvénients dans le cadre plus vaste de la réalité européenne »*, notamment grâce à une politique de *« grands travaux qui utiliseraient (...) toutes les ressources du marché intérieur européen »*.

Deuxième direction : la *« lutte pour l'emploi »*, notamment par la croissance, mais aussi par l'*« aménagement du travail »*. Troisième objectif : *« Agir dans le sens de la justice fiscale en portant l'accent sur la réforme de la fiscalité locale et en nous attaquant enfin à (...) la fiscalité sociale. »* *« A défaut*, ajoute-t-il, *de pouvoir aller dès maintenant vers la progressivité (...), il est au moins temps d'envisager que l'on passe des formules dégressives aux formules de caractère proportionnel. »* Enfin, dans le débat sur la protection sociale, les socialistes doivent s'orienter vers une *« diversification des risques, des couvertures, et, en particulier, aller dans le sens de la prise en compte des risques issus des mutations économiques »*, c'est-à-dire *« la mobilité professionnelle ou la mobilité géographique »*.

Il convient, en somme, de montrer aux électeurs que la France n'a pas seulement le choix entre être *« condamnée à la réaction sociale avec la droite »* ou être *« résignée à la rigueur austère avec la gauche »*.

M. Jospin estime, au demeurant, que le contexte mondial s'est modifié positivement. Il n'y a plus *« tassement, recul, des forces socialistes mais, au contraire, à nouveau mouvement en avant »*. *« Le socialisme démocratique a le vent en poupe dans toute l'Europe*, ajoute-t-il, *et ce vent qui souffle, il ne m'étonnerait pas qu'il souffle dans nos propres voiles »*. Il lance : *« Ne laissez pas le fruit de vos efforts cueillis par les autres »*, et rappelle qu'il n'est plus temps, pour les socialistes, de débattre de leurs différences, mais de combattre contre la droite. Il ironise sur M. Chirac, qualifié de *« girouette »*. *« Il est là*, dit-il, *sur le clocher de l'église désertée du gaullisme, et il tourne à tous les vents. »* Quant à M. Barre, il dispose d'un *« nouvel instrument de mesure »*, le *« barromètre »*, qui *« indique toujours sur chaque graduation : autosatisfaction »*.

Le premier secrétaire du PS, qui estime que le rapport de forces actuel entre la droite et la gauche n'est pas *« gelé »* et donc pas définitif, lance à M. Fabius qu'il *« a raison d'attendre beaucoup de nous, car nous attendons beaucoup du gouvernement »*. *« L'équipe socialiste*, continue-t-il, *sera sur le terrain, et (...) elle n'a pas l'intention de se laisser cantonner à jouer dans ses dix-huit mètres. »*

M. Jospin conclut en affirmant que *« François Mitterrand ne sera pas de façon directe (...) au cœur même de la campagne de 1986 »*, mais que *« sa fermeté, sa fidélité »*, seront un *« point d'appui formidable »*.

M. Rocard : il n'y a plus deux socialismes

M. Michel Rocard affirme d'emblée : *« Comme Toulouse est loin d'être Metz ! (...) Il n'y a plus aujourd'hui deux socialismes, l'un de gouvernement, l'autre d'opposition ; l'un de gestion, l'autre d'utopie ; l'un contraint par le présent, l'autre condamné à l'irréel. (...) Il n'y a plus aujourd'hui qu'une culture socialiste : celle qui prend en charge les intérêts de la société tout entière. (...) L'espérance dont nous sommes porteurs et le combat que nous menons n'imaginent plus pouvoir s'affranchir des contraintes économiques. Les avions ne volent pas parce que les hommes ont appris à s'affranchir des lois de la pesanteur mais parce qu'ils ont appris à les calculer. (...) La logique du compromis social comme méthode des transformations démocratiques des sociétés modernes est désormais au cœur de notre démarche. »*

M. Rocard estime ensuite que les trois conditions qui permettraient, selon lui, de recréer une *« dynamique vigoureuse »* autour des socialistes sont désormais remplies : *« Mettre en harmonie*, dit-il, *notre discours et notre action (...), c'est un acquis. Faire le choix de transformer la société par le compromis social : c'est un acquis. Tenir un langage de vérité à l'opinion (...) c'est un acquis puisque c'est la recherche même de cette vérité qui a permis la synthèse. »* L'ancien ministre souligne qu'après la conclusion de cette synthèse les socialistes sont *« tous d'accord pour dire que le Parti socialiste ne doit en aucun cas servir de force d'appoint à la droite »*.

M. Rocard souligne que, *« presque subrepticement et après de lourds débats, l'idée s'est introduite qu'il a pu y avoir un décalage entre notre politique et l'explication que nous en donnions »*. Il y voit l'une des preuves que *« la modernisation du socialisme va bon train dans les esprits et dans les textes »*. Néanmoins il reste à convaincre les Français *« que nous portons toujours en nous un grand projet de transformation sociale »* et *« que notre projet est celui qui répond le mieux au présent d'une société en profonde mutation et à l'avenir d'un pays qui a encore beaucoup à apporter à l'Europe et au monde... »*

Selon l'ancien ministre, les débats du PS ont montré que les socialistes sont *« capables de surmonter la contradiction périlleuse qu'il y aurait à balancer entre la crispation sur des dogmes essouflés et l'évolution vers un pseudo réalisme sans horizon ni principes »*. Ils doivent maintenant *« prendre la mesure des contraintes, reconnaître l'économie mixte comme logique centrale de notre démarche »*, ce qui ne doit être vécu *« ni comme une limitation ni comme une résignation »*. Pour lui, la société a besoin *« de souplesse pour ne pas éclater sous le poids des rigidités et de solidarité pour ne pas exploser sous le poids des inégalités »*. *« Si*, souligne-t-il, *introduire de la souplesse dans la société ce n'est évidemment pas l'affaire de l'Etat, elle ne peut aller sans (...) planification (...). Si assurer la solidarité ne peut évidemment se concevoir sans l'arbitrage de l'Etat, il n'en est ni le seul garant ni le seul acteur (...). Aucun gouvernement aujourd'hui ou demain ne pourra ignorer ce défi majeur des prochaines années : redéfinir le rôle et la place de l'Etat, libérer la société française des rigidités et des carcans qui l'enserrent. Ce n'est pas une affaire de mode (...) parce que la lutte contre le chômage reste notre principal souci et parce que personne ne peut se résigner à n'y voir — comment disait-on ? — qu'un défaut de peinture dans l'architecture d'ensemble. Il faut s'attaquer en premier lieu aux rigidités de l'entreprise et de l'organisation du travail. »*

L'ancien ministre estime qu'*« il n'est (...) pas acceptable que des hommes et des femmes soient marginalisés par un chômage durable et sans appel (...). L'exigence première (...) est de favoriser la création d'un minimum social garanti négocié entre les partenaires sociaux et pour lequel le gouvernement devra mettre toute son autorité dans la balance »*. Il demande aussi *« une meilleure répartition de l'effort fiscal »*, car si *« la baisse des prélèvements obligatoires était une nécessité (...), cette baisse des prélèvements obligatoires ne se traduit pas par un partage équitable de l'effort collectif pour les hauts revenus et pour les smicards »*.

L'imbroglio électoral subsiste

Le casse-tête de la constitution des listes de candidatures pour les élections législatives et régionales de mars 1986 a occupé une partie des débats du congrès socialiste de Toulouse. En commission des résolutions, cette question s'est greffée sur les discussions de fond.

M. Rocard – comme gage de sa volonté de synthèse – avait fait savoir, vendredi 11 octobre, qu'il acceptait, pour les listes législatives, de s'en tenir au strict respect de l'accord national du 6 juillet. (Cet accord prévoit que le groupe parlementaire comptera environ 18,5 % de députés rocardiens.) En revanche, les rocardiens souhaitaient retrouver dans les listes régionales les résultats obtenus lors des congrès fédéraux (la motion 1, majoritaire, a recueilli 71,49 % des suffrages des militants, la motion 2, rocardienne, 28,51 %). Les rocardiens ont finalement obtenu satisfaction. La liste régionale devra respecter, dans chaque département, le rapport de forces local entre les deux motions. La convention nationale du 10 novembre devra vérifier qu'à l'échelon du pays les rocardiens obtiennent bien, parmi les éligibles, la proportion qui leur revient. M. Rocard a déjà prévenu qu'à ses yeux la synthèse ne sera « confirmée » qu'après cette vérification.

Le congrès s'est également saisi, comme convenu, du problème de l'élargissement des listes socialistes à des personnalités extérieures au parti. Question délicate à plusieurs titres. D'accord sur le principe, les socialistes n'approuvent pas nécessairement les noms avancés par la direction du parti. L'accueil de ces personnalités sur les listes socialistes suppose, en outre, localement des sacrifices douloureux. A preuve les réactions du congrès quand M. Jean Poperen, numéro deux du PS, chargé des questions électorales, est venu soumettre à la ratification des délégués les décisions arrêtées dans la nuit.

Le congrès s'est prononcé pour l'accueil du « communiste critique » Henri Fiszbin dans les Alpes-Maritimes et de M. Olivier Stirn dans la Manche. Des départements non précisés devront offrir l'hospitalité à Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, et à M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture.

A l'applaudimètre (et au vu du nombre – faible – de votes contre et d'abstentions), le principe de l'arrivée de Mme Bouchardeau et de M. Fiszbin n'a pas crée de difficultés. La candidature de M. Stirn est déjà plus contestée. Le vote qui prévoit les lieux de « parachutage » de MM. Fiszbin et Stirn a, lui, été obtenu au prix d'un nombre élevé d'abstentions, probablement en grande partie à cause du « cas » Stirn. M. Poirier, premier secrétaire fédéral de la Manche, est venu réaffirmer à la tribune l'opposition de la « base » socialiste à ce choix national. M. Stirn, dans les couloirs du congrès, s'est néanmoins déclaré satisfait de la volonté d'ouverture de la direction du PS. Il a aussi affirmé qu'il *« comprend »* les réactions des militants.

Faute politique

Mais l'opposition locale à la venue de l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing est telle qu'elle pourrait, selon certaines analyses, entraîner la perte du siège de la Manche pour le PS. En outre, cette fédération avait proposé d'accueillir M. Nallet. Celui-ci refuse le siège qui lui est maintenant proposé dans l'Yonne : il ne veut être candidat que dans la Manche.

Reste le cas du MRG. MM. Poperen et Jospin ont confirmé la volonté de la direction du PS d'arriver avec les radicaux de gauche à un accord qui, cependant, n'a de sens, selon eux, que s'il est *« global »*.

Restent aussi en suspens les cas de deux ministres socialistes, M. Jack Lang et Mme Yvette Roudy. M. Lang ne souhaite pas aller dans le Loir-et-Cher, comme le lui a proposé la direction du parti, mais dans les Hauts-de-Seine. Quant à Mme Roudy, elle s'en tient, elle aussi, aux Hauts-de-Seine. Il semble peu probable qu'elle obtienne gain de cause. De son côté, M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS et proche de M. Jospin, a annoncé qu'il jetait l'éponge : face aux oppositions locales et à celle de l'Elysée, il renonce à être candidat à la députation dans le Vaucluse, afin de ne pas *« ajouter une faute politique à une erreur d'appréciation »*. Le combat pour le Vaucluse était devenu, au cours de l'été, un symbole des résistances locales à l'application de l'accord national du 6 juillet.

Le congrès a encore adopté une résolution qui fait de la présence de 20 % de femmes *« régulièrement réparties »* une des conditions à la ratification des listes par la convention du 10 novembre. A vrai dire, l'imprécision de la formule doit limiter les espoirs que peuvent nourrir les femmes du PS de voir croître de façon significative le nombre de candidates en position éligible. Néanmoins, la résolution précise aussi que les femmes députés sortants doivent figurer en position d'être élues sur une liste législative ou régionale.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

POLITIQUE

LES SOCIALISTES ONT REFAIT LEUR UNITÉ AU CONGRÈS DE TOULOUSE

La « motion de synthèse »

Nous publions ci-dessous les extraits de la motion de synthèse du congrès de Toulouse qui ont trait aux points les plus débattus. La synthèse s'est faite sur la base de la motion 1 (majoritaire). Nous avons donc mis en italique les passages de la motion 1 qui ont subi, pour aboutir à la motion de synthèse, modifications ou ajouts.

● **LE PASSÉ ET L'ACTION GOUVERNEMENTALE:**

« Cinq années de gouvernement par la gauche ont appris aux Français qu'il est des contraintes dont aucun pouvoir, dans une société ouverte et démocratique, ne peut s'affranchir.

» Peut-être les Français regrettent-ils d'abord, puisque l'alternance a joué en 1981, de ne plus projeter sur nous le rêve d'un gouvernement qui estomperait les réalités de la crise et dispenserait des efforts qu'elle exige.

» La lucidité à l'égard des faits implique que l'on s'attache à les analyser tels qu'ils sont, souvent difficiles en période de mutation, mais parfois aussi porteurs d'espoir.

» La société, devenue plus complexe, et les conditions du débat politique n'ont pu qu'en être affectées. Nous en prenons acte car il serait dangereux d'avoir une pratique politique en discordance avec les attentes du pays.

» Mais il nous faut éviter aussi, au nom d'une conformité aux humeurs de l'opinion, d'adhérer aux modes passagères.

» Disons-le clairement, nous ne saurions renoncer ni à mettre en accord notre discours et nos actes, ni à nos choix de société, ni aux valeurs morales qui sont ceux de notre projet : solidarité et justice sociale, valeurs de la connaissance, valeurs de la raison, du travail et de la création (le refus du malthusianisme), sens de la responsabilité, de la démocratie et de la mémoire collective, qui, pour les socialistes, donne son sens à l'histoire de la France.

» Nos difficultés avec l'opinion tiennent sans aucun doute d'abord au décalage inévitable mais réel entre nos actes et les attentes qui étaient celles, notamment, du monde du travail avant 1981.

» Elles ont pu aussi résulter de l'insuffisance des explications qui ont accompagné la mise en œuvre de la politique de rigueur.

» Certes, nous avons adapté ou infléchi un certain nombre de nos actions et de nos priorités : après une relance qui correspondait aux engagements du parti, nous avons dû, dans une conjoncture internationale dépressive, veiller davantage aux équilibres ; aux problèmes de la répartition se sont ajoutés ceux de la production ; à ceux de l'emploi, ceux de l'efficacité et de la compétitivité des entreprises ; à l'accent mis sur le changement et les réformes s'est partiellement substitué celui mis sur la gestion et la défense des acquis.

» Car l'action d'un gouvernement tient compte des obstacles rencontrés, des résultats enregistrés, des réactions des gens. De ce point de vue, dire sur quoi et en quoi nous avons changé est nécessaire.

» Moderniser la France passe par la reconnaissance du double caractère de l'entreprise et, plus particulièrement, de l'entreprise industrielle, unité de production mais aussi terrain d'affrontement entre forces sociales. »

● **L'ENTREPRISE :**

Les socialistes ont pris en compte dans leur analyse l'attitude qu'ils ont adoptée à l'égard de l'entreprise dans leur politique gouvernementale.

« La crise a remis en lumière cette vérité crue : on ne distribue que des revenus qui sont la contrepartie de ce qu'on a pu produire et vendre.

» Les socialistes ont mieux pris en compte la nécessité de demeurer compétitifs, de dégager des bénéfices pour investir, de contenir les coûts de production.

» Cette mutation illustre en réalité la transformation du Parti socialiste de parti d'opposition en un parti à vocation gouvernementale. Le Parti socialiste a assumé sa fonction de parti de gouvernement.

» Les socialistes ont pris en compte la réalité du marché, tout en réaffirmant la nécessité d'un Etat qui définit les grandes priorités économiques au travers du Plan et fixe les règles qui visent à le canaliser et l'empêcher d'être un instrument d'oppression.

» Les premiers résultats de notre politique sont patents. Ils montrent que la politique menée dès 1981 a engagé la France dans la voie du progrès : sur la législature, le taux de croissance est supérieur à la moyenne européenne, le gain du pouvoir d'achat est le plus élevé d'Europe, la réduction des inégalités a été amorcée, l'inflation réduite avec succès, la balance extérieure est en voie d'équilibre. (...) »

● **LA PROTECTION SOCIALE :**

La partie de la motion 1 consacrée à la protection sociale reçoit un ajout : « Il est urgent aussi d'éviter les risques de marginalisation dans notre société, notamment pour les chômeurs. Nous devons aller vers la définition d'un minimum social garanti... Proposer d'étendre notre système de protection sociale rend encore plus nécessaire de poser clairement et lucidement le problème de son financement. »

● **LES ALLIANCES :**

Voici, enfin, l'essentiel de la partie de la motion de synthèse consacrée aux alliances et à la stratégie.

« Nous ne savons pas si l'union entre le Parti communiste et nous pourra revivre demain, et quelles formes prendrait une nouvelle alliance dans cette hypothèse (...). Nous voulons regagner au combat de la gauche les forces disponibles mais désorientées par le comportement des dirigeants du PCF. Ce qui exige de nous une attitude ouverte, offensive, unitaire. Le Parti socialiste reste fidèle à sa stratégie unitaire.

» Le Parti socialiste ne saurait faire dépendre sa stratégie des spéculations conduites par les uns et les autres sur la question de savoir s'il aura ou non la majorité avec la gauche en 1986.

» (...) Notre position sur la « cohabitation » est la suivante : Nous sommes pour le respect de la Constitution, nous combattons pour les valeurs et les propositions qui sont les nôtres aux côtés du gouvernement et du président de la République, nous nous battons pour gagner les élections législatives : faire que le Parti socialiste en mars 1986 reste la force principale et déterminante de la vie politique française en rassemblant sur ses candidats le maximum de voix. »

(...) Qu'on ne compte pas sur les socialistes pour des alliances à droite. Si le Parti socialiste n'avait pas assez de sièges ni assez d'alliés pour gouverner sur ses propositions à partir de ses valeurs, sur une politique de gauche, il serait dans l'opposition.

« Il n'en reste pas moins que le Parti socialiste ne disposerait plus en mars 1986 de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, même si nous devons nous fixer comme objectif, dans les années à venir, de faire du Parti socialiste la grande force de gauche française, clé de l'alternance démocratique... Mais en toutes circonstances l'identité propre des socialistes devra être préservée avec la plus grande netteté.

» La politique que nous voulons appliquer après 1986 est celle dont, à partir des choix de ce congrès, nous fixerons les orientations dans notre convention de novembre. Tout contrat politique devra en découler.

» Cela suppose, puisque les socialistes ne sauraient en aucun cas constituer une force d'appoint à la droite, qu'ils soient en situation de créer une dynamique autour de leurs propositions et d'assurer la responsabilité du gouvernement. Ainsi pourra être poursuivie la politique de redressement économique, de justice sociale et d'indépendance entreprise en 1981 sous l'impulsion de François Mitterrand. »

Nationaliser et dénationaliser : de M. Rocard à M. Mauroy

Les débats du congrès ont permis de se faire une idée des nuances qui s'expriment au sein du Parti socialiste sur les nationalisations réalisées au début du septennat et sur l'évolution à venir du secteur public ainsi élargi.

M. Rocard, qui, en 1981, était partisan de prises de participations majoritaires plutôt que de nationalisations complètes et massives — l'efficacité, selon lui, n'en aurait pas souffert et cette méthode aurait coûté moins cher, — a remarqué, malgré sa *« solidarité »* entière avec le bilan de la gauche, qu'il convient de *« rendre compte de l'un peu moins bon »*. Il a cité, comme exemple de cette démarche, le débat *« sur les dénationalisations »* : *« nous aurons à en répondre techniquement, à répondre très exactement du point où nous en sommes, de ce qui a été fait, des corrections, de cette respiration nécessaire du secteur public pour laquelle un projet de loi est déjà prêt »*.

M. Jospin affirme qu'il ne faut pas *« renoncer à un secteur public fort »*. *« Nous avons voulu*, a-t-il dit, *un secteur public étendu. Nous ne le voulons pas figé : ni extension automatique ni re-privatisation systématique. »* M. Jospin imagine *« un secteur important qui évolue souplement en fonction des impératifs industriels, laissant sortir des filiales nos stratégiques, ce qui permettrait, grâce aux ressources collectées, d'en faire entrer d'autres »*. M. Dominique Strauss-Khan, membre du secrétariat national, économiste, collaborateur direct de M. Jospin, a résumé cette vision en deux phrases : *« Que certaines entreprises entrent ou sortent du secteur public est une condition de bonne gestion. Mais la taille du secteur public ne doit pas diminuer. »*

M. Fabius a souligné que *« la droite voudrait systématiquement dénationaliser, agissant par parti pris idéologique, au risque d'offrir aux capitaux étrangers le contrôle d'éléments majeurs de notre industrie et d'introduire dans notre économie des traumatismes inacceptables. Nous serons (...) fidèles et pragmatiques. Si le parti en est d'accord, le gouvernement proposera pour la prochaine législature une loi de clarification, appelée loi de respiration du secteur public. (...) J'ai décidé de demander aux grandes entreprises nationales d'organiser chacune un partenariat avec une région dans laquelle elles exercent un rôle essentiel. »*

M. Mauroy, ancien premier ministre sous l'autorité duquel s'est effectué l'élargissement du secteur public, *« s'inquiète »* lorsqu'il entend, au sein même du PS, *« critiquer certains acquis »*. *« Si je ne propose pas d'élargir le secteur public et nationalisé, il me semble que nul, ici, ne peut suggérer un retour en arrière. Je regrette, à l'inverse que, nom d'une excessive pureté doctrinale, la loi de respiration des groupes nationalisés n'ait pas encore été votée (...). Mais il ne faudrait pas que la dénationalisation commence dans nos rangs (...). Nous ne voulons pas d'une société collectivisée. Notre originalité se situe dans l'économie mixte. Mais nous devrions considérer comme une véritable agression le retour à une société industrielle uniquement contrôlée par des intérêts privés. »*

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Delors : « un petit Bad-Godesberg »

« C'est un petit Bad-Godesberg », a dit M. Jacques Delors au « Grand Jury RTL-*le Monde* » dimanche 13 octobre à Toulouse. L'ancien ministre de l'économie et des finances s'est affirmé *« très satisfait »* du congrès, *« qui met le Parti socialiste dans une position nouvelle »*. Bien que se défendant d'être « rocardien », il rappelle qu'il n'a *« jamais critiqué »* les thèses de M. Rocard ajoutant : *« Je lui ai simplement dit que sa stratégie n'était pas la bonne. »* L'ancien ministre prévoit que *« dans quatre ans les courants actuels auront éclaté parce que le choc du pouvoir et le choc de l'événement vont transformer le Parti socialiste, qui s'est déjà bien engagé sur cette voie »*. Il ajoute : *« L'ensemble des socialistes a intégré ce qu'on appelle la « culture de gouvernement ». Moi, j'appelle cela le réalisme. Pour le reste, rien n'est réglé. L'histoire des partis socialistes en Europe montre que, lorsque ceux-ci essuient une défaite électorale sanglante, ils se disputent. Vous comprenez donc que l'on aura bien besoin, pour empêcher cela, de gens qui, comme moi, ne sont pas dans des courants.*

« Je souhaite la cohabitation »

» Aujourd'hui, je considère que les socialistes ont une base solide, mais il faut être vigilant et éviter qu'en cas, hélas ! de défaite, ils ne se dressent les uns contre les autres. La France est handicapée par deux données : d'une part, un climat de guerre civile froide dans le politique et dans le social, qui amène chacun à dramatiser les différences, à les exagérer et à refuser l'autre, ce qui n'est pas bon pour une démocratie ; et, d'autre part, une société excessivement pyramidale dans laquelle le pouvoir est en haut et où tout le monde en appelle à l'Etat, même lorsqu'on est libéral. »

A propos de la cohabitation, l'ancien ministre des finances explique : *« Prenons une hypothèse dans laquelle le Parti socialiste demeurerait, comme je l'ai toujours dit, un parti important, pivot pour la politique française mais pas majoritaire. Alors, je le dis franchement, je souhaite la cohabitation. Qu'est-ce que c'est que la cohabitation ? C'est la possibilité de faire vivre les institutions avec un président socialiste et un gouvernement qui n'est pas totalement socialiste. Je souhaite la cohabitation, et je refuse la guéguerre politique.*

» Et si, dans ce gouvernement, il y a des socialistes, c'est plus que la cohabitation, c'est la coexistence. Eh bien ! je souhaite la coexistence pendant deux ou trois ans, pour éviter que mon pays ne perde en deux ans tout le fruit des sacrifices qu'il a faits pendant plusieurs années. »

M. Delors accepterait-il alors d'être premier ministre ? Il répond : *« Je ferais une analyse coût-avantages. Pourquoi pas ? Mais je ferai le calcul avant. Mon seul critère, c'est l'utilité (...). La cohabitation, c'est le test d'une Vᵉ République rééquilibrée. »* M. Delors critique l'excès de pouvoirs que possède le président de la République, ce qui est la cause essentielle, révèle-t-il, de son départ du gouvernement. Il estime que le partage des pouvoirs peut se faire sans la révision de la Constitution, mais, *« selon la thèse de Jacques Chaban-Delmas, le minimum, c'est le domaine réservé. Ce n'est pas dans la Constitution, mais c'est une pratique que j'approuve (...) car le président incarne un consensus très large sur la politique étrangère et la politique de défense »*.

L'opposition discerne un reniement

L'opposition insiste sur ce qu'elle considère être le reniement des socialistes. Ce reniement s'explique, selon elle, par la perspective de l'échecs de la gauche en mars prochain. Ainsi M. Jacques Chirac, qui participait, dimanche 13 octobre à Metz, aux assises départementales du RPR, a vu dans le congrès de Toulouse *« une véritable répudiation inavouée des principes fondateurs du PS »* arrêtés à Epinay en 1971. *« Hier on rejetait la social-démocratie (...) aujourd'hui, la social-démocratie semble être, en ce congrès de Toulouse, la dernière ligne de défense des idéologues fourbus du PS »*, a-t-il observé avant d'affirmer que les socialistes avaient réalisé *« un Bad-Godesberg rampant et honteux »*.

Jugeant que la *« synthèse »* obtenue à Toulouse n'est qu'un *« recollage de circonstance »*, M. Jean Lecanuet a estimé, dimanche au micro de RMC, que les socialistes, n'ayant plus de stratégie, *« tentent de réinventer la social-démocratie »*. *« Mais*, a-t-il ajouté, *les sociaux-démocrates sont au sein de l'UDF* [et] *si vous avez un jour une démocratie sociale, elle émanera de là où elle vit, du centre et de l'UDF »*.

Tout comme le président du RPR, qui ne voit *« aucun consensus possible avec ceux qui nous gouvernent »*, le président de l'UDF a affirmé : *« Jamais nous ne serons la force d'appoint pour constituer un gouvernement avec un socialiste »*. Il a précisé qu'*« il n'y a pas à se tourner »* vers *« un parti battu »*.

Sur le ton de la défaite, M. Jean-Marie Le Pen constate que *« les socialistes ont formé le carré comme à Waterloo »*. Pour le président du Front national, la tactique du PS est *« défensive »*, et *« ne le sauvera pas de la défaite électorale »*. Quant à la *« motion dite de synthèse »*, elle *« masque mal les rivalités d'ambition et les fractions idéologiques que le nouveau mode de scrutin ne fera qu'élargir »*, assure-t-il.

Les rivalités, M. Jean-Claude Gaudin les a évoquées, samedi, à Marseille, pour prévoir que *« les socialistes, saisis par la panique de la défaite »*, vont *« ressortir du placard où ils l'avaient enfermé, celui qu'ils comptent utiliser maintenant comme un joker anti-déroute avant d'ailleurs de le remettre à nouveau dans la boîte, comme ils l'avaient fait en 1981 »*. Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale avait fait précéder cette allusion à M. Michel Rocard d'une autre prévision : *« On va voir les socialistes se livrer à un exercice d'amnésie volontaire proportionnelle à la vigueur de l'échec »*, avait-il déclaré.

LES « CONVENTIONS LIBÉRALES » DÉCENTRALISÉES

M. Giscard d'Estaing veut favoriser les « retrouvailles » de la France et du libéralisme

De notre envoyée spéciale

Marseille. — Après avoir organisé au mois de juin, à Paris, une *« convention libérale »* réunissant, à ses côtés, M. Chirac et M. Barre, M. Valéry Giscard d'Estaing souhaitait que d'autres réunions décentralisées se tiennent en province, pour témoigner de cette double capacité de l'opposition à s'unir et à préparer le *« redressement du pays »*.

La première de ces conventions libérales décentralisées a eu lieu samedi 12 octobre à Marseille. Présidée par l'ancien chef de l'Etat, elle a rassemblé plus de mille participants et réuni à la tribune, outre les animateurs des Clubs Perspectives et Réalités, du Conseil pour l'avenir de la France et du Club 89 (MM. Lamassoure, Le Bris et Aurillac), des représentants de l'UDF (MM. Gaudin et Léotard) et du RPR (M. Toga, qui devrait conduire la liste RPR dans les Bouches-du-Rhône, et M. Médecin, maire de Nice).

Au terme de cette convention, M. Giscard d'Estaing pouvait avoir deux motifs de satisfaction : au moment où les états-majors des partis sont absorbés par la constitution des listes électorales, l'opposition continuait à travailler à la mise au point des mesures à prendre par le *« gouvernement d'alternance »* et, dans la logique de cette préparation, elle ne se posait pas — du moins ce jour-là — la question de la cohabitation. C'est ainsi que M. François Léotard, qui semblait considérer ces derniers mois que la cohabitation devenait *« impossible »*, déclarait à Marseille qu'il était *« urgent de gouverner... Avec qui ?... Avec le maximum de Français »*.

L'ancien président de la République s'est attaché, lui, à définir *« les conditions nécessaires au succès du redressement »* ; conditions politiques, économiques et sociales.

Un sigle commun : l'UPR

« La première condition [politique], *a-t-il souligné, est de disposer d'une majorité large et sûre à l'Assemblée nationale, car*, a-t-il notamment expliqué, *le redressement sera plus difficile que beaucoup de gens ne le croient. Si l'on ne peut s'entendre d'octobre à mars pour gagner les élections, comment s'entendre d'avril à décembre pour redresser le pays ? »* L'ancien chef de l'Etat a, une fois encore, souhaité qu'il y ait, *« dans le plus grand nombre de départements possible, des listes communes de l'UDF et du RPR »* et que *« les campagnes électorales des deux formations soient étroitement coordonnées »*. Il a même proposé que, pour *« affirmer l'unité de leur campagne »*, les listes des deux formations *« unies ou séparées »* se réfèrent à *« un sigle commun, dans la tradition constante de la Vᵉ République. Pourquoi pas l'Union pour le redressement : UPR ? »* a-t-il déclaré.

Evoquant l'après-mars 1986, l'ancien chef de l'Etat a jugé qu'il fallait s'en tenir à une seule *« règle »* : l'application *« stricte »* de la Constitution. *« L'union intime de l'opposition a notamment pour objet de rendre impossible toute manœuvre de division de la future majorité après mars 1986 »*, a-t-il déclaré, avant de lancer cet avertissement : *« Je préviens à l'avance que si cette manœuvre de division était tentée, notre union la fera échouer. »*

M. Giscard d'Estaing a préconisé une stratégie économique du redressement qui vise *« à la fois à réduire le déficit et à faciliter la croissance »*. Il a précisé : *« Une stratégie qui privilégierait exclusivement la réduction du déficit (« la rigueur d'abord ») en affectant toutes les économies budgétaires à la diminution du déficit entraînerait, pendant les deux premières années d'application, un chômage supplémentaire. »* Pour rendre *« compatibles »* ces deux objectifs *« également prioritaires »*, l'ancien chef de l'Etat a suggéré un *« très fort freinage de la dépense publique »*. *« La condition du redressement*, a-t-il expliqué, *sera de dégager autant d'économies budgétaires qu'il sera raisonnablement possible (...). C'est le choix de la rigueur expansion. »*

Reprenant l'énumération des mesures qui devront être prises au lendemain de la victoire de l'opposition et qui devraient témoigner de son *« choix net de l'option libérale »* (*le Monde* du 11 juin), il a souligné : *« La relance économique ne se décrète pas, elle procédera d'un vaste mouvement de libération des initiatives. Aujourd'hui*, a-t-il estimé, *le libéralisme ne se discute plus, il s'impose à tous. Nous devons réussir les retrouvailles de la France et de son grand message libéral. »*

L'ancien chef de l'Etat a mis en garde l'opposition, qui doit, selon lui, *« éviter à tout prix de tomber dans le piège que la majorité actuelle va lui tendre : celui du débat sur les droits acquis. Ce qui est acquis est acquis et ne sera pas remis en cause. Tous les Français doivent le savoir »*, a-t-il dit, tout en précisant que *« les rigidités qui s'opposent à l'emploi devront être supprimées »*.

Comme il était à Marseille, M. Giscard d'Estaing a traité de l'immigration. Il a souhaité que l'opposition *« n'abandonne pas la solution de ce problème aux deux démons de la haine et de l'indifférence »*, mais qu'elle sache adopter une attitude *« ferme et juste »*. *« La justice*, a-t-il affirmé, *fait reconnaître les droits des étrangers en France, la fermeté fera respecter* [leurs] *devoirs. »*

M. Giscard d'Estaing présidera à nouveau une convention libérale le 9 novembre à Clermont-Ferrand, puis à Bordeaux et à Lille.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

M. Marchais : les dirigeants socialistes se sont servis de vous

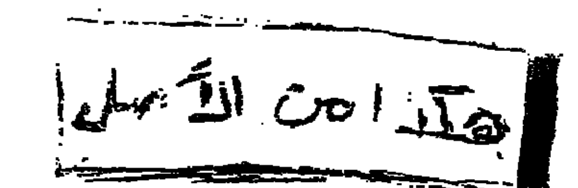
Dans le discours qu'il a prononcé à la fin de la conférence nationale du PCF à Nanterre, M. Georges Marchais a souligné que, *« bien sûr »*, il faut battre la droite, mais que la question qui sera posée en mars prochain, *« ce sera de juger 1981-1986 »*. Or, a-t-il observé, *« personne ne le conteste : Mitterrand et le Parti socialiste n'ont pas fait ce qu'ils avaient promis »*. *« Les dirigeants socialistes se sont servis de vous. Ils ont abusé de votre bonne foi pour aller au pouvoir et, une fois là, ils ont fait la même chose que ceux d'avant »*, a dit M. Marchais en s'adressant aux électeurs.

Voter socialiste, a expliqué M. Marchais, ce serait voter *« pour que les choses continuent comme aujourd'hui »* et *« pour un parti qui envisage de coopérer avec la droite »*. Se fondant sur les déclarations de M. Lionel Jospin au congrès de Toulouse, le secrétaire général du PCF a affirmé : *« Les dirigeants socialistes envisagent bien de s'allier avec une partie des forces de droite. Ils n'avancent même pas l'idée que la constitution d'un tel gouvernement supposera nécessairement que le premier ministre soit socialiste. La seule condition qu'ils indiquent, pour ouvrir la possibilité de cette alliance, c'est que le Parti socialiste soit suffisamment fort, qu'il soit* « en position prédominante »*. Autrement dit, chacun est prévenu : plus il y aura de voix socialistes, plus il deviendra possible de constituer un gouvernement commun droite-Parti socialiste. C'est le retour aux pratiques du Parti socialiste d'il y a trente ans, quand il collaborait régulièrement avec la droite. »*

Au contraire, voter communiste, a dit M. Marchais, *« ce sera voter pour déjouer tous les calculs qui se trament actuellement autour de cette idée de la cohabitation »*. *« Pendant cinq ans*, a-t-il souligné, *le Parti socialiste aura eu tous les pouvoirs, tous les moyens d'imposer sa politique. Malgré ses efforts, le Parti communiste n'a pas pu l'empêcher de fouler aux pieds les promesses qu'il vous avait faites. Créer une situation nouvelle, où, cette fois-ci, votre volonté d'une autre politique pourra s'imposer, c'est nécessairement corriger cet état de fait. Votre seule garantie de faire enfin entendre votre volonté, c'est le Parti communiste. »*

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, membre du secrétariat du comité central, avait présenté à l'ouverture de la conférence, le samedi 12 octobre, un long rapport, dans lequel il affirme notamment : *« La preuve est faite que la politique d'austérité, qu'elle soit menée par la droite ou par le pouvoir socialiste, est le même poison qui enrichit les riches, appauvrit les pauvres, pousse à la casse de l'économie, à la suppression des postes de travail et au chômage. »*





هكذا من الأصل

DEUX LIVRES

Les réflexions de « Jean Mitoyen »

Pour un gouvernement pilote

« Jean Mitoyen » est né en octobre 1984, du cerveau d'un groupe de militants de la « deuxième gauche ». Sa marraine est Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement. Son premier cri – *« C'est dur d'être de gauche, surtout quand on n'est pas de droite »* – est emprunté à Guy Bedos, mais il ne veut pas dire la même chose que dans la bouche du chansonnier. Pour Jean Mitoyen, être de gauche est difficile, non pas parce qu'il faudrait soutenir une politique qui ne ressemble guère à celle qu'on s'était promis de faire, mais parce que la situation exige de la gauche – si elle veut être fidèle à ses idéaux et ne pas se replier sur des réflexes conservateurs – beaucoup plus de réflexion, d'audace, d'imagination, de courage qu'elle ne s'était préparée à avoir.

Au noyau central du groupe, qui comprend notamment le chef d'entreprise Claude Neuschwander et le chercheur Philippe Roqueplo, d'autres sont venus au fil des réunions hebdomadaires, jusqu'en juillet dernier, apporter leurs connaissances, tels MM. Jean-Michel Belorgey, député de l'Allier ; le politologue Roland Cayrol ou M. Hubert Prévot, commissaire général au Plan de 1981 à 1984. Leur projet : *« reconstruire »* la gauche, dit Mme Bouchardeau dans sa préface ; *« aider à la mutation »* des socialistes, écrit Jean Mitoyen.

Les auteurs sont sévères pour la gauche au pouvoir, surtout pour ses premières années. Ils lui reprochent les nationalisations, inutilement coûteuses ; la tentative de relance économique par le déficit budgétaire, l'abandon *« dans les faits »* de la planification... A ces critiques techniques, Jean Mitoyen en ajoute d'autres, plus immédiatement parlantes, sur le fonctionnement du pouvoir tel qu'il a pu apparaître à tout un chacun ou presque, sur le *« loupé de la communication »* et le recours à la *« politique-spectacle »*, sur le poids des groupes de pression.

L'observation est aussi percutante dans les pages où Jean Mitoyen évalue l'actif du bilan. Il place en tête le droit des citoyens et le travail accompli dans ce domaine par M. Robert Badinter, puis la décentralisation, les lois Auroux et Roudy. Il rend un hommage appuyé au travail de pédagogie effectué par MM. Pierre Mauroy et Jacques Delors pour venir à bout de l'indexation des salaires sur les prix, mais les résultats obtenus en matière d'inflation et de commerce extérieur sont encore dépassés en importance, aux yeux des auteurs, par la mutation qui s'est effectuée, dans la gauche et au-delà, à l'égard de l'entreprise. *« Jamais les entreprises françaises n'ont bénéficié d'un traitement aussi favorable »*, estime Jean Mitoyen, ce qui ne rend que plus choquant le refus du patronat de pratiquer la moindre autocritique sur le retard social des entreprises et sur l'insuffisance de leur politique de la qualité et de leur politique commerciale sur les marchés étrangers.

La politique pervertie ?

Le bilan politique se résume, selon Jean Mitoyen, à trois changements fondamentaux : le déclin du Parti communiste, la convergence des courants qui composent la gauche socialiste et une transformation profonde des *« rapports de forces »* droite-gauche. Il reste à inventer le *« socialisme moderne »* contre la tentation du repli sur les contre-pouvoirs après ce qui n'aurait été qu'une nouvelle et plus longue *« expérience »* du pouvoir. Les perspectives que propose Jean Mitoyen partent du constat amer d'un rejet de la politique, dont il attribue la responsabilité aux hommes politiques, ceux de la gauche en premier lieu puisque c'est à ce camp-là qu'il appartient.

La plus grande partie du travail de Jean Mitoyen consiste dans les propositions qu'il formule pour un gouvernement de gauche qui concevrait sa tâche comme le *« pilotage d'un processus de négociation »* entre les forces sociales, pilotage guidé par quelques *« convictions fortes »* : entre autres, le refus de *« l'exclusion sociale des sans-travail »*, la solidarité, la recherche de la compétitivité industrielle sans accepter la *« société duale »*. Le livre foisonne d'idées sur la lutte contre l'intolérance, sur la reconstruction de la solidarité en partant de l'expérience que chacun peut en faire localement, sur l'accueil des enfants dans la société, sur la révision de certains chapitres du droit du travail et de la conception du travail lui-même pour mettre fin à la séparation entre ceux qui ont un emploi fixe et ceux qui n'en ont pas.

Les auteurs se demandent si, après quatre ans de pouvoir de gauche, *« un projet de changement de la société est en voie de réalisation »*. La réponse négative à cette question ne fait, pour eux, pas de doute, et c'est un tel projet, conçu à partir de l'expérience du pouvoir, que Jean Mitoyen tente de dessiner pour l'avenir. Comment atteindre cet avenir, la « mitoyenneté » dans laquelle les auteurs se situent par rapport aux divers courants socialistes leur interdit ou les dispense de le dire.

PATRICK JARREAU.

★ *C'est dur d'être de gauche, surtout quand on n'est pas de droite*, par Jean Mitoyen ; éditions Syros, 234 p., 79 francs.

L'ardent M. Pasqua

Ceux qui s'attendaient à trouver anecdotes, formules à l'emporte-pièce ou bons mots seront déçus : Charles Pasqua, en signant son premier livre, a choisi un nouveau registre, celui du procès en règle du socialisme, *« qu'il s'agisse du socialisme rampant d'avant 81, du socialisme triomphant de l'état de grâce ou du socialisme faussement repentant de l'ère Fabius »*. Pour le procureur Pasqua, *« la France va encore plus mal »* qu'on ne l'imagine. Et les socialistes d'être accusés d'avoir porté atteinte aux droits les plus essentiels : enseignement, information, intégrité du territoire, sécurité...

En ce dernier domaine, le sénateur des Hauts-de-Seine – pour lequel *« les criminels sont en passe de devenir la catégorie socioprofessionnelle la mieux protégée dans l'exercice de ses activités »* – propose le rétablissement de la peine de mort pour certains crimes, recommande la construction de nouvelles prisons, plus urgente, estime-t-il, que celle de la pyramide du Louvre ! Seul « bon point » décerné, celui destiné à Jean-Pierre Chevènement pour le rétablissement de l'enseignement de *la Marseillaise*.

Dans les rangs de l'opposition, seul M. Raymond Barre est égratigné à plusieurs reprises : *« La sûreté d'esprit »* avec laquelle l'ancien premier ministre *« se déclare prêt à continuer d'expérimenter ses théories aux frais d'autrui ne laisse pas d'inquiéter »* l'auteur. De même, M. Pasqua ne croit-il pas à la vertu de *« mesures techniques propres à redresser progressivement le navire en perdition »*. Il prescrit un *« choc »* dès qu'aura sonné l'heure de l'alternance. Coup de patte aussi à ceux qui – comme M. Barre, observe-t-il – croient en une auto-évolution positive de l'Union soviétique. Coup de patte, enfin, à ceux qui refuseraient les responsabilités gouvernementales après la victoire de l'opposition en mars.

Gaulliste comme Français – c'est-à-dire *« sans complexes »*, – Charles Pasqua se présente comme un chiraquien sans états d'âme. Le président du RPR n'est-il pas *« l'homme politique français le plus complet et le plus apte à résoudre les problèmes du pays »* ? Dans la description de ces « problèmes » auxquels il répond par de nombreuses propositions, le président du groupe RPR du Sénat n'évite pas toujours l'exagération : ainsi, du déficit démographique aggravé par *« 300 000 »* avortements annuels, ce qui fait, selon son calcul, *« 1 000 futurs petits citoyens rejetés ainsi chaque jour »*, alors que l'INED, pour l'année 1983, n'avait jamais recensé que 182 735 avortements volontaires auxquels s'ajoutaient 3 896 IVG pratiquées à l'étranger.

Certes, l'art de la nuance n'est pas dans le style de Charles Pasqua, dont les convictions excluent tout doute. Restent la façon, la manière, la fougue et cette *« ardeur nouvelle »* qui, constantes chez lui, devraient – par contagion ? – *« rendre aux Français confiance dans la France »*.

ANNE CHAUSSEBOURG.

★ *L'Ardeur nouvelle*, par Charles Pasqua. Albin Michel, 223 p., 75 francs.

société

JUSTICE

LA RÉFORME DE L'INSTRUCTION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Badinter défend son projet de loi rejeté par la plupart des magistrats

Malgré l'opposition des juges, le garde des sceaux espère obtenir un vote largement favorable

A l'exception du Syndicat de la magistrature (gauche), toutes les organisations de magistrats sont aujourd'hui hostiles au projet de réforme de l'instruction. La discussion de ce projet a commencé lundi 14 octobre à l'Assemblée nationale, où M. Robert Badinter, garde des sceaux, était en principe assuré d'un large soutien. Mais la cristallisation des mécontentements auxquels on assiste depuis dix jours pourrait lui rendre la tâche moins facile que prévu, au Sénat en particulier.

La principale organisation à avoir rejeté le projet de réforme de l'instruction « à l'unanimité » est l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), qui a réuni son congrès annuel du vendredi 11 au dimanche 13 octobre à Paris. Cette organisation est assez représentative de la magistrature profonde, même si elle n'est pas la plus active. Elle est aussi la plus nombreuse, revendiquant deux mille adhérents sur cinq mille cinq cents magistrats environ.

Après l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) et l'Association française des magistrats chargés de l'instruction (modérée), c'est la troisième organisation à affirmer son hostilité à ce projet, d'abord accueilli assez favorablement par les magistrats. Aujourd'hui, le vent a tourné. La poussée de fièvre corporatiste, à laquelle M. Badinter s'attendait, s'est produite, car la magistrature n'aime pas qu'on bouscule ses habitudes.

Au-delà de ce réflexe naturel, les critiques se sont concentrées sur trois points, qui méritent attention :

1) Une majorité de juges d'instruction regrettent de payer, avec cette réforme, les pots cassés par M. Jean-Michel Lambert, leur confrère chargé de l'affaire Villemin. Ils n'ont pas, dans leur ensemble, failli à la tâche et ressentent ce projet comme une sanction. M. Jean-Paul Jean, secrétaire général du Syndicat de la magistrature, parle même du « *syndrome de Lambert* ». « *Une maladie étrange*, affirme-t-il, *se propage actuellement chez les juges d'instruction : le SYDLA* [« syndrome de Lambert »]. *Le symptôme essentiel en est la peur d'identification à un petit juge naïf, dépassé, image d'Epinal largement véhiculée dans les médias et qui a touché jusqu'à notre ministre de la justice.* »

2) Cette réforme, qui obligera pour l'essentiel les juges d'instruction à statuer à trois risque d'être difficile à mettre en œuvre. M. Badinter a calculé qu'il faudra recruter, à partir de 1987, cent cinquante magistrats et une centaine de greffiers supplémentaires. « *En réalité*, commentait dimanche M. André Braunschweig, ancien président de l'USM, *personne n'est capable d'évaluer le coût de cette réforme. On est dans l'incertitude la plus totale.* »

Un souci de simplification

Les difficultés de ce projet n'ont pas échappé à M. Badinter. Pour y remédier, le garde des sceaux a finalement décidé que la collégialité ne serait pas une obligation absolue pour les juges d'instruction. Un seul magistrat, au lieu de trois, pourra décider de l'incarcération d'un inculpé, si celui-ci est assisté d'un avocat. Cette simplicification est néanmoins condamnée par le Syndicat de la magistrature, attaché au principe de la collégialité.

Toujours par souci de simplification, M. Badinter a admis qu'un juge du siège qui aura décidé au sein des futures chambres d'instruction d'incarcérer un inculpé pourra, le cas échéant, figurer parmi les trois magistrats chargés de le juger (futur article 50-2 du code de procédure pénale).

Cette possibilité est considérée comme indispensable par le garde des sceaux, sinon, les petits tribunaux, où les magistrats du siège se comptent sur les doigts d'une main, seraient obligés de faire appel à des collègues d'autres juridictions, rendant le nouveau système particulièrement difficile à mettre en œuvre.

Cependant, cette solution présente un gros inconvénient. Il y a en effet un risque de « pré-jugement » de la part du magistrat qui, ayant décidé d'incarcérer un inculpé, aura ensuite à le juger. Un risque que l'USM a estimé, samedi, « contraire à l'esprit de la convention européenne des droits de l'homme ».

L'USM considère, de plus, que la création de chambres d'instruction composées de trois magistrats entraînera, à terme, la suppression de soixante-quinze petits tribunaux, la nouvelle loi rendant nécessaire un regroupement des juges du siège.

Cette disparition possible, sinon probable, des petites juridictions, risque de susciter un certain émoi au Sénat, qui se veut « *le grand conseil des communes de France* ». René Capitant, lorsqu'il décida de revoir la carte judiciaire, puis MM. Alain Peyrefitte et Badinter, quand ils voulurent supprimer certains tribunaux de commerce, mesurèrent ce qu'il en coûte de s'attaquer ainsi à des intérêts locaux.

3) Le mécontentement des organisations de magistrats serait moindre si le garde des sceaux les avait consultées préalablement. Beaucoup de magistrats se disent heurtés par la manière dont le ministre a rendu public son projet : un article dans *le Monde* du 6 septembre. A cela, M. Badinter rétorque, en privé, qu'il ne lui reste que peu de temps pour mener à bien les projets auxquels il tient et qu'il n'a guère d'autre solution que de mener tambour battant cette réforme de l'instruction.

Malgré les critiques dont son projet est la cible, le garde des sceaux n'aborde pas dans de trop mauvaises conditions le débat au Parlement. M. Jacques Chirac s'est déclaré favorable à cette réforme, et beaucoup de magistrats, qui y sont opposés, conviennent mener un combat d'arrière-garde. « *Ne nous faisons pas d'illusions*, a déclaré, au cours du congrès de l'USM, M. Jean-Georges Diemer, conseiller à la Cour de cassation. *Ce texte sera voté sinon à l'unanimité, du moins à une large majorité.* » Un pronostic qui ne dispense pas M. Badinter de faire preuve d'habileté et ne lui garantit pas le succès. Car il doit non seulement emporter l'adhésion des parlementaires, mais l'emporter vite, les élections de mars 1986 lui interdisant de miser sur une victoire à l'usure.

BERTRAND LE GENDRE.

TERRORISME

AVANT LE PASSAGE DE M. LE PEN A FRANCE-INTER ET ANTENNE 2

Action directe revendique deux attentats par explosifs

Deux bombes ont explosé, lundi 14 octobre, peu après 5 heures, devant la Maison de la Radio et devant le siège d'Antenne 2 à Paris. Les attentats ont été revendiqués par le mouvement dissous Action directe, qui entend protester contre la participation de M. Jean-Marie Le Pen à l'émission de France-Inter « Face au public », programmée ce lundi à 19 h 20 et contre son invitation au magazine d'Antenne 2 « L'heure de vérité », mercredi à 20 h 30.

A 5 h 10, une très violente explosion a secoué la Maison de la Radio : un engin explosif placé sur le parking a détruit trois camions, creusé un trou de 1 mètre de diamètre dans un mur de béton et soufflé de nombreuses vitres de la façade et de nombreux immeubles du quartier. Deux minutes avant l'explosion, un correspondant anonyme se réclamant d'Action directe avait téléphoné au standard de Radio-France et annoncé qu'il fallait évacuer l'immeuble. Le temps de prévenir le service de sécurité, l'engin avait explosé.

Le second attentat, à 5 h 20, s'est déroulé dans les mêmes circonstances : un engin avait été déposé à côté de l'entrée d'Antenne 2, rue Jean-Goujon. Là aussi, un correspondant anonyme avait annoncé l'attentat trois minutes avant l'explosion. Des vitres ont été soufflées jusqu'au cinquième étage. Il n'y a pas eu de blessés. L'Agence France Presse, avertie par téléphone, a découvert dans une cabine téléphonique un texte de revendication signé Action directe, mais qui ne porte pas, comme c'est l'habitude, l'étoile à cinq branches, emblème usuel du mouvement dissous.

« *Pour l'ensemble des politiciens au service du capital* (droite et sociaux-démocrates), explique Action directe, *Le Pen a une fonction prospective. Il fait office de sonde permettant d'apprécier jusqu'où il va être possible d'aller dans la guerre menée, au nom du profit, contre les travailleurs français, immigrés et colonisés.* »

Toujours selon Action directe, Jean-Marie Le Pen a également « *une fonction immédiate : le Capital a besoin d'un bélier pour attaquer de front la classe ouvrière, afin de tenter de la diviser par le racisme. La résistance aux compressions d'effectifs serait ainsi amoindrie. D'où des conditions plus favorables pour la restructuration industrielle capitaliste* ».

Enfin, le groupe d'extrême gauche estime que « *dans les visées spécifiques des sociaux-démocrates, le bélier est utilisable comme bouc émissaire. Pendant que, depuis les studios de la radio-télévision, sous les feux des projecteurs, Le Pen prêche la guerre sainte et capitaliste, l'armée française est en train de la faire sur de multiples terrains* ».

SCIENCES

AU MUSÉUM

Des ordinateurs pour les champignons

Le Muséum national d'histoire naturelle présente, jusqu'au 22 octobre, au Jardin des plantes, non pas son Salon annuel du champignon, mais une exposition : « Les champignons, de l'observation à l'ordinateur ». Cette année, en effet, aucune des galeries où ont lieu les expositions temporaires n'était libre. Et il a fallu « installer » les champignons et les ordinateurs dans le hall plus petit de la bibliothèque centrale. On peut dire que cette restriction de place est une bénédiction en 1985 : l'été et le début de l'automne, très secs, ont fait que les champignons sont très rares cette année. Le laboratoire de cryptogamie en a cependant déniché quelques-uns, qui sont présentés dans leurs sous-bois préférés.

La visite de l'exposition est cependant fort intéressante : les amateurs peuvent converser avec des ordinateurs pour apprendre à déterminer tel ou tel champignon grâce aux logiciels mis au point par le laboratoire de cryptogamie. Ce n'est pas inutile si l'on en croit l'enquête réalisée avec les 13 978 visiteurs (scolaires non compris) du Salon du champignon de 1984. Plus des quatre cinquièmes des visiteurs récoltent des champignons qu'ils mangent. 3 % ont déclaré avoir déjà été intoxiqués. Plus inquiétant : 45 % des personnes intoxiquées cueillent plus de dix espèces de champignons. Pour le même éventail d'espèces ramassées, il n'y a que 23 % des personnes qui n'ont jamais été intoxiquées. Encore plus bizarre : les visiteurs qui ont été intoxiqués sont ceux qui possèdent le plus grand nombre d'ouvrages de détermination des champignons...

Y. R.

★ Bibliothèque centrale du Muséum national d'histoire naturelle, entrée par le Jardin des plantes, 57, rue Cuvier, Paris 5e. Jusqu'au 22 octobre. Ouvert tous les jours de 10 heures à 17 heures. Entrée : 15 francs. Pour les scolaires : uniquement sur rendez-vous pris de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures au 331-35-21.

RELIGION

UN SYMPOSIUM ÉPISCOPAL A ROME

L'indifférence est devenue la première religion d'Europe

A l'Est comme à l'Ouest, les évêques européens cherchent des moyens nouveaux de faire face à l'incroyance

De notre envoyé spécial

Cité du Vatican. — « *La première religion, c'est l'indifférence.* » Plus qu'une boutade, cette formule traduit une réalité que les sociologues connaissent depuis longtemps, mais que la hiérarchie des Eglises en Europe a encore quelque peine à admettre. On s'en est aperçu lors d'un symposium d'évêques catholiques, qui s'est réuni à Rome du 7 au 11 octobre.

« *L'Europe violette* » a fait un nouveau pas en avant avec cette rencontre de soixante-dix évêques de vingt et un pays, entourés d'une soixantaine d'experts, de prêtres, de religieux, de laïcs (dont, pour la première fois, des théologiennes), des responsables de la Curie romaine et des observateurs d'autres continents. Sur les vingt-cinq membres du Conseil des conférences épiscopales d'Europe (CCEE) que préside le cardinal anglais Basil Hume, archevêque de Westminster, seuls la Bulgarie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et les pays baltes n'avaient pas été autorisés à faire le déplacement.

Un langage commun reste difficile entre les épiscopats de l'Ouest – affrontés dans leur pays à des situations d'effondrement de la pratique religieuse, de rupture avec les références traditionnelles du dogme et de la morale – et ceux de l'Est, en butte à un athéisme moins volontaire qu'imposé, moins consenti que systématique et militant.

Les évêques de l'Est européen ne sont pas loin de penser que l'Ouest, pourtant bénéficiaire d'un régime de liberté, est en train de perdre la foi, alors que l'Est, soumis à la dictature idéologique et politique, a su garder un sens profond de Dieu. Cette vision manichéenne résiste de moins en moins à l'épreuve des faits, que des experts sont venus rappeler aux évêques. Même s'il reste confus et prend des formes contestées (sectes, magie, superstition), un réveil du sentiment religieux est manifeste en Europe de l'Ouest, alors que de l'autre côté du rideau de fer les taux de pratique dans les églises, quand celles-ci ne sont pas fermées ou contrôlées, ont parfois une signification autant politique que religieuse. Mgr Alfons Nossol, évêque d'Opole, convient par ailleurs que 30 % à 40 % des jeunes Polonais rejetent la morale sexuelle de l'Eglise.

« Une deuxième évangélisation »

« *Comment annoncer Dieu* » dans ces sociétés modernes où la foi ne va plus de soi ? Quelle catéchèse proposer à des enfants qui, en famille, n'entendent plus parler de Jésus-Christ ? Devant ces questions neuves, déconcertantes pour des responsables d'église comme pour de simples fidèles, des tensions et des clivages sont apparus au symposium de Rome. Le Père Paul Valadier, jésuite, directeur des *Études*, a lancé un pavé dans la mare en déclarant que « *le pessimisme entretenu sur l'après-concile se nourrissait d'une approche biaisée de la réalité, trop marquée par l'idée que l'on est chrétien seulement ou avant tout si l'on pratique* ». Devant ce parterre d'évêques, il ajoutait même : « *Les Églises n'ont pas à se culpabiliser indûment de la déchristianisation, ni à déplorer de manière excessive la baisse de la pratique, alors que la référence vivante au religieux passe aussi sans doute par d'autres voies.* »

L'expert français a suscité quelques remous, notamment dans les épiscopats d'Europe de l'Est et allemand, pour qui l'Eglise est faite d'abord pour s'affirmer et enseigner, et peu portés à admettre la diversité des modes d'appartenance religieuse.

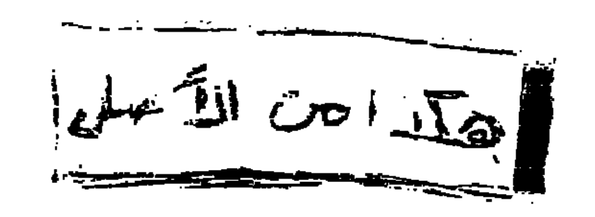
D'un naturel conciliant, le cardinal Danneels, archevêque de Malines-Bruxelles, qui sera le rapporteur général du prochain synode extraordinaire de Rome, a tenté de rapprocher les points de vue en disant que l'Église avait beaucoup à gagner de l'étude sociologique et culturelle, mais qu'il ne fallait pas pour autant se tromper de priorités : « *Si Jésus-Christ avait tenu compte du climat sociopolitique qui régnait de son temps à Jérusalem, le christianisme n'aurait eu aucune chance de s'y implanter* ».

C'est donc à une « *deuxième annonce de l'Evangile* » en Europe que la hiérarchie épiscopale s'est mise à réfléchir. On a même entendu des évêques français, anglais, italiens, parler d'« *inculturation* » de la foi dans leur pays, alors que ce terme est généralement appliqué aux expériences missionnaires d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine.

Il faudra un autre symposium pour donner un contenu plus concret à cette « *deuxième évangélisation* ». Tout au plus quelques pistes ont-elles été ouvertes : « *purifier et convertir* » la demande de religieux actuellement forte chez les jeunes, affirmer davantage l'identité chrétienne par un renouveau de la prière, une catéchèse adaptée, le témoignage de communautés de foi...

Dans son discours de clôture du symposium, Jean-Paul II a certes fait une analyse pessimiste du déclin des valeurs en Europe et de la contestation morale et doctrinale interne à l'Eglise, parlant même de « *symptôme caractéristique d'un Occident riche* ». Mais, pour lui, la mission de l'Eglise n'en est que plus claire : « *Tout en participant d'une façon intense à la vie de l'homme, elle doit redonner une âme à la société moderne.* » Et le pape a répété, dans des termes identiques, l'appel qu'il avait lancé pour la première fois à Saint-Jacques-de-Compostelle en novembre 1982 : « *Europe retrouve-toi toi-même, retrouve ton âme.* »

HENRI TINCQ.



هكذا من الأصل

ÉDUCATION

LE PROJET DE RÉFORME DES LYCÉES

M. Chevènement veut mettre fin à l'hégémonie des mathématiques

Les sections littéraires, économiques et biologique seront renforcées pour rééquilibrer les baccalauréats

M. Jean-Pierre Chevènement a présenté, dans une interview publiée dans *le Point* de cette semaine, les grandes lignes de la réforme des lycées qui doit être annoncée à la fin du mois. Celle-ci vise à diminuer le rôle des mathématiques dans la sélection des élèves et à rééquilibrer les sections, en appuyant chacune d'elles sur une dominante : lettres classiques; langues vivantes; arts; économie; mathématiques-physique; biologie; technologie.

Ce projet, qui fait actuellement l'objet d'un « document préparatoire » soumis aux syndicats et aux associations de spécialistes, prévoit la création de huit séries organisées chacune autour de deux ou trois disciplines principales dotées d'horaires importants (de cinq à huit heures hebdomadaires) :

A1 - ***lettres :*** français, langue ancienne, histoire-géographie.

A2 - ***lettres et communication :*** français, deux langues vivantes.

A3 - ***arts et lettres :*** français, arts, histoire-géographie.

B1 - ***Sciences sociales :*** français, sciences économiques et sociales.

B2 - ***Mathématiques-économie-gestion :*** mathématiques, sciences économiques, sociales et de gestion.

C - ***Mathématiques-physiques.***

D - ***Biologie-physique-chimie.***

E - ***Mathématiques-technologie.***

Dans les séries littéraires, le français verrait son horaire augmenté en première par rapport à celui des actuelles séries A (sept heures au lieu de cinq) et serait rétabli en terminale. L'horaire de mathématiques serait allégé (huit heures au lieu de neuf en terminale C), ainsi que celui de technologie (huit heures au lieu de onze).

Les programmes seraient conçus de façon que les disciplines soient davantage complémentaires : accent sur l'histoire ancienne en A1 ou sur l'histoire de l'art en A3; mathématiques axées sur les statistiques et l'économétrie en B1 et B2.

L'objectif de la réforme est que chaque série puisse avoir des débouchés intéressants dans l'enseignement supérieur et dans la vie professionnelle : B2 vers l'économie et les écoles de commerce et de gestion; D vers la médecine, la biologie et les sciences naturelles.

Objections

Pour les séries littéraires, qui pourraient conduire vers l'édition, le journalisme, la publicité, les relations publiques, le ministère souhaiterait que des filières de haut niveau (de type « magistère ») soient mises en place dans les universités pour montrer aux lycéens que ces formations sont « payantes ». Elles pourraient aussi déboucher sur les préparations aux instituts d'études politiques et aux concours administratifs – et bien entendu à l'Ecole normale supérieure.

Ce problème de l'articulation avec le supérieur évoqué par M. Chevènement est une des conditions de la réussite de la réforme. Il se heurte toutefois à de solides difficultés. En effet, le système français d'enseignement est largement conditionné par les critères d'admission aux établissements les plus prestigieux. Des programmes de leurs concours découlent ceux des classes préparatoires, puis des séries du baccalauréat qui les alimentent et donc l'organisation de l'enseignement secondaire. Or, deux de ces institutions les plus « huppées » ne dépendent pas du ministère de l'éducation nationale : l'Ecole polytechnique et les Hautes Etudes commerciales. Si elles ne donnent pas l'exemple en prenant l'initiative de modifier et de diversifier leur mode de sélection – ce qui aurait une influence immédiate sur les autres écoles d'ingénieurs et de gestion, – cette réforme des lycées sera difficile à mettre en œuvre.

Les objections à ce projet émises par des mathématiciens et des physiciens qui craignent un abaissement de niveau dans leurs disciplines indiquent que cette évolution sera difficile. Les déclarations de M. Chevènement au *Point* souhaitant qu'« *il continue à exister en France de grands mathématiciens capables de décrocher la médaille Fields* » visent manifestement à les rassurer. Un autre obstacle tient à la rivalité entre les professeurs de sciences économiques et sociales (de l'actuelle série B) et ceux de gestion (des séries techniques G), qui est en partie à l'origine de la distinction – peu claire – entre les futures séries B1 et B2.

Un autre débat a opposé au ministère ceux qui étaient partisans de faire commencer ces options dès la seconde et ceux qui pensaient préférable de maintenir l'actuelle « seconde indifférenciée » (tandis qu'un troisième parti plaidait pour une distinction dès la seconde entre scientifiques et littéraires). M. Chevènement, qui était plutôt favorable à la première solution, s'est finalement rallié à la deuxième, dans le souci de ne pas revenir trop brutalement sur une formule qui ne date que de quelques années (décidée par M. Beullac, elle a été créée en 1981). Il n'y aura donc pas de changement en seconde.

On envisage toutefois de tester, dès la rentrée prochaine, dans une quarantaine d'établissements, une autre formule donnant aux élèves des possibilités de choix entre certaines disciplines. Cette expérimentation pourrait, si les résultats en sont satisfaisants, préfigurer une évolution ultérieure de l'organisation de la seconde.

Il reste encore un point délicat à trancher : la date d'entrée en vigueur. Certains, souhaitant ne pas attendre d'éventuels changements politiques qui risqueraient de tout remettre en question, voudraient que la réforme s'applique – en partie du moins – progressivement dès la rentrée 1986 en première. Mais ce délai ultra-court fait frémir ceux qui songent au temps nécessaire pour refaire les programmes et pour régler les nombreux problèmes – notamment de personnels – qui restent à résoudre...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

DÉFENSE

Le « Greenpeace » indésirable à Tahiti

Les autorités françaises se demandent si la panne du « Greenpeace » n'est pas une manœuvre des écologistes

– De notre envoyé spécial

Papeete. – Les autorités gouvernementales à Paris ont donné des ordres très fermes à M. Bernard Gérard, le haut commissaire de la République française en Polynésie, pour interdire au remorqueur *Greenpeace* des écologistes anti-nucléaires l'accès à un port du territoire et en particulier à celui de Papeete, en raison de son « *attitude inamicale* » devant les atolls de Mururoa et de Fangataufa. A la suite d'une avarie de bord qui frappe son alimentation électrique, le *Greeenpeace* fait route à la vitesse de 11 nœuds (soit 20 kilomètres à l'heure) en direction de l'île de Tahiti où, s'il a bien l'intention de s'y faire réparer, il est attendu pour le mardi après-midi 15 octobre.

Le haut commissaire à Papeete, dans un télégramme expédié à l'équipage du *Greenpeace*, a proposé, compte tenu des difficultés mécaniques de ce navire, d'envoyer à son bord une équipe d'experts, dans les eaux internationales, pour constater la gravité de l'avarie. Selon les résultats de l'expertise, M. Gérard pourrait alors offrir au *Greenpeace* d'être accompagné, voire remorqué par un navire de la marine nationale en direction d'un port étranger au choix des écologistes.

Alors que la marine nationale n'y croyait plus et qu'elle s'apprêtait à devoir tenir des semaines en mer pour contrer les éventuelles actions de *Greenpeace* l'annonce à la fin de la semaine dernière d'une panne de la régulation du générateur de bord sur le remorqueur des écologistes remettait du baume au cœur des marins de la Royale. Trahi par la mécanique, le navire *Greenpeace* après avoir ravitaillé les voiliers *Vega* et *Alliance* qui demeurent en faction à 40 nautiques (environ 72 kilomètres) devant Mururoa, décidait de faire route sur Papeete à Tahiti, pour se faire réparer.

La guerre n'est pas finie

Le vice-amiral Hugues reconnaît qu'il a été « *surpris* » par le départ du *Greenpeace*. Mais le commandant du centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique et la zone maritime du Pacifique sud avoue qu'il se « *réjouit* » de le voir quitter les alentours de Mururroa. « *Le combat a cessé faute de combattants, mais le combat peut encore reprendre* », confie-t-il. « *Pour autant, je ne peux pas dire que nous ayons gagné la première manche et, du reste, le dispositif de surveillance demeure en place.* »

En effet, la mini-bataille des écologistes contre les atolls nucléaires français dans le Pacifique est loin d'être achevée. Certains marins n'écartent pas qu'ils puissent être le jouet d'un coup de bluff du capitaine du *Greenpeace* : la panne, selon eux, pourrait n'être pas aussi authentique que Jonathan Castle, un habitué des campagnes de protestation contre Mururoa, voudrait peut-être le faire croire, et elle pourrait lui fournir, au contraire, l'occasion de mystifier la marine nationale en débarquant à Papeete pour tenter d'y mener une active campagne antinucléaire devant l'opinion et la presse. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'état-major de la marine a décidé de ne pas baisser sa garde en maintenant son plan de surveillance.

D'un autre côté, même si elle est réelle, la panne électrique du *Greenpeace* n'est apparemment pas l'une de ces pannes qui immobilisent un bateau pendant des semaines, voire des mois. De l'avis des techniciens de la marine, le régulateur de tension qui a donné des signes de faiblesse peut faire l'objet d'un échange standard si la pièce de remplacement est acheminée à Tahiti par avion.

Ce peut être l'affaire d'une dizaine de jours. Moins encore, estime un officier de marine, si entre-temps l'administration des douanes n'y met pas trop de mauvaise volonté. Une fois dépanné, le remorqueur des écologistes peut reprendre la mer, et l'on connaît la détermination du capitaine Jonathan Castle : il n'aura de cesse de vouloir rejoindre la dizaine de contestataires du *Vega* et de l'*Alliance* restés devant Mururoa.

Lorsque *Greenpeace* touchera Papeete, si telle est bien l'intention de son équipage, tout dépendra en réalité de deux hommes : M. Gaston Flosse, président (tendance RPR) du conseil du gouvernement de la Polynésie française et député de l'Assemblée européenne, et M. Bernard Gérard, le haut commissaire de la République. L'affaire *Greenpeace* est désormais passée au stade politique en Polynésie.

C'est d'abord M. Flosse qui a fait savoir samedi 12 octobre à l'équipage du *Greenpeace*, encore à 110 kilomètres environ au nord de Mururoa, que l'accès du port de Papeete lui était interdit par arrêté du gouvernement territorial. Omniprésent, le président de l'exécutif polynésien n'est pas tendre pour le mouvement écologiste qui est soutenu localement par les militants indépendantistes, très minoritaires, de l'île de Tahiti.

C'est ensuite M. Gérard qui a annoncé dimanche 13 octobre que le *Greenpeace*, en raison de son « *attitude inamicale* » devant les atolls nucléaires de Mururoa et de Fangataufa s'était mis lui-même en dehors des conditions qui permettent l'exercice du droit de passage inoffensif dans les eaux territoriales françaises, selon la coutume internationale reconnue et codifiée par la Convention des Nations unies sur les droits de la mer. Le haut commissaire de la République a rappelé d'autre part qu'il n'était pas disposé à lever l'arrêté d'expulsion qui frappe depuis novembre 1982 le capitaine Jonathan Castle dont le bateau, à l'époque le voilier *Vega*, avait été arraisonné à l'intérieur des eaux territoriales interdites de Mururoa. En cas de récidive, le capitaine du *Greenpeace* pourra donc être prié de prendre le plus proche avion à Papeete pour une destination de sa choix.

Pendant ce temps, sur l'atoll de Mururoa, on met la dernière main à la préparation des expériences. La présence en zone centrale du lagon d'une barge supportant les instrumentations et celle d'un derrick élevé sur le banc immergé de l'atoll et surmontant le puits d'un tir témoigne à l'évidence que, malgré le *Greenpeace*, une série de deux expérimentations souterraines aura lieu très prochainement.

JACQUES ISNARD.

Pour déclarer « *indésirable* » la venue à Papeete du *Greenpeace* et des voiliers antinucléaires, M. Gérard s'est appuyé sur deux textes de l'article 19 de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (10 décembre 1982) et un décret du gouvernement français (6 février 1985) relatifs au passage dit « *inoffensif* » d'un navire étranger dans les eaux territoriales.

Selon ces deux textes, les navires étrangers jouissent du droit de passage dans les eaux territoriales d'un pays suivant les règles du passage dit « *inoffensif* » aussi longtemps que ce droit de passage ne porte pas atteinte à la paix, au bon ordre, et à la sécurité de l'Etat côtier. Si le navire se livre à des activités sans rapport direct avec le passage, des mesures de police peuvent être prises pour empêcher ce droit ou l'interrompre provisoirement dans des zones déterminées.

Les deux textes définissent ensuite douze circonstances où l'Etat côtier peut estimer sa sécurité menacée. Dans le cas du *Greenpeace*, le droit de passage « *inoffensif* » dans les eaux territoriales françaises lui a été refusé pour « *propagande visant à nuire à la défense ou à la sécurité de l'Etat côtier* ».

J. I.

INFORMATIONS « SERVICES »

Tout Paris sur fiches

Certains rêvaient de mettre Paris en bouteille : les fonctionnaires du cadastre ont presque réussi cet exploit. La totalité des locaux et des parcelles non bâties de la capitale tiennent aujourd'hui dans des fichiers grands comme quelques cartons à chaussure. Cinq mille fiches transparentes du format d'une carte de visite suffisent à garder en mémoire tous les renseignements concernant les propriétaires de Paris.

Ils sont 135000 (dont 99 % de particuliers) possédant 2100000 locaux (dont 600000 sont le patrimoine de l'Etat, de la Ville et des grandes sociétés publiques et privées).

Quant aux terrains, mille quatre cents cartes, qui mises bout à bout couvriraient un peu plus de 1000 mètres carrés, donnent une image parfaitement précise des 10500 hectares du territoire municipal.

Pour arriver à cette « mise en bouteille », il a fallu dix ans de travaux (de 1974 à 1984) à plusieurs dizaines de géomètres. Alors que la France entière était cadastrée depuis le Premier Empire, Paris avait curieusement échappé à cette mise en cartes. Voilà qui est fait, mais qui est loin d'être achevé. Chaque année, il faut encore apporter plus de 600000 corrections et modifications au fichier cadastral et aux cartes.

Innombrables transactions

Apparemment, beaucoup d'erreurs ont été commises durant les relevés. Et puis Paris bouge. Ventes, achats, démolitions, constructions, tout cela est signalé obligatoirement par les notaires à la conservation des hypothèques (appellation poussiéreuse d'un service qui est en réalité le fichier immobilier d'une ville). Celle-ci transmet au cadastre.

Ainsi, on enregistre près de deux mille démolitions et constructions chaque année, intéressant une centaine d'hectares. Si ce rythme de transformation était soutenu pendant cent soixante ans, le paysage parisien aurait entièrement changé au vingt-deuxième siècle. Il n'en sera probablement rien, car il y a bien des perspectives et des monuments intouchables. Par exemple, le Palais-Royal dont le cadastre nous apprend la situation compliquée. Les bâtiments du Conseil d'Etat, de la Comédie-Française et du ministère de la culture appartiennent à l'Etat, comme le jardin, les galeries, les pilastres et les lanternes. Mais tous les appartements situés au-dessus sont le patrimoine de propriétaires particuliers.

Quant aux 5400 hectares de terrains libres de toute construction, ils sont émiettés en soixante-seize mille parcelles. Elles racontent, à leur manière, l'histoire des innombrables transactions dont le sol de la capitale a été l'objet dans le passé. En ce sens, le cadastre de Paris ressemble à celui de n'importe quelle petite commune campagnarde. On y trouve d'ailleurs la dernière propriété agricole : la célèbre vigne de Montmartre. Mais, à l'inverse des cadastres ruraux, celui de la capitale, qui contient une foule d'informations, n'indique aucune superficie. Cette lacune proprement stupéfiante rend cette véritable mine inexploitable par les chercheurs et statisticiens.

Il n'empêche que les fichiers du cadastre sont à la disposition du public et que celui-ci ne manque pas d'y puiser. En 1984, plus de dix mille personnes sont venues consulter sur place la documentation microfilmée. Les services ont donné 18500 consultations, soit directement, soit par téléphone, et ils ont délivré 117000 photocopies de fiches ou de cartes.

Les géomètres, les clercs de notaire, les architectes, les agents immobiliers, forment le gros de la clientèle. Mais on reçoit aussi nombre de particuliers qui cherchent un logement, et plus précisément le nom du propriétaire de l'appartement qu'ils convoitent. Le cadastre est, en somme, l'état civil de la propriété parisienne et, comme tel, il n'a rien de secret.

MARC AMBROISE-RENDU.

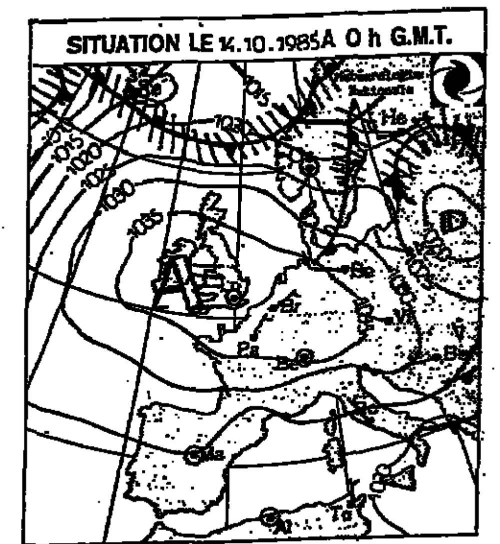
★ **Services du cadastre de Paris :**

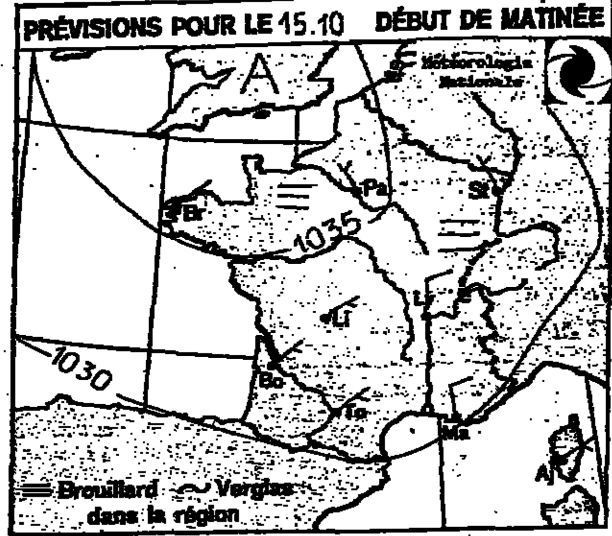
– Pour les 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e et 13e arrondissements, 38, rue de la République, 93100 Montreuil. Tél. : 859-40-48.

– Pour les 9e, 10e, 11e, 12e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements, 6, rue Paganini, 75972 Paris Cedex 20. Tél. : 371-11-03.

Bureaux ouverts de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés. La reproduction d'une microfiche prend un quart d'heure et coûte 9 F. La photocopie d'un plan est facturée 20 F.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 14 octobre à 0 heure et le mardi 15 octobre à 24 heures.

Situation générale :

Conditions anticycloniques se renforçant sur l'Europe occidentale. Rafraîchissement de plus en plus net.

Mardi, beau temps bien ensoleillé en toutes régions. Les bancs de brume ou de brouillard de la moitié nord essentiellement de dissiperont rapidement.

Le vent s'orientera à l'est sur la plus grande partie du pays mais restera de nord assez fort en vallée du Rhône.

Dans la journée ciel bien dégagé, seuls quelques passages nuageux se produiront près des frontières du Nord-Est.

Les températures sont en baisse le matin ; apparition des gelées du Nord-Est au Centre avec 0 degré à 4 degrés au lever du jour. Sur les autres régions 5 à 7 degrés dans l'intérieur, 10 à 12 degrés en bord de mer.

L'après-midi les températures s'échelonneront entre 14 et 24 degrés du Nord à la Méditerranée il continuera à faire chaud sur le Sud-Ouest avec 27 et 28 degrés. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 13 octobre, le second, le minimum de la nuit du 12 octobre au 14 octobre) : Ajaccio, 25 et 11 degrés ; Biarritz, 22 et 14 ; Bordeaux, 26 et 8 ; Bréhat, 16 et 13 ; Brest, 21 et 7 ; Cannes, 26 et 17 ; Cherbourg, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 17 et 1 ; Dijon, 17 et 6 ; Dinard, 19 et 3 ; Embrun, (n.c.) et 6 ; Grenoble-St-M.-H., 21 et 8 ; Grenoble-St-Geoirs, 21 et 4 ; La Rochelle, 21 et 8 ; Lille, 15 et 2 ; Limoges, (n.c.) et 10 ; Lorient, 21 et 9 ; Lyon, 18 et 4 ; Marseille-Marignane, 25 et 11 ; Menton, 27 et 18 ; Nancy, 15 et 3 ; Nantes, 20 et 8 ; Nice 26 et 17 ; Nice-Ville, 27 (maxi) ; Paris-Montsouris, 19 et 6 ; Paris-Orly, 16 et 11 ; Pau, 28 et 10 ; Perpignan, 32 et 11 ; Rennes, 20 et 6 ; Rouen, 15 et 6 ; Saint-Etienne, 18 et 1 ; Strasbourg, 14 et 3 ; Toulouse, 27 et 6 ; Tours, 19 et 6.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 16 degrés ; Genève, 18 et 9 ; Lisbonne, 30 et 17 ; Londres, 18 et 5 ; Madrid, 29 et 7 ; Rome, 26 et 14 ; Stockholm, 8 et 0.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

MUSIQUE

CONCERT A L'HOTEL DE VILLE. – L'association pour la promotion des arts à l'Hôtel de Ville de Paris, que préside Mme Bernadette Chirac, organise un concert gratuit, le mardi 15 octobre, à 20 h 30. Jean Efflam Bavouzet (piano) et Laurent Korcia (violon) interpréteront des œuvres de Haydn, Ravel et Bartok. Les personnes intéressées peuvent retirer les cartes d'invitation (elles seront exigées à l'entrée du concert) au salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli.

PARIS

CONGÉ SCOLAIRE LE 5 NOVEMBRE A PARIS. – Les élèves des écoles, collèges et lycées parisiens bénéficieront d'un jour de congé supplémentaire pendant les vacances de la Toussaint. M. Jacques Chirac a en effet décidé de fixer au mardi 5 novembre la « Journée du maire ». Les élèves de la capitale seront donc en vacances du vendredi 25 octobre au mercredi matin 6 novembre pour ceux qui ont cours habituellement ce jour-là, et le jeudi matin pour les autres.

JOURNAL OFFICIEL

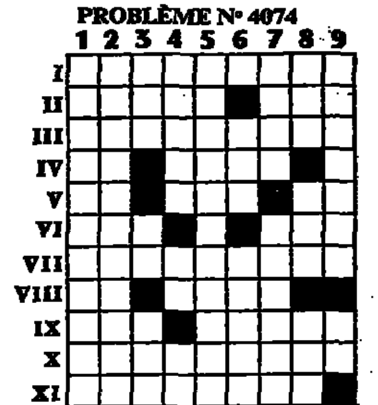
Est publié au *Journal officiel* du dimanche 13 octobre :

UN ARRÊTÉ

● Relatif au remboursement des sommes souscrites à l'emprunt obligatoire 1983.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4074



HORIZONTALEMENT

I. Ont l'habitude d'aborder les inconnues sans crainte. – II. Peut se faire d'un trait ou d'un traité. Enterré avant d'aller au trou. – III. Son de cloche. – IV. Préfixe. Elément conducteur d'un circuit électrique. – V. Note. Sujet de philo. Personnel. – VI. Ville de Belgique. Loup de mer. – VII. Tabliers pour dames. – VIII. Passé heureux. Contrainte par corps. – IX. Ville du Pérou. Arrivées d'eau. – X. Prennent « froid » même s'ils sont près du poêle. – XI. Ne sont pas du genre à pardonner les fautes.

VERTICALEMENT

1. Traite généralement en grosses « coupures ». – 2. On leur doit la vie. – 3. Cale de navire. Le mot pour rire. Adresse personnelle ou adresse au travail. – 4. Ses aspirations sont toujours des plus noires. Lettres de notre « moulin ». Abréviation de puissance. – 5. Qui est donc de notre ressort. – 6. Géant jaune. Oblige à pédaler quand on est dans le peloton. – 7. Met souvent fin à un « trafic » de neige. Prend donc le goret ou se débarrasse du mouton. – 8. Arrivée dans le mauvais sens. Ne déteste pas trop (épelé). Personnel. – 9. Font comme les pointeurs, mais pas comme les tireurs. Mauvais caractères.

Solution du problème n° 4073

Horizontalement

I. Matelassier. Cas. – II. Imitation. Epave. – III. Lamentation. Nil. – IV. Ino. Dam. Tri. Tr. – V. Tin. Egalisation. – VI. At. En. Anne. – VII. Ie. Lingotière. – VIII. Séné. Richesse. – IX. Estocs. Eva. As. – X. Seine. Bière. Ems. – XI. Pareil. Et. Goa. – XII. Brest. Ale. Aboli. – XIII. Ou. Mario. Mûrier. – XIV. Lei. Sn. On. – XV. Ere. Nues. Lacets.

Verticalement

1. Militaires. Boue. – 2. Amanite. Se. Ru. – 3. Timon. Stipe. Le. – 4. Eté. Pléonasme. – 5. Lande. Incertain. – 6. Attagènes. – 7. Siamang. Biaise. – 8. Sot. Oreillons. – 9. Initiative. – 10. Ors. Icare. Mal. – 11. Renia. Eh ! Etau. – 12. Taret. Broc. – 13. Cantines. Egoïne. – 14. Aviron. Samole. – 15. Sel. Nécessaires.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 16 OCTOBRE

« Les hôtels de la rue des Francs-Bourgeois », 14 h 30, métro Chemin-Vert (Paris pittoresque et insolite).

« Du pont de la Tournelle à Maubert par les rues tortueuses de la vallée de la Bièvre », 15 heures, pont de la Tournelle, sous la statue de sainte Geneviève.

« Pour l'anniversaire de la mort de Marie-Antoinette, visite de la Conciergerie, sa prison ». 10 heures, 1, quai de l'Horloge (Hauts lieux et découvertes).

« Celliers gothiques et hôtels de Maubert », 14 h 30, Eglise Saint-Nicolas-du-Chardonnet (Arts et curiosités de Paris).

« Les artisans du faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 1, rue de Charonne (Arcus).

« Flânons sur les Grands Boulevards », 14 h 30, musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).

« Les salons de l'Hôtel de Ville : histoire de la Ville de Paris, d'Etienne Marcel à la Commune », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (P.-Y. Jaslet).

« Le Marais, la place des Vosges (nord) », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Botteau).

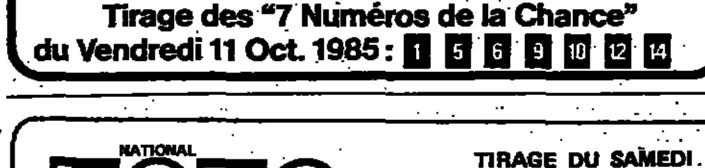
« Le Marais, la place des Vosges illuminés », 20 h 30, métro Pont-Marie (les Flâneries).

« La Chapelle expiatoire », 14 h 30, 29, rue Pasquier (Hauts lieux et découvertes).

CONFÉRENCES

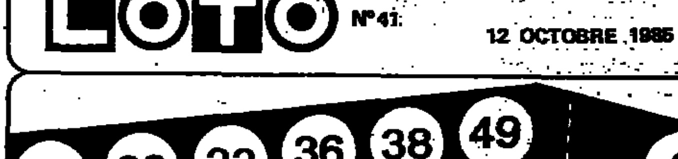
« Initiation à la civilisation islamique à travers la visite de la Mosquée de Paris », 14 heures, entrée (Salha Azaïez).

« La cathédrale russe, histoire de l'orthodoxie », 15 heures, entrée 12, rue Daru (M. Ragueneau).



	Equipe 1	Equipe 2			
1	MARSEILLE	BASTIA	1	X	2
2	AUXERRE	METZ	X	N	2
3	NICE	STRASBOURG	X	N	2
4	BREST	SOCHAUX	X	N	2
5	NANCY	RENNES	1	X	2
6	PARIS-S.G.	NANTES	X	N	2
7	LENS	TOULON	1	X	2
8	BORDEAUX	LILLE	1	X	2
9	LAVAL	TOULOUSE	X	N	2
10	LE HAVRE	MONACO	1	X	2
11	ALES	MARTIGUES	1	X	2
12	MONTCEAU	THONON	X	N	2
13	ISTRES	ST-ETIENNE	1	N	X
14	MULHOUSE	R C PARIS	X	N	2
15	GUINGAMP	NIORT	X	N	2
16	LIMOGES	ORLEANS	1	X	2

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 11 Oct. 1985 : 1 5 6 9 10 12 14



TIRAGE DU SAMEDI 12 OCTOBRE 1985

25 32 33 36 38 49 — 3 (NUMERO COMPLEMENTAIRE)

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 16 OCTOBRE 1985 ET SAMEDI 19 OCTOBRE 1985

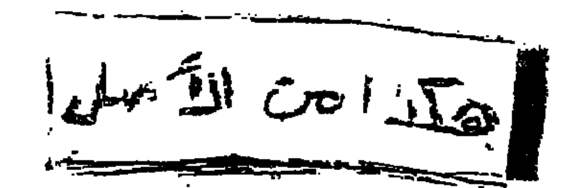
VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS Nos	7	1 094 135,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	14	255 295,00 F
5 BONS Nos	1 260	8 915,00 F
4 BONS Nos	80 499	135,00 F
3 BONS Nos	1 512 105	10,00 F

SUPER BONUS D'OCTOBRE 110 586

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE. 10 F x 10 = 100 F

SOCIETE DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL



هكذا من الأصل

Lettre ouverte à Christian Millau

MONSIEUR LE "MANAGER" DE L'EQUIPE DES "FINES GUEULES" QUI CONDUISEZ LE MONDE ENTIER À REDÉCOUVRIR LA RICHESSE INÉPUISABLE DU VIGNOBLE FRANÇAIS. BRAVO ET MERCI.

POURTANT, IL EXISTE DANS NOTRE BELLE RÉGION, GORGÉE DE SOLEIL, PIERREUSE OU SABLONNEUSE À SOUHAIT ET BÉNIE, DE LONGUE DATE, PAR BACCHUS, DES PRODUCTEURS DE VINS DE QUALITÉ AMOUREUSEMENT ÉLEVÉS, QUI ATTENDENT VOTRE VISITE ET VOTRE VERDICT.

SANS DOUTE, CONNAISSEZ-VOUS BIEN NOTRE "CLAIRETTE DU LANGUEDOC". CERTAINEMENT, VOUS APPRÉCIEZ, EN FIN PALAIS, NOS "FAUGÈRES", NOS "SAINT-CHINIAN", OU NOS "MINERVOIS".

MAIS TOUS NOS V.D.Q.S. APPELÉS À DEVENIR, BIENTÔT, DES A.O.C. ? MAIS LES AUTRES, TOUS LES AUTRES ?

VENEZ DONC NOUS VOIR ET LES "TASTER" !

ENSEMBLE, NOUS ÉTABLIRONS UNE VÉRITABLE CARTE DE DÉGUSTATION DE VINS NATURELS DU BITERROIS.

ENSEMBLE, NOUS ORGANISERONS UNE VÉRITABLE ÉCOLE DE DÉGUSTATION ŒNOLOGIQUE OÙ NOS AMIS COMMUNS, LES AMATEURS DE BONS VINS, POURRONT RÉ-APPRENDRE LA SCIENCE, UN PEU OUBLIÉE, DU "TASTEVIN", CHÈRE À NOS AÏEUX.

VOUS ÊTES SÉVÈRE, NOUS SOMMES CONFIANTS ET PRÊTS À JOUER AU JEU DE LA VÉRITÉ AVEC VOUS.

VENEZ VITE NOUS VOIR, NOS BONS VINS NATURELS VOUS RECEVRONT AVEC CONFIANCE ET PLAISIR.

BEZIERS

ON VA GAGNER !

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE BEZIERS SAINT-PONS

culture

MUSIQUE

AVANT SES CONCERTS A PARIS

Une somme sur Horowitz

Vladimir Horowitz donnera deux récitals au Théâtre des *Champs-Élysées les 26 octobre* et 2 novembre, à 15 h 30. Il en coûtera de 80 à 1 100 F la place et bon nombre d'heures de queue pour assister à cet événement historique auquel on ne croyait plus.

La dernière apparition du grand pianiste, âgé de quatre-vingt-un ans depuis le 1er octobre, datait de 1951, et la critique avait été si mitigée qu'il avait juré de ne plus jamais revenir à Paris. Et pourtant, à ses débuts, nulle part il n'avait été aussi passionnément aimé lors de ses six récitals de 1926, après lesquels il devint la coqueluche des salons et des milieux musicaux, au point qu'il fit de notre capitale son port d'attache jusqu'à son mariage en 1933. Une vieille histoire d'amour donc, malgré son ressentiment tenace. *« Paris me manquait »*, nous disait-il en mai dernier.

Une fabuleuse carrière

Ces récitals, c'est pour les Parisiens la descente sur la terre d'un mythe, dont la flamme a été entretenue de génération en génération par une succession d'enregistrements prodigieux, depuis l'insurpassable *Sonate* de Liszt, et quelques rares concerts à la télévision.

A l'occasion de sa venue, un gros livre — le premier qui lui soit consacré — lève enfin le voile sur cette existence compliquée, flamboyante et riche *en tribulations* (1). Glenn Plaskin a travaillé sur une masse énorme de documents (dont trente-cinq interviews enregistrées et inédites) et six cent cinquante entretiens de l'auteur avec des amis et des proches). On notera cependant qu'il ne dit pas avoir lui-même rencontré son héros, ce qui est pour le moins étonnant, sans qu'il nous en donne la raison.

Cette véritable somme (très précise et honnête, semble-t-il, malgré la férocité de certains témoignages cités) ne nous laisse rien ignorer de la vie et de la personnalité du musicien, dans leurs recoins les moins connus, en particulier les vingt et une premières années de son existence à Kiev, sa formation, ses maîtres, son milieu familial, ses premiers concerts, dont on ignorait à peu près tout, tant il a voulu *« effacer de sa mémoire toute trace de sa vie antérieure »* marquée par des souvenirs horribles : la mort de son frère Vladimir, tué pendant la révolution, le suicide de son frère Georges dans un asile psychiatrique, la ruine de son père.

Echappé d'URSS (mais avec la bénédiction de Trotsky), Horowitz entreprend alors une fabuleuse carrière, conquérant rapidement l'Europe, puis les Etats-Unis en 1928 et la fille de Toscanini en 1933. Le livre de Plaskin montre bien tout ce que sa personnalité doit à cette entrée dans la famille Toscanini (*« Wanda a fait de moi un homme et son père a fait de moi un musicien »*), mais aussi toutes *« les difficultés psychologiques et émotionnelles »* qui retentiront largement sur son évolution, le caractère féroce et possessif du clan qui l'étouffait autant qu'il l'aidait à vivre. Car si son épouse fut, et reste, son meilleur protecteur et son implacable agent d'affaires, leur vie sentimentale fort tumultueuse eut certainement un effet néfaste sur l'équilibre d'Horowitz. Rapports conflictuels aigus dont a sans doute souffert leur fille Sonia, qui ne parvint jamais à trouver sa place dans cette famille de génie et finit par se suicider à quarante ans.

Hyperverveux, de santé et de psychisme délicats, en proie, avant chaque concert, à un trac incoercible, Horowitz pouvait difficilement résister, par ailleurs, au rythme infernal des tournées qui lui étaient imposé par les impresarios : en 1928, il donne quarante-deux concerts en quatre-vingt et un jours ; dans l'hiver 1934-1935, soixante-quinze, allant d'une ville à l'autre des Etats-Unis, endossant son habit dans le wagon. D'où ces écroulements spectaculaires, ces longues périodes de dépression et d'éclipse totale (de 1934 à 1939, de 1953 à 1964, de 1969 à 1974), dont il ne sort lentement que grâce au retentissement de ses disques, à l'appel qu'il sent monter du public et à la volonté de montrer qu'il reste le plus grand : *« Je resurgis après cinq ans d'isolement*, dit-il en 1975, *parce que je veux pas être une légende. Je ne suis pas un fantôme, mais un être humain vraiment en vie. Je sais vraiment jouer, et les lettres des jeunes m'ont convaincu que je devais le faire. Maintenant je ne m'isolerai plus ! »*



Depuis dix ans, en effet, il semble avoir vaincu ses vieux démons. L'homme fragile, névrosé, surmené, replié sur lui-même, donne l'impression d'un bon vivant, goguenard, blagueur, très extraverti, menant son existence à sa guise. Riche (il a gagné plus d'un million de dollars en 1978), vedette de la télévision, traité comme une star, voyageant dans le luxe avec pour ses concerts une suite nombreuse et un véritable déménagement (piano, casseroles, rideaux, etc.), il promène sur ses admirateurs un regard ironique : *« Autrefois, je jouais pour plaire aux gens ; aujourd'hui, je joue la musique que je veux. Que le public l'aime ou non, je m'en moque. Même quand je ne joue pas tellement bien, c'est encore assez bien. »* Et lui qui jadis pensait qu'à quarante ans il se retirerait fortune faite, qui plus tard espérait gagner assez d'argent pour ne plus donner de concerts, est bien décidé à continuer indéfiniment, au point que c'est sa femme qui voudrait le voir s'arrêter...

Tel est l'homme nouveau que Paris va accueillir. Mais l'artiste, malgré ses irrégularités que l'âge a un peu accentuées, reste intact. Le livre de Plaskin, qui passionnera tous les mélomanes, donne un excellent aperçu de son talent, de sa *« dextérité digitale acrobatique »*, de son jeu *« volcanique »*, de sa sensibilité et de sa poésie, de ce génie sonore exceptionnel surtout, qui est sans doute son plus grand privilège, et dont lui-même disait récemment : *« La sonorité de mon piano a peut-être vingt-cinq ou trente couleurs à la suite ! »*

Les jeunes pianistes trouveront sans doute moins de profit dans cet ouvrage, assez avare en considérations techniques, sauf en quelques chapitres consacrés à Byron Janis et aux autres élèves, d'ailleurs plus *révélateurs de la personnalité du* maître que des secrets de son art, en grande partie intransmissibles.

Une biographie n'est pas une exégèse : comblé, parfois submergé, par cette abondance de documents, on reste quelque peu sur sa faim quant à ce qui fait l'originalité proprement musicale et intérieure d'Horowitz. Mais on est là presque dans le domaine de l'indicible, ce que peut-être les auditeurs des Champs-Elysées ressentiront dans leur cœur ; car cet art, d'un magnétisme inexplicable, est unique.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Glenn Plaskin, *Horowitz*, traduction d'Alain Malraux, Ed. Buchet-Chastel, 320 pages de texte. En librairie cette semaine. Signalons que France-Musique diffuse chaque jour, de 17 heures à 18 heures, jusqu'au 1er novembre, des enregistrements du grand pianiste.

EXPOSITION

AU GRAND PALAIS

Reynolds ou la distinction britannique

Pour qui aime le monde britannique avec ses élégances, ses « understatements », ses bizarreries et son charme, l'exposition des œuvres de Sir Joshua Reynolds ne peut être qu'un régal. Cette galerie de portraits exceptionnels nous vient d'Angleterre, où elle ira en 1986 à la Royal Academy. Présentée dans un accrochage impeccable sur fond rouge sombre, elle *introduit* pour la première fois dans notre pays des personnalités de l'époque de George III, qui fut pour l'Angleterre celle de l'expansion mondiale, de la concurrence impitoyable avec la natation française et du plus parfait libertinage. Mais c'est aussi l'occasion d'une leçon élevée sur l'art du peintre.

Le portrait un peu extravagant de *Bellomont (1773)*, titulaire de l'ordre du Bain, récemment remis en honneur par George Ier, nous donne, avec sa cape rose et son plumet géant, la note pompeuse ; celui du Commodore Keppel et du colonel Jousmaker, le marin et le cavalier, donne le ton sérieux. Enfin, la couronne exige des portraits de jeunes dames — dont l'incomparable Mrs. Lloyd, écrivant sur l'écorce d'un bouleau le nom du fiancé, — qui apportent le déploiement du charme.

Nous avons d'autre part les portraits des gens de Lettres et du théâtre, D'abord, le brillant Horace Walpole, l'auteur des fameux romans noirs; ensuite, le père de Tristan Shandy, qui est un peu le James Joyce de l'époque, c'est-à-dire le révérend Sterne. On trouve encore *le grand acteur Garrick, drôlement* placé entre la Comédie coquine et la Tragédie sévère comme Hercule entre le Vice et la Vertu. Enfin, les grandes figures de la galanterie, avant tout des actrices, comme la fameuse Kitty Fisher, *« cette Phryné magnifique de parure »*, comme disait Casanova, dont l'image n'a pourtant rien d'effronté, sauf une nuance curieuse dans le regard.

Le registre *physionomique de* Reynolds est infiniment plus riche que celui de ses contemporains français. Il ne manque ici que l'illustre critique Samuel Johnson, qui fut un ami du peintre, mais, en revanche, il y a l'étonnant portrait de groupe de 1977 : les *Dilettanti*, un cercle gai et cultivé, à la manière britannique, dont seul un connaisseur comme le regretté Mario Praz savait explorer l'amusante apparence *et les multiples* petits secrets.

Premier président de la Royal Academy, fondée en 1768, Reynolds n'a justement pas été un peintre de cour. Mais il connaissait l'Italie et la France. Ce qui était exceptionnel alors en Angleterre. Calme, spirituel et incroyablement réfléchi, il avait toute la séduction de l'Anglais européen. C'est tout le contraire d'un peintre de chic. Ce qui le situe loin de l'afféterie de Boucher, de la grisaille sentimentale de Greuze. Il associe l'entrain de l'observateur amusé à l'inquiétude du poète ; et ses autoportraits, à la manière de Rembrandt, avec des ombres fortes sur le visage, sont tous, à cet égard, *révélateurs*.

La préoccupation du métier était si forte chez lui qu'il alla jusqu'à commettre l'imprudence de demander au bitume des glacis transparents, qui ont souvent endommagé ses toiles par la suite. Mais la convenance très précise des tons assure à presque toutes ses compositions une unité remarquable.

La malice et le sérieux

Deux traits sont particulièrement à souligner : la malice qui triomphe dans les petits tableaux de Cupidon et de Mercure, présentés comme des enfants moqueurs, *amusante parodie* pleine de sous-entendus. Souvent, dans les tableaux mêmes, des notes spirituelles interviennent. Ainsi, tel portrait où le carlin a le même regard que son maître. Ou encore le charmant petit comte, avec sa chouette familière. Dans l'effigie de la petite Crewe, morte à huit ans, les pupilles noires sous l'ombre de la capuche acquièrent une valeur poétique peu commune.

Reynolds a toujours travaillé avec sérieux les costumes, ce qui contribue beaucoup, sans même que le spectateur s'en doute, à l'impression de cohérence et de validité. Il vaut la peine de regarder ses toiles de ce point de vue, en notant, par exemple, le nœud bleu sur les dentelles noires de telle dame ; le bleu ardoise du mantelet et les diamants de Kitty-Cléopâtre. Ce travail est en fait constamment soutenu par des réminiscences habilement dissimulées des grands maîtres, que Reynolds connaissait mieux que personne.

C'est ce qui lui permet de faire accepter les allégories qu'il traite en déguisant ses modèles : moins finement élaborées, elles paraîtraient saugrenues. La combinaison de ces éléments donne un sentiment de plénitude, et c'est sans doute pourquoi le Français Sébastien Mercier trouvait dans ces portraits la matière de tableaux d'histoire. Gros, Géricault et bien d'autres le comprendront.

Quand il lui fallut faire une démonstration explicite, Reynolds composa pour Catherine de Russie le singulier Hercule, enfant de l'Ermitage, auquel on peut réserver une place inattendue entre Goya et Delacroix.

Cette exposition aide donc à comprendre pourquoi le relais anglais a été si nécessaire à la *peinture européenne*. La critique la plus moderne y est née, tandis que l'expérience de l'aquarelle excitait l'imagination des amateurs. Chez Reynolds, cet art de tout connaître chez les maîtres et pourtant de les oublier sera également celui de Constable et de Turner dans de tout autres domaines.

ANDRÉ CHASTEL.

★ *Sir Joshua Reynolds* (1723-1792), 67 numéros. Présentation par P. Rosenberg, N. Penny et R. Rosenblum. Etude technique de Kirby Talley. Catalogue D. Mannings et N. Penny. Galerie du Grand Palais (jusqu'au 16 décembre).

■ **PLACIDO DOMINGO POUR LE MEXIQUE.** — Le ténor Placido Domingo a annoncé qu'il allait annuler tous ses engagements pendant un an pour se consacrer à la collecte de fonds en faveur des victimes du récent tremblement de terre au Mexique. Le chanteur y a perdu quatre membres de sa famille.

■ **PALMARÈS DU CINÉMA ITALIEN.** — Une comédie napolitaine *Cosi Parlo Bellavista* (« Ainsi parlait Bellavista »), réalisée par Luciano de Crescenzo, a remporté le grand prix des Rencontres du cinéma italien d'Annecy, qui se sont terminées le 13 octobre. Le prix du jury a été attribué à un essai, *Giulia in Ottobre*, de Silvio Soldini.

■ **PRIX ALBERT SCHWEITZER.** — Le chef d'orchestre et violoncelliste Mstislav Rostropovitch a reçu le 13 octobre à New-York le prix Albert Schweitzer. C'est la première fois que cette distinction — qui récompense la créativité dans le domaine des arts et des sciences, — est attribuée à une personnalité qui n'est pas américaine.

VARIÉTÉS

LE CONCERT POUR L'ÉTHIOPIE A LA COURNEUVE

Six mois trop tard

Sous l'appellation « Chanteurs sans frontières, *Ethiopie* », le disque 45 tours composé par Renaud et Franck Langolff a battu en France les records de vente, avec 2 millions d'exemplaires et 24 millions de francs de bénéfice qui ont permis à Médecins sans frontières d'ouvrir déjà deux camps de lutte contre la faim : l'un de sept mille personnes à Sekota, l'autre de quatre mille à Kelala.

Les « chanteurs sans frontières » ont voulu prolonger leur action par un concert géant le 13 octobre à La Courneuve. Plus de cent mille spectateurs étaient espérés : vingt mille à peine sont venus écouter Manu Dibango, Catherine Lara et France Gall en duo dans *la Rockeuse de diamant*, Johnny Hallyday en grande forme dans quatre titres de son dernier album, Daniel Balavoine, Alain Bashung, Renaud en duo avec Hugues Aufray et beaucoup d'autres parmi les têtes d'affiche de la chanson française.

Le cœur, l'esprit fraternel, le goût de l'échange, étaient pourtant au rendez-vous d'une manifestation animée par Michel Drucker. Mais, outre la drôle d'idée d'organiser un rassemblement musical à la mi-octobre, six mois après la sortie du disque et dans un parc un peu en retrait de Paris, tout le monde semblait avoir oublié que ce qui s'était passé une nuit de juillet dernier, à Wembley et à Philadelphie, était un spectacle aussi imprévu et aussi incapable de se répéter que n'importe quel acte de la vie.

Certes, depuis, aux Etats-Unis, il y a eu dans l'Illinois un concert monstre avec Bob Dylan, Willie Nelson et d'autres stars au profit des fermiers américains. Mais, à la différence de la France, la musique populaire a toujours eu un rôle humanitaire dans les pays anglo-saxons, et singulièrement en Amérique du Nord. Chez les Noirs américains, les chœurs de gospel, à la fin du siècle dernier, et les Freedom Singers, au début des années 60, effectuaient des tournées pour collecter des fonds en faveur de diverses organisations intégrationnistes. Chez les Blancs, les artistes folk écrivaient, jouaient et chantaient, avant tout, au service d'une organisation sociale.

Des soirées éparses mises sur pied ces dernières années en France (comme celle présentée à l'Olympia par Yves Montand pour les réfugiés chiliens) ne remplacent pas une solide tradition.

Il est possible, bien sûr, de rassembler un énorme public sur un spectacle-événement. Encore faut-il bien choisir son moment et ne pas se livre à de l'improvisation.

CLAUDE FLÉOUTER.

THÉÂTRE

« LILY ET LILY », DE BARILLET ET GRÉDY

La Maillan

Superstar *d'Hollywood, format* Marilyn, Lily est à deux doigts de craquer : se lever à 5 heures du matin pour aller au maquillage, attendre des heures dans la loge pour tourner enfin, *petits bouts par petits bouts*, des rôles stupides, bouffer du surgelé refroidi, déjouer les ruses des gangsters qui essaient de la kidnapper, supporter la nuit les étreintes sans talent des sommités politiques, et mille autres corvées, non, décidément, c'est l'enfer, et ça va très mal finir, quand surgit, dans la grande villa froide de Sunset Boulevard, la sœur *jumelle de Lily, une* petite dame très gentille qui élève des poulets, des canards, dans la cambrousse. Lily est sauvée : dans les studios, et devant les *journalistes, et dans le lit* des sénateurs, partout, les deux sœurs vont se relayer, les histoires de jumeaux sont presque toujours drôles.

Barillet et Grédy *vont tout* droit au plus comique, au plus efficace. Pierre Mondy sait très bien piloter ces choses-là. Et Jacqueline Maillan continue de prouver un métier, un abattage, *une imagination, un* charme, remarquables.

Juste après avoir présenté *Hamlet* de Jules Laforgue, joué par Francis Huster, le Théâtre Antoine assure sa trésorerie en donnant ce *Lily et Lily*, pièce de détente, succès sûr. Depuis des décennies, présentant Marcel Achard après Sartre, le Théâtre Antoine pratique l'alternance du cérébral et de la récréation, seule chance pour le théâtre privé (« privé de tout », comme il se dit) de joindre les deux bouts. Que les salles soient combles pour *Jacqueline Maillan, grande* comédienne !

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre Antoine, 20 h 30.

INAUGURATION DU CENTRE CULTUREL SUISSE

Un pays de tous les langages

Au cœur du Marais, le Centre culturel suisse de Paris a désormais une existence légale : il est officiellement inauguré ce lundi 14 octobre par MM. Alphons Egli, chef du département de l'intérieur, et Roland Ruffieux, président de Pro Helvetia, fondation suisse de culture, dont le Centre est l'émanation.

Le vétuste hôtel Poussepin, construit en 1603 par Jean d'Almeras, a retrouvé une fraîcheur. Deux ans de travaux n'ont pas été de trop pour que Monica Donati et Bernard Dubor, architectes et maîtres d'œuvre, aménagent et rendent fonctionnels — un peu austère peut-être — des espaces appelés à abriter des activités multiples. L'impulsion a *été donnée, voici* dix ans, par M. Willy Spühler, ancien président de la Confédération, et alors président de Pro Helvetia. La réalisation est due à Irène Lambelet et Otto Ceresa. Les champs d'action sont vastes. C'est en effet par la Suisse aux quatre langues que passent les grands courants intellectuels d'Europe. Et elle les répercute, d'où le rayonnement de ce petit pays où coexistent et s'interfèrent les cultures latine et germanique.

On se rend compte, lorsqu'on parcourt les rayons de la bibliothèque naissante — avec ses deux mille volumes, bientôt quatre mille, et son centre de documentation accessible à tous — de la richesse helvétique. Sans remonter à Jean-Jacques Rousseau ou à Mme de Staël, on trouve Blaise Cendrars, Giacometti, Le Corbusier, Gérard Schneider, Albert Beguin, pour ne citer que des « exilés volontaires » d'origine suisse, sans oublier les fidèles au pays, Max Frisch, Dürrenmatt, Jean Starobinski... et le groupe des *Cahiers vaudois* — Edmond Gilliard, Ramuz, les frères Cingria, Paul Baudry, — qui feront d'ailleurs l'objet d'une « table ronde » le mois prochain.

Le programme de l'année est déjà en cours de réalisation. Un programme qui englobe tous les domaines de la création : théâtre, cinéma, musique — avec un hommage à Ernest Ansermet, entre autres — et des expositions, des conférences, et de la danse, du jazz, des chansons... Programme ambitieux, où l'on voit que la Suisse donne autant qu'elle reçoit, car dans le pays des banques, la culture aussi est une monnaie d'échange.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Centre culturel suisse, 32, 34 et 38, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris.

● *Hommage au théâtre.* — Dans la petite salle de spectacle au Centre culturel suisse, Peter Wissbrod, ex-mime pris de parole, rend hommage au théâtre.

Il parle, confie avec une gentillesse triste ses difficultés de ringard résigné, se colle une moustache, devient ténor au chômage tout enveloppé d'ivresse, titubant, renversant son verre de rouge ; souriant béatement. Et muet : saluant aux malchanceux de la vie.

Puis Peter Wissbrod s'invente son Shakespeare, un drame historique de huit heures, réduit aux meurtres et scènes de bataille, à un personnage, à un rêve d'acteur... Quel homme de théâtre ne rêve pas de Shakespeare !

C'est toujours en confidence que Peter Wissbrod explique ses conceptions et motivations, c'est avec une ardeur pathétique qu'il déglingue la représentation. Son humour, qui joue sur une seule corde et traîne des brumes de mélancolie, serait plus efficace si le spectacle était plus court.

★ Centre culturel suisse, 20 h 30.

هكذا من الأصل

MERCREDI

PALME D'OR CANNES 1985

GERICK ET GAUMONT PRÉSENTENT

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES



UN FILM DE EMIR KUSTURICA

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE TAMBOURIN DE SOIE : École du cirque (266-63-17), 21 h 30.

FURIES : Villejuif, Romain-Rolland (726-15-02), 20 h 30.

MES SOUVENIRS, JARDIN D'HIVER (255-74-40), 20 h 30.

DU SANG SUR LE COU DU CHAT : Eden (356-64-37), 21 h.

LYSISTRATA : Théâtre du temps (355-10-88), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), à 19 h 30 : la Belle Hélène.

☞ COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), à 20 h 30 : l'Impresario de Smyrne.

BEAUBOURG (277-12-33). – *Cinéma/Vidéo. Nouveaux films B.P.I. :* 16 h, le Sang, de J. Rouzel ; Naissance du cerveau, de C.E. Edelmann ; 19 h, les Hauteurs du Machu Picchu, de R. Sepulveda. – *Le cinéma indien* à travers ses stars (salle Garance, 278-37-29), 17 h 30, Nenjathai Killathe, de Mahendran ; 20 h 30, Pinjara, de V. Shantaram. – *Théâtre :* 21 h, la Cave aux béliers, de Piotr Skrynecki (Cabaret polonais).

Les autres salles

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Balise de toi.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

☞ DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Femmes.

☞ EDEN THÉATRE (356-64-37), 21 h : Du sang sur le cou du chat.

☞ FONTAINE (874-74-40), 21 h : Rififoin dans les labours.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Jardin des supplices.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34) : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : la Poudre d'intelligence ; II. 18 h : Diabolo's 1929-1939 ; 20 h : la Fête noire ; 22 h 15 : Dodo-Ji.

☞ MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) : Rencontres ; 20 h 30 : J. Romains.

☞ TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I : 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II : 20 h 30 : Huis clos ; 22 h 30 : Il est niais le divin enfant.

☞ THÉATRE DE L'ÉPICURIE (272-23-41), 20 h 30 : Ballade au square.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ TH. DU TEMPS (355-10-88), 20 h 30 : Lysistrata.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Allo Tokyo ; 21 h 45 : Chant d'elles ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. *II. 20 h 15 :* Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

Lundi 14 octobre

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non, je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h 30 : Eclairs d'un sorcier ; 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Courteline et Labiche en vacances ; 22 h 30 : Nos désirs font désordre.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre Colonne (Wagner, Liszt, Berlioz...).

Eglise St-Germain-des-Prés, 20 h 30 : Les sacqueboutiers de Toulouse, ensemble Cl. Janequin (Gabrieli, Scheidt, Schütz).

Salle Gaveau, 20 h 30 : J. et G. Gottlieb (Shapey, Scelsi, Rachmaninoff...).

Musée Grévin, 20 h 30 : Groupe vocal de France, dir. : M. Tranchant (Haydn, Schumann, Rossini...).

Athénée, 20 h 30 : D. Vejzovic.

Espace Cardin, 20 h 30 : S. et O. Assad (Albeniz, Castelnuovo, Tedesco...).

Comédie des Champs-Elysées, 20 h 30 : L. Bonenfant, K. Ollmann, M. Dibbern (Gounod, Chabrier, Chausson...).

Sainte-Chapelle, 21 h : Orchestre de chambre Jacek Frydrych (Vivaldi, Boccherini, Marcello...).

En région parisienne

ASNIÈRES, CC (733-69-36), 20 h 45 : Lorsque l'enfant paraît.

VILLEJUIF, Théâtre Romain-Rolland (726-15-02), 20 h 30 : Furies.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

7e Festival de Biarritz : 15 h, Dis-leur qu'ils ne me tuent pas, de F. Siso ; 17 h, Requiem pour un paysan espagnol, de F. Betriu ; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : Vacances royales, de G. Auer.

Les exclusivités

ALAMO BAY (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.f.) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (359-89-22).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

BRAS DE FER (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

LA CHAIR ET LE SANG (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (245-66-00).

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : Républic, 11e (805-51-33).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; *UGC Danton, 6e (225-10-30)* ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LA DÉCHIRURE (A., v.f.) : Opéra - Night, 2e (296-62-56).

DUST (Fr.-Belg.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (562-41-46).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Les 3 Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA FEMME PERVERTIE (It., v.f.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount *Montparnasse*, 14e (335-30-40).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (h. sp.), 5e (354-72-71) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LEGEND (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Espace Gaîté (327-95-94).

LIFEFORCE (A., *v.o.*) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; *Kinopanorama, 15e (306-50-50)*. – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LE MYSTÈRE ALEXINA (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; *Ciné-Beaubourg, 3e* (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LE NEVEU DE BEETHOVEN (Fr.-All., v. angl.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; Républic, 11e (805-51-33).

NO MAN'S LAND (Fr.-suis.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Latina, 4e (278-47-86).

ORINOKO (Ven.) : Utopia Champollion, 5e (326-84-65).

PALE RIDER (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77), Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Biarritz, 8e (562-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

PERFECT (A., v.o.) : Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

POLICE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; *Gaumont Convention, 15e* (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PORC ROYAL (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

PROFS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE 4e POUVOIR (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 13e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

RAN (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-97-77) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (579-33-00) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Cosmos, 6e (544-28-80). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Ermitage, 8e (563-16-16).

LE ROI DAVID (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; *Paramount Montparnasse*, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (544-43-14).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04) (h. sp.).

STRANGER KISS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Calypso, 17e (380-30-11).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

STRICTEMENT PERSONNEL (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86).

SUBWAY (Fr.) : Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : *Forum, 1er* (297-53-74) ; *Richelieu, 2e* (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE VAUTOUR (Israélien, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (326-84-65).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

WITNESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

LES BOURLINGUEURS, film américain de *David Hemmings*, v.o. : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

ELLE A PASSÉ TANT D'HEURES SOUS LES *SUNLIGHTS*, film français de Philippe Garrel : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

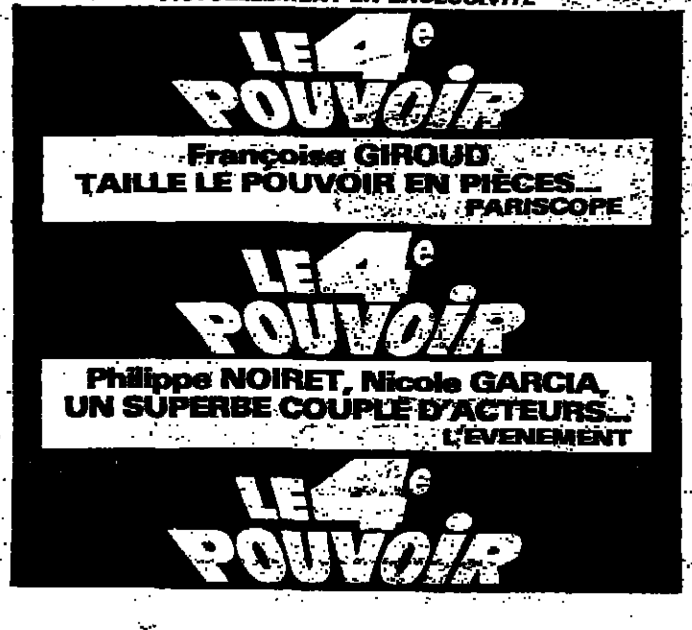
HURLEVENT, film français de Jacques Rivette : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

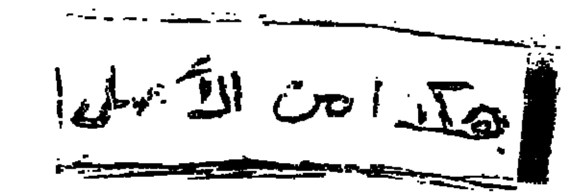
LE MARIAGE DU SIÈCLE, film français de Philippe Galland : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-58-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; *Bastille, 11e (307-54-40)* ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, *15e* (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01).

NE PRENDS PAS LES POULETS POUR DES PIGEONS, film français de *Michel Gentil : Paramount* City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS, film français de Jacques Deray : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount *Maillot, 17e (758-24-24)* ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

THE SHOP AROUND THE CORNER (film inédit de 1940), film américain de Ernst Lubitsch, v.o. : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).





COMMUNICATION

LE MARCHÉ DES PROGRAMMES MULTIMÉDIAS A CANNES

La guerre des droits

De notre envoyé spécial

Qui dominera le marché de l'image : ceux qui contrôlent les réseaux de diffusion, ou ceux qui investissent dans la production ? Cette question est au centre des spectaculaires mouvements qui agitent le marché américain de la télévision depuis plus d'un an. En France, producteurs et diffuseurs commencent à se disputer la commercialisation des programmes pour les nouvelles télévisions, et ce sont les banques qui arbitrent le conflit. Au MIPCOM de Cannes, la guerre des droits a commencé. Elle risque de remodeler à terme le paysage audiovisuel français.

Cannes. — Dans l'allée centrale du Palais des festivals, les stands de TF 1, Antenne 2 et FR 3 tiennent le haut du pavé face à MCA, Metro Goldwyn Mayer ou Twentieth Century Fox. Ce face-à-face trahit la profonde différence entre l'industrie américaine et la télévision française : d'un côté ce sont les diffuseurs, de l'autre les producteurs, qui détiennent la clé du marché, les droits de commercialisation des programmes. Lorsqu'une chaîne américaine commande une série à Hollywood, l'achat couvre environ 80 % des coûts de production, mais le producteur reste détenteur des droits et peut compléter son amortissement en vendant son programme aux télévisions indépendantes, au câble ou à l'étranger.

A la différence des chaînes américaines, les sociétés de télévision françaises mélangent les foncions de producteur et de diffuseur. Lorsqu'elles financent 80 % d'un programme, elles le font en coproduction avec un partenaire privé, mais gardent les droits de commercialisation. Après deux diffusions, la carrière du programme est terminée, sauf à espérer une hypothétique vente à l'étranger.

Cette différence, apparemment subtile, n'est pas sans conséquences sur la santé de notre télévision. Dépossédé des droits, le producteur privé n'est plus qu'un exécutant technique. Il ne peut espérer gagner de l'argent qu'en comprimant les frais de production, tout en gonflant sensiblement ses devis. Il n'a pas les moyens d'investir dans la qualité de la conception ou dans l'écriture des scénarios. On comprendra, dans ces conditions, que « Châteauvallon » n'ait pas le même succès mondial que « Dallas », « Dynastie » ou « Starsky and Hutch ».

Ce rapport de forces, très favorable au diffuseur, est pourtant sur le point de se renverser sous l'influence de trois facteurs. D'abord, les coûts de production augmentent plus rapidement que les recettes des chaînes publiques, et ces dernières ne peuvent plus financer que 60 à 70 % d'une production. Elles perdent donc une part de leur légitimité sur la détention des droits. Parallèlement, le compte de soutien, récemment instauré par le gouvernement, instaure une taxe sur les recettes des chaînes, qui doit alimenter directement les producteurs. Enfin et surtout, les récentes mesures fiscales en faveur de l'investissement dans les programme, vont apporter de nouvelles ressources à la production. On dénombre aujourd'hui douze projets de SOFICA (Société de financement du cinéma et de l'audiovisuel),

> *Banquiers, producteurs et distributeurs se disputent les catalogues de films et de séries pour acquérir une position dominante dans le nouveau paysage audiovisuel*

qui, au dire des milieux bancaires, pourraient rassembler d'ici à la fin de l'année près de 1 milliard de francs.

Pour M. Antoine de Clermont-Tonnerre, qui, à la tête du groupement interprofessionnel de la communication (GIC), défend les intérêts de la production privée, cette nouvelle manne est l'occasion d'une redistribution des cartes : *« Mieux financée, la production va se dégager de la pression des chaînes. Il est sûr que nous ne céderons plus nos droits de commercialisation. »* L'enjeu de la bataille est clair : les producteurs entendent revendre leurs programmes aux futures chaînes privées et aux réseaux câblés après leur diffusion sur les chaînes publiques.

Cette segmentation du marché heurte encore l'opinion en France, où l'on considère souvent la rediffusion des émissions comme une sorte de scandale. Elle paraît pourtant inévitable avec la multiplication des réseaux. *« Lorsque cinq ou six chaînes de télévision se partagent un marché,* explique M. Jean Stock, directeur des programmes de RTL-Télévision, *l'audience moyenne de chacune tombe à 10 % ou 15 % des téléspectateurs. Faut-il considérer comme épuisée en une seule diffusion la carrière d'un film ou d'une série que 85 % du public n'a pas encore vu ? ».* Cette nouvelle économie de la télévision s'esquisse déjà avec Canal Plus. Séries et dessins animés diffusés depuis un an sur la chaîne payante seront bientôt programmés par TF 1, Antenne 2 ou FR 3.

Le poids des banques

Mais les chaînes publiques n'entendent pas céder aussi facilement leur part de ce nouveau gâteau. La discrète déclaration de guerre de M. de Clermont-Tonnerre ne semble pas les inquiéter. La commande d'une chaîne publique reste la clé pour amorcer une production et débloquer le financement éventuel d'une SOFICA. Le diffuseur est encore en position de force et dispose d'atouts de poids dans la négociation des droits. *« Il ne faut pas oublier que les SOFICA exigeront une part des recettes en échange de leur apport,* fait remarquer M. Jean Rouilly, responsable des coproductions à Antenne 2 ; *c'est avec les banquiers que les producteurs devront négocier un nouveau rapport de forces. »*

Les établissements financiers vont donc jouer un rôle déterminant dans cette bataille des programmes et dans la réorganisation du marché français de la télévision. Ne vient-on pas de voir le groupe Paribas constituer, avec UGC et un certain nombre d'investisseurs (dont la Compagnie générale des eaux), une société de détention de droits audiovisuels (UGCDA) ? Les partenaires mettent sur la table 225 millions de francs pour stocker les droits pour la télévision de quatre cents films, allant de James Bond à Jean-Luc Godard. En spéculant ainsi sur la matière première dont se nourrissent les chaînes, UGCDA tente de faire monter les prix, mais aussi d'imposer des « ventes groupées » liant films-vedettes et produits plus difficiles. De plus, la SOFICA montée parallèlement par Paribas et UGC avec Hachette et RTL pourra alimenter la portefeuille d'UGCDA en droits sur de nouvelles productions cinématographiques et audiovisuelles.

Cette stratégie n'est pas isolée : la Compagnie financière de Suez a créé une société de détention de droits, Canal 01, avec le groupe cinématographique MK 2 et se prépare à monter également une SOFICA. Il est probable que le groupe belge Bruxelles-Lambert songe à une opération du même type au niveau européen en se rapprochant de M. Rupert Murdoch et du fabuleux patrimoine de la 20 th Century Fox (*le Monde* du 24 septembre).

Les banques mises donc sur les producteurs d'images et jettent tout leurs poids dans la bataille des droits. Au-delà de la simple spéculation financière, ce rapprochement peut entraîner, à terme, une restructuration industrielle du secteur. Composée, aujourd'hui, d'entreprises artisanales et sous-capitalisées, la production française peut, sous l'influence des établissements financiers, constituer peu à peu des groupes plus puissants, capables de résister à la concurrence internationale. Encore faut-il que la marché national tienne ses promesses et que la libéralisation de la télévision annoncée par le gouvernement le 31 juillet soit rapidement suivie d'effets.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le Parlement européen se prononce en faveur d'un marché commun de la radiotélévision.

Le Parlement européen s'est prononcé, jeudi 10 octobre, à Strasbourg, à la suite des rapports de M. Wilhelm Hahn et de M. Gijs De Vries (*le Monde* du 14 septembre), en faveur de la création d'un marché commun de la radio et de la télévision. Les propositions adoptées par les députés préconisent la réception dans toute l'Europe des programmes nationaux des États membres et d'un programme européen multilingue, contrôlé par les instances de la Communauté.

Le Parlement recommande la création d'une industrie européenne de programmes et d'un fonds commun d'aide à la production, ainsi que l'élaboration d'un *« code de conduite communautaire relatif au contenu des émissions »*, pour protéger notamment la jeunesse contre l'incitation à la violence. Le taux horaire de publicité pourrait être limité à 10 %, les coupures publicitaires et la publicité pour le tabac interdites, celle sur l'alcool contrôlée.

Le Parlement souhaite qu'au moins 50 % des films retransmis sur les chaînes européennes soient réalisés dans la Communauté, et demande à la Commission de remédier au piratage des programmes et à leur rediffusion par des émetteurs situés en dehors de la zone juridique communautaire. Le Parlement avait adopté déjà le 8 octobre, sur la proposition de M. Roger Fajardie, une recommandation en faveur des productions et coproductions de programmes pour lutter contre l'invasion du marché par les Etats-Unis.

● *Nouveau bureau pour l'Union des clubs de la presse.* — Le sixième congrès national de l'Union des clubs de la presse, réuni les 12 et 13 octobre à Bordeaux, a réélu à la présidence Jean-Michel Bezzina (RTL-Nancy). Les autres membres du bureau sont Marie-Christine Luton (*Paris-Normandie*), Xavier Périssé (pigiste), vice-présidents, Rémi Loury (*le Midi libre*) et Gérard Delenclos (*les Echos*, Reims). L'Union des clubs de la presse a, en outre, décidé de lancer une nouvelle campagne en faveur de Jean-Paul Kauffmann, détenu en otage à Beyrouth depuis cent quarante-six jours.

● *Signature d'un accord entre le Centre Pompidou et la radio Ici et maintenant.* — Un accord vient d'être signé entre le Centre national Georges-Pompidou et la radio privée parisienne Ici et maintenant (96,6 MHz), visant à la réalisation de coproductions radiophoniques. Aux termes de ce contrat (de deux ans reconductible tacitement), la radio diffusera douze heures de programmes hebdomadaires concernant l'actualité du centre et les activités de ses dix départements (cinéma, théâtre, bibliothèque, musée, etc.). C'est le premier accord signé entre le Centre Pompidou — pourtant très sollicité — et une radio locale privée. Un accord sans contrepartie financière, même si les deux parties se sont engagées à des échanges promotionnels, le nom d'Ici et maintenant devant notamment figurer désormais sur l'ensemble des publications éditées par le centre et reçues par ses soixante mille adhérents.

Lundi 14 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : l'Emmerdeur.
Film français d'E. Molinaro (1973), avec L. Ventura, J. Brel, C. Cellier, J.-P. Darras (rediff.).
Rescapé du suicide grâce à son voisin de chambre d'hôtel, un représentant de commerce s'attache tellement à son « sauveur » qu'il le gêne dans sa mission de tueur à gages. Adaptation d'une pièce de Francis Veber, menée sur un vrai rythme cinématographique.

21 h 55 Etoiles et toiles.
Magazine de Martine Jouando et Frédéric Mitterrand.
Le cinéma yougoslave. La génération des cinéastes d'après-guerre. A propos d'Emir Kusturica et de son film Papa est en voyage d'affaires, *Palme d'or à Cannes.*

23 h Journal.
23 h 15 C'est à lire.
23 h 30 Vidéo-roque. Échecs Montpellier.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Série : L'Auberge de la Jamaïque.
D'après D. du Maurier, réal. L. Gordon Clark. Avec J. Seymour, P. McGohan, T. Eve, J. McEnery (1re partie).
Une belle et pure jeune fille, Mary, se retrouve après la mort de ses parents dans une sinistre auberge tenue par le terrible oncle Joss. Il s'y trame des choses bien bizarres... Naufrages, contrebande dans la Cornouaille du début du dix-neuvième siècle. Le démarrage est un peu lent, le doublage catastrophique, même la superbe Joan Seymour semble quelque peu empruntée.

22 h Les coulisses du sport : le sport et l'argent. Réal. D. Chegaray.
Les coulisses du sport, les coulisses dorées, là où circule le nerf de la guerre, l'argent. En dix ans, le paysage a changé. Les lingots de la publicité irriguent le sport, apport démultiplié par la télévision. Le rôle du sponsor et ses répercussions, ses stratégies.

23 h Journal.
23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : La soif du mal.
Film d'Orson Welles (1957), avec C. Heston, O. Welles, J. Leigh (v.o.). En hommage à l'enfant terrible d'Hollywood.
Orson Welles se joue d'une série noire pour en faire une tragédie et pour dénoncer les abus de la police. Avec Charlton Heston comme partenaire, il interprète lui-même un policier véreux, dans le climat obsédant d'une ville frontière, au Mexique. Splendide virtuosité technique.

22 h 25 Journal.
22 h 50 Portrait d'Orson Welles.
Une légende, une vie, Citizen Welles, un document-portrait de Maurice Fryedland.
0 h 20 Série : Coup de cœur.
0 h 25 Prélude à la nuit.

FR 3-PARIS - ILE-DE-FRANCE

16 h, Première séance (cycle Marilyn Monroe) : Le Milliardaire, de George Cukor ; Magazine des sports ; **18 h 55,** Hello Moineau ! ; **19 h 5,** Atout pic ; **19 h 15,** Informations ; **19 h 35,** Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, les Sous-Doués, film de C. Zidi ; **22 h 10,** Boxe ; **23 h 10,** Football australien ; **1 h 10, Carnage,** film de T. Maylam.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « Le Manuscrit trouvé à Saragosse », de Jan Potocki.
21 h 30 Latitudes : musiques traditionnelles : Bela Bartok et les musiques populaires de Hongrie ; les funérailles d'une reine bamiléké (Cameroun).
22 h 30 La nuit sur un plateau : en direct du Théâtre de la Bastille, avec Raul Ruiz.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de l'église Adolf-Frederik, à Stockholm) : œuvres de Schutz par les Chœurs de la radio suédoise et l'Ensemble baroque de Drottningholm, dir. A. Oehrwall.
23 h Les soirées de France-Musique ; 0 h 30, Rainer Maria Rilke.

Mardi 15 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h 25 ANTIOPE 1.
10 h 55 Le chemin des écoliers. Emission du CNDP.
Une nouvelle série d'émissions tout particulièrement destinées aux instituteurs et à leurs élèves. Deux fois par semaine, les six-neuf ans (le mardi) et les neuf-douze ans (le vendredi) pourront se familiariser avec l'histoire, les sciences naturelles, la lecture, et apprendre les règles de la vie en société.

11 h 15 La Une chez vous.
11 h 30 Les jours heureux.
12 h 2 Tournez... manège.
13 h Journal.
13 h 50 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
14 h 45 Transcontinental. *Un voyage jusqu'en Asie.*
15 h 55 Reprise : L'enjeu (diff. le 10 octobre).
17 h 10 La maison de TF 1.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Salut les petits loups.
18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 45 Feuilleton : Santa-Barbara.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : Commissaire Moulin.
Scénario, adaptation P. Andreota. Réalisation F. Dupont-Midy. Avec Y. Renier, V. Jannot (Redif.)
Meurtre dans un couloir de métro ; un témoin identifie le commissaire.

22 h Vérités interdites.
Série d'Anne Hoang : Le refus.
Le 29 mai 1983, Geneviève meurt à la suite d'une cœlioscopie, examen gynécologique à hauts risques... Le réalisateur Paul Seban a choisi, pour ce troisième numéro, la forme de longs entretiens émouvants. On peut regretter que la position des médecins accusés de dissimuler les raisons de leurs échecs ne soit pas davantage fouillée...

23 h Journal.
23 h 15 C'est à lire.
23 h 30 Vidéo roque. Championnats d'échecs.
23 h 50 Tify. Comprendre l'informatique.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

8 h 45 Télématin.
11 h 30 Les rendez-vous d'Antenne 2.
11 h 35 Les carnets de l'aventure.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Histoires à suivre.
14 h Aujourd'hui la vie.
Mix up ou méli-mélo : le 18 novembre 1936, deux jeunes femmes accouchent en même temps à la maternité de Nottingham en Angleterre. Les deux bébés sont intervertis, on s'apercevra bien plus tard de l'erreur. Claire Moreau et Françoise Romand ont retrouvé les deux familles... devenues amies.

15 h Série : le Testament.
15 h 55 C'est encore mieux l'après-midi !
17 h 25 Récré A 2.
18 h 25 Derby.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : La trappe.
20 h Journal.
20 h 30 Loto sportif.

20 h 35 Cinéma : Et Dieu créa la femme.
Film français de R. Vadim (1956), avec B. Bardot, C. Jurgens, J.-L. Trintignant, C. Marquand.
A Saint-Tropez, une adolescente amorale, vivant selon ses instincts, épouse le frère de l'homme qu'elle aime, afin de se rapprocher de celui-ci. Film à scandale par lequel un jeune loup du cinéma français fit de Brigitte Bardot (alors sa femme) le symbole sexuel d'une nouvelle époque. Le style dit « moderne » ne tient pas le coup. Reste la valeur sociologique du mythe.

22 h 10 Magazine : Cinéma-cinémas.
de A. Andreu, M. Boujut et C. Ventura.
Le rendez-vous toujours attendu. Un document inédit sur Marlon Brando réalisé en 1965 à New-York par les frères Maysles (l'acteur magnétique) ; un pèlerinage au Jacumba Hôtel ; où en 1928 Louise Brook tourna « les Mendiants de la vie » (Souvenirs...), une interview du metteur en scène Michael Cimino et une autre d'Anthony Delon, jeune comédien.

23 h 5 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 heures, où l'on verra, sur tout le réseau, la Révolte des Haïdouks ; *à 17 h 15* Dynastie, *à 18 h 55,* Hello, moineau ! ; *à 19 h 40,* Un journaliste un peu trop voyant.

19 h 55 Dessin animé : les Entrechats.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
20 h 35 La dernière séance : Soirée Glenn Ford.
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
Actualités de l'époque ; Eddy Mitchell annonce le film ; à 22 h Réclames, Tom et Jerry, Tex Avery, Attractions, présentation du deuxième film.

20 h 40 Premier film : la Vallée de la poudre.
Film américain de G. Marshall (1958), avec G. Ford, S. Mac Laine, L. Nielsen, M. Shaughnessy.
Un aventurier qui possède un troupeau de moutons refuse de se plier à la loi d'un éleveur. Thème fréquent dans le western. Celui-ci est humoristique et les acteurs font assaut de facéties.

22 h 35 Journal.
23 h Deuxième film : les Quatre Cavaliers de l'apocalypse.
Film américain de V. Minnelli (1961), avec G. Ford, I. Thulin, C. Boyer, L.-J. Cobb, P. Henreid, K. Boehm (v.o. sous-titrée. Rediff.).
Lers membres d'une famille d'origine sud-américaine ayant une branche en France et une en Allemagne se trouve ballottés, opposés, au cours de la deuxième guerre mondiale. D'après Blasco Ibanez (l'action est déplacée dans le temps), une fresque historique et puissamment dramatique où l'utilisation de la couleur s'accorde au choc violent de deux mondes.

1 h 30 Coup de cœur.

CANAL PLUS

7 h, Gym à Gym ; **7 h 10,** Cabou Cadin (et à 11 h 45 et 16 h 45) ; **7 h 40,** Top 50 (et à 12 h et 20 h) ; **8 h 30,** Rue Carnot ; **9 h, la reine de Broadway,** film de C. Vidor ; **10 h 50,** Pavillons lointains ; **12 h 30,** Magazine : Direct ; **14 h, Revanche à Baltimore,** film de R. E. Miller ; **15 h 20, les Fous du stade,** film de C. Zidi ; **17 h 45,** 4 C + ; **18 h 25,** Les affaires sont les affaires ; **19 h,** Maxitête (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; **19 h 5,** Zénith ; **19 h 40,** Tout s'achète ; **20 h 15,** Coluche ; **20 h 35, le Garde du corps,** film de F. Leterrier ; **22 h 10, Jamais, plus jamais,** film de I. Kershner ; **0 h 20, le Démon dans l'île,** film de F. Leroi ; **1 h 55,** Pavillons lointains.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : les fruits de la colère (et à 10 h 50 : Restif de la Bretonne) ; **9 h 5, La matinée des autres :** fantômes et revenants ; **10 h 30, Musique :** miroirs du Chili (et à 17 h) ; **11 h 10, L'école des parents et des éducateurs :** le tissage des liens autour de la naissance ; **11 h 30, Feuilleton :** « le Parfum de la dame en noir » ; **12 h, Panorama :** à 12 h 45, Club de la presse, avec J.-P. Chevènement ; **13 h 40, Instantané,** magazine musical ; **14 h,** Un livre, des voix : « Naissance d'une passion », de Michel Braudeau ; **14 h 30, Les nouvelles du crime :** « Dingue de tombe », de Robert Bloch ; **15 h 30, Mardis du cinéma :** le cinéma et le cirque ; **17 h 10, Le pays d'ici :** à Limoges ; **18 h, Subjectif :** agora, avec M. Festou et J.-C. Ribes ; **19 h 30, Perspectives scientifiques :** écologie des mousses et formation de la tourbe ; **20 h, Musique, mode d'emploi :** Beethoven en chair et en notes.
20 h 30 Le journal du corps.
21 h 30 Diagonales.
22 h 30 Nuits magnétiques. La nuit et le moment.
0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : Max Reger ; **7 h 10, L'imprévu ; 9 h 5, Le matin des musiciens :** regard sur des musicologues français « La recherche et le goût » ; **12 h 10, Le temps du jazz :** les Ellingtoniens buissonniers ; **12 h 30, Concert :** œuvres d'Amy, Nigg, Barraque par Claude Helffer, piano ; **14 h 2, Repères contemporains :** K. Narita ; **14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Les après-midi de France-Musique :** la musique maçonnique du XVIIIe à nos jours. A 17 h, Vladimir Horowitz ; **18 h 2, Acousmathèque ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui :** lecture au laser ; **19 h 10, Magazine international ; 20 h 20 Avant-concert.**
20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : « Sinfonia » en si bémol majeur de Bach, « Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur » de Beethoven, « Ma mère l'Oye » de Ravel, « Bacchus et Ariane » de Roussel par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. L. Foster, sol. M. Tipo, piano.
23 h Les soirées de France-Musique : hommage à Franco Ferrara.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 14 OCTOBRE

— *M. Charles Fiterman,* ancien ministre, membre du secrétariat du Parti communiste, participe à l'émission « Découvertes » d'Europe 1, à 18 heures.

— *M. François Doubin,* président du Mouvement des radicaux de gauche, est reçu à l'émission « RMC-Choc » sur RMC, à 19 heures.

— *M. Jean-Marie Le Pen,* président du Front national, est l'invité du « Face au public » de France-Inter, à 19 h 15.

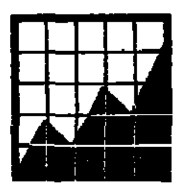


	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur de la division Ingénierie informatique

RÉCEMMENT CRÉÉE AU SEIN D'UN ORGANISME PARAPUBLIC DE STATUT PRIVÉ, CETTE DIVISION A POUR MISSION D'ASSURER LE DÉVELOPPEMENT COHÉRENT DE L'INFORMATISATION DE GRANDS ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS. ELLE REGROUPE LES ACTIVITÉS DES 3 AGENCES EXISTANTES DE BORDEAUX, LYON et POITIERS.

Rattaché au Directeur Général, les missions du candidat recherché seront les suivantes : réflexion stratégique relative aux applications existantes (développement - refonte - mise à niveau...), définition d'une politique de développement : architecture de systèmes, réseau de communication, matériels, logiciels de base, méthodes (de développement, de maintenance, d'exploitation) réseaux d'interfaces, mise en œuvre d'une stratégie de réalisation (ou d'acquisition) de logiciels et de leur diffusion (environnement BULL/DSA ou similaires), participation à des groupes de réflexion avec les utilisateurs pour traiter de problèmes d'envergure nationale débouchant sur des applications de très haute technologie (activité biomédicale, radiothérapie, *biologie, réseaux d'images, pharmacologie...), coordination et animation* des agences décentralisées (effectif : 60 personnes), gestion financière du budget de la division dans un souci de rentabilité, responsabilité des relations avec les utilisateurs et les organismes de tutelle.

Pour réussir dans ce poste, il faut avoir une formation scientifique, ingénieur ou universitaire, une expérience de 8 à 10 ans acquise dans une société de services ou dans une grande entreprise - l'idéal serait d'avoir participé au développement et à la diffusion de progiciels puis d'avoir *exercé des responsabilités de Direction d'études ou d'un service informatique - expérience en* milieu hospitalier serait appréciée. Manager rigoureux, organisation méthodique, votre ascendant personnel vous permettra d'évoluer dans un environnement complexe où votre autorité ne pourra se fonder que sur une compétence reconnue. Anglais courant - Lieu de travail : St Quentin en Yvelines - déplacements à prévoir en province.

Veuillez adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 73793/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS *INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux,* 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

sélé CEGOS INFORMATIQUE

Directeur général adjoint

450.000 F

Une importante entreprise industrielle aux activités diversifiées, située dans l'Est de la France, employant près de 1 000 personnes, connaissant une croissance constante et poursuivant une politique d'investissements sur termes, recherche son directeur général adjoint. Collaborateur direct du président, il l'assistera dans l'ensemble des fonctions de management de l'entreprise. Agé d'au moins 33 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, il aura complété sa formation technique par un diplôme de gestion type INSEAD, ISA, CPA ... Homme d'entreprise, il aura réussi dans la conduite d'une PME ou d'un département autonome d'un grand groupe, en menant à bien des activités de diversification, si possible dans un contexte international. La pratique de l'anglais et de l'allemand est indispensable. La rémunération, fonction de l'expérience, pourra atteindre 450.000 francs par an. Le poste est situé dans l'Est de la France. Ecrire en précisant la référence S/8020M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PME française leader en Electro-*optique* (LASERS) *accroit* son CA de 50 %/an en maintenant une forte rentabilité.

SECRETAIRE GENERAL

challenge pour "ingénieur-gestionnaire"

300.000 F

Le poste s'adresse à un MANAGER, ingénieur de formation et Gestionnaire de tempérament.
La mission de ce véritable représentant de l'Entreprise agissant sous les ordres directs du PDG s'exerce dans tous les domaines :
- GESTION FINANCIERE (*supervision de la comptabilité, de l'informatique, trésorerie, fiscalité*)
- GESTION DES HOMMES (salaires, évolution des carrières, animation)
- RAPPORTS AVEC L'EXTERIEUR (fournisseurs, flux marchandises, conseils extérieurs).

La pratique de la gestion financière, la compréhension des technologies nouvelles et la maîtrise de l'anglais sont des impératifs pour réussir.

Envoyer CV et photo sous référence 1770 à notre Conseil FMI RECRUTEMENT

Recrutement FMI

43, rue Liancourt 75014 PARIS. Tél. (1) 320.69.29

Bretagne Sud

DIRECTEUR DE PRODUCTION

350 000 F.

Cette jeune société (300 personnes – 140 millions de chiffre d'affaires), filiale d'un important Groupe international, est spécialisée dans la fabrication d'équipements de loisirs. Réorganisant ses structures, elle recherche aujourd'hui un cadre, technique de haut niveau pour superviser l'ensemble de ses activités de Production. Membre du Comité de Direction, et rendant compte au Président, il dirigera un département englobant près de 200 personnes, et regroupant les services Ordonnancement, Méthodes, Achats, Entretien, Expéditions ainsi que l'ensemble des ateliers de fabrication. Responsable de ses budgets (investissements inclus) et de ses objectifs, il sera chargé, dans une grande autonomie, d'organiser, de coordonner et de contrôler la réalisation des programmes de fabrication en quantité, *qualité et délais. Il veillera par ailleurs à l'optimisation permanente des moyens* et des coûts de production, tout en renforçant l'unité du climat social.
Ce poste, basé en bordure de mer, ne peut convenir qu'à un manager affirmé, praticien et animateur, âgé de 35 ans au moins, ingénieur diplômé (Centrale, AM, ENSI), maîtrisant déjà parfaitement la fonction dans des responsabilités similaires, et percevant sa mission en termes d'organisation, de rentabilité et de gestion des ressources humaines. La connaissance pratique de l'outil informatique est nécessaire : celle de l'anglais, fortement souhaitée. La réussite à ce poste autorise de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M1/1055E, à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor



Directeur technique

Entreprise leader sur son marché en Europe – C.A. 1984 : 169 millions de francs dont près de 30 % à l'export – recherche pour son usine des Vosges un **Directeur technique.**

Rattaché au Directeur de l'usine et en liaison fonctionnelle avec le Directeur technico-commercial du siège, il sera responsable de l'ensemble de la bonne réalisation du programme de fabrication. Il prendra en charge le contrôle technique de la conception des produits et aura pour objectif constant la recherche de l'optimisation de l'outil de travail (informatisation, robotisation).

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, il devra posséder, et dans le secteur automobile de préférence, l'expérience de la mise en production de moyennes et grandes séries (matières plastiques *injectées, fonderies alu, zamak, tôleries fines,* mécanismes électriques courant continu). Il justifiera, par ailleurs, d'une excellente connaissance de la conduite de B.E., des méthodes d'industrialisation et de production en milieu informatisé.

A sa compétence technique, il allie des qualités de meneur d'homme devant lui permettre d'animer et *d'encadrer une équipe. Il a sous sa responsabilité* 270 personnes environ.

Des déplacements sur la France et à l'étranger sont à envisager.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la réf. LM/3781, à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA

STYPEN

recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

3 ans d'expérience min. Formation souhaitée DECS complet - ESC.

Supervise, organise, anime la comptabilité générale (trésorerie, clients, fournisseurs) et la comptabilité analytique (production, vente).

Responsable :
- des comptes sociaux annuels, des annexes
- de toutes déclarations sociales et fiscales
- des situations analytiques trimestrielles
- des procédures et du contrôle interne
- de l'évolution des ressources humaines qu'il coordonne
- de l'optimisation et des développements de l'outil et des applications informatiques.

HOMME DE TERRAIN, DE CHALLENGE.
ETAT D'ESPRIT STYLE PME.

Lieu de travail : **JOIGNY (BOURGOGNE).**

Adresser CV, prétentions et lettre manuscrite à
STYPEN Direction Financière - 16, place Vendôme 75001 PARIS



Premier fabricant français en pleine expansion (rubans adhésifs et étiquettes autocollantes – 300 p.), appartenant au groupe FOURNIER (1300 p., 700 MF), nous cherchons, pour DIJON,

notre directeur d'usine

Dépendant du D.G., vous avez autorité sur l'ensemble du personnel de production, vous organisez et coordonnez les services connexes à la production (ordonnancement, lancement, méthodes, entretien...).

Ingénieur Arts et Métiers d'au moins 35 ans, vous avez, si possible, de bonnes connaissances en chimie. Une expérience réussie de direction d'usine (peut-être dans l'industrie du caoutchouc ou du papier carton) vous a donné le sens du commandement, le goût pour la création et l'innovation technologique et une bonne connaissance des techniques modernes de gestion.
Venez nous aider à maintenir notre croissance.

Notre consultante, Mme F. BOYON, Ingénieur ENSAM, vous remercie de lui écrire (sous réf. 1056 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Gard

Un groupe d'entreprises connaissant depuis quelques années une croissance importante et régulière dans le :
- secteur de la communication recherche son

Directeur administratif et financier

- Directement rattaché au Président Directeur Général, il est secondé par un Chef de la Comptabilité et assume la totalité des responsabilités fonctionnelles, (finance, comptabilité, informatique, juridique, social, fiscalité, droit des sociétés...)
Vous êtes de formation commerciale supérieure, incluant une solide compétence comptable (D.E.C.S. minimum), juridique et informatique.

Vous justifiez d'une expérience en P.M.E. d'au moins 5 ans, au cours de laquelle vous avez notamment développé un système de contrôle de gestion.

Vous possédez des qualités de contact, une rigueur intellectuelle, un esprit d'équipe et le goût du terrain.
Bénéficier d'une expérience de Cabinet d'Audit constituerait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 313/291M à Régie-Presse, 7 rue de Monttessuy 75332 Paris Cédex 07 qui transmettra.

FUTUR DIRECTEUR INFORMATIQUE

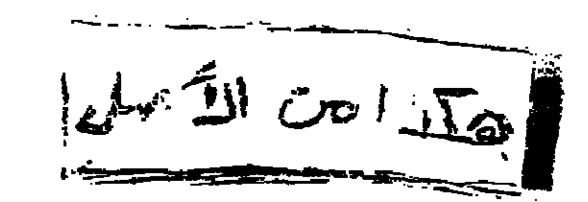
Ingénieur Grande Ecole

Cette importante société du secteur tertiaire, déjà fortement informatisée souhaite intégrer un Ingénieur Informaticien de haut niveau. Dans un premier temps, il aura une mission de Responsable des Etudes avec pour objectif de faire l'audit de la situation existante et de proposer un nouveau schéma directeur. Il animera une quinzaine de personnes, chefs de projets et analystes. Cette première mission réussie lui permettra d'accéder rapidement à la responsabilité du Département Informatique et Organisation.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur Grande Ecole (CENTRALE, SUPELEC, INSA...) ayant une expérience d'informatique de gestion de 5 ans environ, en tant que responsable des études, de préférence dans une activité tertiaire.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo et CV s/réf.4882 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

DESSEIN





emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer) — **emplois internationaux** (et départements d'Outre-Mer) — **emplois internationaux** (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Controller

Groupe industriel performant, 5500 personnes, un CA de 2 Milliards de Francs, nous sommes de plus filiale d'un *groupe français de pointe.*
Notre activité principale —**Les biens d'équipements industriels**— s'appuie sur 3 unités de production au sein desquelles **NOUS CREONS LA FONCTION DE CONTROLLER** (contrôle de gestion, comptabilités, trésorerie, aide à la décision).
Nous cherchons pour nos unités de Basse Normandie et de la Loire, deux diplômés d'études supérieures, idéalement de formation ingénieur, déjà rompus au contrôle de gestion en milieu industriel.
Entreprenant, vous reporterez directement au Directeur de l'Unité,
Autonome, vous bénéficierez d'un appui efficace des services centraux.
Vous mettrez en place cette **Fonction Clef du Développement de l'Entreprise**, et préparerez ainsi votre évolution au *sein du Groupe.*

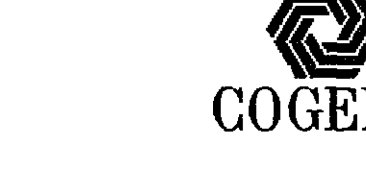
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et salaire souhaité), sous la référence C/CTL/M, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM

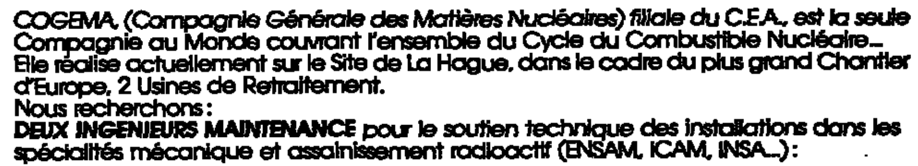


Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS





COGEMA (Compagnie Générale des Matières Nucléaires) filiale du C.E.A., est la seule Compagnie au Monde couvrant l'ensemble du Cycle du Combustible Nucléaire...
Elle réalise actuellement sur le Site de La Hague, dans le cadre du plus grand Chantier d'Europe, 2 Usines de Retraitement.
Nous recherchons :
DEUX INGENIEURS MAINTENANCE *pour le soutien technique des installations dans les* spécialités mécanique et assainissement radioactif (ENSAM, ICAM, INSA...) :



1 responsable des équipes postées d'intervention :

Vous avez entre 35 et 40 ans, une expérience d'une dizaine d'années en maintenance ou en production au sein d'une petite unité. Vous avez impérativement exercé des fonctions d'encadrement. Réf. IP/M

1 responsable maintenance d'une unité nouvelle :

Vous êtes âgé de 25 à 30 ans, avec une expérience réussie de 2 à 5 ans en milieu industriel. Réf. IM/M

Merci d'adresser votre C.V. en précisant la référence, à :
P. Valette, Groupement du Personnel COGEMA - Etablissement de La Hague BP 270
50107 Cherbourg Cédex.

LE CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLEAIRE

média-system



Jeune Chimiste Organicien pour la recherche pharmaceutique

Beecham Pharmaceutique

Nous sommes la filiale de l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux présent dans 80 pays.

En France, nos activités de recherche, de production et d'information du corps médical sont en développement constant. Pour renforcer le potentiel technique et de créativité de notre Centre de Recherche situé à Rennes nous créons un nouveau poste de Chimiste.

Au sein du département chimie et en synergie avec les autres chercheurs et techniciens,

- *vous participerez à la synthèse de nouvelles molécules thérapeutiques dans le domaine cardio-vasculaire,*
- *vous développerez des méthodes analytiques liées aux synthèses.*

Vous possédez une formation de type ENSC Montpellier ou Paris (option chimie organique), des aptitudes en analytique et des connaissances en anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 600 à J.M. Rémy, CRES, 4, rue du Chesnay Beauregard - B.P. 45 - 35760 Saint-Grégoire.

LABORATOIRES SOBIO

Carrefour



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL, implanté à DAKAR,
cherche pour son unité de production

PHARMACIEN INDUSTRIEL

Nationalité : sénégalaise indispensable.
Cette personne aura suivi une spécialisation propre à assurer la production pharmaceutique.

INGENIEUR DE MAINTENANCE

Nationalité : sénagalaise
Formation : Arts et Métiers ou expérience similaire en industrie.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 17506 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GRANDE ÉCOLE DE GESTION

pour étendre et compléter son équipe pédagogique

RECRUTE A TRÈS COURT TERME

PROFESSEUR PERMANENT EN FINANCE

Rappelle qu'elle étudie de façon continue les opportunités d'intégrer professeurs visitants ou assistants des autres disciplines.

Adresser candidature et c.v. à :
DIRECTION PÉDAGOGIQUE
GROUPE E.S.C. REIMS
B.P. 302, 51061 Reims Cedex.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

INGENIEURS CHIMISTES HENKEL VOUS OFFRE 4 POSTES EN RECHERCHE APPLIQUEE

Avec 1400 personnes, 3 usines, 2 milliards de francs de C.A., HENKEL FRANCE est la première filiale européenne d'un groupe chimique de dimension mondiale.

La recherche appliquée développe, en relation avec le marketing et la production, les produits les mieux adaptés au marché.

4 postes sont à pourvoir : 3 à Châlons-sur-Marne, 1 à Lièpvre.

– le 1er concerne les **produits destinés aux industries mécaniques** – traitement des surfaces, liquides de coupe... – ; il peut convenir à un *ingénieur chimiste* ayant *acquis une solide expérience dans une* industrie mécanique,

– le 2e concerne les **colles destinées aux industries du papier, carton et emballages** ; il s'adresse à un ingénieur chimiste organicien ou à un ingénieur papetier ayant débuté en production ou *développement*,

– le 3e concerne les **produits détergents destinés aux industries alimentaires**, secteur où nous sommes leader ; il convient à un ingénieur chimiste ou biochimiste ayant acquis, de préférence, une première expérience en industrie agro-alimentaire,

– le 4e, basé près de Colmar, concerne les **produits cosmétiques** ; il peut convenir à un ingénieur chimiste débutant, physico-chimiste de préférence.

La connaissance de l'allemand est exigée ; des notions d'anglais *seraient appréciées.*

Les titulaires de ces postes seront appelés à effectuer des déplacements de courte durée.

Merci de nous adresser votre candidature en précisant le poste choisi (réf. 2001 M), à :



Direction des Relations Humaines - BP 111
94250 GENTILLY

HAVAS CONTACT

1.000 personnes, 1,2 milliard de Francs d'encaissement, présent sur tout le territoire national et à l'étranger, notre GROUPE D'ASSURANCES, dans le cadre de son expansion, recherche pour son siège social **UN INGENIEUR SYSTEME CONFIRME** qui sera notre

Responsable de la production informatique

(basé Strasbourg)

Sous la responsabilité du Directeur Informatique, vous dirigerez dans un premier temps l'équipe système, puis **très rapidement** dans le cadre d'une large délégation, vous serez le Responsable des implantations, des développements et de l'exploitation des matériels et logiciels de notre important centre informatique (2 X DPS8 - 10 mini 6 - 300 terminaux - France et étranger - réseau télématique et bureautique conséquent).

Ingénieur diplômé ou équivalent, vous maîtrisez *parfaitement* les systèmes BULL.

Votre ambition de vous situer en permanence au "Top Niveau" technologique alliée à des qualités de contact évidentes vous permettront de réussir vos projets.

Vous saurez nous convaincre du niveau de votre rémunération.
Nous coordonnons cette recherche avec le Cabinet Bernard Julhiet Psycom et nous vous remercions de lui adresser votre dossier (lettre, CV, photo) sous référence 5107 M. 4 quai Kléber - 67056 Strasbourg Cedex.



Bernard Julhiet Psycom ALSACE

JOURDAN



CREDIT AGRICOLE DE L'ORNE

recherche

Organisateur H/F

Fonctions : assurer auprès des agences et des services du siège un rôle de diagnostic, de conseil, d'animation et d'assistance sur le plan de l'organisation.

Formation : études supérieures avec spécialisations "technique d'organisation", connaissances en informatique et statistique appréciées. Expérience souhaitée : 3 ans dans une fonction similaire, secteur secondaire ou tertiaire.

Profil : capacités d'observation et de synthèse, aptitudes pédagogiques et sens de la négociation.

Adresser candidature manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel de la C.R.C.A.M. de l'ORNE
52, Bd du 1er Chasseurs - BP 60 - 61002 Alençon Cedex





RHONE-ALPES

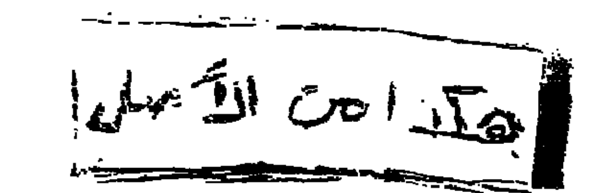
Ingénieur de projet

électronique, informatique, automatique

Vos connaissances et votre éventuelle première expérience nous intéressent.
Dans le cadre de l'automatisation intégrale du métro de LYON, le poste de commandes centralisées doit être reconfiguré.
Vous participerez aux études fonctionnelles *sur le trafic et sur la* maintenance. Vous aurez à juger les matériels et techniques de transmission et traitement de données les mieux adaptés. Vous suivrez et coordonnerez les études chez les constructeurs, puis piloterez l'installation et la mise en service sur le site. Un projet passionnant vous attend pour les cinq prochaines années.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV et photo) sous référence 837 à Joëlle KHUAT DUY qui vous aidera dans cette recherche

HAY *Managers* 94, rue Servient - 69003 LYON





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SIEMENS

recherche pour son département Technique Médicale à Tours

un Ingénieur de Maintenance

pour installations, mises en service, maintenance préventive et dépannages d'appareillages d'imagerie nouvelle (type scannographe RX, RN, Radiologie numérisée, etc...)

Diplômé en électronique, avec si possible une spécialisation en informatique.

La connaissance de l'allemand est souhaitée, celle de l'anglais **est indispensable.**

Une formation complémentaire en Allemagne sera assurée.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier de candidature sous la référence 1260/M à :

Département du Personnel
35 rue George-Sand
37000 TOURS

Siemens S.A.

Responsable Administratif et Financier... Antiroutine

En Isère

Votre diplôme (ESSEC, ESCP, IEP...) et/ou le DECS complet, conforté par votre expérience d'une dizaine d'années en Cabinet ou en PME, font de vous un généraliste de la fonction, en connaissant bien les difficultés et les ficelles.

Notre DG, à qui vous rendez-compte, vous propose de prendre la responsabilité des aspects comptables, financiers, administratifs et informatiques de la fonction. Nous voulons recruter un **professionnel** qui allie **rigueur** et **modernisme** et sache aller au-delà des procédures classiques ou plan-plan pour atteindre ses **objectifs**. Il anime une équipe compétente.

Un dernier mot : nous sommes filiale d'un groupe français de renommée internationale et réalisons 55 MF de CA presque en totalité à l'export ; les clients qui achètent nos matériaux techniques pointus sont les grands noms de l'électronique, de l'aéronautique... américaine, japonaise, européenne...

Aussi parlez-vous bien anglais et pouvez effectuer de courts voyages, notamment à Paris.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 417 M à notre Conseil, Alain LEROUX.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN



PECHINEY

Jeune Ingénieur ECP, Mines

Venez développer les métaux de l'an 2000 dans notre centre de recherches avancées en Savoie

La Compagnie Européenne du Zirconium, **CEZUS**, (1000 personnes, 800 MF de CA dont 75% à l'export) est le n°1 mondial de la production et de la vente du Zirconium dont elle maîtrise, grâce à un procédé unique au monde, l'ensemble de la chaine technologique. Mais elle doit aussi à ses Ingénieurs de Recherche d'être l'un des leaders pour les alliages et métaux tels que le Titane, le Tantale, le Hafnium...

Avec nos équipements de pointe (appareils de mesure, informatique...) et votre savoir-faire, vous prenez en charge des projets complets concernant tant les produits (améliorations et développement) que les moyens à mettre en oeuvre pour les fabriquer industriellement.

Si vous êtes Ingénieur diplômé, débutant ou avec une première expérience acquise en laboratoire d'étude ou de contrôle métallurgique et que vous souhaitez vivre dès aujourd'hui au XXIème siècle...

Merci d'adresser votre candidature s/réf.415 M à notre Conseil, Alain LEROUX

SODERHU,
22 rue Saint Augustin,
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Responsable organisation et informatique

Une entreprise strasbourgeoise de plus de 1 000 personnes et de forte notoriété recherche un jeune cadre expérimenté pour réorganiser ses importants services administratifs et de gestion commerciale, et mettre en œuvre un nouveau plan informatique de longue durée. Rattaché à l'équipe de direction il sera très autonome dans sa tâche et devra faire la preuve de sa capacité à animer une équipe. Nous recherchons un homme de plus de 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, si possible d'une grande école de gestion, ayant entre 5 et 10 ans d'expérience en organisation d'entreprise, en gestion informatisée d'une structure importante, ou à la tête d'un service d'études informatiques. Une expérience en cabinet de conseil en organisation serait appréciée. La rémunération annuelle dépassera 250.000 francs si l'expérience le justifie. De réelles perspectives de carrière existent dans l'entreprise. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/6255M



3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Attaché de clientèle banque

200.000 F

Strasbourg - clientèle déposante - Une importante banque française établie de longue date et possédant un réseau régional et international résolument orienté vers le service à l'entreprise et à l'investisseur recherche un attaché de clientèle pour l'activité "clientèle déposante et gestion de patrimoine" de sa succursale de Strasbourg. Placé sous l'autorité immédiate du directeur de la succursale, il sera en relation permanente avec les différents services locaux et du siège parisien et aura pour mission principale de prospecter la clientèle potentielle (cadres, professions libérales, administrateurs de biens, associations, etc.) tout en gérant de façon autonome son portefeuille de clients. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 27 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type IEP, grandes écoles commerciales, de gestion ...) ou possédant une formation bancaire équivalente, ayant acquis une expérience d'environ cinq ans dans la banque et connaissant bien le secteur clientèle déposante. La connaissance de la région serait un atout supplémentaire. Ecrire à R. SPIELER en précisant la référence A/6312M

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Nous faisons partie d'un groupement national en constant et régulier développement et recherchons

RESPONSABLE D'EXPLOITATION TRANSPORT ROUTIER

(Département 26)

Véritable patron sachant gérer, organiser, diriger, nous souhaitons rencontrer un candidat ayant une expérience d'au moins 5 ans pour maîtriser l'exploitation, il est exigé une très bonne aptitude au commandement. Notre image de marque est excellente, fondée sur le dynamisme.

Adresser candidature lettre avec C.V., réf., photo, prétentions, disponibilité, en précisant sur l'enveloppe la réf. 7923, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e.

INFORMATION TELEPHONEE

jeune ingénieur process
traitement de l'eau

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs de Chimie ou de Génie Chimique.
Vous avez acquis une expérience de 2 à 5 ans dans la production, l'ingéniérie, la mise au point de nouveaux procédés de fabrication de produits chimiques.

DUOLITE INTERNATIONAL, fabricant de produits utilisés dans le traitement de l'eau, vous propose de remplir les fonctions d'ingénieur process à son usine de CHAUNY dans l'Aisne.

Si vous répondez à ce profil, nous vous invitons à prendre connaissance d'une information complémentaire sur notre Société et sur les missions qui vous seront confiées en appelant sous référence 500 le 609.95.95.

Votre dossier de candidature devra être adressé sous même référence à
DUOLITE INTERNATIONAL
Direction du Personnel
B.P. 8 - 94402 VITRY-SUR-SEINE CEDEX.

pour mieux s'informer
609.95.95

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

---

ingénieur projet
(B.E.)
COMPOSANTS ELECTRIQUES

l'electricfil

LYON - Leader européen dans la fabrication de composants électriques et électroniques destinés à l'industrie automobile et consacrant plus de 5% de son C.A. au développement de nouveaux produits, nous avons entrepris une diversification dans d'autres secteurs industriels. Nous recherchons aujourd'hui un Ingénieur Projet pour lui confier au sein de notre bureau d'études (comprenant actuellement 3 ingénieurs et 9 Techniciens), la responsabilité du développement des capteurs. Il assurera leur définition technique, la mise en œuvre des essais fonctionnels et d'endurance afin de garantir leur fiabilité. Il mènera à bien la recherche appliquée débouchant sur l'élaboration de futurs produits. En relation avec les fournisseurs, il proposera toutes mesures à même d'améliorer la compétitivité et la qualité des produits. Très autonome dans sa tâche, il sera rattaché au Directeur Technique et aura des contacts constants avec les services Méthode et Industrialisation. Ce poste s'adresse à un Ingénieur Grandes Ecoles (Centrale, INSA, ou équivalent). Possédant une expérience industrielle d'au moins 3 ou 4 ans, il aura la polyvalence d'un généraliste avec des connaissances expérimentales dans le domaine électrique et électronique. La pratique de la langue allemande (ou anglaise) est nécessaire.

Merci d'envoyer votre candidature sous référence 1140-M à notre Conseil RÉALISE, B.P. 2233, 69213 LYON Cedex 02 qui nous assiste dans cette recherche (totale discrétion).

Association nationale à vocation culturelle (patrimoine), située au MONT-SAINT-MICHEL, souhaitant développer son activité de formation de guides dans les monuments historiques, crée le poste de

RESPONSABLE DES STAGES

(homme ou femme).

Sa mission sera, sous l'autorité du directeur de l'association :
— D'assurer la promotion du centre de formation auprès des propriétaires publics et privés de monuments historiques et des agences de voyages ;
— De participer à l'organisation du programme annuel d'activités ;
— D'élaborer les programmes de stages en liaison avec les intervenants et les organismes sous-traitants ;
— D'assurer la mise en place des stages — négociations de contrats, recrutement et information des stagiaires, hébergement et restauration... ;
— De suivre les stagiaires et évaluer les stages ;
— D'assurer le suivi juridique et réglementaire de la F.P.C.

Le(a) candidat(e) devra avoir une formation supérieure, posséder une expérience de conseil en formation et pourra se déplacer en France.

Rémunération annuelle brute : 120 000 F.

Poste à pourvoir en novembre.

Adresser les candidatures à : Monsieur le conservateur du Mont-Saint-Michel, ancienne abbaye, B.P. 22, 50116 Le Mont-Saint-Michel.

L'I.N.R.S. - NANCY recherche

1 FORMATEUR(TRICE)

généraliste de haut niveau, chargé(e) au sein d'une équipe :
— de concevoir des aides pédagogiques en matière de sécurité, d'ergonomie, de conditions de travail ;
— de les tester par des stages expérimentaux en entreprise ;
— de former les formateurs appelés à les utiliser.

FORMATION : ingénieur diplômé ou doctorat. Expérience industrielle nécessaire. Expérience de formation des adultes importante.

LIEU DE TRAVAIL : NANCY. Déplacements assez fréquents.

A titre indicatif, pour un ingénieur disposant de 6 années d'expérience professionnelle, le traitement brut annuel ne serait pas inférieur à 220.000 F.

Les candidatures devront être adressées à :
Monsieur J.-F. SAUGIER
Chef du département personnel relations sociales
I.N.R.S.,
30, rue Olivier Noyer,
75680 PARIS CÉDEX 14.

URGENT CHERCHE PROFESSEUR LETTRES
clas. mini. DEUG, CES Authon-du-Perche, 50 km Chartres, poss. logt 16 (37) 49-01-61.

Société ingénierie internationale ovine et caprine, pour remise à jour fichier experts, RECHERCHE : agro-économistes, vétérinaires, ingénieurs ovin et caprin. Adr. c.v. : PROSEMOC, 57 bis, boulevard Béranger, 37000 Tours.

Filiale d'un puissant groupe industriel, notre société est spécialisée dans la conception et la fabrication d'armements aéronautiques et terrestres. Nos moyens d'études et d'essais très avancés nous permettent d'être compétitifs à l'exportation où nous réalisons 70 % de notre chiffre d'affaires et de développer des programmes d'études en coopération internationale. Nous recherchons :

Ingénieur d'études Sup'Aéro

Il intègrera au sein de notre direction technique, une équipe d'études aérodynamiques. Il réalisera lors de la conception de projectiles ou de missiles, des prévisions de performance qu'il vérifiera ensuite, au moment des essais. Il interprétera et analysera les résultats. Diplômé d'une école d'ingénieurs en aéronautique, vous avez acquis au cours d'une première expérience de trois ans de solides connaissances en aérodynamique. Nous vous proposons de rejoindre notre groupe où vous pourrez faire carrière. La connaissance de l'anglais est indispensable. Le poste est basé en région orléanaise. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence S/8039M

Gestionnaire de programme
ENSI + IAE

Dans le cadre d'un projet très important où nous sommes partenaires des Etats-Unis, nous créons un poste d'adjoint au responsable de la gestion du programme. Il sera chargé du contrôle des coûts en fonction du budget imparti et fera des prévisions pour planifier les dépenses. Il disposera d'un outil informatique. Il sera l'interlocuteur des services d'études et des services achats de la société mais également des sous-traitants français et étrangers. Vous avez une formation d'ingénieur complétée par un cycle de gestion (IAE, ISA...) ou éventuellement une école de commerce. Vous parlez anglais couramment. Vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience de la gestion de programme, la taille de notre groupe nous permet de vous offrir de réelles possibilités d'évolution ultérieure. Le poste est basé en région orléanaise. Ecrire à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence S/8040M

PA

3, rue de Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Pour bureau d'études mécaniques

...tante société de construction mécanique recherche

Ingénieurs mécaniciens concepteurs

...gés dans un premier temps de suivre l'évolution des techniques d'...age et de construction, de proposer de nouvelles solutions et de ...eiller les clients.

...MATION : Ecole d'Ingénieurs Mécaniciens.

EXPERIENCE : 3 à 5 ans en bureau d'études, de préférence dans un ...ur proche de la machine-outil.

Connaissance en calculs de structures par éléments finis, ou expérience ... souhaitée.

...s à pourvoir dans la région Rhône-Alpes.

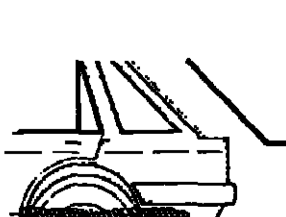
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 134/LM, à MEDIA P.A. RHONE-ALPES - 72, av. Jean-Jaurès - 69007 LYON, qui transmettra.

MEDIA PA





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



DIVISION AUTOMOBILE

LE GROUPE LUCHAIRE
recherche pour son usine de
CREZANCY (02)

ingénieur

chargé du pilotage de projets **D'AUTOMATISATION** et de **ROBOTISATION** de ses ateliers d'usinage, un atelier flexible étant en cours d'installation dans cette usine.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur diplômé, possédant une première expérience des méthodes d'usinage et de la robotique.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions, en précisant la réf. I.C. à :
LUCHAIRE S.A.
Direction des Relations Humaines
180, bd Haussmann - 75382 PARIS Cedex 08

GROUPE LUCHAIRE

Pierre Lichau S.A.

L'I.N.R.S. recrute

TECHNICIEN(NE) EMBRYOLOGIE

Les candidats du niveau maîtrise devront justifier d'une expérience de plusieurs années dans le domaine de l'embryologie.

Ce poste basé au Centre de Recherche de NANCY sera précédé d'un stage d'environ un an à PARIS.

Salaire annuel brut: 130.000 F minimum.

Ecrire avec C.V. et photo, à Monsieur LEMAITRE CENTRE DE RECHERCHE
Avenue de Bourgogne
54501 VANDŒUVRE CEDEX.

IMPORTANT ORGANISME RÉGIONAL DE SERVICES, RECHERCHE

2 ASSISTANT(E)S COMMERCE INTERNATIONAL

Rattachés directement aux responsables :
– de la zone Europe, pour l'un,
– de la zone Asie, pour l'autre.

Vous serez chargés de prospecter régulièrement les entreprises concernées par ces zones.
Vous participerez à la préparation et à la mise en place d'actions de prospection individuelles ou collectives, et à l'organisation de l'accueil des acheteurs et visiteurs professionnels en provenance de ces pays.

De formation supérieure ESC, IAE ou équivalent (spécialisation commerce international),
accompagnée d'une première expérience de la prospection à l'étranger, vous avez de réelles aptitudes pour le dialogue, l'organisation et une forte motivation pour la vente internationale.

ZONE EUROPE : Anglais – Allemand courant. Italien souhaité.

ZONE ASIE : Anglais courant, langue orientale appréciée (Japonais- Chinois).

POSTES BASÉS À LYON.

Merci d'envoyer lettre de candidature + C.V. + photo + prétentions sous réf. 28736/LM, à : HAVAS-CONTACT, 11, rue du Président-Carnot, 69002 LYON, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE
recherche
Pour son Agence de SAINT-NAZAIRE (20 personnes)

ADJOINT AU DIRECTEUR

Vous souhaitez vous orienter vers une fonction permettant d'exprimer largement votre goût des contacts, votre sens des responsabilités et votre dynamisme. Agé d'environ 30 ans, après une formation supérieure, votre intérêt pour le milieu bancaire s'est déjà traduit par une expérience réussie de *4 à 5 ans minimum, agrémentée de diplômes professionnels.* Dans tous les cas, vous avez un vécu d'organisateur, vous êtes un homme d'analyse, de synthèse et savez faire preuve de créativité. Ce poste, évolutif, est une excellente opportunité de carrière pour un candidat possédant de réelles dispositions commerciales, le sens du management et de la communication.

Adressez candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à la CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE
Service du Personnel - La Garde - Route de Paris - 44076 NANTES Cedex

CRÉDIT AGRICOLE *Le bon sens près de chez vous.*

---

legrand

leader européen de l'appareillage électrique d'installation (12 000 personnes) recherche ***pour son unité de Normandie***

ADJOINT AU CONTROLEUR DE GESTION H/F

Formation supérieure: Sup de Co option finances-comptabilité ou BTS/DUT possédant DECS.
Expérience de 3 à 5 ans de comptabilité et contrôle budgétaire en milieu industriel.
Intégré à l'établissement de Normandie, il renforcera l'équipe en place, et assurera le développement du contrôle de gestion et la supervision du service comptabilité d'une unité de production décentralisée.
Basé à proximité de Rouen, le poste nécessite des déplacements fréquents et réguliers.
Réelles possibilités d'évolution dans le cadre du groupe.
Envoyer dossier de candidature complet (lettre man. CV, photo et prétentions) à M.A. Duval, Service Central du Personnel rue Paul Nouel 76770 MALAUNAY.

Nous prions les **lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.**

BANQUE RÉGIONALE
(région Rhône-Alpes)
recherche :

ORGANISATEUR

(Formation BAC + 3 ou 4)
- prêt à rejoindre équipe *dynamique ;*
- soucieux de productivité ;
- bon banquier ;
- esprit de synthèse ;
- sens des relations ;
- familiarisé avec l'informat.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 3706 M à :
OCBF SERVICES,
66, rue de la Chaussée-d'Antin,
75009 PARIS.



Jeune ingénieur développement procédés.

Région TOURS

Dans cette Unité de 200 personnes, nous fabriquons en particulier des courroies de transmission pour l'automobile et l'industrie.
Notre jeune Ingénieur (ENSAM, ENS Mécanique) aura la responsabilité de :
- *l'amélioration des procédés existants,*
- la définition, le choix et la mise en route de nouveaux matériels.

Nous cherchons un homme de proposition, de dialogue (contacts permanents avec les bureaux d'études, les fournisseurs et les services internes de l'Usine et du Groupe) et un réalisateur.
La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Adressez C.V. à HUTCHINSON S.A. sous réf. M 1410 Département Recrutement 2, rue Balzac 75008 PARIS.

hutchinson

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



recrute pour son Centre de Recherches dans la Région Parisienne
Jeunes Ingénieurs Chimistes titulaires d'un Doctorat en physico-chimie des solutions du solide pour

Postes Recherches et Développement en Synthèse des Matériaux Inorganiques

Jeunes Ingénieurs Chimistes titulaires d'un Doctorat en chimie macromoléculaire pour

Postes Recherches et Développement en Synthèse des Matériaux Polymères

Jeunes Ingénieurs, Ecoles Centrale, Mines, Arts et Métiers, Physique et Chimie de Paris pour

Postes Recherches Applications des Matériaux Polymères

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions, sous référence 10 537 M, à notre Conseil :

bac **Personnel conseil**
86, rue de Lille 75007 PARIS
CSNCR

La monétique et Aster Boutillon : de nouveaux marchés, une expansion continue.

Aster Boutillon, département de Paymatec Schlumberger, affirme sa volonté de développement *sur le marché des paiements et transactions électro*niques. Son expansion passe par la recherche de nouveaux partenaires commerciaux et l'étude de nouveaux types de prestations.
Nous désirons confier cette mission à un

Ingénieur électronicien

Grande Ecole (ESE, ENST, Centrale...)

Développement Marketing

agé de 30 ans environ, qui saura mettre son expérience commerciale de la maintenance électronique au profit de notre développement. Imaginatif, ambitieux et mobile, son aptitude à convaincre une clientèle diversifiée, lui permettra d'évoluer et de se développer à notre rythme au sein d'un Groupe International. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Le poste est basé à Montrouge.

Merci d'adresser CV, sous réf. 1410, au Service du Personnel, ASTER BOUTILLON, 12 Place des Etats-Unis, 92541 Montrouge Cédex.

PAYMATEC
Schlumberger

TELECOMMUNICATIONS

Nous sommes un grand groupe français de télécommunications et nous proposons aujourd'hui à

2 Jeunes ingénieurs économistes

de rejoindre notre service Etudes et Prévisions.

Pour le premier poste, votre mission, allant de la réflexion méthodologique aux applications informatiques, vous permettra de valoriser vos compétences en économie d'entreprise et en économie publique. *réf. M1/3074*

Pour le second poste, vos connaissances en modélisation économétrique ainsi qu'une première expérience professionnelle dans ce domaine vous seront nécessaires pour la conception de modèles de prévision et leur application *informatique.* *réf. M2/3074*

Pour ces deux postes, vous participerez à l'élaboration de la stratégie du groupe et au suivi de sa gestion au sein d'une équipe de 30 personnes.
Le secteur d'activité du groupe, très porteur, et nos moyens informatiques et financiers très importants vous permettront de vous passionner pour votre métier.
Une formation ENSAE *(1re division)* ou Grande Ecole + *formation en économie/économétrie est exigée.*

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence choisie à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

---

2 JEUNES CADRES

DIRECTION DES RELATIONS DU TRAVAIL



Groupe industriel français, 3600 pers., 11 filiales France et étranger en expansion continue et à la pointe des technologies nouvelles, nous souhaitons enrichir notre structure et nous recrutons 2 jeunes cadres.

RECRUTEMENT
***FORMATION INFORMATION* COMMUNICATION**

Il sera chargé de certains recrutements, de l'organisation d'actions de formation et de la mise en place d'un plan d'informations. Une 1re expérience du recrutement est souhaitable. Formation Bac + 3. (Référence 4884 A)

ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Responsable de l'administration de Personnel du siège (700 pers.). Il sera chargé des relations avec les partenaires sociaux, de certaines interventions en matière prud'hommales et du suivi des recrutements et des actions de formation. Formation juridique supérieure + expérience réussie en milieu industriel. (Référence 4884 B)

Les 2 candidats choisis seront dynamiques, ouverts et aimeront les contacts. Ils sauront ainsi s'intégrer à une équipe jeune et enthousiaste.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence correspondante à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Notre groupe spécialisé dans les moyens de paiement présents et futurs poursuit son expansion dans la Monétique.

Nous recherchons pour l'une de nos filiales

1 Responsable d'affaires

Interface auprès de notre clientèle à laquelle vous apporterez conseil et assistance, vous deviendrez rapidement l'un de ses interlocuteurs privilégiés.

De formation supérieure, vous avez déjà acquis une expérience confirmée qui vous a permis de développer soit vos qualités d'études, soit vos facultés d'organisation, soit votre sens commercial. Réf. 465M

3 Chargés d'études organisation

Vous viendrez renforcer l'action de nos responsables d'affaires et assurerez l'interface entre notre clientèle et nos services techniques.

De formation supérieure, scientifique ou commerciale, vous possédez 3 ans d'expérience en tant qu'organisateur ou informaticien au sein d'une SSII, d'une banque ou chez un constructeur. Réf. 466M

Pour ces postes, basés à Paris, nous offrons à des candidats motivés et prêts à s'investir, de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'écrire sous référence choisie à A.L. CONSEIL, 102, Bd. Malesherbes 75017 PARIS que nous avons chargé de cette mission et qui vous garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Responsable des achats

Banque

Marne la Vallée. Cette Banque française est en pleine expansion. Dans le cadre de sa réorganisation et de la mise en place d'un plan de développement ambitieux, elle crée la fonction Achats. Elle recherche son Responsable des Achats.

Dépendant de la Direction des Services Généraux, il a en charge toute la gestion des achats; il enregistre, précise et contrôle les différents services de la banque en matière de fournitures ou d'investissement, procède aux appels d'offres, choisit les fournisseurs, négocie, rédige et signe les contrats, fixant et faisant respecter les conditions d'achats (quantités, prix, procédures de commandes, étalement des livraisons, modes de paiement, clauses de pénalité...); il documente et tient à jour son catalogue des fournisseurs, vérifie la qualité des produits ou prestations et s'efforce de satisfaire au mieux les besoins des services utilisateurs.

Le candidat, âgé d'au moins 35 ans et de bonne formation générale, est un homme de terrain, possédant au moins 5 ans dans la fonction Achats, si possible, dans le secteur tertiaire. Il est un négociateur rigoureux, organisé, de bon contact ainsi qu'un gestionnaire fiable et bien documenté.

Ecrire avec C.V. et prétentions à B. Beaunoir sous réf. P104/M,

SM SEMA•SELECTION 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Membre de Syntec

Jeunes ingénieurs EFP, A et M, chimie

HAY FRANCE

Premier producteur national de papier journal, notre entreprise met en œuvre actuellement un programme très ambitieux de renouvellement de son outil industriel, en vue d'optimiser ses conditions d'exploitation : un plan d'investissement important, et le savoir-faire des meilleurs spécialistes européens, doivent l'amener dans les prochaines années à un très haut niveau de compétitivité internationale.

Nous recherchons des jeunes ingénieurs intéressés par ce « challenge » et souhaitant évoluer dans une activité en pleine mutation...

Les postes à pourvoir sont basés en Normandie :

- **INGENIEURS « PROCESS »** (EFP ou A et M...)
  Rattachés aux services de Technologie des Usines, leur rôle consistera à rechercher des solutions aux problèmes techniques et à faciliter l'introduction des nouvelles technologies (études de faisabilité, information et formation du personnel...). (Réf. 85051/LM)
- **INGENIEUR B.E.** (A et M, INSA mécanique...)
  Dans le cadre de l'Exploitation courante de l'Usine, ce cadre devra prendre en charge et conduire les études concernant les travaux neufs (machines ou bâtiment) et les améliorations proposées par les services concernés. (Réf. 85052/LM)
- **INGENIEUR CONTROLE/QUALITE** (génie chimique ou EFP option chimie)
  Après **formation spécifique** (1 an 1/2 minimum), il sera responsable du laboratoire pour la formation des sauces de couchage et leur application sur les machines à coucher. (Réf. 85053/LM)

Une première expérience (même très courte) dans une entreprise industrielle serait souhaitable pour l'un ou l'autre des postes offerts, mais l'engagement personnel et le goût de la réussite sont des conditions indispensables pour tous ces postes.

Envoyer votre candidature avec C.V., photo et prétentions de salaire, s/réf. choisie, à notre Conseil :

Sonia Lipszyc
HAY Managers 13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

MEDIA PA

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Une société française leader, performante et en expansion, ayant plusieurs établissements industriels, propose plusieurs postes à des candidats de valeur, capables de jouer un rôle moteur dans l'efficacité et le développement de l'entreprise.

• Responsable ingénierie premier plan

Rattaché au Directeur Industriel, il sera chargé du développement, de la modernisation et de l'expansion de l'outil industriel :
- étude technique et économique des projets,
- définition des matériels, appels d'offre, négociation avec les fournisseurs,
- pilotage des réalisations jusqu'au démarrage des installations,
- optimisation de l'utilisation de l'outil industriel,
- réduction des coûts industriels.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ECP, Mines, AM, ENSIA... ayant environ dix ans d'expérience fabrication et travaux neufs, acquise dans des secteurs de production de grande masse.
Ses qualités de dynamisme et son sens du progrès lui permettront de maintenir le groupe à l'avant-garde de la technologie.
Poste à Paris. **référence ZJ 207 AM**

• Responsable des matériels et équipements

Au niveau de l'ensemble de la société, il sera chargé :
- d'animer et de coordonner la gestion de l'outil industriel : politique d'entretien, suivi de la maintenance sur les plans techniques, budgets, coûts ; transfert de matériels, expertises techniques,
- de participer à l'adaptation et à l'amélioration des installations ainsi qu'à la réalisation d'équipements nouveaux.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé AM, INSA, ENSI... ayant 2 à 3 ans d'expérience en entretien, travaux neufs ou gestion de parcs, témoignant de solides compétences techniques alliées à de réelles qualités de gestionnaire.
Poste à Paris. **référence KA 208 AM**

• Chef de service gestion de production

Au sein de la principale usine, il sera chargé :
- d'établir les programmes de production à partir des données commerciales et d'en contrôler la réalisation en réalisant des séries économiques, en optimisant l'utilisation des installations et en minimisant les stocks,
- de définir, créer, gérer les stocks de produits finis, en prenant en compte les flux inter-usines,
- d'effectuer les lancements de fabrication.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, ayant une expérience en gestion de production et témoignant de qualités marquées d'organisation et de contact.
Poste : banlieue immédiate nord-ouest Paris. **référence LB 209 AM**

• Chef atelier de conditionnement

Au sein de la même usine, il dirigera un atelier important (100 personnes) en s'attachant à améliorer la productivité et la qualité. Il participera étroitement à la gestion de son personnel.
Ce poste conviendrait à un candidat niveau ingénieur, ayant une solide expérience en fabrication (5 à 10 ans), organisateur, animateur et d'excellent contact.
Poste : banlieue immédiate nord-ouest Paris. **référence MC 210 AM**

• Ingénieur responsable de la logistique potentiel : directeur de production

Au sein d'une importante division, qui se dote de moyens nouveaux de production et d'expédition, il sera chargé, dans un premier temps :
- de l'implantation d'un entrepôt important,
- de la mise en place d'un système automatisé de gestion des stocks, en liaison avec un cabinet extérieur.

Dans un deuxième temps, tout en demeurant le responsable opérationnel de la logistique, il se préparera à succéder au Directeur de production.
Ce poste conviendrait à un ingénieur, ayant environ 5 ans d'expérience opérationnelle (une expérience logistique serait vivement souhaitée), témoignant de solides qualités d'animateur et d'organisateur.
Poste : banlieue immédiate nord-ouest Paris. **référence OE 211 AM**

Membre de Syntec

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

Nous recherchons pour participer à l'expansion de notre DIRECTION COMMERCIALE dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES - PARIS 13me

Chefs de zône export

Ingénieurs diplômés, vous avez acquis une expérience confirmée dans le domaine des systèmes de Transmissions ainsi que de réelles aptitudes à négocier des Contrats de haut niveau.
Nous vous confierons la responsabilité d'une zône géographique (INDONESIE, EUROPE, AFRIQUE de l'EST, AFRIQUE francophone...) pour la commercialisation de faisceaux hertziens et de matériels de transmission.

Ingénieur T.C. export

En liaison avec votre Chef de Zône, vous participerez aux négociations et préparerez les propositions techniques répondant aux appels d'offres internationaux concernant l'élaboration des projets «Faisceaux hertziens» ou «matériels de transmission».
Formation : Ingénieur Electronicien.

Ingénieurs « produit » et « projets »

Ingénieur Electronicien de formation, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans soit en faisceaux hertziens soit en transmission téléphonique.
Vous vous joindrez aux Ingénieurs du Service pour suivre le développement des produits ou pour intervenir à tous les stades d'un projet (proposition, réalisation, recette), en liaison avec les autres services impliqués dans sa réalisation (laboratoires, usines, essais, etc...).

Pour tous ces postes une parfaite maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. - Direction du Personnel - 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

TRT *L'une des premières Sociétés Françaises d'Electronique Professionnelle réalisant à l'exportation plus du tiers de son C.A.*

BULL SYSTEMES

pour renforcer les équipes d'études et de développement qui constituent son atout principal dans la compétition du marché informatique, recherche des

INGENIEUR LOGICIEL

C'est dans le domaine spécifique du **LOGICIEL DE BASE** qu'ils exerceront leur activité : système, télécommunications, bases de données, interactif et transacionnel.
Ils participeront aux divers stades de la réalisation des produits : architecture, développement, intégration, qualification, maintenance.

Diplômés Grandes Ecoles ou 3e cycle universitaire, ils posséderont des connaissances de base en informatique, acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.

Ils seront rattachés à notre établissement de PARIS 20e ou à celui de LOUVECIENNES (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 107 M à

Gérard GOYER
Cii Honeywell Bull.
PC 1L 009 D
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



SODETEG

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ÉDUCATION-FORMATION

Au sein d'une des plus importantes Sociétés d'ingénierie française, notre département intervient d'une manière opérationnelle dans la réalisation d'études, la planification, la mise au point de structures de développement tant en France qu'à l'étranger.
Nous recherchons de nouvelles compétences :

2 CHARGÉS D'AFFAIRES

L'un sera responsable d'études diverses centrées sur le management public (méthodes de gestion et d'organisation des Administrations, audit et gestion des entreprises publiques, amélioration des procédures budgétaires...).

Le second devra concevoir et mettre en place des systèmes éducatifs, des opérations de formation ainsi que les structures matérielles nécessaires, essentiellement dans les pays en voie de développement.

L'autonomie dont ils bénéficieront, le niveau des contrats, l'importance des projets dont ils auront la charge supposent un haut niveau de formation (grandes écoles, 3e cycle universitaire...) et *une expérience significative dans les secteurs concernés.* (Réf. LM/1009)

INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORT

Au sein de notre équipe commerciale, il devra développer la vente de nos services à l'étranger, créer ses réseaux commerciaux, monter et suivre ses affaires.
Son expérience professionnelle, acquise au sein de Sociétés de conseil, d'ingénierie ou d'organismes de développement, lui permettra de justifier de compétences éprouvées dans la vente d'études et de produits intellectuels (dans les domaines techniques, économiques ou culturels). (Réf. LM/1010)

Pour tous ces postes, la pratique de langues étrangères (anglais+espagnol ou portugais...) et une grande mobilité constituent un atout majeur. Les rémunérations proposées, en fonction du caractère opérationnel des candidatures, seront motivantes.

Merci d'écrire en précisant la référence du poste choisi à Ch. SANCHEZ – SODETEG – 9, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.



THOMSON
INDUSTRIE ET INGÉNIERIE

HAVAS CONTACT

THOMSON SEMICONDUCTEURS
ADJOINT CHEF COMPTABLE

Nous sommes La Division d'une société industrielle de premier plan dans le domaine des technologies avancées.
Notre développement rapide repose en grande partie sur la croissance forte de notre marché (20 % en moyenne par an) et sur la qualité de nos structures et des hommes qui les composent. Nous proposons, à un Adjoint Chef Comptable, de nous rejoindre.

Vous assistez le Chef Comptable dans sa mission (comptabilité générale, analytique, trésorerie, bilan...).
De formation DECS, vous avez une expérience professionnelle de 5 ans minimum.
Votre performance vous permettra une évolution rapide, au sein de notre société. Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 79135/LM à M. SCHMITT – THOMSON SEMICONDUCTEURS – DCH – 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES réputée dans la **MAITRISE DES RISQUES**
intervenant dans les domaines de la qualité, de la fiabilité et de la sécurité,
dans tous les secteurs d'activité, recrute son

ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

Avec l'aide d'une équipe de spécialistes qu'il animera il sera chargé :
- *de définir et mettre au point des programmes d'assistance aux industriels,*
- d'assurer la maintenance des programmes existants, compte-tenu de l'évolution des besoins des industriels et des dispositions réglementaires,
- d'assurer le suivi du potentiel technique de la société : audit de procédures, programmes *de formation...*

Pour réussir dans cette fonction le candidat doit être ingénieur d'une grande école et *avoir une expérience industrielle d'au moins 5* ans en production ou en organisation de la sécurité.
Le poste est basé à PARIS et implique des déplacements de courte durée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 17666 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

RHÔNE-POULENC

recherche
pour les activités chimiques de ses Divisions à vocations internationales

CHIMIE DE BASE, MINERALE FINE ET SPECIALITES CHIMIQUES

Responsables de Relations Humaines

Il leur sera confié des postes dans d'importantes usines (500 personnes minimum). Différents niveaux de responsabilités sont offerts en fonction de l'expérience et du profil des candidats (30-35 ans minimum). De formation supérieure, Bac + 4 minimum, issus de grandes écoles d'ingénieurs, université de droit, sciences-Po, écoles de commerce et de gestion, *ils doivent* **ETRE EXPERIMENTES** en matière de **RELATIONS SOCIALES, d'INFORMATION-COMMUNICATION de DEVELOPPEMENT des RESSOURCES HUMAINES, d'ADMINISTRATION et GESTION DU PERSONNEL.**

Les Divisions chimiques de RHONE-POULENC, en forte progression en C.A. et en résultats, poursuivent une politique active de développement industriel associée à une politique de développement social. Elles offrent de réelles opportunités de carrière à des candidats de fort potentiel, autonomes, voulant prendre rapidement des responsabilités.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence M 18E à notre Conseil :
ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

amp

COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE-Soficam, filiale de CITIBANK
recherche pour son réseau d'agences

RESPONSABLES CLIENTELE D'ENTREPRISES PME-PMI

MISSION :
- prendre en charge une partie de la clientèle existante
- *développer le fonds de commerce par l'accroissement du courant d'affaires avec* cette clientèle et par la recherche de nouveaux contacts.

PROFIL :
Cadre H.F. 30 ans env. - Formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO, SC PO)
Une expérience de 3 ans minimum dans un poste similaire est nécessaire. La connaissance de l'anglais est impérative.

Ces postes sont à pourvoir à **Paris, Région Parisienne et province.**

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo Direction du Personnel - C.G.B. - Soficam - B.P. 704 - 75821 Paris Cedex 17.

CONTESSE

Digital Equipment France a progressé cette année de 45% pour atteindre un C.A. de 2,6 milliards de francs.

Plus de chiffre d'affaires s'est aussi plus de clients qu'il faut former à l'utilisation de nos matériels et logiciels.

Ingénieurs Formation Logiciel

Si vous avez le sens et le goût de la pédagogie, ces postes sont l'opportunité d'utiliser votre compétence informatique acquise en Développement et/ou Système.

Ce sera aussi pour vous l'occasion d'approfondir votre connaissance de nos techniques de pointe.

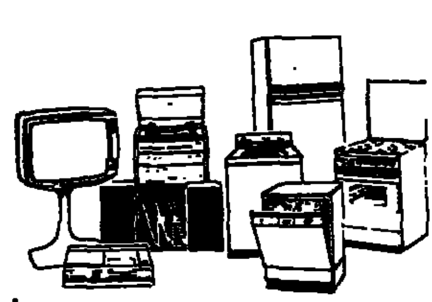
L'équipe Education (125 personnes), vous attend.

Adresser votre candidature sous réf. MON106 à Anne CHEVALLIER, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement, 2, rue Gaston Crémieux - B.P. 136 - 91004 EVRY Cedex.

Bougez, Vivez...

N° 2 mondial de l'informatique





L'APRES-VENTE : UN TREMPLIN POUR VOTRE ÉVOLUTION

SAVEMA, la filiale après-vente (600 personnes – 33 MF de C.A.) de THOMSON GRAND PUBLIC, développe ses structures par lignes de produits. Dans ce cadre, elle recherche des

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Rattachés à nos services techniques (220 personnes), vous participerez à la détermination et à la mise en oeuvre de la politique d'après-vente (suivi qualité, méthodes et moyens de réparation, collaboration avec les usines et les laboratoires de recherche...) de la gamme de produits au sein de laquelle vous exercerez vos fonctions.

Vous êtes attirés par les produits télévision et/ou vidéo et avez les qualités pour animer une équipe d'une quinzaine de techniciens.

Votre évolution se fera au sein de l'entreprise ou du Groupe qui propose de réelles opportunités de carrière.

Lieu de travail : Saint-Denis, puis Cergy-Pontoise, été 1986.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence 81679 LM, à Bruno ERNST – Directeur du Personnel – SAVEMA – 166, rue du Landy 93200 SAINT-DENIS.

THOMSON
GRAND PUBLIC

HAVAS CONTACT



EN ORGANISATION

Le G.CAM - Société d'ingénierie informatique et systèmes d'information - filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, souhaite confier ce poste à un diplômé d'une Grande Ecole ou équivalent, doté de 2 à 3 ans d'expérience en Organisation.

Une connaissance de l'Informatique ou des collectivités locales est fortement souhaitée.

Si vous vous reconnaissez, ce rôle de conseil vous amènera à participer à des missions d'Audit, à réaliser des schémas directeurs informatiques et établir les cahiers des charges.

Merci d'adresser votre c.v. (et prétentions) sous référence 323 à Marie-Françoise ALETTI - G. CAM - Tour Maine-Montparnasse - B.P. 8 75755 Paris Cedex 15.

G.CAM

AXIAL publicité

هكذا من الأصل

Démonstrations machines
Conseils clientèle

Au nord de Paris, se situe l'agence commerciale d'une entreprise industrielle du Sud-Ouest de l'Allemagne, existante depuis plusieurs décennies et de renommée internationale. Fabriquant des machines d'usinage spécifiques et ultra-modernes qui sont utilisées dans presque toutes les industries, cette société, bien introduite sur le marché français, est un partenaire puissant.

Au sein de la filiale française, les services techniques présentent les machines aux clients, procèdent à des essais et forment également les collaborateurs en relation avec la clientèle. A cet effet, nous recherchons un

Technicien/ingénieur
en construction mécanique

Chargé de la démonstration et des essais des machines. Le candidat, de niveau technicien ou ingénieur, aura une solide formation d'outilleur, ainsi qu'une expérience approfondie dans le domaine des machines-outils et dans celui des presses d'injection pour matières plastiques. Ses connaissances en équipements mécaniques ainsi qu'en outillages lui permettront de conseiller efficacement les clients.

Cette fonction, de nature variée et intéressante, s'adresse à une personne de moins de 35 ans, de nationalité française et **parlant couramment allemand** (ou un allemand parlant couramment le français).

Veuillez vous adresser à M. Bernhard Magnus LICHTWER (conseiller) par téléphone (711) 221564 jusqu'à 17 heures ou envoyer lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae, photocopies des diplômes et certificats de travail en mentionnant vos prétentions. Confidentialité assurée.

Industrieberatung MEYER-MARK GmbH Stuttgart
Königstrasse 68, Postfach 891, D-7000 Stuttgart 1 (Allemagne)

MEYER MARK

Si vous n'êtes pas vous-même la personne que nous cherchons, peut-être la connaisez-vous !

CONTESSE

SGD

SAINT-GOBAIN DESJONQUÈRES, Société de la branche conditionnement en verre du Groupe SAINT-GOBAIN (l'un des premiers groupes industriels du monde), recherche des INGÉNIEURS DÉBUTANTS : X, Ponts, Mines, Centrale... pour :

PRENDRE RAPIDEMENT DES RESPONSABILITES OPERATIONNELLES ET DEVENIR PATRON DE PRODUCTION A 30 ANS

Projet ambitieux certes, mais que **SAINT-GOBAIN DESJONQUÈRES** (3 000 personnes, 1,5 milliard de Chiffre d'Affaires dont la moitié à l'exportation) peut vous permettre de réaliser si parallèlement aux compétences techniques qu'on exige de vous, vous avez le potentiel d'un homme de terrain et la mobilité géographique nécessaire.

La spécialité de **SAINT-GOBAIN DESJONQUÈRES** est l'étude, la fabrication et la vente d'emballages en verre creux de qualité, destinés à la pharmacie, la parfumerie, les cosmétiques. Le contexte est donc celui d'une industrie lourde, exigeante, en forte évolution, ayant fait des investissements considérables de modernisation, au personnel hautement qualifié et à la gestion rigoureuse.

Nous remercions les ingénieurs intéressés de nous adresser sous réf. M 37/212.X, leur dossier de candidature – CV + lettre expliquant leurs motivations – à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

JEUNES CADRES COMMERCIAUX

- Vous pensez qu'exercer une **fonction dans la vente** est indispensable pour compléter votre formation de base.
- Vous êtes intéressés par **les systèmes bureautiques** bénéficiant d'une technologie sophistiquée en pleine évolution.
- Vous souhaitez pouvoir évoluer au sein d'un Groupe International présent sur de nombreux marchés.
- Vous voulez avoir des responsabilités et pouvoir mesurer rapidement les résultats de votre action.



Jeunes diplômés HEC - ESSEC - ESCP

débutants ou possédant une première expérience réussie dans la vente, votre candidature nous intéresse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, C.V. photo à **KODAK-PATHÉ**
Direction Gestion des Cadres
8-26, rue Villiot - 75594 PARIS CEDEX 12

Important groupe français (30 000 personnes), de dimension internationale, leader sur son marché, recherche son

Assistant du directeur des ressources humaines

Il aura pour mission :
- la réalisation et la coordination des études,
- l'amélioration des outils de communication et d'innovation,
- le suivi et l'harmonisation des politiques de personnel Groupe,
- la participation à la mise en œuvre de nouvelles politiques sociales.

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 28 ans environ, de formation supérieure (ESC, IEP...) ayant une expérience d'au moins 2 ans de préférence dans la fonction Personnel.

Homme d'analyse et de réflexion, dynamique et innovateur, il sera aussi un homme de terrain, réaliste, qui saura faire passer ses idées.

Poste basé en proche banlieue parisienne Ouest.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence LM/287/APL à

Communiqué
9, Bd des Italiens. 75002 PARIS
qui transmettra.

Tout proche de la Publicité à Paris
Contrôle de Gestion
Un Jeune Adjoint

Un jeune adjoint, créatif, passionné par la gestion tout autant que par notre domaine, la publicité. Vous assisterez le Contrôleur pour des projets touchant à l'amélioration et à l'optimisation des systèmes de gestion et des procédures de la société : contrôle de gestion, trésorerie, montages fiscaux et juridiques, informatique.

Après une formation supérieure en gestion Sup de Co, Dauphine, et une première expérience (1 à 2 ans) en comptabilité/gestion, vous êtes prêt à vous investir dans une structure de taille moyenne, et vous avez un vif intérêt pour les systèmes informatiques.
Nous comptons particulièrement sur votre rigueur dans l'analyse des résultats et votre perspicacité dans le suivi des affaires.

Merci d'dresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. RVR M45010 à TEG, 113, rue de l'Université, 75007 Paris.

The Executive Group (France)
Management

DESSEIN

IBM

DIVISION INSPECTION
recherche JEUNES DIPLÔMÉS

INGÉNIEURS / MAÎTRISES H/F
• ÉLECTRONIQUE • ÉLECTROTECHNIQUE • ÉLECTROMÉCANIQUE

Pour ses activités d'intervention tout au long de la vie de nos grands et moyens ordinateurs chez nos clients :
- Mise en service - Assistance technique
- Modifications du matériel - Conseils.

Une formation approfondie sur nos produits est assurée dès l'accueil.
Les candidats devront être dégagés des obligations du service national.

Si vos connaissances, vos qualités de contact, vos aspirations correspondent à nos propositions, adresser lettre et C.V. sous référence 335, à :
- Compagnie IBM France - Recrutement Inspection - Service 0208 Tour Franklin, 101, quartier Boieldieu, 92800 Puteaux.

MASH

Responsable du Service Juridique

FORMATION JURIDIQUE ET FINANCIERE

PROCHE BANLIEUE PARIS OUEST

Un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de francs et une implantation internationale, notre Groupe, côté en Bourse, est le numéro UN dans son secteur d'activité en France et l'un des leaders mondiaux.

Nous recherchons notre Responsable du Service Juridique.

Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un candidat de 45 ans environ, de formation supérieure juridique ou financière, actuellement responsable opérationnel ou financier et désirant orienter sa carrière vers une fonction de Conseil et d'Assistance.

Outre ses **connaissances juridiques et financières**, une expérience concrète de l'entreprise et une bonne connaissance de la langue anglaise lui seront nécessaires.

Il exercera un rôle de Conseiller Juridique et Financier, tant auprès de la Direction Générale qu'auprès des Directions de nos filiales.

- Fonctionnement juridique de la société mère et des filiales financières du Groupe.
- Etudes et dépôts des marques.
- Etudes et missions variées pour la Direction Générale.

Homme de contact, sa rigueur intellectuelle et son esprit d'analyse seront les atouts principaux de sa réussite au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, s/réf. LM/287/RJU, à COMMUNIQUE - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Ingénieur d'achat travaux neufs et maintenance

Plus de 100.000 m2 de bureaux... C'est ce qu'occupe, à Paris, le siège de notre société internationale.
L'exploitation et la maintenance de ces immeubles font appel aux techniques les plus évoluées (informatique...).

L'ingénieur d'achat que nous recherchons sera responsable d'acheter aux entreprises de bâtiment et aux fournisseurs les différentes prestations relatives à l'exploitation et la maintenance de nos immeubles.

VOS FUTURES MISSIONS : • évaluer les compétences et capacités du marché fournisseurs • estimer les prix sains • émettre les appels d'offres et conduire les négociations commerciales • gérer les affaires que vous aurez négociées.
CE POSTE VOUS CONVIENT SI : • vous êtes titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur • vous avez une solide expérience d'acheteur professionnel, de préférence complétée par une formation spécifique aux achats • vous êtes bilingue français-anglais.

Pour faire acte de candidature, veuillez adresser votre C.V., accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo sous référence 7829 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS

PARIS

LE GROUPE DE LA MUTUELLE GENERALE FRANCAISE
PREMIER GROUPE FRANCAIS D'ASSURANCES MUTUELLES

Son département des assurances collectives en fort développement (150 personnes, 1,3 Milliard de C.A. en 1985) recherche

Un jeune diplômé d'une grande école de gestion

Ce cadre se verra confier la fonction de "contrôle de gestion". Il sera en charge de missions d'analyses, d'études, de prévisions et participera à l'élaboration et à la mise en place de nouveaux systèmes de gestion dans les différents services du département.

Ce poste - ainsi que ses perspectives de carrière - convient à un jeune diplômé alliant à une personnalité stable et affirmée, des qualités de rigueur, des *capacités d'innovation, le sens des contacts et une bonne aptitude* à l'animation d'une équipe.

Si cette proposition vous intéresse, adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous réf. 71700/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX

sélé CEGOS

Publival

Société de THERMIQUE INDUSTRIELLE, française, de renommée internationale, ingéniérie/exploitation d'installations offre *une activité à forte responsabilité à un*

Ingénieur thermicien

diplômé d'une Grande Ecole

Rattaché à la Direction, il sera **LE CHEF D'UN DEPARTEMENT**, regroupant 3 services techniques : 40 personnes environ, ingénieurs et techniciens très qualifiés.

Sa mission principale sera d'animer et de coordonner l'activité de 3 services en étant le garant des techniques choisies et le moteur de leur évolution. Il proposera les grandes orientations techniques, il assurera les relations avec notre environnement : les directeurs d'exploitation, les sociétés constructrices, les pouvoirs publics ; il supervisera, en coopération avec les chefs de service, la gestion des personnes ; il aura, en outre, un certain nombre de missions personnelles à caractère technique : missions d'informations, de représentations, tant en France qu'à l'étranger ; la pratique de l'anglais serait donc vivement appréciée et utile.

Cette activité s'adresse à un ingénieur ayant eu, dans un domaine comparable, **la responsabilité complète** d'un service Etudes et/ou de réalisations importantes. Outre la compétence et la pertinence technique, elle implique un esprit mobile et ouvert, des capacités de synthèse, un fort ascendant personnel, de l'aisance de contact et d'expression (aptitude à s'exprimer en public, éventuellement), enfin, un bon potentiel d'activité.

Adresser lettre man., CV détaillé et photo, sous référence 71699/M, à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Publival

SOCIETE FRANCAISE D'ELECTRONIQUE
Filiale d'un grand groupe industriel aéronautique
recherche

CHEF DU SERVICE LOGICIEL

Chargé d'animer une importante équipe d'ingénieurs logiciels temps réel, il sera responsable du recrutement et de la formation de ses personnels, et de l'organisation des équipes en fonction des projets. Il participera à la mise en place d'une méthodologie de production de systèmes et veillera personnellement à son application.

Agé d'environ 35/40 ans, diplômé d'une école d'ingénieurs, ses compétences sont celles d'un spécialiste en logiciel temps réel soucieux de bonne gestion. Son expérience, acquise par exemple au sein d'une SSII, lui donne l'autorité nécessaire pour animer et commander les hommes. Réf. 1477 A

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE

Rattaché directement au directeur de la division électronique, il aura pour mission de faire progresser la qualité des systèmes électroniques et informatiques temps réel.

Agé de 35/45 ans, diplômé d'une école d'ingénieurs et ayant une expérience industrielle en fabrication et en logiciel, les qualités de rigueur, de diplomatie et d'obstination sont indispensables. Réf. 1477 B

Pour renforcer son équipe commerciale :

INGENIEUR COMMERCIAL

confirmé - de formation supérieure

motivé par la négociation et l'administration de contrats.

Chargé en France d'une clientèle importante, sa mission sera d'établir les offres administratives et financières, négocier, conduire et assurer le suivi des contrats. Il travaillera en étroite liaison avec les chefs de projets chargés de l'exécution des affaires.

Agé d'environ 40 ans, issu du domaine aéronautique, il est rompu aux négociations de contrats avec les grandes administrations et les industriels français. Réf. 1477 C

Lieu de travail : PARIS OUEST.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel sous réf. du poste choisi à Levi Tournay Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

---

jeune ingénieur informaticien, abordez le système par le réseau.

Filiale informatique d'un prestigieux établissement financier parisien, nous participons activement à l'essor de son réseau en France et à l'étranger et vous proposons de rejoindre son groupe système qui met en œuvre deux IBM 30XX/MVS et la panoplie des logiciels réseau *supportés par S.N.A.*

Vous serez formé à MVS et, bien sûr, aux techniques réseaux (SNI, TRANSPAC, VTAM...) et apprenez à seconder efficacement l'ingénieur, responsable de la cellule réseau.

Ingénieur diplômé, vous avez choisi par goût une option informatique et, peut-être, acquis un début de compétence système sur un site MVS. Devenez chez nous un spécialiste système/réseau.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4727 LM).

SCPA

ingénieur grande école, faites à Mulhouse une brillante carrière en informatique.

Nous sommes le plus gros acheteur mondial de potasse et notre activité de négoce s'exerce sur les cinq continents ; notre C.A. dépasse les 6 000 MF. Nous disposons d'une informatique conçue autour de gros IBM et d'un réseau de minis ; elle cherche son second souffle.

Vous rejoignez le responsable de ce service, l'aidez à finaliser le nouveau schéma directeur, le secondez dans la rénovation des applications en faisant la part belle au réseau, à l'infocentre et aux micros, vous préparant ainsi à *lui succéder à terme.*

INGÉNIEUR Grande École (X, ECP, Mines...), vous avez acquis en 5 à 7 ans une solide expérience de la conduite de projets DB/DC dans une grande entreprise industrielle en prise sur l'international et, pour satisfaire votre ambition, visez aujourd'hui la responsabilité des études.

Notre consultant, J. THILY
vous remercie de lui écrire (Réf. 4724 LM),
à **"Carrières de l'Informatique."**

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable personnel et administratif H/F

Un groupe composé de 5 sociétés (C.A. consolidé de 200 MF - 160 personnes) connaissant une forte croissance et une rentabilité élevée, recherche son responsable personnel et administratif.

Rattaché au directeur financier, celui-ci devra prendre directement en charge la gestion du personnel, la formation, le recrutement, les aspects juridiques du groupe (assemblées, conseils d'administration, contrats...), les assurances et, d'une façon générale, tous les services généraux.

Il participera également à la mise en place des procédures administratives et à l'amélioration de la communication, au sein du groupe.

Une formation supérieure en droit ou équivalent est nécessaire ainsi que quelques années d'expérience.

Le poste à pourvoir se situe à l'Est de Paris.
La rémunération prévue est de l'ordre de 150 000 F.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et prétentions sous la référence 510 010 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NEW-YORK



Société d'Expertise Comptable d'Audience Nationale, recherche pour son siège social à PARIS

FISCALISTE

5 ans au moins de pratique en cabinet sont souhaitables.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 56304 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui fera suivre.

---

pétrole hahn lotions et shampoings

OIL OF OLAZ, BIACTOL, RESPIRAL...

MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche un

Jeune Ingénieur A.M.

ou équivalent

pour lui confier la responsabilité du Service ENTRETIEN, des TRAVAUX NEUFS, des *Etudes Techniques* et *des Services Généraux* de son usine Lyonnaise.

Ce poste offre de réelles possibilités d'évolution à un candidat ayant déjà une première expérience industrielle et la capacité de diriger une équipe.

Notre style de management favorise l'initiative et la prise de responsabilités dans une Société en développement rapide.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : SOCIETE VIBERT Service du Personnel - BP 7253 - 69354 LYON Cédex 07.

CONTESSE

Pour son unité Grands Systèmes Temps Réel, le Groupe SYSECA recherche un

ingénieur commercial

formation HEC - ESCP - ISA,

débutant ou possédant une première expérience de quelques années. Il devra participer à la définition détaillée et à la mise en œuvre de la politique commerciale de cette unité dans les secteurs : défense - navigation aérienne - productique, et dans les domaines informatique temps réel, génie logiciel et intelligence artificielle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 1410 à : GROUPE SYSECA
Direction du Personnel,
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT-CLOUD
CEDEX.

GROUPE SYSECA

SYSECA (280 MF de C.A., 800 personnes) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

Important Constructeur Français en Téléphonie

recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES

Ayant expérience de réseau informatique pour piloter projets d'intégration voix/données sur autocommutateurs.
– Formation G.E. ou ENSI.
– Anglais apprécié.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo s/réf. 17471 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Les premiers en France dans notre activité, expansion et promotions internes nous permettent de proposer une opportunité de carrière à

six Jeunes Diplômés

d'études supérieures commerciales ou gestion pour animer et conseiller un groupe d'agences

Après une formation approfondie alternant études au siège parisien et missions sur le terrain, vous prenez en charge dans le cadre d'une organisation régionale l'animation commerciale et supervisez la gestion de 20 à 30 agences essentiellement en province, pour lesquelles vous :

- développez le réseau en recrutant et formant les agents ;
- dynamisez les ventes et en suivez les résultats ;
- participez à l'élaboration et mettez en place de nouvelles techniques de vente ;
- jouez un rôle permanent de conseil et d'appui technique.

Cette fonction qui demande de grandes capacités d'autonomie et de décision, ainsi qu'une certaine mobilité, pourra vous ouvrir, après quelques années, de réelles perspectives d'évolution, au sein d'un groupe d'assurances, aux activités diversifiées tant en France qu'à l'étranger.

Jeune diplômé (ESC, AES, Maîtrise Gestion ou Sciences Eco...), des stages pratiques ou une première expérience, de préférence commerciale, vous ont familiarisé avec l'entreprise.

Adressez lettre, CV, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M 937 à Mme Bernié, 80 rue Taitbout 75009 Paris

résonance

Vous avez acquis plusieurs années d'expérience dans la direction d'importants projets. Vous possédez le dynamisme, l'esprit de méthode et le sens de l'organisation pour les avoir menés à bien. Le Département Systèmes de Communication de SYSECA doit développer des logiciels de supervision pour la réalisation d'un important réseau de commutation de données à base de microprocesseurs. Nous vous proposons le poste de

GROUPE SYSECA

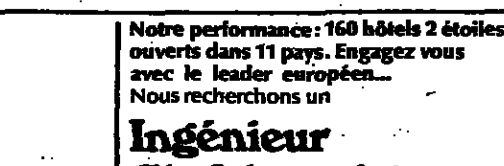
chef de projet

Votre fonction comporte : le suivi technique et budgétaire - les relations avec les fournisseurs et clients - la gestion d'une équipe de 15 à 20 personnes. Ce poste ouvre de bonnes perspectives de carrière à un candidat à fort potentiel.

SYSECA (280 MF de C.A., 800 personnes) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 0710 à : Groupe SYSECA, Direction du Personnel, 315 Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

Emplois et Entreprises



Notre performance : 160 hôtels 2 étoiles ouverts dans 11 pays. Engagez vous avec le leader européen...
Nous recherchons un

Ingénieur Chef de projet

220.000 F/an env.

à qui nous confierons la responsabilité complète de plusieurs projets hôteliers : direction des études, négociation, contrôle et coordination de la réalisation.

A 32 ans environ, vous êtes aujourd'hui ingénieur d'affaires et vous avez au moins 5 ans d'expérience de préférence dans le bâtiment.

Homme d'analyse et de synthèse, vos compétences vous permettent de vous adapter à toutes les techniques utilisées et votre sens du contact complète votre goût pour le travail en équipe.

Une grande mobilité (déplacements fréquents en France et à l'étranger) et la pratique de l'anglais sont indispensables.

Lieu de travail : EVRY (Essonne).

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1286 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

hotel ibis – hotel Urbis



Une entreprise industrielle et commerciale, située dans l'Est de Paris (200 MF de C.A.), connaissant une forte croissance et une rentabilité élevée, recherche son contrôleur de gestion.

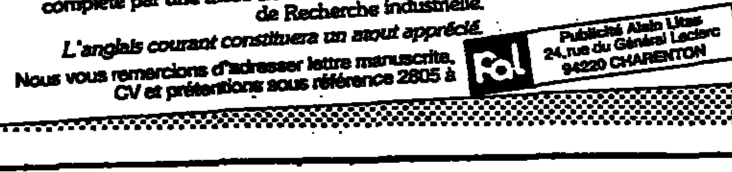
Il devra mettre en place un véritable outil de gestion adapté aux deux divisions industrielle et distribution de la société : budgets, tableaux de bord, analyses financières et des coûts, gestion de la trésorerie, analyse des résultats, conseil de direction opérationnelle.

Rattaché au directeur financier et administratif, il aura une large autonomie et devra s'intégrer à une équipe de 12 personnes utilisant l'informatique.

Une formation supérieure est exigée (ESC...) ainsi qu'une expérience de 5 ans minimum.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et prétentions sous la référence 510 011 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NEW-YORK



Société Chimie Fine Pharmaceutique

filiale de RHÔNE-POULENC (proche banlieue Nord Paris) recherche

un(e) Jeune Ingénieur Chimiste recherche en synthèse organique

Au sein d'une équipe de Recherche et de Développement de 15 personnes, ce poste est axé sur : – le développement des procédés en synthèse organique,
– l'optimisation par plans d'expérience.

Il implique l'utilisation de matériels automatisés et la mise en œuvre de méthodes analytiques (HPLC – CPG).

Il conviendra à un(e) jeune ingénieur titulaire d'un diplôme ESPCI ou ENSC complété par une thèse de Docteur Ingénieur ou une première expérience de Recherche industrielle.

L'anglais courant constituera un atout apprécié.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 2805 à
PAL Publicité Alain Litas, 24, rue du Général Leclerc, 94220 CHARENTON

Fédération importante proche de la construction

RECHERCHE

SON RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Le poste exige expérience et l'intégration étroite à l'équipe de Direction.

Adresser lettre manuscrite et photo, c.v. et prétentions à : RÉGIE-PRESSE sous n° T 310 400 M, 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE

recherche

ADJOINT RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

- Niveau DECS et/ou École de Commerce.
- Expérience bancaire ou de cabinet d'audit/conseil.
- Capacité à diriger petite équipe.
- Ouverture à l'informatique.

Env. curriculum vitae et prétentions à
B.A.I.I.
12, place Vendôme,
75001 PARIS.

AVIS DE CONCOURS

POUR LE RECRUTEMENT
D'ATTACHÉS
DU CADRE DÉPARTEMENTAL DE L'ESSONNE

Session des 14 et 15 novembre 1985

– Date des épreuves : 14 et 15 novembre 1985.
– Inscriptions : clôture des inscriptions le 18 octobre 1985.
– Nombre de postes :
  - Concours externe : 3 postes ;
  - Concours interne : 1 poste.

Conditions :

- Le concours externe est ouvert aux candidats(es) de nationalité française âgés(es) de moins de 35 ans au 1er janvier 1985 et titulaires de l'un des diplômes requis pour le premier concours d'entrée aux Instituts Régionaux d'Administration (DEUG, DUEL, DECS, BTS, etc.) ;
- Le concours interne est ouvert aux fonctionnaires ou agents de l'Etat ou du cadre départemental de l'Essonne en fonction dans le département de l'Essonne, âgés de moins de 40 ans au 1er janvier 1985.

Pour l'inscription ou pour tous renseignements complémentaires s'adresser au : Service du Personnel Départemental, boulevard de France, Bureau N. 301, 3e étage, 91012 EVRY Cedex. Tél. : 497-20-20, P. 16-05.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTION ÉLECTROMÉCANIQUE
90 PERSONNES (93)

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Pour études, développement et industrialisation de composants de transmission d'informations pour réalisation, entre autres, d'afficheurs destinés au matériel roulant.

– Expérience minimum 3 ans.
– Dégagé O.M.
– Anglais lu apprécié.
– Disponible rapidement.

Adresser curriculum vitae et photo à :
C.N.A. - 64, avenue de Verdun, 93230 ROMAINVILLE.

groupe régie presse

Groupe de communication en très forte expansion de ses régies publicitaires

La régie publicitaire est un métier complet.
Nous l'exerçons d'abord avec des Éditeurs, parmi les plus grands de la Presse Écrite en France.
Leurs magazines, leurs quotidiens nationaux ou régionaux jouissent des notoriétés et des puissances qui les placent au premier rang de leurs secteurs.

Nous l'exerçons aussi avec des professionnels de la communication, hommes et femmes, de haut niveau, compétents, et fiers des supports qu'ils défendent au nom de leurs Éditeurs et du groupe RÉGIE-PRESSE.

Nous recherchons des personnalités capables de s'intégrer dans une Entreprise en pleine expansion, jeune, autour d'une ambition de développement de ses régies Presse écrite, Radios.

DIRECTEURS DE PUBLICITÉ (H. F.)

**pour supports leaders sur leurs marchés
Formation universitaire, Sciences Po, Sciences Éco.
Expérience récente Chef de Groupe Produits en Annonceur ou en Agence de Publicité
Biens de consommation ou d'équipement haut de gamme. Rompus au Marketing et à la Vente.
Sens aigu du contact, de l'organisation, de l'animation d'équipes.**

CHARGÉS D'ÉTUDES MARKETING MÉDIAS (H. F.)

**Formation supérieure
3 ans de vie en Agence de Publicité
Rigueur intellectuelle,
aisance rédactionnelle et orale nécessaires pour réussir dans cette fonction.
En relation permanente avec les Directions Commerciales,
ils analyseront les marchés des supports et médias magazines, quotidiens, audiovisuels,
préconiseront les argumentaires de vente.
La connaissance pratique de la micro-informatique serait un atout supplémentaire.**

**C.V. - Photo - Prétentions
à RÉGIE-PRESSE - Direction Générale - B.D./A.C.
7, rue de Monttessuy - 75007 PARIS**

Seine-et-Marne

CHEF D'ENTRETIEN

Cette entreprise industrielle est "leader" sur son marché (produits du second-œuvre bâtiment). Elle dispose d'un certain nombre de petites et moyennes unités de production autonomes et très automatisées réparties sur l'ensemble du territoire.

L'une d'entre elles, basée en Seine-et-Marne, emploie environ 50 personnes et c'est pour prendre en charge la fonction Entretien qu'un poste est à pourvoir.

Rattaché au Directeur de l'usine avec lequel il collabore étroitement, le titulaire du poste assume l'ensemble des responsabilités liées à l'entretien et à la maintenance de l'outil de production.

Il anime et gère un effectif de 9 personnes (contremaître, mécaniciens, électromécaniciens, magasinier...).

Nous souhaitons confier ce poste à un technicien supérieur (BTS - DUT...) possédant de bonnes connaissances en mécanique, électromécanique et automatisme et ayant acquis une expérience significative (4 ans minimum) de la gestion d'équipe dans le "secteur" d'entretien.

La réussite à ce poste doit permettre à un professionnel compétent d'évoluer au sein de l'entreprise vers des responsabilités plus importantes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M6/030 CS, à :

EGOR TECHNOLOGIES
Département Industrie
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

GROUPE BANCAIRE

recherche
pour son Agence de **PARIS LA DEFENSE**

UN CADRE D'EXPLOITATION

Il devra être diplômé d'Etudes Supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CESB) et avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 5 ans.

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe et de développer ses clientèles (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste impliquant une excellente capacité à l'analyse financière, le sens des contacts et une expérience de l'encadrement, devrait aboutir à très court terme au poste de **SOUS-DIRECTEUR.**

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4873
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes X, ECP, ESE, ENST, ENSTA...

Venez participer au développement de nos activités Mini et Micro auprès de nos partenaires SSII et Ingénieries

Division spécialisée d'un grand de l'informatique, notre croissance est significative : 420 MF de CA en 1985 (28% de progression).

Ingénieurs diplômés, vous avez *quelques années d'expérience chez un constructeur*, une SSII, ou un gros utilisateur et maîtrisez l'ensemble des paramètres technico-économiques de projets importants. Vous savez élaborer et mettre en oeuvre des moyens informatiques pour télécoms, automatismes, transactionnel, base de données...

Vous apportez votre savoir-faire global à nos Ingénieurs Commerciaux, conseillez, informez et formez nos partenaires dans la double orientation produits/applications et qualifiez les concepts techniques. La connaissance des gammes DPS 6/7 ou similaire est un atout.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 404 M à notre Conseil, Alain LEROUX

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.



Crédit Mutuel d'Ile de France

Responsables d'agence

Votre solide expérience dans le secteur bancaire a fait de vous un véritable technicien dans ce domaine.
Aujourd'hui, vous désirez valoriser vos compétences.
Le Crédit Mutuel, acteur dynamique du développement économique et social, vous offre cette opportunité.
Homme de service et de conseil, vous apporterez des solutions personnalisées aux besoins nouveaux et aux attentes de nos Sociétaires.
Vous mettrez vos qualités d'animateur et de gestionnaire au service d'une structure originale décentralisée et efficace.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M 711, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire 75541 Paris Cédex 11.



Les Uns les Autres

Importante société américaine de distribution de Films et Vidéo-Cassettes, leader sur son marché. PARIS.

200.000 ±

Adjoint du directeur administratif et financier

pour : Superviser, au niveau de la société française, la comptabilité générale et analytique, assurer le reporting, les déclarations fiscales et sociales, l'administration des salaires, et participer à la mise en place de l'informatique.

Expérience réussie dans un poste similaire et bonnes connaissances de la comptabilité anglo-saxonne à justifier. Formation supérieure *(DECS)* et parfaite maîtrise de l'anglais exigées. Ce poste s'adresse à un candidat rompu aux problèmes d'organisation et de méthodes, apte à travailler dans une petite équipe.

Ecricre avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25013- M

MRI *conseil*
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE RECHERCHE

2 INGENIEURS DEVELOPPEMENT *HF*

[illegible] DEA COMPIEGNE...
DEBUTANTS OU 1re EXPERIENCE.

Agé de 25 ans minimum, de formation agro-alimentaire et parfaitement bilingue anglais, vous avez, **mais ce n'est pas obligatoire**, une première expérience dans le secteur agro-alimentaire.

Basé à notre centre pilote et en collaboration directe avec notre service marketing, vous travaillerez, à partir d'un cahier des charges, **à l'étude et à la mise au point de nouveaux produits alimentaires.**

A terme, des possibilités d'évolution se présentent à vous au sein de notre groupe en expansion.

Poste basé à 100 km au nord de Paris. Cadre agréable à proximité d'une ville universitaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 3789/LM, à **COMMUNIQUE** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.

Banque du secteur national située à Paris
nous recherchons pour
notre Direction des Relations internationales

GESTIONNAIRE CREDIT EXPORT

(crédit acheteur crédit fournisseur)
Classe III ou IV

Expérience obligatoire d'au moins 4 ans dans une fonction similaire dans une banque ou un établissement financier.
Bonnes notions d'anglais exigées.
Connaissances souhaitées en informatique.
Goût du travail en équipe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 7810 à Média-Sytem, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

BANQUE ÉTRANGÈRE RECHERCHE

JEUNE COLLABORATEUR

Diplômé de l'Enseignement supérieur, et ayant une première expérience du marché obligataire français.
La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adr. lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions
Ecrire sous nº 7920, *le Monde Pub.,*
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

STE DE CONSEIL EN ORGANISATION
recherche

UN JEUNE INGENIEUR

Il s'intégrera dans une équipe de consultants et participera à des projets d'organisation de la Maintenance du Patrimoine Immobilier chez d'importants Maîtres d'ouvrage (Ministères, Collectivités, Grandes Entreprises).
De l'audit des structures et des méthodes jusqu'à la mise en place des solutions (conception de systèmes d'informations, prescriptions, techniques, animations de groupes de travail, formation du personnel), les missions *recquièrent le goût des* contacts et des qualités d'analyse, de synthèse et de mise en forme rédactionnelle. Une première expérience dans le bâtiment, ou des connaissances en informatique seront appréciées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à S.I.
160, rue de Bagnolet - 75020 PARIS

L'INSTITUT DE L'ENFANT

Société d'Etudes spécialisée auprès des enfants et des adolescents, travaillant avec des fabricants, des *distributeurs et des administrations,*
recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES QUANTITATIF

ayant une solide expérience des terrains, des dépouillements informatiques et du contact clientèle.
I.E.D., 352, rue Saint-Honoré, 75001 Paris

AG. NATIONALE POUR LA CRÉATION D'ENTREPRISE
recherche

COLLABORATEUR(TRICE)

Pour s'intégrer à l'équipe d'animation territoriale. Disp. et ouverture d'esprit. Bonne formation économique et prédisposition à la communication sont nécessaires. Exp. en développ. local serait appréciée.
Poste basé à Paris.
Déplacements fréquents.
Env. C.V. et prétentions à :
D. HUBERT - A.N.C.E.,
142, rue du Bac, 75007 Paris.

L'AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT
recherche

UN ÉCONOMISTE

disposant de bonnes connaissances et de solides réf. dans l'analyse des problèmes socio-éco. de l'urbanisme et du logt., pour un poste de chargé de mission auprès du directeur thermique (résidence à Paris), à pourvoir immédiatement.

Adr. lettre et C.V. détaillé à :
P. Narring,
directeur thermique de l'ANAH,
19, rue de la Paix,
75002 Paris.

POUR RECHERCHES APPLIQUÉES EN LIAISON AVEC ENSAM ET GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recherche

INGÉNIEURS ENSAM OU ÉQUIVALENT

Pour :
- développement de nouveaux procédés de mise en forme des métaux à grande vitesse.
- mise en œuvre de pièces en matériaux composites à matrice métallique

Adr. C.V. + lettre + photo à :
SERAM, 151, bd de l'Hôpital,
75013 Paris.

URGENT

ORGANISME DE FORMATION
recherche

FORMATEURS VACATAIRES

– Hygiène et sécurité :
– Techniques d'organisation (en milieu administratif).
Adresser rapidement C.V. s/réf. 222 à IRCOM.
50, rue Gérard, 75013 Paris,
qui transmettra.

L'AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT
recherche

UN INGÉNIEUR

disposant de bonnes connaissances ainsi qu'une grande exp. dans le domaine de la thermique et maîtrisant bien les problèmes liés à l'utilisation de l'énergie dans l'habitat, pour un poste de chargé de mission auprès du Directeur Technique (résidence à Paris), à pourvoir immédiatement.

Adr. lettre et C.V. détaillé à :
P. Narring
Directeur technique de l'ANAH,
19, rue de la Paix,
75002 Paris.

PERSONNES HANDICAPÉES

quel que soit votre handicap :
– si vous aimez le contact *téléphonique ;*
– si vous *rédigez* et calculez bien ;
– si vous avez une bonne culture générale, une bonne élocution ;
Nous vous offrons :
de devenir conseiller mandataire pour notre service de prévoyance des handicapés.
Votre rôle consistera à documenter et vendre soit par correspondance, soit par téléphone.

– Formation assurée tous frais payés.
– *Rémunération à la commission* + indemnité forfaitaire de frais sous certaines conditions.

Ecrivez-nous : Service de Prévoyance des handicapés.
La solidarité. Réf. G.C.,
49, av. Hoche, 75008 Paris.

DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE RECRUTE PAR VOIE
de concours sur épreuves pour son service d'Architecture et des bâtiments départementaux

1 ARCHITECTE DIPLOMÉ
Chargé d'animer et de diriger le département Etude composée de 20 personnes dont 3 architectes et 2 ingénieurs.

Le service architecture dirigé par un architecte D.P.L.G. a la responsabilité de la maintenance du patrimoine immobilier départemental (400 établissements dont 103 collèges) de son amélioration, de son extension. Le département Etude a en charge plus particulièrement les opérations d'investissements.

Conditions :
– être âgé de moins de 45 ans au 1er janvier de l'année du concours (sauf dérogations exceptionnelles prévues par dispositions particulières en vigueur) ;
– être titulaire du diplôme d'architecte (D.P.L.G.) (D.E.S.A.) ou (E.N.S.A.I.S.).

Transmettre les dossiers de candidatures avant le 30 OCTOBRE 1985, comprenant :
– une demande motivée ;
– un C.V. détaillé ;
– 4 fiches individuelles d'état civil et de nationalité française ;
– une photographie du diplôme ;
– 2 enveloppes timbrées ;
– une photographie d'identité.

A M. le Président du conseil Général du Val-de-Marne, Direction du personnel Départemental, 1er bureau, Recrutement, Hôtel du Département.
Av. du Général-de-Gaulle,
94011 CRÉTEIL.
Tél. : 207-25-00, p. 24-98.

Société industrielle en expansion rapide sur secteur porteur
recherche

SON CHEF COMPTABLE

DECS et expérience plusieurs années.

Il sera chargé d'élaborer les comptes de plusieurs sociétés. La mise sur informatique des comptabilités constituera son premier objectif

Le candidat sera organisateur, rigoureux, volontaire.

Lieu de travail : Garges-lès-Gonesses

Salaire motivant.

Ecrire à : B. BAZILLE
7, rue du Terrage,
75010 PARIS.

Sté étude et de documentation à GENTILLY (RER) recherche des

INGÉNIEURS RÉDACTEURS TECHNIQUES

de formation électronique ou électromécanique. Env. CV et prét. à SED, 55, r. Benoît-Malon
94250 GENTILLY.

Cabinet de Conseil
recherche

ORGANISATEUR ADMINISTRATIF

débutant ou une à deux années d'expér. en organisation.
Bonnes connaissances comptabilité informatique, 28 ans environ, libre rapidement.
Adr. CV + photo + prétent. à CTA CONSEIL, 45, rue Boussingault, 75013 PARIS.

INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE DÉBUTANT

Venez rejoindre notre équipe pour suivi contrat export et développement procédé.

PME dynamique, leader en combustion dans groupe international.

Adr. C.V. et prétentions :
JOHN ZINK SARL
11, rue Guy-Môquet
95100 ARGENTEUIL

S.A. banlieue Ouest, pour maîtriser son développement

CRÉE LE POSTE DE

contrôleur financier *HF*

- Environ 35 ans, DECS Comptable, expérience du contrôle de gestion d'au moins 3 ans, connaissance de l'informatique (HEC, ESC, ... s'abstenir)
- Assurer l'établissement et le suivi des budgets annuels et mensuels (exploitation, investissement, trésorerie), la gestion analytique et prévisionnelle, le contrôle «audit» Paris et province
- Traiter les dossiers avec opiniâtreté, représenter la société et défendre ses intérêts
- Etre rigoureux, de bon contact, de poids et nuancé dans une attitude critique liée à du bon sens.

Poste à pourvoir rapidement, rémunération de 200.000 F.

Adresser lettre manuscrite, CV, s/réf. 0037 à notre Conseil IPAGE - 51, rue Vivienne 75002 PARIS - Tél. 236.17.28

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Pour renforcer son équipe FORMATION, **la Compagnie Générale d'Informatique**, leader européen du progiciel, au premier rang des SSII tant par son développement que par ses résultats, recherche des

Formateurs

débutants ou confirmés

Ils suivront la formation initiale de 9 semaines aux méthodes et outils originaux de CGI. Ils animeront ensuite nos séminaires de formation.
Selon leurs aptitudes et leur désir d'évolution, leur carrière pourra s'orienter ensuite vers les différents métiers offerts par CGI : Consultant, Ingénieur Système, Chercheur-réalisateur, Ingénieur technico-commercial, Ingénieur commercial, Concepteur de produits nouveaux...

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à CGI,
84 rue de Grenelle, 75007 Paris,
sous réf. DJ/JLB.



Société de distribution banlieue Est de Paris, recrute

L'ADJOINT DE SON DIRECTEUR COMPTABLE

pour le seconder dans les domaines suivants :
- *maintenance de la réglementation de son progiciel comptable.*
- *respect du planning de sortie des états comptables,*
- *contrôle de la fiabilité de ces états,*
- *vérification de l'ensemble des déclarations fiscales de l'entreprise,*
- *supervision des opérations de consolidation.*

Le candidat (H ou F) aura :
– une formation supérieure + DECS,
– une expérience de 2 ans en cabinet comptable ou fonction similaire en grande entreprise.
– une grande pratique du contrôle et du travail en équipe.
Statut cadre, rémunération fonction de la valeur et de l'expérience du candidat.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle s/réf. 17582 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE A PARIS

recherche un

CAMBISTE confirmé

ayant 3 ans minimum de pratique du marché des changes, essentiellement comptant.

La maitrise de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. et prétentions, sous référence 572, à
M. A. Dannenberger - CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS
qui vous assure la discrétion.

Société internationale fabriquant et commercialisant des Spiritueux de grande notoriété. PARIS

Publicité pour l'Europe *HF*

Le candidat (e) aura la responsabilité de l'image de marque et de la publicité pour l'Europe des produits leaders de la gamme. Expérience similaire réussie de 5 ans minimum en Agence ou chez l'Annonceur. De bonnes connaissances de la coordination de projets au niveau européen dans les domaines de la grande consommation sont exigées. Formation supérieure HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent et **excellente pratique de l'anglais**. De 30 ans environ, le candidat (e) devra intégrer une équipe jeune et performante. La créativité et la rigueur sont nécessaires pour ce poste comportant environ 35% de déplacements.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide) sous référence 25010-M

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

CONSEILLERS DE GESTION



recherche
dans le cadre du développement de son réseau

De formation gestion ou comptable ou école de Commerce (option finance), vous possédez une expérience professionnelle de Conseil de gestion dans l'automobile ou auprès de PME, de 3 ans minimum.

Homme de terrain, mobile géographiquement, vous avez le sens de la communication et de l'animation.

Devenez l'un de nos conseillers de gestion chargé de superviser les méthodes de gestion et la comptabilité des concessionnaires d'une des régions de notre réseau.

Adressez rapidement C.V. détaillé, photo et prétentions à FIAT AUTO - Direction du Personnel - 80-82, quai Michelet - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

FIAT



OFFRES D'EMPLOIS

gan

Nous sommes un grand de l'assurance offrant aux entreprises une gamme complète de produits performants. Nous vous offrons l'opportunité de contribuer à notre expansion en créant un poste d'

Ingénieur Confirmé
Etude et Prévention de Risques Industriels

Au sein d'une petite équipe spécialisée dans cette fonction, vous assumez une double mission :

- Prendre en charge entièrement des affaires nouvelles dans le domaine industriel : visites de risques, propositions prévention et protection, rapports de synthèse, argumentation technique du contrat d'assurance.
- Assurer le suivi d'affaires industrielles importantes actuellement gérées par le chef du Service : visites régulières de contrôle et de conseil relatifs aux risques et aux programmes de prévention.

Jeune ingénieur, généraliste de préférence, vous avez une première expérience industrielle au cours de laquelle vous avez été confronté à des problèmes de sécurité et souhaitez évoluer dans le secteur tertiaire où vous valoriserez et développerez ces compétences. Veuillez adresser lettre, CV, photo et rémunération sous réf. M/935 à M. d'Aboville, Résonance, 80 rue Taitbout 75009 Paris.

résonance

SOCIETE DE BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS A VOCATION INTERNATIONALE, recherche

INGENIEUR DE SUPERVISION DE CHANTIERS

Au sein du service de montage extérieur, cet ingénieur de formation grande école (A.M., Centrale, ENSI) aura en charge la gestion complète de contrats de réalisation à l'exportation d'unités industrielles clés en mains, de l'ordre de 100 millions de francs unitaires.

Des connaissances dans les domaines de la chaudronnerie, de la tuyauterie, de la régulation, du soudage, du génie civil et de l'électricité, ajoutées à des qualités personnelles d'organisation et de gestion sont des atouts indispensables pour remplir efficacement cet emploi.

Le candidat devra se prévaloir d'une expérience similaire acquise au sein de sociétés d'ingénierie, complétée si possible par la direction effective sur site de chantiers à l'étranger.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Des déplacements sont à prévoir.

Poste à pourvoir en Région Parisienne.

Ecrire avec CV et photo sous réf. 17662 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Schlumberger

Jeune juriste

Rattaché à la Direction Juridique du Groupe à Paris ce poste demande un sens pratique des affaires ainsi qu'une bonne connaissance des droits des sociétés et du droit français en général.

Le candidat doit justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet international d'avocat ou au sein du service juridique d'un groupe multinational, comportant de préférence une période de travail à l'étranger.

Formation juridique française et anglo-saxonne et parfaite maîtrise de l'anglais indispensables. Mobilité nécessaire pour permettre le transfert à moyen terme dans une filiale opérationnelle.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé (joindre une enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25019-M

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE RECHERCHE UN

INGENIEUR PROCESS
TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE H/F

AGRO - ENSIA - ENSBANA - A & M..

Agé d'environ 30 ans, de formation Génie Industriel Alimentaire et parfaitement bilingue anglais, vous avez acquis au cours d'une première expérience de 5 ans minimum dans l'industrie agro-alimentaire, de solides connaissances des process de fabrication.

Nous vous proposons, au sein de notre centre pilote, une mission complète :

Etude et conception de nouveaux process de fabrication, suivi des plans d'expérimentation, préconisation et adaptation des matériels afférents, mise en place des projets dans nos unités de production et contrôle du bon fonctionnement.

Homme d'étude, bien sûr, mais surtout homme de terrain et de dialogue, vous saurez « faire passer vos idées » à tous les niveaux.

Poste basé à 100 km nord de Paris. Cadre agréable à proximité d'une ville universitaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 3798/LM, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.

Hebdomadaire économique recherche rédacteur pour rubrique produits de base et matières premières. Une bonne connaissance des marchés et une expérience professionnelle de quelques années seraient appréciées. Anglais courant indispensable, espagnol apprécié. Envoyer C.V. et lettre manuscrite à Marchés Tropicaux, 190, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

La ville des MUREAUX (Yvelines), 35 000 habitants, 40 km Ouest de Paris, CES, lycée, LEP RECRUTE DE TOUTE URGENCE POUR SA MAISON DE QUARTIER

2 animateurs (trices)

1 plein temps et 1 mi-temps, pour couvrir un secteur pré-adolescents/adolescents.

1 animateur (trice)

à mi-temps pour secteur adultes.

Expériences similaires et BAFD en cours souhaitée.

Adresser candidature avec CV et photo d'identité à M. le Maire, Conseiller général des Yvelines, Hôtel de Ville 78136 LES MUREAUX Cedex.

MAGAZINE LOISIRS recherche

CHEF DE PUB.

Téléphone : 352-28-28 H 8.

Sté de traduction indust. ch. TRADUCTEURS TECHNIQUES expérimentés de préf. de langue maternelle anglaise pour postes salariés. Ecrire à S.I.A.T., 71, rue Sondary, 75015 Paris. T. (1) 577-97-96 entre 12 h 30 et 16 h 30.

CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE recherche

UN AGENT (H./F.) DE DISTRIBUTION DE PRODUITS SANGUINS

titulaire du BTS AB (remplac. congé maternité).

Se présenter C.D.T.S. 1, voie Félix-Eboué, 94000 Créteil, sauf lundi et mercredi matin.

Association de Formation recherche

JEUNE PHARMACIEN

pour promouvoir auprès des laboratoires nouvelle formule de formation. Première expérience de l'industrie appréciée. Contrat d'un an. Adr. c.v. n° MO, 00 429 SLEU 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

LAMY S.A.

Société d'éditions juridiques et techniques, recherche

SPÉCIALISTE DE LA RÉGLEMENTATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES

pour assurer la rédaction de revues et ouvrages relatifs à la réglementation, au contrôle et aux fraudes.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions à Mme BROU, Sté LAMY S.A., 155, rue Legendre, 75850 PARIS CEDEX 17.

COMMUNICA INTERNATIONAL Publications-Communication Edition

Equipe d'une vingtaine de personnes, développement rapide, quartier Bourse. cherche

UN RÉDACTEUR

Bonne culture générale plutôt économique (licence au minimum), intéressé par les entreprises et leur communication, sachant et aimant écrire, suivre un texte jusqu'à son impression, 28 ans minimum, 2 à 3 ans d'expérience professionnelle dans une activité rédactionnelle.

Envoyez C.V. + lettre à : COMMUNICA 67, rue de Richelieu, 75002 Paris.

Hebdomadaire économique recherche RÉDACTEUR possédant bonne connaissance de la langue arabe. Bonne connaissance de l'anglais également souhaitée. Adresser C.V. détaillé et lettre manuscrite à Marchés Tropicaux, 190, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Le Centre d'informations Financières organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)
– ayant goût des contacts à haut niveau
– formation assurée
– rémunération motivante
Tél. 500-24-03, p. 41.

SOCIÉTÉ DE SERVICES EN FORAGES PÉTROLIERS RECHERCHE

INGÉNIEUR

– Utilisation techniques coiled tubing et azote-acidification ;
– Bilingue anglais ;
– Poste à pourvoir en région parisienne.

Env. curriculum vitae avec lettre manuscr., photo et prét. : Ecr. s/n° 7925 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 – 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS.

secrétaires secrétaires secrétaires

FIAT recherche pour son siège social

SECRETAIRE DE DIRECTION

Responsable du secrétariat de Direction, vous serez chargée des relations téléphoniques de la prise et de la frappe du courrier, du suivi des dossiers, etc...

Vous avez une formation secrétariat (BTS minimum), complétée par une expérience dans un poste similaire d'au moins 5 ans.

Vous êtes disponible, organisée, vous avez des capacités d'autonomie et êtes parfaitement bilingue italien.

La connaissance de la sténographie est indispensable.

Adressez rapidement C.V. détaillé, photo et prétentions à FIAT AUTO - Direction du Personnel - 80-82, quai Michelet - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

FIAT

Chef entreprise de traductions en pl. essor, ch. SECRÉTAIRE début. ou non, pr le seconder activement. Sit. avenir si motivée, efficace et capable initiatives. Env. c.v. et préf. s/réf. 7.903 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Recrutons

SECRÉTAIRE MI-TEMPS

BTS + Connaissances comptables, bonne rédaction, lettre manuscrite + C.V. à : COMITÉ D'ENTREPRISE DU C.N.D.C.A., 20, rue Saint-Fiacre, 75002 Paris. Urgent.

travail à domicile

Artisane effectue tous travx de traitement de texte et dactylographie. Tél. : 461-14-22.

cours et leçons

Dame prof. excellentes référ. donne cours français écrit, oral, correct. thèse. 006-09-62.

formation professionnelle formation professionnelle

ENSEMBLE CONSTRUISONS L'AVENIR !

DEVENEZ **ANALYSTE PROGRAMMEUR**

STAGE sur IBM 38 & périphéries

NIVEAU REQUIS : BAC GESTION SCIENTIFIQUE OU ÉQUIVALENT

Meilleure garantie : notre image de marque auprès des employeurs

Un exceptionnel parc disponible pour la formation + 70% de pratique. Durée + 642 h. Crédit étudiant. Assistance au placement sous réserve de réussite (12/20) et de mobilité géographique.

PARIS/NANTES : IBM 38 - LYON/LILLE : IBM 34 + complément 38

INSTITUT EUROPEEN INFORMATIQUE
41, rue Volta - 75003 PARIS - Tél. 16 (1) 42.74.39.28

RECONVERSION AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES informatique, bureautique. COURS DU JOUR ET DU SOIR 205-24-63 – 241-83-83.

INITIATION A LA GESTION D'ENTREPRISE

Utilisation de la méthode pratique ECOFIRM, pour introduire les concepts fondamentaux de la gestion d'entreprise et présenter les tableaux de synthèse de la Comptabilité Générale.

Ce stage est proposé par : La Boutique de Gestion de Paris, 95, boulevard Voltaire, 75011 Paris. Tél. : (1) 355-09-48. Dates : du 21 au 25 oct. 85.

FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR

en 7 mois = 1 000 H

sur 30 micros et gros système IBM.

Assistance au placement.

Entretien et sélection sur R.D.V.

Crédit étudiant 100 %

Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON

Centre International d'Etudes et Formation Professionnelle en Informatique

ciefpi 11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740 12 22
Mo Arcueil-Cachan - 10' des Halles

DEMANDES D'EMPLOIS DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 28 ans maîtrise de droit privé DESS de gestion spécialisée en droit du travail. Étudie toutes propositions. Tél. : 842-37-60 le matin.

DOCUMENTALISTE

Textes ou images, rompue tte forme rech. art., litt., pol., his., excel. réf., ch. tâches en rapp. avec expér., pourrait réun. matér. pour élabor. ouvr., expos. ou rédact. catalogues. Ecr. s/n° 6.803 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. DEA lettres modernes, recherche emploi, toutes propositions étudiées. 50, rue Monsieur le Prince, 75006. Tél. 354-91-07.

Journaliste, spécialiste des placements financiers et passionné par la Bourse, cherche emploi dans une équipe ambitieuse. Ecr. s/n° 3.047 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 42 ans expérimentée secrétaire sténo-dactylo. Connaissance de comptabilité, de traitement de texte, cherche emploi stable si possible proximité gare de l'Est. Tél. : 421-13-56.

Traductrice diplômée E.S.I.T. français, allemand, anglais, maîtrise allem., licence lettres, expérience professionnelle RFA, expér. suivi impression brochures, cherche emploi dans INDUST., ÉDIT., JOURNALISME. Ecr. s/n° 7 916 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Je connais : **LA PRESSE** (y compris PQR et internationale)
LA PUBLICITÉ (côté vente, études, promotion...)
L'INDUSTRIE GRAPHIQUE (imprimerie, etc.).

46 ans, haut niveau de formation et d'expérience, bilingue anglais...
Mes points forts : la connaissance du marché français, un jugement efficace, la passion du commercial et de la rentabilité.

Je cherche : *un problème à prendre en main ;*
un chiffre d'affaires à développer ;
un projet à faire réussir.

Disponible tout de suite : conditions de départ secondaires si l'enjeu est important.

Merci de laisser un message sur répondeur à : 1/507-15-69.

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES recherche sur PARIS et BANLIEUE emplois AIDES-COMPTABLES (PCR) Pour stagiaires ayant suivi programme AFPA : comptabilité usuelle, travaux d'inventaire, détermination du résultat. Utilisation logiciels, comptabilité, paie, multiplan. Durée : 15 mois, niv. V. Lib. de suite. Contactez le 547-18-30 p. 86.

Cause fermeture usine directeur manufacture chemises recherche poste similaire, même gros ou détail. Ecrire n° 17 550, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

CADRE GESTION PERSONNEL

HOMME 31 ans. DESS psychologie sociale + I.G.S.

Expérience réussie dans le recrutement des cadres et la gestion des carrières, recherche POSTE à RESPONSABILITÉ dans la fonction personnel. (siège ou usine).

Anglais courant. Mobilité géographique.

Pour premier contact écrire n° 16 990 CONTESSE Publicité, 20, av. l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

H. 38 ans, cherche place **chauffeur livreur magasinier (cariste).** Tél. 420-47-60, après 19 h.

H. 31 ans, doc. ing. chimie exp. rech. en photochimie, 3 ans assistant université, cherche poste rech. et devel. Ecrire à RÉGIE Presse, n° 313.307 M, 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris, qui transmettra.

F. 46 ans, dipl. études sup., courageuse, goûts artistiques, contact humain et commercial, recherche situat. en rapport. T. 344-04-68 de 10 h à 17 h.

Cadre 35 a., diplômé I.S.G. très bonne expérience relations internationales, en part. U.S.A. et Scandinavie dans textiles art. confectionnés Sportswear. Anglais parlé, écrit, notions allem., suéd., CHERCHE POSTE DIRECTION COMMERCIALE. Ecrire sous le n° 313 313 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. japonaise, 42 ans, niveau licence, parlant anglais et français, cherche emploi secrétariat, accueil, vente, éventuellement traductions. Ecr. s/n° 6 811 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

HOMME 43 ANS technicien électrotechnique, climatisation notions en automatisme et informatique, 15 années de travail en tant qu'agent technique ensuite responsable d'agence ch. emploi stable dans même branche. Références irréprochables. Ecr. s/réf. 4707 à PIERRE LICHAU S.A. 10, rue de Louvois, 75063 Paris Cedex 02 q. transm.

CADRE DIRIGEANT

Ingénieur ESITM-CPA Expérience gestion générale Rech. DIRECTION ENTREPRISE ou REPRISE PARTIELLE OU TOTALE d'entreprise Contacter 743-13-83 PARIS.

J. H. PATISSIER, C.A.P. cherche emploi stable sur Paris. Tél. : 770-96-00.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

ARCHIVES – A RÉNOVER Gdes surfaces, beaux volumes. Tél. : 844-88-07.

5e arrdt

5e DES FACULTÉS Triple séjour, 2 ch. 100 m², 1 380 000, IRG, 705-31-13.

CONTRESCARPE 120 m² ét. él., sol., 703-32-44.

6e arrdt

PROX. ST-SULPICE Vends 130 m. Caractère. Ach. 200 m² R. gauche. 703-32-31.

7e arrdt

D'ESTRÉE DUQUESNE 165 m., ét. élevé. 703-32-44.

DUROC CHARMANT 3 P. 80 m² 3e ét., asc. VERDURE GARBI 567-22-88.

8e arrdt

PRÈS FBG ST-HONORÉ Bel imm., asc., réception, 1 chbre, grande hauteur sous plafond. Tél. : 329-85-08.

13e arrdt

CHEVALERET, URGT CSE DÉPART LIV., 2 CH., 68 m², ÉTAGE ÉLEVÉ, BALCON, CAVE, PARKING. 690 000 F. 605-10-08.

PASSY RAVISSANT 2 P. CHARME ET CONFORT Ét. élevé, asc. 320-73-37

15e arrdt

FRONT DE SEINE Elégant 3 pces, vue superbe. 1.300.000 F. T. 844-88-07.

DUROC, rue de Sèvres, imm. récent sél. + chbre tt cft, balc. 600.000. 566-80-31.

16e arrdt

PR. PTE PASSY 2 p. 53 m² env., ét. él., allure, tr. calme, sol., 670 000 F. 605-10-08.

18e arrdt

CŒUR MONTMARTRE CALME ABSOLU TRIPLEX 140 m². 3 chbres, 2 bains. SUR VERDURE EMBASSY 562-16-40.

93 Seine-Saint-Denis

LES LILAS Métro 250 m., 3 p., 75 m², état neuf, 6e et dernier ét., asc., terrasse 50 m² balc., 5 m² cave box exceptionnel. 850.000 CPH. 361-50-50.

94 Val-de-Marne

BOISSY-SAINT-LEGER. Bel appart. 5 pièces. 105 m². Cuisine équipée, Séjour double. 3 ch. s-d-b + cab. de toil. 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 mn à pied RER. Toutes commodités. 550 000 F dont 122 000 F CF à 7 % Tél. 569-33-90 après 19 h

95 - Val-d'Oise

A VENDRE **APPARTEMENT F3** + Loggia + garage. Bien situé. Rez-de-chaussée Séjour 20 m² Cuisine aménagée Prêts à reprendre intéressants A Cergy-Pontoise : La Justice PRIX : 320.000 FRANCS Tél. : 073-19-73, après 18 h.

appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

J.F. ch. achat 60 m² 6e arrdt. clair, calme. Tél. 548-87-88 après 21 heures.

ORPI 1re force de vente à PARIS recherche tous appartements REALISATION RAPIDE **ORPI 336-17-36.**

hôtels particuliers

Sté BARDOT Tél. : 705-45-55. 98 bis, bd Latour-Maubourg. 7e rech. urgt GDS APPTS et HOTELS PARTIC. bon stand.

locations non meublées offres

Paris

Informations sur différents logts à louer du studio au 6 p., de 2.000 F à 10.000 F, également échanges possibles. Nous ne sommes ni agence ni marchand de listes, mais une association sans but lucratif. Ecrire A.P.P.E.L. 75, B.P. 11475483 Paris Cédex 10. Réponse assurée à tout courrier sérieux.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE 8, avenue de Messine, 75008 PARIS. rech. APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps diplomatique et cadres de multinationales. **562-78-99**

Pour dirigeants et personnel mutés IMPORTANTE Cie FRANÇAISE PÉTROLE rech. appts 2 à 8 p., studios, villas, Paris-banlieue. 503-30-33.

RECHERCHE DANS PARIS STUDIOS ou 2 PIÈCES Loyer maximum 2 500 F C.C. Tél. 886-23-70 heures bureau poste 3122.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas tres banl. Loyer garanti. T. (1) 889-89-66, 283-57-02.

Province

COUPLE RETRAITÉS ch. 2 p. tt cft. 1er étage ou avec ascenseur. LA FLÈCHE ou LE LUDE (72). Loyer 1 000 F environ c.c. Ecrire n° 6 802 le Monde Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. 285-11-08.

Dame fonct. cherche chambre, studio meublé ou non, 17e, 18e, Saint-Denis, Clichy. Tél. 006-09-82.

pavillons

BAGNOLET limite LILAS pav. 8 p. 140 m². r.-de-ch. Cabinet médical. 1er ét., séj. 23 m², cuis. équipée 14 m², 2 chbres, s. de bains. Exceptionnel 1.150.000 CPH. 361-50-50.

villas

CARRY-LE-ROUET Particulier vend urgent villa grand luxe 300 m² habitables. Vue sur mer. Piscine chauffée, sauna. Cuis. éq. aménag. Superbe jardin 1 000 m² arboré. Valeur réelle per expert : 2.500.000 F. Px sacrifié : 1.850.000 F. Tél. : (16-42) 45-03-72.

propriétés

MORVAN, ANCIENNE FERME restaurée sur 14 500 m² (pré, bois). MARCHAL BP 1, 89200 AVALLON. Téléph. : 86-34-03-71.

PART. vd très beau MAS PROVENÇAL 300 m², ombrages, piscine, dépend., 14 hectares de prés, bois, eau à volonté, 15 minutes nord d'Aix. Tél. : (42) 57-65-83 ap. 20 h.

viagers

ETUDE LODEL Viagers. 35, bd Voltaire 75011 PARIS. 355-61-58.

LIBRE, studio Mo Charonne, 75.000 + 1.150 hme, 78 ans, 2e ét., prév. travx. 266-19-00.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France INDICATEUR LAGRANGE Fondé en 1876, 5, rue Greffulhe 75008 PARIS Tél. : 16 (1) 266-46-40.

bureaux

Ventes

Mo BAC UNIQUE superbe espace 230 m², burx entre cour et jard., calme, gde hauteur sous plafond, caractère exceptionnel. Px. 4.500.000 F, location possible. **705-69-69.**

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL TELEX SECRÉTARIAT DÉMARCHES CONSTITUTIONS **AGECO 294-95-28** STATIONNEMENT AISÉ.

SIÈGE SOCIAL secrétariat + bureaux neufs démarche R.C. et R.M. SODEC SERVICE Champs-Elysées . 723-55-47. Nation . . . . 341-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL Constitution de société, démarches, secrétariat, etc. **ACTE S.A. 359-77-55.**

VOTRE SIÈGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques. **TÉL. : 355-17-50.**

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL** bureaux, secrétariat, télex **CONSTITUTION STÉS** Prix compétitifs. Délais rapides. **ASPAC 293-60-50 +**

ÉTOILE BUREAUX MEUBLES TRÈS HAUT NIVEAU SALLE DE RÉUNIONS DOMICILIATIONS SECRÉTARIAT-TELEX TÉL. (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE A PARIS 17e domiciliation RM - RC S.A.R.L. constitution sté, 763-47-14.

sports

RUGBY

Sous le signe du bélier

Touché aux vertèbres cervicales dans une mêlée ouverte dimanche 6 octobre au cours du match Carcassonne-Nîmes (groupe B), le troisième ligne carcassonnais Jean-Claude Mazet, vingt-quatre ans, est décédé samedi 12 octobre des suites de ses blessures à l'hôpital de Toulouse-Rangueil. Ce drame survient au moment où de nouvelles règles ont été édictées par l'International Board pour prévenir, précisément, ce type d'accident, dans les mêlées et les « empilages ».

« Je ne veux voir qu'une seule tête ! » Arbitre international, René Hourquet n'a rien d'un adjudant. Pourtant au cours du match Racing-Perpignan disputé samedi 12 octobre pour le compte de la cinquième journée du championnat de France, il a dû à deux ou trois reprises demander aux paquets d'avants de *« rectifier la position »* en mêlée. Distraits par l'enjeu, certains joueurs avaient tendance à oublier les directives en vigueur depuis le début de la saison.

Le règlement nouveau prévoit en effet : *« Avant d'entrer en contact, chaque première ligne doit être en position penchée avec les têtes et les épaules pas plus basses que les hanches et à une longueur de bras de ses adversaires. »* Voilà pour les mêlées qui naissaient sous le signe du bélier. Le texte poursuit : *« Pendant la formation et le déroulement de la mêlée, les épaules de chaque joueur de première ligne ne doivent pas être plus basses que ses hanches »*. Voici pour les mêlées qui mouraient écrasées. Le *« travail en dessous »* de certains piliers roublards, source d'effondrement de bien des mêlées, est désormais sanctionné. L'International Board entend ainsi lutter contre les accidents de nature cervicale.

Selon les statistiques tenues à jour par la Fédération française de rugby, les blessures du cou ne représentent que 4,2 % de l'ensemble des accidents du rugby. Trois quarts d'entre elles sont des douleurs ou des entorses cervicales sans conséquences graves. Restent les luxations et les fractures entraînant la paralysie, voire la mort. *« Elles sont rarissimes – on compte un à deux décès par an pour l'ensemble des nations de l'Union – mais elles frappent l'opinion publique »*, admet Jean Pène, le médecin du XV de France, pour qui *« il était utile de chercher à diminuer les risques d'accident, mais, du fait de la nature de ce sport, on ne peut les éliminer totalement. »* Selon lui, *« la véritable prévention se situe ailleurs : dans les séries inférieures et dans les petits clubs où l'on bombarde au poste de pilier des gosses au cou de poulet. Il faut interdire à des jeunes qui n'en ont pas les capacités physiques de jouer à des postes dangereux. C'est de la responsabilité de l'entraîneur et du médecin »*.

Sur son banc de touche, l'entraîneur du Racing-Club de France, Robert Paparemborde, partage cette opinion : *« Sur les mêlées ordonnées, les joueurs sensibilisés par la réforme font davantage attention, mais*, précise l'ancien pilier de l'équipe de France, *on n'a fait qu'inscrire dans la législation ce qu'on apprend depuis toujours aux piliers lorsqu'on les fait travailler au joug »*. Sans rejoindre son ancien adversaire, le talonneur irlandais Kennedy, qui a qualifié la nouvelle réglementation d'*« ineptie »*, Paparemborde estime que *« cela n'a rien changé dans la conception du jeu »*.

A l'ancienne

Pour lui, comme pour René Hourquet, la véritable révolution est en germe dans les règles 18 et 19, qui régissent le jeu au sol. Ces dernières saisons, un joueur plaqué devait lâcher aussitôt la balle et s'en écarter, ou du moins tenter de le faire sous l'inévitable avalanche de quelques *quintaux de muscles. C'était* l'empilage, une phase de jeu confuse et dangereuse, aujourd'hui découragée par la nouvelle définition du tenu : *« Un joueur tenu peut passer le ballon, le lancer ou le pousser au sol, à condition qu'il le fasse immédiatement et que ce ne soit pas en avant. »*

Ce retour à l'ancienne pratique de la *« passe à terre »* réjouit Robert Paparemborde. *« Tout le monde le réclamait »*, dit-il, conscient que la face du monde ovole risque de se trouver changée. *« Tous les entraîneurs préconisaient jusqu'ici de mettre le ballon au sol. Maintenant, le but est de rester debout le plus longtemps possible »*. Dans cet esprit, le « maul » est aussi protégé par la nouvelle loi : impossible, désormais, de le faire écrouler. *« Délaissé au profit de la mêlée ouverte, il va redevenir, prophétise Paparemborde, une base d'attaque. »*

Attaque. Le mot est inscrit en filigrane à chacun des articles de la nouvelle réglementation. Au lieu d'enterrer le ballon, il s'agit de le faire vivre le plus possible. *« Cela entraîne de profondes modifications techniques et mentales pour les joueurs, mais aussi pour l'arbitre*, déclare René Fourquet. *A l'inverse de ce qui se passait auparavant, la responsabilité de l'arrêt de jeu est à imputer neuf fois sur dix à l'équipe qui a le ballon, puisque le règlement donne au porteur toute facilité pour s'en débarrasser, pour l'éloigner de ce foyer d'infection qu'est la phase de jeu au sol. »* Cela contraint l'arbitre à *« des coups de sifflet contre nature qui pénalisent en apparence l'équipe la plus dynamique »*.

« Après deux mois de rodage, certaines équipes ont fait de très gros efforts d'adaptation », constate M. Hourquet. Au public d'en faire autant. Samedi, dans les tribunes du stade Yves-du-Manoir, à Colombes, certaines huées contre des décisions de l'arbitre étaient visiblement liées à la méconnaissance du règlement.

Parisiens et Catalans se sont livrés à un match sans suspense, puisque l'USAP a pris d'entrée la mesure de son adversaire. (21 à 6 à la mi-temps, 21 à 12 à la fin de la partie), mais un match aéré, offensif, sans temps mort ni mêlée effondrée. Tout le monde a pu le constater. Personne ne pourrait jurer que c'est grâce aux nouvelles règles.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

TRIATHLON

La chasse à l'homme de Miss Baker

Pour la quatrième année consécutive, l'Américain Mark Allen a remporté dimanche 13 octobre le triathlon de Nice (3 km en mer, 120 km à vélo et 32 km de course à pied) doté de 75 000 dollars et baptisé championnat du monde par ses organisateurs, la municipalité et l'International Management Group (IMG) de l'Américain Mark McCormack. Cinquième après la natation à 50 secondes de son compatriote Charlie Graves, toujours cinquième après l'épreuve cycliste, mais à 7 mn 12 s de son autre compatriote Scott Molina, Mark Allen a fait la différence dans la deuxième moitié de la course pédestre pour finir en 5 h 53 mn 13 s (record de l'épreuve).

L'Américain Scott Tinley a terminé deuxième à 2 mn 39 s devant le Néerlandais Rob Barel (premier non Américain à monter sur le podium à Nice) à 7 mn 36 s et Scott Molina à 12 mn 18 s. Le premier français, Yves Cordier, troisième après la natation et huitième après le cyclisme, a fini septième à 21 mn 25 s. La première femme, la Néo-Zélandaise Erin Baker, a terminée trente et unième à 44 mn 9 s.

De notre envoyé spécial

Nice. – Ce dimanche d'octobre s'annonçait très chaud sur la promenade des Anglais. Une aubaine pour les derniers touristes. Un soulagement pour les 726 concurrents du triathlon invités à se jeter à l'eau dès 9 heures du matin pour 3 kilomètres à effectuer dans une mer encore à 21 degrés. Moins de trente-huit minutes plus tard, l'Américain Charlie Graves émergeait le premier. Avec sur ses talons son compatriote Dave Scott, quatre fois vainqueur de l'Ironman (homme de fer) d'Hawaï, le plus ancien et le plus célèbre des triathlons qui fait enchaîner 3,9 km dans l'océan, 182 km à vélo (longueur d'une étape du Tour de France) avec interdiction de rouler groupé et un marathon pédestre de 42,195 km.

Les deux hommes étaient à peine repartis à vélos que les deux premières naïades, la française Frédérique Villechenaud et l'Américaine Linda Buchannan sortaient de l'eau seizièmes ex-eaquo à 3 mn 22 s. Les femmes, qui ont dû attendre les Jeux de Los Angeles en 1984 pour pouvoir disputer un marathon olympique sont de plus en plus nombreuses à venir défier les hommes au triathlon, où leurs qualités d'endurance, tardivement reconnues, trouvent un remarquable terrain d'expression. Elles étaient 46 à Nice dont 16 Américaines et 11 Françaises.

L'an dernier, à Nice, les Américaines Collen Cannon et July Moss avaient fait sensation en terminant respectivement seizième et dix-septième. Juste devant Yves Cordier, le premier concurrent français. July Moss a fait mieux depuis en finissant troisième derrière Dave Scott et Scott Molina lors du premier Ironman japonais avec plus d'une demi-heure d'avance sur le premier concurrent de ce pays. Invitée au championnat d'Europe disputé au mois d'août à Almeere (Pays-Bas) dans des conditions climatiques épouvantables (froid, pluie et vent) la néo-zélandaise Erin Baker avait pris le septième place.

L'enfer en baie des Anges

En l'absence de July Moss qui avait préféré rester aux Etats-Unis pour mieux préparer l'Ironman d'Hawaï programmé deux semaines seulement après le triathlon de Nice, Erin Baker faisait figure de favorite pour les 10 000 dollars – autant que pour les hommes – attribués à la première femme. Cette ancienne infirmière de vingt-quatre ans passée professionnelle comme les meilleures Américaines s'entraîne en moyenne une quarantaine d'heures par semaine.

Quarante quatrième à 6 mn 45 s après la natation, la petite rouquine néo-zélandaise coiffée à la garçonne n'était pas au bout de ses peines. Son manque de puissance l'a handicapée fortement sur le parcours cycliste vallonné (de 0 à 130 mètres) et pittoresque à souhait de l'arrière-pays niçois. Quand elle revenait sur la Promenade des Anglais après 3 h 36 mn passées en selle, près de quatre-vingt concurrents dont Collen Cannon, avaient déjà entamé l'épreuve pédestre.

L'enfer l'attendait encore en baie des Anges avec 32 km aller et retour entre la plage et les gaz d'échappement des voitures sur un couloir de bitume aménagé jusqu'à la sortie d'Antibes. Quelques kilomètres suffisaient à Erin Baker pour revenir sur Collen Cannon et la passer sans un regard. La Néo-Zélandaise aurait alors pu se contenter d'assurer sa première place féminine. Le regard fixé quelques mètres devant elle, la foulée encore souple et régulière, elle entreprenait pourtant une inexorable chasse à l'homme. En deux heures et dix-sept minutes de course (mieux que Scott Molina ou Yves Cordier), elle était revenue à la trente et unième place, à moins de trois quarts d'heure de Mark Allen.

Face à ces professionnels du triathlon, les Françaises font encore figure de suffragettes. Chantal Malherbe et Odile Lagarde, les deux meilleurs, viennent de dépasser la trentaine et sont venues tardivement à cette discipline.

Toujours pas reconnu par le ministère de la jeunesse et des sports, le comité national pour le développement du triathlon ne dispose pas d'entraîneurs nationaux et ne bénéficie pas de convention pour les aménagements d'horaires passée avec certaines entreprises privées ou nationalisées. Comme Yves Cordier, entièrement pris en charge par des commanditaires et qui a progressé en un an de douze places et surtout de quarante-deux minutes par rapport à Allen, les triathlètes français devront-ils longtemps s'en remettre au secteur privé ?

GÉRARD ALBOUY.

هكذا من الأصل

AUTOMOBILISME

Tigres en série

De notre correspondant

Montlhéry. – Une Renault 5 et une 505, toutes deux à moteur turbo, se disputant la première place devant une Ford Camaro ayant 500 bons chevaux sous le capot. Un médecin toulousain finissant deuxième devant une brochette d'anciens pilotes de formule 1 dans un championnat de France. Voilà, en deux images, ce que sont les courses de production. Douze épreuves pas comme les autres, dont la dernière a eu lieu le 13 octobre sur le circuit de Montlhéry.

La « production », inspirée de la formule « stock-car » américaine, a fait son apparition sur les circuits français en 1976. Débuts discrets. Il manquait une bonne organisation et un règlement sportif et technique. En 1979, Philippe Gurdjian, un publicitaire, et Jean-Pierre Beltoise prennent les choses en main et créent la NOSCAR (Nouvelle organisation spécialisée pour les courses automobiles et les raids).

Avec elle, les courses de voitures de production ont pris un élan irrésistible : vingt mille spectateurs en moyenne assistent à chaque étape du championnat. Mais qu'ont-elles donc de si attrayant, ces voitures ? Paradoxalement, elles tirent leur attrait de leur absence d'originalité. Ce sont au départ des voitures de série. C'est l'automobile de M. Tout-le-Monde qui déboulait dimanche dans la ligne droite des tribunes de Montlhéry à 250 kilomètres-heure.

Beaucoup de grandes marques, comme Renault, Peugeot, Mercedes, Rover, BMW ou encore Alfa Romeo qui produisent des véhicules à tempérament sportif sont concernées.

Toutefois, il existe une grosse différence entre la berline ordinaire et ces pur-sang multicolores qui brûlent le bitume. De ces dernière, les propriétaires tirent, en effet, le maximum dans le respect d'un règlement à cheval sur les modifications. Mais d'un moteur de BMW 635 développant 286 chevaux en version commerciale, on arrache par exemple 450 chevaux en compétition.

Deuxième facteur de succès : le spectacle de bons pilotes en pleine action. *« Notre idée est de réunir en production les vingt-cinq meilleurs pilotes français »,* affirme Jean-Pierre Beltoise. Beltoise lui-même, Jean-Pierre Jabouille, Jean-Pierre Jarier, tous anciens de la formule 1, pour ne citer que ceux-là, sont déjà au rendez-vous. Avec d'autres professionnels comme Jean-Louis Schlesser ou Jean-Louis Bousquet et des amateurs de très haut niveau, ils composent un plateau de luxe.

Tous ont leurs chances. Une réglementation malicieuse y veille. Chaque voiture a un coefficient de poids en fonction de sa puissance. En outre, le vainqueur d'une course se voit lesté à la suivante. C'est ainsi que Jean-Pierre Jarier, après avoir raflé le titre l'an passé, a dû embarquer cette saison 110 kilos de plus dans sa Camaro Facom-Elkron ; pénalisé comme pour un handicap hippique.

Alors tout le monde attaque, d'autant que la course est courte, même si elle se dispute en deux manches. A Montlhéry dimanche, Jacques Laffite, qui pilotait une Mercedes 190, a eu bien du mal à finir dixième, mais le pilote de Ligier n'était pas encore habitué à ces machines lourdes, à la tenue de route insuffisante par rapport à leur puissance.

Laffite a promis de revenir. D'autres s'apprêtent à l'imiter. *« Les meilleurs pilotes se retrouveront dans cette formule, car c'est le seul championnat professionnel en France »,* explique Jean-Pierre Jarier. Enfin, pour un constructeur et un sponsor, c'est un investissement raisonnable : une saison peut être bouclée avec 2 millions de francs par véhicule. Ford Opel et même Ferrari pourraient venir grossir les rangs dès la saison prochaine.

PATRICK DESAVIE.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE DES 100 KM MARCHE AUX MUREAUX

1. Jacky Laval (Provins), en 9 h 23 mn 8 s (moyenne 10,654 km/h) ; 2. Patrice Faubert (Erinou), 9 h 26 mn 7 s ; 3. Pascal Tournoi (Bar-le-Duc), 9 h 26 mn 58 s, etc.

Automobilisme

CHAMPIONNAT DE PRODUCTION

Classement final. – 1. Schlesser, 211 pts ; 2. Lapeyre, 193 ; 3. Cudini, 184 ; 4. Snobeck, 170 ; 5. Bousquet, 141, etc.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Cinquième tour aller)

*Villeurbanne b. Monaco	103-82
*Orthez b. Limoges	111-98
*Antibes b. Vichy	96-76
RCF Paris b. *Le Mans	101-84
Chalans b. *Avignon	93-89
*Stade français b. Caen	100-86

Classement. – 1. Villeurbanne, 10 pts ; 2. Antibes, Orthez et Monaco, 9, etc.

Cyclisme

TOUR DE LOMBARDIE

Coup double pour Sean Kelly : en gagnant le Tour de Lombardie, dernière classique de la saison, samedi 12 octobre, sur la piste du vélodrome Vigorelli de Milan, le champion irlandais a obtenu la grande victoire internationale qu'il convoitait depuis plusieurs mois et remporté, par voie de conséquence, le trophée Super Prestige désignant le meilleur routier sur l'ensemble de l'année.

Sean Kelly a également remporté, le lendemain, le Critérium des As, qui se déroulait à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Fin de la quinzième journée)

*Laval b. Toulouse	3-2

Classement. – 1. Paris-SG, 28 pts ; 2. Bordeaux, 21 ; 3. Nantes, 20, etc.

Deuxième division
Fin de la quatorzième journée)

GROUPE A

Saint-Etienne b. *Istres	2-1
*Alès et Martigues	0-0
*Le Puy b. Chaumont	3-2
*Montceau b. Thonon	3-0
*Béziers et Nîmes	1-1
*Red Star et Cannes	1-1

Classement. – 1. Saint-Etienne, 20 pts ; 2. Alès, 19 ; 3. Le Puy, 18, etc.

GROUPE B

*Guingamp b. Niort	5-1
*Lorient b. Reims	3-1
*Angers b. Caen	1-0
*Sedan b. Quimper	1-0
*Limoges et Orléans	0-0
*Abbeville b. Valenciennes	3-1
Beauvais b. *Besançon	2-1
*Dunkerque et Rouen	1-1

Classement. – 1. RC Paris et Guingamp, 23 pts ; 3. Mulhouse, 18, etc.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Cinquième journée)

POULE 1

*Romans b. Stade Toulousain	13-12
*Narbonne b. Boucau	43-3
*Graulhet b. Mont-de-Marsan	48-22
*Bagnères b. Brive	10-9
Béziers b. *Lombez-Samatan	29-10

Classement. – 1. Béziers, 14 pts ; 2. Stade Toulousain et Bagnères, 13, etc.

POULE 2

*Lavelanet b. Valence	19-9
Biarritz b. *Toulon	27-13
*La Voulte b. Oloron	16-13
*Bayonne b. Castres	26-13
*Pau b. Hyères	19-15

Classement. – 1. Biarritz, 13 pts ; 2. Pau, Bayonne et Toulon, 11, etc.

POULE 3

Nîmes b. *Montauban	6-0
*Tyrosse b. Aurillac	25-13
*Agen b. Lourdes	15-10
*Hagetmau b. Dax	29-18
*Tulles-Le Creusot *(reporté au 27 octobre)*	

Classement. – 1. Agen, 15 pts ; 2. Nîmes, 13 ; 3. Aurillac et Hagetmau, 11, etc.

POULE 4

*Montferrand b. Bègles-Bord.	17-12
*Nice b. Marmande	32-6
*Grenoble b. Tarbes	15-6
Perpignan b. *Racing-CF	21-12
*Bourgoin b. Carcassonne	44-6

Classement. – 1. Perpignan, Montferrand et Tarbes, 13 pts, etc.

● *Jérôme Gallion, le demi de mêlée de l'équipe de France, victime d'une entorse de la cheville au cours du match Toulon-Biarritz, ne pourra participer au premier test-match contre le Japon, le 19 octobre, à Dax. Il sera remplacé par l'Agenais Pierre Berbizier.*

ATHLÉTISME

La gazelle du pont d'Iéna

En revenant de Canberra (Australie), où elle avait disputé le 10 000 mètres de la Coupe du monde d'athlétisme, Hasania Darami, une minuscule Marocaine qui court comme une gazelle, avait l'intention de remporter l'épreuve féminine des 20 kilomètres de Paris. Pour cela, elle a pris, dimanche, le départ au pont d'Iéna comme les organisateurs le lui avaient dit.

Las ! Tous les cracks, familiers des embarras des premières foulées, se sont élancés de la place du Trocadéro avec 1,5 kilomètre d'avance. Parmi ceux-ci, il y avait la Britannique Gill Clarke, qui a finalement précédé Hasania Darami d'une quarantaine de secondes sur la ligne d'arrivée, lui volant la victoire.

Le Néerlandais Marti Ten Kate, un spécialiste de steeple, a connu la même mésaventure : pour avoir eu l'honnêteté de couvrir l'intégralité du parcours, a été précédé par des coureurs britanniques, inconnus mais peu scrupuleux, comme Colin Moore et Carl Thackerey, qui ont lâché le Français Pierre Levisse, handicapé par un point de côté.

Furieux, le commissaire général, Henri Louet, organisateur de l'épreuve, a décidé de ne pas officialiser le classement. Pour leur septième anniversaire, les 20 kilomètres de Paris n'avaient pas besoin de ce nouvel incident. Privée sans raison depuis deux ans du soutien financier du ministère de la jeunesse et des sports, cette manifestation pédestre, qui rassemble pourtant plus de vingt-sept mille concurrents passionnés de course à pied, avait dû, à l'injonction de la préfecture de police – très préoccupée d'éviter les embouteillages, – abandonner son parcours traditionnel dans les rues de la capitale pour un tour dans les allées du bois de Boulogne. De l'oxygène mais pas de public ! Décidément, cette fête aura été gâchée tout au long.

A. G.

TENNIS

Noah reprend du service

« Maintenant, il ne faut pas que je garde la tête dans le sac », avait dit Yannick Noah le 6 octobre à Belgrade, après avoir entraîné l'équipe de France en deuxième division de la Coupe Davis. Aura-t-il assez de ressources pour réagir ? s'interrogeait-on alors, tant la prestation du numéro un national avait été médiocre en Yougoslavie. Eh bien ! le numéro sept mondial a répondu de la plus belle des façons le 13 octobre : sur la surface même qui avait vu son naufrage (green-set), il a retrouvé son tennis conquérant, pour le plus grand bonheur des spectateurs toulousains, qui l'ont vu remporter son troisième tournoi de l'année avec ceux de Rome et Washington.

Après avoir nettement dominé son coéquipier Guy Forget en demi-finale (6-4 ; 6-2), il a facilement battu l'accrocheur tchécoslovaque Tomas Smid (6-4 ; 6-4). Tout ce qui lui avait fait défaut une semaine auparavant, Noah l'avait retrouvé : un grand service (dix-sept aces), un bon revers d'attaque et une présence permanente au filet. C'est ce Noah, perdu puis retrouvé, qui a signé sa victoire en retournant un lob entre les jambes – son coup fétiche – sur la balle de match. Bref, sept jours après avoir touché le fond, voilà Noah au sommet de son art. C'est la marque des champions de réagir ainsi avec orgueil.

A. G.

VOILE

Monaco-New-York au creux de la vague

(De notre envoyé spécial.)

Monaco. – Un décor pour rêver au pied du rocher des Grimaldi, le prince Albert pour donner le départ de la nouvelle Méditerranée-Transatlantique Monaco-New-York à une flotte réduite à neuf unités : au creux de la vague après l'annulation de La Rochelle-Annapolis et la grande casse de la course de l'Europe, le monde de la voile commandité s'efforçait, dimanche 13 octobre, de surmonter la morosité d'une année gâchée par les querelles entre organisateurs, commanditaires et coureurs.

Pour tenter de renouer avec le succès de la Route du Rhum ou de Québec-Saint-Malo, Michel Etevenon, le grand sorcier de ce milieu, avait retrouvé les bonnes recettes susceptibles de transformer une épreuve sportive en événement grand public. Après un départ princier, une arrivée grandiose attend les navigateurs en plein cœur de Manhattan, face au porte-avions *USS Intrepid* qui, après avoir longtemps récupéré les astronautes, abrite le Musée de l'air et de l'espace. Il ne reste plus aux concurrents qu'à justifier en course les 1 460 000 F de prix, dont 270 000 F au vainqueur et autant pour le premier monocoque.

En l'absence de *Crédit agricole, Fleury-Michon, Royale* et *Charente-Maritime,* les maxi-catamarans qui ont dominé les dernières Transat, le nouveau *Jet Services* (25,90 mètres) de Patrick Morvan, seul à disposer d'un mât-aile, est l'indiscutable favori. Pour le recordman de la traversée de l'Atlantique, la principale menace viendra du Canadien Mike Birch sur *Formule Tag,* toujours à la recherche d'un premier succès.

G. A.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– M. le docteur
et Mme Adrien JOSIPOWICZ

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils,

Emmanuel.

Paris, le 9 octobre 1985.

Décès

– On annonce le décès, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de

Mme Yvonne AMOUREUX,
institutrice.

Selon son désir elle a été inhumée dans l'intimité familiale, à Viroflay.

De la part de sa fille et de toute la famille.

Mme Jeanne Egle,
2, rue Hippolyte-Maze,
78220 Viroflay.

– Lise Ancel,
sa fille,
Anne Ancel,
sa petite-fille,
Et toute sa famille,

ont le chagrin de faire part du décès de

Mme Simon ANCEL,
née Marguerite Worms,

le 1er octobre 1985, à son domicile, dans sa quatre-vingt-seizième année.

– Vannes. Paris. Plescop. Cogny. Gouarec.

Ses enfants,
Janie et Gérard Ciabrini,
Michelle et Jean Degorre,
Madeleine et Paul Aubry,
Ses frère et belle-sœur,
Roger et Andrée Noël,
Ses petits-enfants,
Michèle et François Lapadu-Hargues,
François et Agnès Ciabrini-Gauteur,
Dominique Ciabrini,
Philippe et Foukié Bata,
Chantal et Annaïk Aubry,
Stéphane et Joël Buiron,
Ses arrière-petits-enfants,
Vincent, Delphine et Julia,
Et les familles Noël, Roudot et Ruchon,

ont la tristesse de faire part du décès, le 2 octobre 1985, de

Mme Pierre BATA,
née Alice Noël,
médaillée de la Résistance,
officier des Palmes académiques.

Les obsèques ont eu lieu à Gouarec (22570), dans l'intimité familiale.

2, rue Pasteur,
56000 Vannes.

– Françoise Guibourg,
sa compagne,
Sophie Castets,
sa fille,
Albert et Jeanne Castets,
ses parents,
Bruno et Claire Castets,
Philippe et Nadine Castets,
Marie-Laure et Alain Dufresne,
Christine Castets,
Jean Castets et Bernadette Armand,
Marie Castets,
ses frères, sœurs, beau-frère, belles-sœurs,
Guillaume, Samuel, Anne, François, Sarah, Simon,
ses neveux et nièces,
Les familles Castets, Guibourg, Delphy, Fornara, Dehecq, Chauffrée, Dufresne, Prat, Armand,
Ses parents et amis,

ont la très grande douleur de faire part du décès accidentel de

Jean-Louis CASTETS,
chargé de mission à la SEBN,

survenu à l'âge de trente-deux ans, le 9 octobre 1985.
Il a été inhumé à Caen.
Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue du Tour-de-Terre,
14000 Caen.

– Mme Georges Djian,
Mme Raoul Djian,
M. et Mme Pierre Djian,
M. Charles B. Marchina,
Mme Albert Stora,
M. Georges B. Marchina,
M. et Mme Arnaud Desjardins,
Ses neveux et nièces, petits-neveux et petites-nièces,
Ses nombreux cousins,
Parents, alliés et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges DJIAN,
ingénieur des Arts et Manufactures (1933),

survenu dans sa soixante-seizième année, le 10 octobre 1985.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière Montmartre le 11 octobre.

78, boulevard de Courcelles.
75017 Paris.

– Mme Françoise Gilot-Salk,
Le docteur Jonas Salk,
M. et Mme Claude Ruiz-Picasso,
M. et Mme Lopez-Sanchez,
Mlle Aurélia Simon,
Les familles Rigoigne, Clerc, Rolez, Schneegans,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Emile GILOT,
née Madeleine Renoult,

survenu le 9 octobre 1985, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

19, rue Jacques-Dulud,
92200 Neuilly.

– Mme François Goré,
M. et Mme George T. Yates, III,
Mlle Marie Goré,
M. et Mme Jean Goré,
Marie-Thérèse, Georges, Alexandra, Aurélien, Pierre-Dimitri,
M. et Mme Jean Kohn,
leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. François GORÉ,
professeur émérite
de l'Université de droit, d'économie
et de sciences sociales de Paris,
doyen honoraire
de la Faculté de droit de Grenoble,

rappelé à Dieu le 7 octobre 1985, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, le jeudi 10 octobre.

L'inhumation a eu lieu le vendredi 11 octobre, à Crest (Drôme).

37, rue de Lille,
75007 Paris.

– Mme Madeleine Guyader,
M. et Mme Yves Guyader
et leurs enfants, Yann et Olivier,
Les familles Chave, Falgaronne, Weber, Ducassou, Joncour, Cabon, Gaillard,
Les parents et amis,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Henri GUYADER,
commissaire principal
de police honoraire,
combattant volontaire de la Résistance,

survenu le 30 septembre 1985.
Les obsèques ont été célébrées le vendredi 4 octobre, à Orléans, dans l'intimité.

21 *bis*, rue de Champigny,
45160 Ingré.
22, rue Abel-Boireau,
33500 Libourne.

– Mme Salomon Jesua,
M. et Mme Joseph Jesua
et leurs enfants,
Mme Claude Jesua
et sa fille,
Mme Fortunée Israël,

ont la douleur de faire part du décès de

Salomon JESUA,

leur époux, père, grand-père et frère, survenu à Paris le 11 octobre 1985, à l'âge de soixante-quatorze ans, et tiennent à remercier les innombrables médecins et le personnel hospitalier qui l'ont assisté pendant sa longue et cruelle maladie.
Les obsèques ont eu lieu ce lundi 14 octobre.

1, place des Vergers,
95140 Garges-lès-Gonesse.

– Mme Nicole Kugel,
Nicolas et Alexis Kugel,
Mme Assia Zuker,
Mme Kila Kugel,
M. André Zuker,
M. et Mme Jacques Nassif
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques KUGEL,
chevalier de l'ordre
des Arts et des Lettres,

survenu le 9 octobre 1985, dans sa soixante-quatorzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue de Constantine,
75007 Paris.

– Nous apprenons le décès de

Robert RAYNAUD,

survenu le samedi 12 octobre 1985, à l'âge de soixante-treize ans.

[Né le 29 avril à Taverny (Val-d'Oise), Robert Raynaud, professeur de gymnastique, a été l'ancêtre de l'aérobic. C'est lui qui a réveillé pendant trente-sept ans des millions de Français avec son émission radiophonique « le Réveil musculaire ». Il a été aussi le producteur de l'émission « Tous en forme », à TF 1 et d'autres émissions à la télévision.]

Anniversaires

– Il y a un an,

Georges AVRAMIDIS

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et estimé aient une pensée pour lui.

Danielle PLATZMAN.

Elle avait dix-neuf ans.

Elle aimait la vie.
Elle nous a quittés il y a douze ans.

– Pour le troisième anniversaire du décès du

professeur Marcel WALINE,

une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Le 14 octobre 1985.

Avis de messes

– On nous prie d'annoncer qu'une messe sera célébrée à la mémoire de

Mme Jacques D'ENFERT,
née Germaine Vigreux,

décédée le 24 août 1985, le vendredi 18 octobre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation.

– Une messe sera célébrée le 16 octobre 1985, à 12 h 15, dans la chapelle de l'ESSEC, à Cergy-Pontoise, à l'intention de

Marie-Hélène LAGARDE,

disparue le 19 septembre, à Mexico, à l'âge de vingt et un ans.
Pas d'envoi de fleurs, adresser vos dons à la BNP, 160, rue d'Antibes, 06400 Cannes, n° 052375/65, pour l'achat de matériel antisismique.

Communications diverses

– A l'occasion du 8e anniversaire de l'inhumation, à Notre-Dame-de-Lorette, du soldat inconnu mort pour la France en Afrique du Nord, les anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc organisent, le mercredi 16 octobre, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe, une cérémonie au cours de laquelle l'Association des anciens combattants de l'union française, la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, et l'Union nationale des combattants en Afrique du Nord raviveront la flamme.

ÉCHECS

Le championnat du monde (Quinzième partie)

NULLE TRANQUILLE POUR KARPOV

Tactique ou impuissance ? Comment qualifier, à neuf parties seulement de la fin du championnat du monde, la courte nullité proposée par Kasparov samedi dans la quinzième partie. Certes, il n'avait rien de mieux à faire. Karpov avait choisi la défense Petroff, jouée quatre fois lors du premier match annulé et avec laquelle Kasparov lui avait fait subir sa troisième défaite dans la quarante-huitième et dernière partie.

Après 8...Cf6, Kasparov crut-il tenir un avantage, ou se vit-il en difficulté ? Il réfléchit 46 minutes avant de choisir, une fois de plus, de donner un pion qu'il récupéra dix coups plus tard, mais sans le moindre espoir de gain.

Cette quatrième partie nulle consécutive porte le score à 7,5 partout, égalité qui conviendrait parfaitement au champion du monde si elle était maintenue jusqu'au bout. Dans les neuf parties restant à jouer, c'est lui qui aura cinq fois les Blancs. Faut-il en conclure qu'il ne reste à Kasparov que quatre occasions pour marquer le point sans doute décisif ? Il serait surprenant, en tout cas, qu'à partir de la seizième partie, mardi, il ne concède que des nulles aussi tranquilles.

B. de C.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV
Quinzième partie
Défense Pétroff

1. é4	é5	13. c×d5	C×d5
2. Cf3	Cf6	14. Fb5+	ç6
3. C×é5	d6	15. C×d5	ç×b5
4. Cf3	C×é4	16. Db3	0-0
5. d4	d5	17. C×é7	D×é7
6. Fd3	Cç6	18. D×b5	a6
7. 0-0	Fg4	19. Db3	Tfé8
8. ç4	Cf6	20. Fé3	Taç8
9. Cç3	F×f3	21. Taç1	h6
10. D×f3	C×d4	22. h3	Cd4
11. Té1+	Ff7	Nulle	
12. Dd1	Cé6		

LE TOURNOI DES CANDIDATS

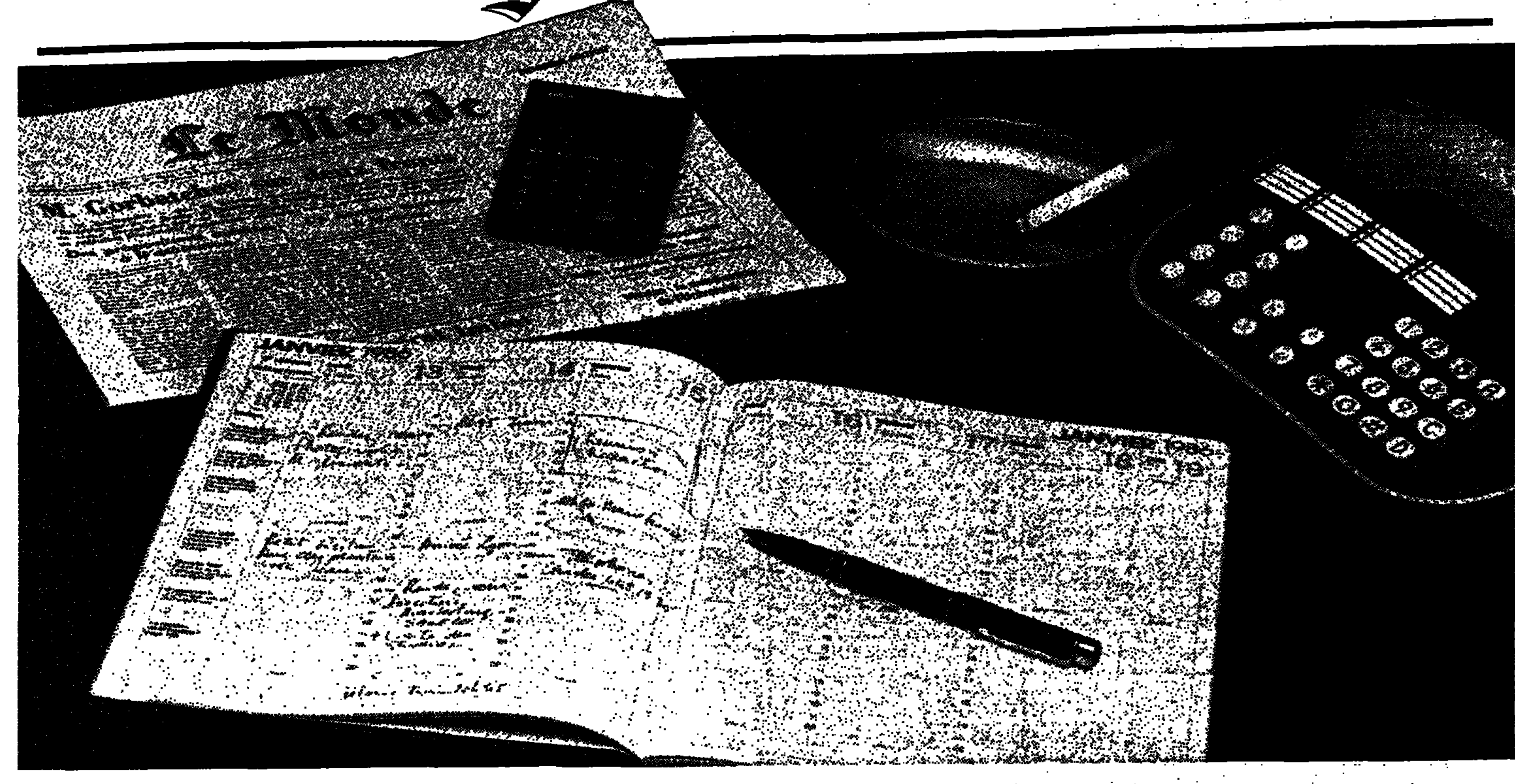
En présence de M. Florencio Campomanes, président de la Fédération internationale des échecs, et de M. Jacques Lambert, président de la Fédération française, le Tournoi des candidats s'est ouvert, le samedi 12 octobre, à la mairie de Montpellier co-organisatrice avec le Cercle Alekhine (*le Monde* daté 13-14 octobre). Après deux rondes, le Soviétique Youssoupov, seul vainqueur, mène avec un point et demi.

PREMIÈRE RONDE. – (Toutes les parties se sont terminées par la nullité. Entre parenthèses, le nombre de coups joués) : Seirawan-Portisch (16) ; Spraggett-Youssoupov (35) ; Nogueiras-Tal (25) ; Sokolov-Vaganian (42) ; Smyslov-Timman (36) ; Tchernine-Ribli (15) ; Beliavsky-Kortchnoi (35) ; Short-Spassky (57).

DEUXIÈME RONDE. – Youssoupov-Nogueiras 1-0 (20) ; Tal-Sokolov 0,5-0,5 (15) ; Seirawan-Spraggett 0,5-0,5 (26) ; Timman-Tchernine 0,5-0,5 (42). Les parties Ribli-Beliavsky, Vaganian-Smyslov, Portisch-Spassky et Kortchnoi-Short sont ajournées.



L'agenda du Monde



BON DE COMMANDE DE L'AGENDA 86 DU MONDE

À renvoyer avec votre règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde* à : Agenda du *Monde*, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Veuillez me réserver et m'adresser :

☐ l'agenda de luxe cuir pleine peau au prix unitaire de 450 F TTC (frais d'expédition, gravure des initiales inclus).
coloris : noir ☐ bordeaux ☐ marine ☐

initiales ⎵⎵⎵

☐ L'agenda reliure Rondura piqûre sellier au prix de 280 F TTC (frais d'expédition inclus).
coloris : noir ☐ bordeaux ☐ marine ☐

gravure des initiales : ⎵⎵⎵ (15 F TTC en supplément)

☐ je souhaite recevoir une facture justificative.
Étranger : supplément de 40 F par agenda.

M.
Mme ______
Mlle
Prénom ______

Société ______

Adresse ______

______

Code postal ______

Localité ______

En cas de commande multiple, merci d'indiquer sur papier libre le nombre d'exemplaires et pour chacun, le coloris et les initiales à graver. MQI

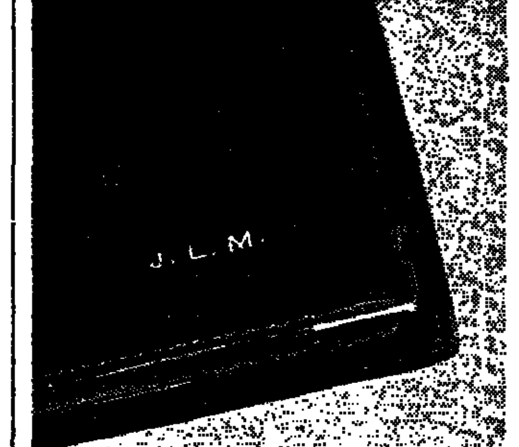
L'AGENDA DES JOURNALISTES ET DES LECTEURS DU MONDE

Pour ses journalistes, *le Monde* a conçu spécialement ce magnifique agenda de bureau, cet instrument sobre, pratique et clair qui leur permet d'organiser de façon simple un emploi du temps souvent bousculé par de multiples rendez-vous et déplacements.

Cet agenda, *le Monde* le met désormais à la disposition de ses lecteurs. Tous ceux qui exercent des responsabilités dans l'administration, les affaires, l'enseignement, les professions libérales, la vie politique ou associative trouveront dans l'agenda du *Monde* le collaborateur indispensable, discret et bien informé dont ils ont besoin.

PREMIÈRE QUALITÉ : une présentation sobre et élégante.
Couverture protégée par des coins dorés. Impression en trois tons de gris différents sur papier légèrement chamoisé. Typographie simple et lisible.
L'agenda du *Monde* existe en deux versions (luxe en cuir pleine peau et Rondura piqûre sellier) et trois coloris (Noir, Bordeaux et Marine). En version luxe, l'impression des initiales au fer à dorer sur la couverture est gratuite.

DEUXIÈME QUALITÉ : un instrument pratique et rationnel.
Votre emploi du temps découpé jour par jour, demi-heure par demi-heure. Une mise en page aérée prévoyant le plus de place possible aux notations personnelles.
Sur une double page, l'agenda du *Monde* vous offre une vision complète de toutes vos tâches, le tableau de bord de votre semaine.



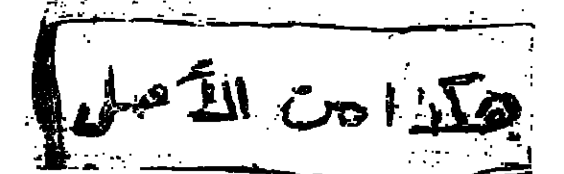
FICHE TECHNIQUE
Format 220 x 280.
Couverture amovible cuir pleine peau ou Rondura piqûre sellier.
Trois coloris : Noir ; Bordeaux ; Marine.
Coins renforcés en métal doré.
144 pages dorées sur tranche, dont cartographie : 10 pages couleurs.
Répertoire adresses séparé.
L'agenda de bureau du Monde est rechargeable.

TROISIÈME QUALITÉ : un outil de documentation unique.
Des centaines d'adresses et de numéros de téléphone : banques, organisations politiques, sociales, patronales, syndicales, institutions internationales. Mais aussi les compagnies aériennes, les aéroports, les gares, les radio-taxis à Paris et en province, les loueurs de voitures. De quoi gagner un temps précieux en évitant de longues recherches.
Unique et original, l'agenda du *Monde* présente également chaque jour les points de repère historiques de ces 40 dernières années. 6 février : chute du gouvernement Mendès-France (en 1955). 22 avril : putsch des généraux d'Alger (en 1961). 11 septembre : coup d'État de Pinochet (en 1973). 22 novembre : assassinat de Kennedy (en 1963)...

QUATRIÈME QUALITÉ : un guide complet du voyageur.
Un index géographique de 169 pays précisant les formalités de voyage, le nom de la monnaie nationale, les cartes de crédit acceptées, l'indicatif téléphonique, le téléphone des sièges bancaires français et des compagnies aériennes, le téléphone de notre ambassade et de nos missions diplomatiques et économiques.

L'agenda du *Monde* contient enfin une riche cartographie en couleurs de 10 pages avec des planisphères géopolitique, économique et - ce qui est bien utile - l'indication des fuseaux horaires.

Une réalisation Le Monde
Agendas Brépols



Le Monde

ECONOMIE

LE « MOINS D'ÉTAT » A L'ÉTRANGER

ÉTATS-UNIS : une pagaille volontaire

Affaiblissement des lignes aériennes, accroissement des tarifs téléphoniques : une déréglementation parfois abusive.

LA déréglementation entreprise systématiquement aux Etats-Unis par l'administration Reagan depuis 1981 se présente sous un double aspect. A première vue, et à court terme, elle ressemble fort à une pagaille volontairement organisée, et qui coûte cher. A moyen terme, si les idéologues du libéralisme ont finalement raison, elle aura peut-être été une source majeure de prospérité en obligeant le monde américain à s'adapter plus vite qu'il ne l'aurait voulu aux changements ambiants.

Au total, néanmoins, il est vraisemblable qu'elle appellera quelques ajustements, car point trop n'en faut. Passer sans transition d'une réglementation excessive à une déréglementation fanatique parfois tout aussi abusive, devrait logiquement conduire à la recherche future d'un meilleur équilibre.

Diffusée dans de nombreux secteurs de l'économie américaine, la déréglementation prend des formes diverses. Ainsi le conseil civil de l'aéronautique (Civil Aeronautics Board) s'est-il hornêtement déréglementé lui-même en se sabordant purement et simplement, dans la ligne d'une administration fédérale qui vient encore de recommander, il y a quelques mois, la suppression de 80 000 emplois administratifs fédéraux en trois ans.

Telle n'a pas été la politique de la commission fédérale des communications, qui, sous prétexte de déréglementer l'univers des communications, est devenue l'une des plus importantes administrations de Washington. Elle règne sans partage sur le monde du téléphone, de la télévision et des médias, des télécommunications nationales et internationales, appliquant inflexiblement des décisions qui, en France, passeraient pour quasiment révolutionnaires.

Pour se faire une idée des effets de la déréglementation, il suffit au voyageur français qui souhaite se rendre de New-York à Washington de comparer les tarifs des lignes aériennes qui lui proposent de le transporter : 75 dollars par Eastern Airlines ;59 dollars par People Express ; mais seulement 39 dollars sur cette compagnie s'il voyage en dehors des heures de pointe et 19 dollars s'il accepte de partir de l'aéroport international de Dulles à quelques kilomètres à l'extérieur de la ville. Au total plus de 55 dollars de différence sur le tarif traditionnellement pratiqué sur la ligne. Résultat, Eastern Airlines propose à son tour depuis le 1er septembre un aller à 35 dollars.

Marchandage

On ne se déplace plus, aux Etats-Unis, sans marchander des tarifs « économiques », « superéconomiques », « extraéconomiques » et maintenant « hyperéconomiques » qui vont jusqu'à 70 % du tarif de classe touriste habituel. People Express n'offre-t-elle pas un aller Bruxelles-New-York pour 99 dollars ? La compagnie championne des réductions travaille au-dessous du « point mort ». A ce régime elle a déclaré des pertes au dernier trimestre de 1984 et au premier trimestre de 1985. Pertes ou investissement ? Toujours est-il que les autres compagnies en souffrent aussi. D'une manière générale, le produit de la déréglementation a été un affaiblissement considérable de la situation des lignes aériennes.

Ce sont d'abord les lignes régionales qui ont le plus souffert, mais les grandes compagnies n'ont pas été épargnées, ce qui explique la vulnérabilité de TWA, qui vient de faire l'objet d'une « *offre publique d'achat inamicale* », ou de Pan Am qui a perdu 206 millions de dollars en 1984. Celle-ci a annoncé la vente de ses lignes de la région du Pacifique à United Airlines, qui a la première soutenu la politique de déréglementation parce qu'elle allait lui permettre d'étendre son réseau sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis.

Le conseil civil de l'aéronautique ayant disparu, c'est le ministère des transports lui-même qui était appelé à donner son accord pour cette transaction, les lignes internationales étant définies par traités et assignées par les gouvernements aux compagnies. Le comble de l'ironie est que le ministère à récemment indiqué qu'il refusait cette transaction si United Airlines n'abandonnait pas Hongkong et Tokyo, car une telle opération réduirait considérablement la compétition sur les principales routes de l'Asie.

Dans le domaine des télécommunications, c'est avec un style tout à fait différent qu'un avocat idéologue de quarante-trois ans a fait de la commission qu'il préside un véritable laboratoire de la déréglementation. Provoquant ainsi une vague d'investissements et d'innovations, il a fait de l'industrie des médias l'une des plus passionnantes du marché financier américain, même si, par ailleurs, il peut être tenu pour responsable de la nouvelle et chère pagaille qui règne sur le marché du téléphone.

Son action s'est exercée, consciemment ou non, contre l'*establishment*. Les règles établies tendaient à perpétuer les actionnariats installés des stations de télévision et de radio, toutes privées. En étendant la limite de possession par un seul individu de sept à onze stations de radio ou de télévision, à condition qu'elles ne représentent pas plus de 25 % de l'audience nationale, M. Mark S. Fowler a accepté un compromis, car il aurait volontiers envisagé une libéralisation totale. Le résultat n'en a pas moins été une multiplication des offres, publiques et privées, d'achat des stations.

Il désire maintenant éliminer l'obstacle aux offres publiques d'achat que représente la procédure, qui dure six mois, de transfert de licence d'émission par sa propre commmission fédérale des communications. C'est une perche surprenante tendue aux Murdoch et autres Turner lancés a l'assaut de cette industrie qui a pourtant la réputation de savoir se défendre à Washington. Mais cela changera-t-il quelque chose ? Lorsque M. Fowler a décidé l'an dernier de lever la limite du nombre de minutes de publicité par heure autorisé à la télévision, ce nombre n'a guère augmenté pour autant. Et, pour être objectif, il faut bien reconnaître que les programmes des télévisions commerciales, réglementées ou déréglementées, sont toujours aussi mauvais

Un progrès toutefois : les exploitants des réseaux de télévision par câble viennent d'être délivrés, par la cour d'appel, de l'obligation de retransmettre tous les programmes des chaînes nationales qu'ils reçoivent localement. Tout au moins les grandes chaînes devront-elles payer ceux-ci pour qu'ils le fassent de leur propre gré. L'histoire de la déréglementation américaine est une mine de paradoxes politiques, où l'on voit chacun à leur tour les régulateurs dérégulés, et les déréglementeurs réglementés, le public faisant en général les frais des opérations.

Ainsi, après l'éclatement du monopole de la Bell Telephone, les notes de téléphone ont-elles sensiblement augmenté pour les consommateurs. Et la déréglementation est devenue une réglementation draconienne pour les opérateurs en place, particulièrement ATT qui se voit obligée de conférer à ses concurrentes les mêmes avantages que ceux dont elle dispose.

L'enthousiasme des Américains pour cette évolution n'est pas unanime. La charmante secrétaire d'Etat aux transports, Mme Elizabeth Hanford Dole, se heurte à l'Association des camionneurs américains et au puissant syndicat des Teamsters, opposés à toute déréglementation supplémentaires du commerce par camion entre les Etats. Amorcée en 1980, cette déréglementation n'a pu être poursuivie, et elle a été repoussée à plus tard, en 1984, pour ne pas perturber les adhésions – les conservateurs sont nombreux dans cette branche –, pendant la campagne électorale.

Résistances

Essayant de repousser toute velléité d'abolir les frontières entre les Etats, les intéressés continuent de hurler à la concurrence déloyale des nouveaux venus. Il est vrai que les premières mesures se sont traduites par une baisse des tarifs et une diminution des salaires, y compris des employés syndiqués. Ces résistances sont une leçon pour l'Europe : il n'a guère été facile outre-Atlantique non plus d'abolir les frontières, et cela reste vrai deux siècles après la création de la Fédération.

C'est certainement dans le secteur bancaire que la déréglementation a pris l'allure la plus révolutionnaire. Elle s'est exercée dans trois domaines : déréglementation des prix, déréglementation géographique, et déréglementation des procédures. Il s'agit d'un phénomène américain qui aura de grande conséquence sur les marchés européens. Il a commencé en 1975.

JACQUELINE GRAPIN.

(Lire la suite page 41.)



« Vite ! Ne peut-on avoir de nouveau le gouvernement sur le dos ?»
– Je ne peux pas. Le téléphone ne marche pas. »
The Washington Post, 23 septembre 1984.

Le téléphone en morceaux

« V*OUS n'auriez pas 25 cents ?* » Pardessus bien coupé, chaussures cirées, ongles soignés. Quel besoin pousse donc cet homme distingué à arrêter le passant pour lui demander une pièce ? D'autant que, dans sa paume ouverte, luisent quelques taches blanches : des piécettes de 10 cents. « *C'est pour téléphoner* », s'excuse-t-il, piteux.

La compagnie de téléphone avait pourtant prévenu. Le 29 juin 1984, le prix de la communication à partir d'une cabine new-yorkaise passera de 10 à 25 cents, suivant les hausses déjà réalisées dans d'autres régions des Etats-Unis. Mais 150 % d'augmentation en un jour, c'est beaucoup, même si le prix était resté inchangé depuis trente-trois ans. Un quart de dollar l'appel, c'était aussi faire mentir nombre de dictons, dont celui affirmant qu'un Américain a toujours 10 cents en poche pour téléphoner.

« *C'est la faute au démantèlement d'ATT* », peste le passant. L'explication est trouvée, invariable depuis le 1er janvier 1984, date à laquelle a pris officiellement fin le monopole d'ATT sur le téléphone du pays. Une opératrice tarde quelques secondes à répondre ? Le démantèlement. Les factures de plus en plus lourdes ? Le démantèlement. Une cabine cassée ? Encore le démantèlement.

Le démantèlement avait pourtant de quoi plaire aux Américains, qui, par principe, ont horreur des monopoles. Mais ils faisaient volontiers une exception pour ATT : qualité des connexions, service poli au point d'être obséquieux, en tout cas irréprochable. « Ma Bell » (Mémé cloche) – selon l'affectueux surnom donné à une compagnie centenaire – semblait parfaite. C'est la firme elle-même qui s'est finalement rendue aux injonctions de la justice américaine – sur la base de la loi Sherman antitrust, – mettant fin à une bataille légale ruineuse qui l'opposait à MCI, un concurrent en mal d'expansion.

Depuis l'éclatement, les interlocuteurs se multiplient : pour les liaisons locales, sept compagnies régionales sectionnées de l'ancien système Bell. Quant à l'interurbain et, progressivement, l'international, ils sont désormais partagés entre une ATT amaigrie et près de 400 compagnies, dont les plus importantes sont MCI et GTE-Sprint.

Du coup, les factures, déjà très détaillées, deviennent inextricables. Il faut être comptable pour démêler les quelque vingt feuillets de totaux et de sous-totaux mensuels. Sans compter les augmentations de tarifs : facturation du raccordement entre les différents réseaux ; hausse des tarifs des appels locaux, auparavant subventionnés par les appels « longue distance » mal compensée par la baisse du prix de l'interurbain. Enfin, une dégradation du service offert par les firmes nouvelles venues, aux faibles moyens.

Bref, une série de chocs pour l'usager, pendant un siècle habitué à ne pas payer le téléphone à son coût *réel* : alors, les demandes de renseignements interurbains étaient gratuites, et les appels locaux regroupés en un forfait mensuel.

Après la cloche

Pour ATT, le démantèlement obligeait à réorganiser totalement son réseau, déménager des hectares de bureaux, reloger les employés – par ailleurs sous surveillance médicale pour amortir le choc psychologique du changement. Ce qui n'a d'ailleurs empêché ni une tentative de suicide ni plusieurs dépressions nerveuses.

Sans compter les frais pour sensibiliser le public au changement. MCI, le numéro deux du téléphone américain, a dépensé 20 millions de dollars l'année dernière rien que pour annoncer, là où il serait appliqué, la procédure de l'« *accès égal* » : l'accès à son réseau sera – par étapes – aussi facile que l'accès au réseau d'ATT. En composant le « 1 ». Il fallait, auparavant, onze chiffres avant les sept du numéro du correspondant. Quant à ATT, elle a dû lancer à grands frais une campagne télévisée nationale pour familiariser le public avec son nouveau logo – une boule azurée qui remplace la traditionnelle cloche bleue de « Ma Bell ». Au total, la réorganisation revenait à « *démonter un Boeing en plein vol* ».

Les premiers résultats sont mauvais. Les résultats d'ATT en 1984 sont inférieurs de 5,5 milliards de dollars aux prévisions. Les bénéfices des autres compagnies sont également douteux. Aucune des rivales d'ATT n'a encore réussi à décoller et MCI voit ses marges se réduire.

La poussière n'est pas encore retombée sur le nouveau paysage du téléphone américain. Des années seront nécessaires pour juger de l'efficacité réelle de la nouvelle concurrence. Les résultats sont aujourd'hui d'autant plus difficiles à interpréter que la FCC – commission fédérale des communications – handicape encore artificiellement ATT, notamment en lui imposant des tarifs plus élevés, pour laisser leur chance aux nouveaux venus.

L'enjeu est considérable. Pour les concurrents, c'est une part dans le marché des communications interurbaines en pleine expansion. Pour ATT, il s'agit de lutter contre l'engourdissement que l'on notait depuis quelques années. Depuis son démantèlement, son laboratoire et celui de chaque compagnie régionale ont accéléré le développement de nouveaux produits. Il était temps. Déjà, trois abonnés sur quatre ne sont plus équipés d'un téléphone traditionnel.

ATT a également entrepris d'alléger ses coûts en licenciant un personnel pléthorique. Vingt-quatre mille emplois supprimés depuis le début de l'année, qui s'ajoutent aux 11 000 précédemment éliminés en 1984.

De plus, en échange de son recul sur le marché américain, ATT a obtenu le droit de se diversifier vers l'informatique – en collaboration avec l'italien Olivetti et se lance à l'assaut des marchés extérieurs.

De quoi faire craindre aux Européens que la déréglementation du téléphone outre-Atlantique ne facilite, en fait, l'invasion des américains sur leurs marchés des télécommunications.

DOMINIK BAROUCH.



RFA : un désengagement progressif

Davantage de souplesse en réduisant les participations publiques au strict minimum.

A petites touches prudentes, le gouvernement ouest-allemand s'efforce, depuis son arrivée au pouvoir en 1982, de promouvoir davantage de flexibilité et de mobilité dans l'économie. Maîtres mots : réduction du rôle de l'Etat et davantage de souplesse pour les entreprises, notamment sur le plan de l'embauche.

Ces mesures, qui viennent en appui à la politique budgétaire menée pour réduire l'inflation et les taux d'intérêt, se sont heurtées très vite à la méfiance des syndicats, qui ne se sont guère fait attendre pour manifester leur mécontentement. La dureté inédite du conflit sur la semaine de 35 heures qui a paralysé toute l'industrie métallurgique pendant sept semaines, en 1984, recouvrait davantage qu'un simple désaccord sur la réduction du temps de travail. Derrière le refus catégorique du patronat d'envisager, au départ, tout compromis sur la sacro-sainte semaine de quarante heures, IG Metall et IG Druck, les deux syndicats de pointe, flairaient une volonté de tester leur force pour d'autres combats à venir.

L'appui politique apporté au patronat par le gouvernement, qui rompait avec une tradition de neutralité solidement établie, n'était pas pour les rassurer. Echaudés par les premiers pas d'une politique d'austérité budgétaire qui avait déjà conduit à réduire bon nombre de prestations sociales, inquiets de la montée en flèche du chômage, redoutant les effets d'une modernisation trop brutale de l'industrie, le monde syndical campe sur la défensive. Ses solutions, réduction draconienne de la semaine de travail à salaire égal et plans d'investissements publics, qui ont été violemment critiquées par les partis de la majorité, n'ont suscité qu'une adhésion limitée de ses propres militants, sans que de nouvelles idées aient vraiment été énoncées jusqu'à présent.

Le résultat du conflit, qui n'était convaincant pour personne, a eu pourtant le mérite de situer davantage le rapport de forces. A condition d'être prudent, il laissait au gouvernement une certaine marge de manœuvre pour s'atteler à ses projets de réformes de structures. Trois voies sont actuellement poursuivies : désengagement progressif de l'Etat là où l'on considère que le marché peut ou doit jouer son rôle de régulateur ; allégement des charges des entreprises et diminution de la pression fiscale ; encouragement à davantage de flexibilité sur le plan de l'emploi.

L'une des premières préoccupations du gouvernement, aussitôt après sa réélection en mars 1983, a été de mettre en route un double processus de simplification des procédures administratives et de privatisation des entreprises publiques. Privatisation ne signifiant pas, dans le concept développé par le ministre des finances, M. Gehrard Stoltenberg, la vente brusque de tous les actifs détenus par l'Etat dans une entreprise, mais un désengagement progressif.

« *Une participation,* estime-t-il, *ne doit pas être supérieure à ce qui est nécessaire pour garantir les intérêts de l'Etat. De simples majorités ou des participations minoritaires suffisent dans beaucoup de cas. Il n'est, par conséquent, pas impératif que l'Etat se retire complètement d'une entreprise. Ce qui est décisif, c'est que, partout où cela est possible, l'Etat cède la place au capital privé. Ce n'est pas l'affaire de l'Etat, en temps de forte fiscalité et d'endettement public important, d'accumuler des charges et d'agir à la place du citoyen.* »

L'idée est de dégager l'Etat par étapes — pour éviter des chocs trop brutaux — de toutes les entreprises où sa participation ne correspond pas à un intérêt vital et, dans les autres cas, de diminuer sa participation au strict minimum. Il est également entendu que les entreprises dont l'Etat souhaiterait se dégager doivent être « privatisables », c'est-à-dire que le cas échéant des mesures doivent être prises auparavant pour les assainir.

Le sort de la Lufthansa

La première concrétisation de cette politique a été la décision prise le 26 octobre 1983 de vendre dans le public 75 % des actions du groupe pétrochimique VEBA, qui, avec un chiffre d'affaires de 30 milliards de DM (1), était, en 1984, la septième entreprise allemande. Le gouvernement a ainsi ramené sa participation de 43,75 % à 30 %. Avec cette vente, et celle d'autres participations indirectes, le nombre des participations — directes ou indirectes — de l'Etat fédéral allemand est revenu de 958 fin 1982 à 487 fin 1983. VEBA disposait à l'époque de participations dans 465 entreprises.

Une nouvelle vague de dénationalisations partielles, proposée le 26 mars dernier par le conseil des ministres, doit en principe intervenir en 1986. Elle concerne treize entreprises, dont le cas très controversé de la compagnie aérienne Lufthansa. Le ministre des finances souhaite réduire de 20 % à 14,1 % la part de l'Etat dans la firme automobile Volkswagen, en ne souscrivant pas à la prochaine augmentation de capital décidée par la dernière assemblée des actionnaires.

Parmi les autres projets figurent une diminution d'au moins 25 % dans le holding Vereinigte Industrie Unternehmungen AG (VIAG), le plus gros producteur allemand d'aluminium, dont l'Etat détient 87,44 % des parts, et le retrait partiel d'autres entreprises allant du secteur bancaire aux travaux publics en passant par les transports et les forages.

Depuis l'annonce de ces décisions, la Lufthansa est devenue l'enjeu d'une nouvelle guerre de tranchées entre les partis politiques au pouvoir. Appuyé par le Parti libéral, M. Stoltenberg doit faire face à une opposition résolue de M. Franz-Josef Strauss, ministre-président de Bavière et président du Parti chrétien-social bavarois, qui dénonce le bradage des intérêts vitaux de l'Etat. M. Strauss, qui menace de voter contre le projet si celui-ci arrive au Bundesrat (*la CSU détient* une voix pivot entre la majorité des Länder chrétiens-démocrates et la minorité de ceux détenus par les sociaux-démocrates au sein de la deuxième Chambre du Parlement ouest-allemand), fait notamment valoir que le rôle de l'Etat dans la Lufthansa est primordial en raison des négociations en cours sur le droit d'exploitation de certaines liaisons avec l'Allemagne de l'Est, de la nécessité de maintenir des lignes « *politiquement significatives* » en dehors de l'Europe et des contraintes de la compagnie aérienne en cas de conflit.

Il insiste également sur la nécessité pour le gouvernement fédéral de maintenir son influence sur la politique d'acquisition de la compagnie, afin de garantir, à produits égaux, l'achat par la Lufthansa d'avions de fabrication nationale. M. Strauss est président du conseil d'administration d'Airbus-Allemagne, rôle qu'il prend très au sérieux en raison notamment de la présence en Bavière de firmes comme Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB). C'est lui qui a annoncé, le 19 septembre, la signature entre la Lufthansa et Airbus d'un contrat de 6 milliards de deutschemarks pour l'achat de quinze Airbus A 320 et de sept A 300-600, assorti d'une prise d'options sur vingt-huit autres appareils.

Le ministre-président de Bavière a refusé jusqu'ici toutes les formules qui aboutiraient à réduire la part de l'Etat à moins des 75 % nécessaires pour conserver le contrôle total de la compagnie. Pour sa part, le ministre des finances souhaite réduire la part du gouvernement fédéral de 79,91 % à moins de 65 %.

Une réduction des subventions

Cette querelle ne remet pas en cause cependant le principe de l'action du gouvernement. Celui-ci s'efforce par ailleurs d'en revenir à une situation d'équilibre — jugée plus saine — entre subventions et charges fiscales. L'ensemble des subventions versées par l'Etat en 1985 (sous forme d'aides financières ou de ristournes fiscales aux particuliers et aux différents secteurs de l'activité économique) se sont élevées à 32 milliards de deutschemarks, dont 11,6 milliards pour l'industrie. A ce chiffre viennent s'ajouter 80 milliards versés par les Länder et les collectivités locales, et 1,7 milliard d'abattements fiscaux accordés aux agriculteurs pour contrebalancer le démantèlement, l'année dernière, des montants compensatoires.

Pour la *première fois depuis de* nombreuses années, le gouvernement prévoit pour 1986 une diminution de 1 milliard de deutschemarks de ces subventions *fédérales, diminution qui sera* supportée entièrement par l'industrie. Les victimes en seront la sidérurgie, les charbonnages, les transports aériens, les chantiers navals.

Cette diminution des aides de l'Etat s'accompagne de diverses tentatives de réduction de la pression fiscale, jugées d'ailleurs trop timides par les libéraux. Il s'agit essentiellement pour le moment de diminuer l'impôt sur le revenu. Un plan, qui portera au total sur 20 milliards de deutschemarks, va être appliqué en deux étapes (1986/1988). Les grands bénéficiaires en seront les familles avec enfants, mais il prévoit également une diminution de l'assiette fiscale dont bénéficieront l'ensemble des ménages et les PME assujetties à l'impôt sur le revenu. L'industrie, qui a bénéficié entre 1982 et 1984 de diverses actions temporaires, va pouvoir profiter maintenant des récentes mesures arrêtées en faveur du bâtiment.

Dernier volet de l'action gouvernementale : l'encouragement à davantage de flexibilité dans l'embauche et l'utilisation de la main-d'œuvre. Une loi baptisée d'« *encouragement à l'emploi* » a été adoptée le 26 avril dernier. Elle institue notamment la possibilité, jusqu'en 1990, de limiter le premier contrat d'embauche d'un nouveau salarié à dix-huit mois et, pour les nouvelles entreprises de moins de vingt salariés, de passer des contrats d'embauche limités à deux ans. Les travailleurs intérimaires pourront être loués jusqu'à six mois à la même entreprise. Cette nouvelle loi, qui est venue s'ajouter aux aides accordées par l'Etat pour encourager les départs en préretraite, assure également une meilleure protection des travailleurs à temps partiel et prévoit toute une série de mesures pour faciliter en cas de nécessité les plans de licenciement.

HENRI DE BRESSON.

(1) 1 DM = 3,05 F.



هكذا من الأصل

GRANDE-BRETAGNE : question de bon sens

Douze grands groupes vendus pour 100 milliards de francs afin de créer « une armée de capitalistes ».

LA Grande-Bretagne est devenue la Mecque de la privatisation pour hommes politiques, banquiers et économistes occidentaux toujours à la recherche de modèles grandeur nature. En six ans, Mme Thatcher a vendu douze grands groupes ou entreprises nationalisés, pour ne parler que des plus importantes privatisations, qui ont rapporté à l'Etat une somme totale de 8,5 milliards de livres sterling (1). Près d'un demi-million d'emplois sur 1,7 million sont passés du secteur public au secteur privé, et le secteur nationalisé, qui représentait 10,5 % du produit national brut, ne devrait plus en représenter que 6,5 % quand le programme sera terminé.

Quitte cependant à décevoir les dévots, les Britanniques jurent leurs grands dieux que la *« privatisation »* lancée en 1979 n'a rien de dogmatique. *« C'est uniquement une question de bon sens »*, affirme M. John Moore, le « Monsieur privatisation » de Mme Thatcher *(voir encadré)*.

Les arguments des avocats de la privatisation sont nombreux : le capital investi dans le public n'était pas suffisamment rémunéré. La productivité des *« monstres »* publics était faible. Leurs investissements dépendaient trop du bon vouloir du Trésor. Les services fournis étaient mauvais, pour un prix trop élevé, et la main-d'œuvre était démobilisée. Plus généralement, pensent-ils, l'Etat ne peut que semer la confusion dans la stratégie d'une entreprise ou, au mieux, il l'utilise comme une vache à lait.

Du côté positif, ils mettent en avant la nécessité de recréer en Grande-Bretagne le goût de l'efficacité, de réduire le rôle de l'Etat et, bien sûr, de rapporter au Trésor des revenus appréciables. Il est vrai que l'argent encaissé par le gouvernement depuis le début des privatisations correspond à peu près à ce que sera cette année le déficit budgétaire (7 milliards de livres).

Pour M. John Moore, en résumé, seule la *« culture du secteur privé »*, fondée sur la compétition, le risque, la participation aux objectifs, l'actionnariat ouvrier et l'accès rapide des entreprises aux marchés financiers internationaux, peut relancer l'emploi en Grande-Bretagne. Et il n'hésite pas à parler de *« miracle économique »* quand il regarde les résultats déjà acquis.

Dans leur ensemble, il est vrai, les entreprises privatisées ont fait preuve d'une vitalité surprenante dans l'année qui a suivi leur passage au privé. Les bénéfices de Cable and Wireless sont passés de 64 millions de livres l'année précédant la vente à 245 millions de livres l'année suivante, ceux de Britoil de 586 à 688 millions, ceux de British Aerospace de 82 à 120 millions, et ceux de National Freight Corporation (transports-messageries) de 11 à 17 millions.

Un autre exemple prestigieux est souvent cité : Jaguar. La société, vendue l'an dernier pour 297 millions de livres, a créé 530 emplois depuis et prévoit de doubler ses investissements en 1986 par rapport à 1984. Les analystes de la City attribuent toutefois le redressement spectaculaire de Jaguar beaucoup plus au travail effectué depuis 1980 dans la société par son président, Sir John Egan, qu'aux vertus libératrices de la privatisation. Ils mettent en avant le fait que Jaguar avait fait 50 millions de bénéfices l'année de sa privatisation.

Pour M. John Smith, porte-parole travailliste pour le commerce et l'industrie, le gouvernement ne pouvait guère ne pas réussir avec certaines des sociétés privatisées. *« Par exemple,* dit-il *il a enlevé à British Gas ses intérêts pétrolifères on-shore, les a vendus sous le nom de Entreprise Oil, et clame que c'est un grand succès. Bien sûr, c'en est un. C'était déjà le cas sous la bannière de British Gas. »*

« En accroissant leur chiffre d'affaires, répond M. John Moore à ces critiques, *les compagnies privées accroissent leurs bénéfices et leurs investissements, ce qui devrait conduire à la création de plus d'emplois. Il est clair également que l'attitude des employés et de l'encadrement change profondément. Quand ils possèdent un peu de l'entreprise dans laquelle ils travaillent , les ouvriers s'y intéressent plus. »*

Le succès le plus couramment cité, sous cet angle, est celui de la National Freight Corporation – NFC – vendue en février 1982 à ses employés pour 5 millions de livres. 25 % du personnel avait acheté 83 % de l'entreprise. En trois ans, la valeur de leurs actions a été multipliée par 12, et les investissements ont doublé.

S'appuyant sur l'expérience acquise à petite échelle, le gouvernement Thatcher a changé de vitesse, et de taille, avec British Telecom, vendue à l'automne 1984 pour 3,7 milliards de livres. Cette vente a été un tournant important dans le programme de privatisation britannique. 96 % des employés de l'entreprise ont acheté des parts et, parce que toutes les précautions avaient été prises pour les répartir le plus largement possible dans le grand public, deux millions de Britanniques ont, pour la première fois, acheté des actions en Bourse.

« D'un trait de plume, dit Monsieur privatisation, *nous avons créé une armée de capitalistes. Une révolution culturelle est en marche. »* Et il voit encore plus loin, jusqu'au jour où la lutte des classes sera définitivement renvoyée aux poubelles de l'histoire, grâce à la privatisation : *« Si la richesse et la propriété sont largement répandues, il sera possible de briser ces barrières illusoires entre « eux » et « nous », entre employeurs et employés. »* Et l'on rejoint là, du même coup, le grand rêve de Mme Thatcher : faire de la Grande-Bretagne *« un pays d'actionnaires et de petits propriétaires »*.

Les ventes ne concernent d'ailleurs pas que les entreprises. Avant même de se séparer des sociétés nationalisées, Mme Thatcher avait, en effet, commencé à vendre les logements sociaux à leurs locataires. Cette mesure, la seule du programme de privatisation à laquelle le Parti travailliste s'est quelque peu rallié aujourd'hui, s'est avérée extrêmement populaire : en cinq ans, sept cent cinquante mille logements sociaux ont été achetés par leurs occupants, et ces ventes ont, à elles seules, rapporté à l'Etat 5 milliards de livres.

Un monstre industriel

La prochaine grande étape de la privatisation sera la vente de British Gas, la société nationale du gaz, en 1986. Cette vente va une nouvelle fois faire changer l'expérience de dimension. A elle seule, en effet, elle devrait rapporter au gouvernement quelque 8 milliards de livres, soit autant que toutes les ventes déjà effectuées. Mais, surtout, il s'agit du premier grand *« monopole naturel »*, c'est-à-dire sans concurrence possible, à être vendu, et le gouvernement devra innover. Il cherche avant tout à ne pas lâcher dans le secteur privé un monstre industriel qui abusera de la position de force acquise dans le secteur public.

Les réponses données par le gouvernement jusqu'ici pour créer cette concurrence jugée indispensable sont diverses. Dans le cas de British Telecom, il a créé Oftel, un organisme de surveillance du marché. Pour préparer la vente de la Société nationale des autobus, le gouvernement avait levé toutes les restrictions relatives à la création de lignes sur les longues distances. Cette nouvelle concurrence a permis la création de sept cents lignes d'autobus nouvelles en trois ans, dans le pays, et les prix des transports de passagers sur longue distance ont, selon le Trésor, diminué de 40 %.

De même, pour préparer la vente de British Airways, le gouvernement a commencé à lever les barrières qui gênaient le développement de la seconde grande compagnie aérienne britannique, British Caledonian, en obligeant notamment les deux sociétés à se repartager des routes aériennes internationales. Dans le cas du gaz et du pétrole, une loi de 1982 permet aux producteurs de vendre directement aux grands usagers industriels, ce qui, couplé à des mesures d'incitation fiscale, a relancé l'exploration et l'exploitation en mer du Nord.

Il a fallu également, pour les entreprises qui assuraient un service public, prendre la garantie qu'elles continueraient à le faire. L'Etat a donc conservé des *« actions à droits spéciaux »*, qui lui permettent de garder le contrôle des questions relevant de l'intérêt national dans certaines sociétés, pour empêcher par exemple qu'elles ne se séparent d'un secteur jugé vital, ou pour pouvoir contrer une offre d'achat éventuelle.

Si l'on s'entoure de toutes ces précautions, estime aujourd'hui M. Moore, *« une privatisation réglementée des monopoles naturels est préférable à la nationalisation »*. En clair, ni les Charbonnages, ni la Compagnie des eaux, ni les Chemins de fer, ni les Aciéries, ni les Aéroports, ne devraient échapper à la privatisation, même si, dans ces domaines, il est quasiment impossible d'espérer créer une véritable concurrence.

La seule limite, peut-être, sera commerciale : qui voudrait acheter aujourd'hui des charbonnages britanniques en déficit grandissant ? A moins, bien sûr, que l'Etat ne vende que les parties florissantes de l'entreprise, comme certaines mines à ciel ouvert très rentables. Ce faisant, il alimenterait l'une des critiques avancées par les adversaires du programme de privatisation : Mme Thatcher braderait des biens nationaux pour un gain à court terme illusoire.

Un exemple : le groupe automobile nationalisé British Leyland – BL – a perdu, pendant les six premiers mois de 1985, près de 50 millions de livres, tout en ayant gardé dans ses propres comptes l'argent rapporté par la vente de Jaguar l'an dernier, 297 millions de livres. Pendant la même période, Jaguar a fait 63 millions de bénéfices. Cet argent, estiment les adversaires de Mme Thatcher, aurait pu servir à équilibrer les comptes de BL. Résultat, poursuivent ces critiques : le trou devra être bouché par le contribuable.

Au total, font-ils remarquer, les subventions de l'Etat à l'industrie nationalisée britannique sont encore cette année à leur niveau de 1983/1984, aux environs de 2 milliards de livres. Donc, ajoutent-ils, les privatisations n'ont pas atteint leur premier objectif affiché : dégager l'Etat du secteur industriel.

DENIS CHARLES.

(1) 1 livre = 11,42 francs.

LES FRUITS DE LA PRIVATISATION

NOM DE LA COMPAGNIE	DATE DE VENTE	PRIX (en millions de livres)
BRITISH PETROLEUM	1979	827
BRITISH AEROSPACE	1980	389
BRITISH SUGAR CORPORATION	1981	44
CABLE AND WIRELESS	1981	445
AMERSHAM INTERNATIONAL	1981	64
NATIONAL FREIGHT CO.	1982	5
BRITOIL	1982	1 050
ASSOCIATED BRITISH PORTS	1982	97
INTERNATIONAL AERADIO	1982	60
BRITISH RAIL HOTELS	1982	45
BRITISH GAS ONSHORE OIL	1984	82
ENTREPRISE OIL	1984	380
SEALINK	1984	66
JAGUAR	1984	297
BRITISH TELECOM	1984	3 700
DIVERS, dont licences pétrolières en mer du Nord, British technology Group, etc...	1979-1985	1 060
	Total :	8 511

Etat des ventes de sociétés nationales effectuées par le gouvernement britannique depuis 1979. Certaines d'entre elles, comme British Telecom, ne sont encore que partiellement vendues, ou payées. Ce tableau anticipe en donnant le prix de vente total pour les parts dont le gouvernement a déjà annoncé qu'il se dessaisirait. L'ensemble des ventes n'est pas revenu directement dans les caisses du gouvernement britannique. Par exemple, les 297 millions de la vente de Jaguar sont restés à British Leyland.

L'AN PROCHAIN

Pour 1986, les prix approximatifs sont :

– **British Airways** : 1 300 millions de livres.

– **British Shipbuilders Warship Yards** (Chantiers navals) : (prix non déterminé).

– **Royal Ordnance Factory** (Manufactures d'armes) : 350 millions de livres.

– **National Bus Company** (Compagnie nationale des autobus) : 200 millions de livres.

– **British Gas.** P. A. 6 000 à 8 000 millions de livres.

La vente de ces sociétés est déjà inscrite dans le calendrier. Il faudra y ajouter à court terme *Shorts Brothers* (Avions), *Unipart* (Pièces détachées automobiles de BL), *Rolls Royce* et la *British Airport Authority* (Aéroports).

Les plus enthousiastes parlent ensuite du *National Coal Board* (Charbonnages), du *Central Electricity Generating Board* (CEGB) (Compagnie nationale de l'électricité), puis de *British Rail* (Chemins de fer) et de *British Steel* (Aciéries), enfin de la Compagnie des eaux.

Le « M. privatisation » de Mme Thatcher

Derrière le programme de privatisation de Mme Thatcher se trouve un enthousiaste de l'économie de marché, John Moore, quarante-sept ans. C'est en défendant brillamment devant les Communes, en 1981, la nécessité d'une augmentation des prix du gaz que cet homme aux allures de Paul Newman a séduit le premier ministre.

Il était alors secrétaire d'Etat à l'énergie. Arrivé au ministère des finances en 1983, il pouvait enfin mettre son credo en pratique : le marché et les consommateurs dominent les échanges économiques.

Cette certitude, il l'avait acquise dans les années 60 aux Etats-Unis. En écoutant notamment un démarcheur de la compagnie de téléphone lui offrir autant d'appareils qu'il le désirait, alors qu'en Angleterre, à cette époque, il fallait s'inscrire sur une liste d'attente pour obtenir une ligne. *« La grande leçon apprise au Etats-Unis,* dit-il, *c'est que le système privé, ça marche. »*

Pendant son séjour de banquier à Chicago, il faisait ses premières armes politiques, au sein du Parti démocrate. *« Tous les partis politiques américains défendent la même philosophie libérale capitaliste, celle que l'on retrouve en Angleterre au Parti conservateur »*, explique-t-il.

Il trouvait également de l'autre côté de l'Atlantique son épouse, Sheila. Revenu au Royaume-Uni, il était élu député de Croydon, une banlieue sud de Londres, en 1974. Il héritait des responsabilités de vice-président du Parti conservateur, en 1975, après que Mme Thatcher eut pris d'assaut la vieille maison. A la troisième place du ministère des finances, calmement, il attend son heure.

D. C.



ITALIE : « Allegro ma non troppo »

Se cantonner aux secteurs stratégiques où il faut « pousser à l'innovation ».

APRÈS le « boom » de la Bourse de Milan, la privatisation est le sujet à l'ordre du jour. Dans un pays à ce point attaché à l'économie de marché que son parti communiste lui-même connaît la tentation d'adhérer au créneau social-démocrate, il était à peu près inévitable que la question se pose. Le poids du secteur public italien a pris en effet des proportions sans égales dans les pays occidentaux.

Réduire les dimensions de ce mastodonte, il en est sérieusement question, à vrai dire, depuis le début des années 80, c'est-à-dire depuis le passage aux affaires du républicain Giovanni Spadolini, très sensible aux thèses des puissants hommes d'affaires du nord du pays. Les choses se sont concrétisées avec l'arrivée à la tête de l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI), en novembre 1982, de M. Romano Prodi. Ce professeur d'économie de l'université de Bologne, ancien ministre de l'industrie, a en effet assumé la présidence du puissant holding public péninsulaire avec un objectif de fond : redresser une situation de longue date précaire du fait d'une gestion souvent plus politique que professionnelle et devenue quasiment désespérée en raison de la crise économique.

Ce démocrate chrétien « sans carte », qui se définit lui-même comme un *« keynésien sévère plutôt qu'un néo-libéral »*, avait quelques idées simples. La première est que le secteur public ne signifie pas nécessairement gabegie et qu'il convenait donc de resserrer les écrous à tous les niveaux pour retrouver un bilan équilibré, voire bénéficiaire. *« Dans la situation italienne de grave déficit budgétaire, l'Etat-actionnaire ne peut plus se permettre de peser dans le mauvais sens sur les finances publiques »*, nous explique-t-il.

Le redressement a été entrepris non sans succès, comme en témoigne la diminution des pertes : 3 200 milliards de lires (1) en 1983, 2 500 en 1984, probablement 1 500 cette année. Mais beaucoup reste à faire si l'on en juge par les difficultés où se débat par exemple une firme pourtant prestigieuse comme Alfa Romeo.

La seconde idée simple de M. Prodi est que l'État-entrepreneur ne peut tout entreprendre : il doit dès lors se cantonner, ce qui n'est pas si mal, dans des secteurs considérés comme « stratégiques ». *« J'appelle « stratégique » tout ce que l'Etat peut faire mieux que le privé, ou doit entreprendre pour parer au désintérêt du privé »*, nous explique le patron de l'IRI.

Une philosophie européenne

« Il y a des choses, pense-t-il, *qui, à l'évidence, ne sont pas stratégiques : les biscottes, les motos, les roulements à billes, les machines à laver, et je pourrais allonger la liste. C'est le bon sens qui le dit. Il y a, à l'inverse, des secteurs qui sont à l'évidence stratégiques, soit en considération de ce que j'appellerai une « philosophie européenne », soit en raison de données historiques nationales. Ce sont généralement des secteurs où existe un monopole. Pour l'Italie, c'est traditionnellement le téléphone, les chemins de fer, les autoroutes, les armements, etc. Entre les deux, il faut juger au cas par cas. »*

M. Prodi et ses collaborateurs donnent en réalité plusieurs définitions de ce qui est « stratégique ». L'approche par le « bon sens » a l'inconvénient de laisser une vaste zone de flou dans l'entre-deux ; elle est complétée par une formulation plus idéologique : *« Partout*, nous dit le patron de l'IRI, *où des particuliers démontrent être capables de faire au moins aussi bien que l'Etat, il faut privatiser. Là, en revanche, où il faut investir des sommes très importantes en vue de pousser à l'innovation, c'est aux services publics de le faire. »*

On voit ici se pointer la définition par la « destination », la plus importante peut-être. L'État a le devoir d'être présent dans les secteurs de pointe, dans les industries d'avenir. Pour ce faire, il ne doit pas hésiter à « s'alléger » dans les domaines traditionnels, à *« sacrifier les bijoux de famille »*, comme dit plaisamment ce collaborateur de M. Prodi. Cette conviction peut amener la puissance publique à céder, au moins en partie, certaines de ses entreprises qui marchent très bien. Au vrai, celle-ci ne peut guère céder que celles de ses affaires qui « tournent » bien, car quel entrepreneur privé se charge volontiers d'un canard boiteux ?

Deux voies ont été tentées avec des fortunes diverses : la cession d'une partie des actifs d'une entreprise du holding, normalement sans perte du contrôle par l'IRI ; la vente d'un secteur entier à un repreneur. Au total, douze entreprises dépendant de l'Institut ont fait, depuis 1983, l'objet de cessions partielles ou totales. Parmi elles figurent cinq banques, dont quatre filiales du Banco di Roma et, dernière en date, le Banco commerciale, un des quatre grands établissements « d'intérêt national » où l'Etat voit son pourcentage officiel revenir de près de 90 % à un peu moins de 75 %.

Dans le cas de cession de capital, les modalités vont de la vente de tout ou partie des actions à une entreprise, ou bien à un groupe privé italien étranger, au placement d'actions auprès du public via une banque nationale ou un courtier étranger, en passant par l'introduction en Bourse. Au total, les cessions de capital réalisées ces trois dernières années représentent 3 000 milliards de lires (15 milliards de francs), soit 7 % des actifs de l'IRI.

C'est le mécanisme de la cession minoritaire qui semble avoir le plus d'avenir, en particulier sur le marché national, par le biais de la cotation en Bourse. C'est d'ailleurs le petit jeu du moment dans les milieux financiers que d'essayer de deviner quelles seront les prochaines sociétés publiques à être proposées à la cotation.

Dans l'ensemble, les cessions d'entreprises particulières menées par l'IRI ou l'une de ses filiales se sont plutôt bien passées. Il s'agissait à vrai dire de sociétés de dimension moyenne. Certes, les syndicats ont souvent bataillé et, dans quelques circonstances, cette opposition a fait capoter l'affaire. Mais, le plus souvent, le processus est allé à son terme.

La consommation voluptueuse

« Il y a eu le cas des motos Ducati, nous explique M. Prodi. *Je le connais bien parce que l'entreprise est située dans la ville même de Bologne où j'habite. On a su, contre vents et marées, expliquer aux quelque cinq cents ouvriers, que l'Etat n'est pas doué pour une production de cette nature, très soumise aux modes — ce que j'appelle la « consommation voluptueuse »... La vente a finalement eu lieu. »*

Infiniment moins probante, en revanche, a été la tentative de transfert au privé de toute une branche de l'IRI, le secteur agro-alimentaire. *L'affaire, il est vrai*, est d'une autre importance que tout ce qui avait précédé : les experts ont évalué à quelque 500 milliards de lires (près de 2,5 milliards de francs) les actifs de la SME (Société méridionale), c'est-à-dire pratiquement au double des plus grosses transactions opérées jusque-là.

Cette fois, l'affaire s'est très mal passée. Lorsque l'IRI a, au printemps, annoncé avoir trouvé un acquéreur en la personne de M. Carlo de Benedetti, patron d'Olivetti et récent acquéreur de Buitoni, l'Institut s'est heurté à un « non » tout à fait vigoureux du pouvoir politique. Officiellement, l'autorité de tutelle n'acceptait pas d'être *« placée devant le fait accompli »*.

En fait, on estime que des considérations partisanes ont prévalu. Le PS, nouveau venu à la tête du gouvernement, entendrait bien désormais arracher à la démocratie chrétienne une juste part du pouvoir économique que celle-ci a amassé en trente-cinq ans d'exercice sans partage des responsabilités suprêmes.

Autre explication, M. de Benedetti faisait par trop « ci-devant », alors qu'on voyait se mettre sur les rangs pour l'acquisition de la SME un « homme neuf » : M. Sylvio Berlusconi, l'homme aux trois chaînes de télévision privées, compagnon d'université de M. Craxi. La date limite pour le dépôt des propositions étant fixée au 30 septembre, cinq candidats étaient sur les rangs, ce qui promet des heures difficiles au patron de l'IRI — dont le mandat, par coïncidence, arrive à renouvellement le 5 novembre prochain.

Globalement, l'offensive de privatisation a été menée *allegro vivace ! « Non : allegro ma non troppo »*, nous répond-on à l'IRI. Tout d'abord, y rappelle-t-on, la création à l'époque mussolinienne d'un vaste secteur public n'a pas été, comme en France par exemple, le fruit d'une décision théologique visant à nationaliser telle ou telle branche. Il s'est agi pour l'Etat de prendre sous son aile protectrice les éclopés de la grande dépression de 1929, mais le privé n'était pas exclu du jeu par principe. Sa part a donc varié selon les périodes : honorable lorsque l'économie allait bien ; décroissante lorsque, à l'inverse, comme après les chocs pétroliers des années 70, l'Italie était en crise.

La situation actuelle serait donc simplement liée à un retournement favorable de la conjoncture effectivement perceptible depuis le milieu de 1983. Ensuite il existe certainement une limite intérieure à la privatisation. Les pertes de l'IRI proviendront pour les deux tiers en 1985 de Finsider, un holding sidérurgique. *« Quel fou nous achèterait cela ? »* soupire un collaborateur de M. Brodi.

En revanche, on peut tenir bon vers le haut : *« Pas une seule nouvelle entreprise n'est, depuis 1983, entrée dans le giron de l'IRI. Or, avec les menaces de fermeture induites par la restructuration industrielle en cours, on fait la queue Via Veneto* (siège de l'IRI) *pour nous proposer de petites entreprises pas chères et qui iront mieux dans trois ans ! »*

Qu'est-ce qui fait donc, contre vents et marées, pressions politiques et sollicitations patronales, tenir M. Bradi ? *« On sait qu'il peut demain à nouveau « faire le professeur » à Bologne. A quarante-quatre ans, l'ancien ministre, auteur de nombreux traités économiques, a tout son avenir universitaire devant lui »*, répond-on à l'IRI.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) 1 lire = 0,005 franc.

Plus de la moitié de l'industrie

LE secteur public en Italie, c'est trois holdings : l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle), l'ENI (Office national des hydrocarbures) et l'ESIM (Office de financement de l'industrie manufacturière). Regroupant un millier d'entreprises, ils emploient près de 700000 personnes et font un chiffre d'affaires d'environ 100 000 milliards de lires (500 milliards de francs). Environ 55 % des grandes entreprises industrielles italiennes appartiennent à l'une ou à l'autre de ces entités.

Le coup d'envoi en a été donné par le gouvernement mussolinien, au début des années 30 : il s'agissait alors, non tant de nationaliser que de procurer une aide publique aux entreprises en difficulté, en raison de la *grave crise économique* d'alors. De cette époque date la création de l'IRI. L'ENI, quant à elle, a vu le jour en 1953, sous l'impulsion du célèbre ingénieur Enrico Mattei, décédé en 1962 dans un mystérieux accident d'avion.

A côté de ces deux géants, dont les chiffres d'affaires, voisins l'un de l'autre, dépassent les 200 milliards de francs, l'ESIM, avec 40000 employés et un chiffre d'affaires d'environ 20 milliards de francs, fait un peu figure de bambin du trio. Seul l'IRI jusqu'à présent a entrepris une politique de privatisation. Pour sa part, l'ESIM envisagerait de céder une vingtaine d'entreprises pour se *« recentrer »* quelque peu sur ses points forts. Des chevauchements d'activités existent entre les trois groupes, par exemple dans le *domaine de la chimie.*

Le secteur public est bien représenté, à la fois dans l'industrie et dans les services. Dans l'industrie figurent la sidérurgie, les chantiers navals et l'aluminium, la chimie, l'énergie (hydrocarbures, nucléaire), la construction aéronautique, et spatiale, l'électricité et l'électronique, les télécommunications, l'automobile (Alfa Romeo), la construction ferroviaire, le textile et l'habillement, la machine-outil, l'agro-alimentaire, le verre, les travaux publics et l'armement. Dans les services il s'agit de dix banques représentant plus de la moitié des dépôts du pays, de l'ingénierie, de l'informatique, des transports aériens (Alitalia), ferroviaires, autoroutiers et maritimes, de la radio-télévision (RAI).

J.-P. C.

La chronique de Paul Fabra

La Corée sans dépaysement

QUE l'on puisse, dans un pays aussi différent de la France que la Corée, culturellement, politiquement, économiquement, géographiquement, cesser d'un coup d'être dépaysé, en écoutant, précisément parler un jeune économiste de Séoul de la gestion des affaires économiques de sa patrie, cela, à l'expérience, ne paraît pas impossible. Le grand sujet à l'ordre du jour est la question de savoir si les grands groupes industriels, appelés ici *chabols* – l'équivalent, d'une certaine manière, des *zaibatsus* japonais, – dont l'extraordinaire fortune a fait aussi celle de leur pays, devenu en l'espace de vingt ans une impressionnante puissance exportatrice dans le monde, sont destinés à rester les instruments efficaces de la croissance et de la perpétuelle course à la modernisation.

Peu aimés du public, qui a de bonnes raisons de voir en eux les privilégiés du pouvoir politique depuis que l'ancien président Park (assassiné en 1979) a décidé, il y a une vingtaine d'années, d'en faire les instruments du développement, les quelque vingt groupes dominants représentent les deux tiers environ de la production manufacturière. Ils sont tout autant présents dans les transports et beaucoup d'autres services.

Les petits hommes à lunettes et à cheveux blancs qui parcourent inlassablement le monde pour consolider leurs marchés, et en conquérir de nouveaux, pour traiter d'égal à égal, ou peu s'en faut, avec les dirigeants des plus grandes sociétés américaines ou européennes, et conclure avec eux les accords qui leur permettront de disposer du dernier cri de la technique, sont pourtant, par la force des choses, des héros nationaux. Si les entreprises multiformes qu'ils animent venaient à faillir, la jeune économie coréenne, avant même d'être parvenue à l'âge adulte, ne risquerait-elle pas d'être ramenée au rang de toutes celles qui végètent dans la médiocrité ou la corruption ? Les Philippines, l'Amérique latine, et même l'Inde, voilà des exemples que l'on ne veut pas suivre à Séoul, et on le dit.

D'un tel danger, grâce au ciel, l'économie française n'est pas menacée. L'analogie, toutes proportions gardées, est dans les méthodes qui ont jusqu'à ce jour si bien réussi aux *chabols*, mais dont les meilleurs experts coréens commencent à dénoncer, avec des préoccupations politiques du reste très légitimes, l'usure. M. Kyong Duk Ahn, quarante-six ans, dirige un groupe de consultants. Comme la plupart de ses confrères, il a complété dans une université américaine ses études d'économie.

Il m'explique comment l'essor des *chabols* – ce qui ne retire rien au génie de leurs dirigeants, dont plusieurs sont aujourd'hui vraiment très âgés (même pour un pays d'Asie) – s'est trouvé comme orienté, ou peut-être désorienté, par les objectifs de la politique gouvernementale.

« C'était le vœu du gouvernement d'exporter de plus en plus. » Les *chabols* se sont constitués en conglomérats combien de petites et moyennes entreprises n'ont-ils pas acquises pour augmenter leur capacité de production dans les secteurs où la demande étrangère était forte ?

CONSÉQUENCE : mus par un objectif prioritaire d'extension, les dirigeants des groupes coréens se sont montrés plus intéressés par leur chiffre d'affaires que par la rentabilité. C'est là, il est vrai, un travers dont on pouvait trouver maints exemples de par le monde tant que la crise n'est pas venue éteindre l'ardeur de la croissance pour la croissance.

Il n'empêche qu'il s'est manifesté avec le plus de virulence dans les pays où les fonctionnaires, peu familiarisés avec la notion de profit et son rôle central, exercent la plus grande influence sur le monde des affaires. Combien d'investissements lourds n'ont-ils pas été décidés en France, sur incitation gouvernementale, notamment dans la sidérurgie, parce qu'on avait le souci d'atteindre ou de dépasser en tonnage l'Allemagne ?

« La compétition que se sont livrée les chabols *entre eux avait souvent pour mobile le souci d'être classé dans un meilleur rang de taille »*, me dit mon interlocuteur. Il est difficile de ne pas songer aux acrobaties auxquelles nos trois plus grandes banques nationalisées se sont longtemps livrées – avec, il est vrai, des degrés dans l'intensité de l'effort – pour apparaître à la fin de l'année avec le plus gros bilan possible.

Un autre élément de faiblesse pour plusieurs des plus grand groupes coréens est constitué, assure M. Ahn (dont le jugement semble exprimer une opinion largement répandue), *« par l'insuffisante qualité de leur organisation »*. A quoi cela est-il dû ? *« Nos dirigeants d'entreprise sont trop occupés à obtenir les faveurs du gouvernement. A telle enseigne que leurs décisions ne sont pas toujours dictées par des considérations purement économiques. »*

« Notre régime politique n'est plus adapté aux exigences de l'économie plus développée que nous sommes en train de construire », dit encore mon interlocuteur. *« Il sera de plus en plus nécessaire de trouver un nouvel équilibre entre la politique et l'économie en affranchissant celle-ci de l'influence trop directe de celle-là. »* Une telle analyse ne devrait-elle pas nous inciter à la modestie ? Dans un pays à Constitution démocratique, ne peut-il arriver aussi qu'une concentration excessive du pouvoir au sommet incite les responsables des grandes entreprises à consacrer une bonne partie de leur temps à « faire les couloirs » des ministères ou à se concilier l'appui, effectivement décisif, de tel ou tel conseiller de l'Elysée ?

« L'HEURE est-elle encore aux conglomérats ? » M. Ahn soulève pour l'économie coréenne une question qui se pose pour tous les pays industriels. Dans le passé, le gouvernement de Séoul a souvent contribué à la distribution des cartes entre le groupe Samsung, le groupe Hyundai ou le groupe Saewoo. Aujourd'hui, il entend avoir son mot à dire qui est, en plus d'une occasion, déterminant pour les conduire à une certaine spécialisation.

On ne peut pas ne pas penser à ce qu'on appelle la politique « volontariste », c'est-à-dire, traduit en français classique, arbitraire, menée chez nous depuis bien avant mai 1981 pour remodeler l'industrie française. Fallait-il, pour ne citer que des exemples récents, retirer l'électronique à Saint-Gobain, apporter Framatome en dot à la CGE, restructurer Thomson ? Les Coréens, à leur échelle, estiment déjà dépassée une telle façon de procéder.

ETATS-UNIS : une pagaille volontaire

(Suite de la page 37.)

Lorsque, à cette époque, il a été question de libérer les commissions des firmes d'agents de change, ce fut un tollé. Ces firmes étaient alors 473 à Wall Street. Résultat : aujourd'hui elles sont 628 et leur capital, collectivement, s'est multiplié par cinq. Elles s'en félicitent.

La compétition entre les banques pour la rémunération des fonds en dépôt a parfois abouti à des prises de risques se terminant par la faillite des établissements en question (*le Monde* du 5 juin 1985). Il y a encore environ deux cents banques en danger de banqueroute sur la liste des institutions fédérales compétentes, et il semble que le sommet de la courbe soit loin d'être atteint.

Le sauvetage de bon nombre de caisses d'épargne qui offraient monts et merveilles à leurs déposants a coûté l'an dernier 2 milliards de dollars à l'Institution d'assurance fédérale. Celle-ci voit en outre un nombre croissant d'opérateurs apparaître sur le marché. Ainsi les compagnies d'assurances ne sont-elles plus seulement des compagnies d'assurances. Elles se lancent dans la banque, le courtage de titres ou le commerce de détail.

Des chaînes de magasins de détail comme Sears and Roebuck se lancent dans l'assurance, le crédit et la banque. L'American Express propose désormais des services d'assurances et des produits au détail. Personne ne s'étonnera si bientôt la Citicorp ouvre une bijouterie sur la 5e Avenue. Tout est permis.

La prise de contrôle de banques d'un État dans l'autre – tabou de la vie financière fédérale depuis le dix-huitième siècle – est en passe d'être autorisée. Le droit suivra le fait. Car les grandes banques ont déjà tourné les interdictions, sauf dans vingt et un Etats où ces transactions sont déjà autorisées depuis quelque temps.

Pour couronner le tout, des firmes qui ne se trouvent pas déréglementées par l'administration procèdent à leur propre déréglementation. Dans le sens qui leur convient, bien entendu. C'est le cas d'IBM, qui a récemment entrepris de facturer ses fournitures de software. Ce fut un beau remue-ménage dans le petit monde des sociétés de services.

Avant même de s'annoncer sur ce marché, IBM n'est-elle pas, par ce qu'elle fournit, en simple annexe de ses ventes d'ordinateurs, d'ores et déjà l'un des premiers, sinon le premier fournisseur de software du monde ? Lui prendrait-il l'ambition d'en déloger d'autres opérateurs ? Dans le même temps, ATT, expulsée de son monopole des réseaux téléphoniques, entreprend de piétiner les plates-bandes d'IBM, dans l'informatique.

Au royaume de la déréglementation, tous les paradoxes sont possibles. Mais l'expérience prouve que, plus encore que la déréglementation elle-même, qui peut avoir aussi ses inconvénients, c'est la menace de déréglementation qui peut être salutaire, comme on le voit à l'empressement de l'IATA à prévenir les velléités de déréglementation de la Commission des Communautés européennes en procédant par avance à quelques ajustements nécessaires dans l'exploitation, véritablement abusive pour les consommateurs, des lignes aériennes européennes.

JACQUELINE GRAPIN.

Un défi à Intelsat

LA plus récente, et l'une des plus importantes affaire de déréglementation, concerne l'organisation internationale de communications par satellites, Intelsat, qui a en principe le monopole des transmissions par satellite de télévision, téléphone, information informatisée, etc. Cent neuf Etats, dont la France, sont membres de cette organisation.

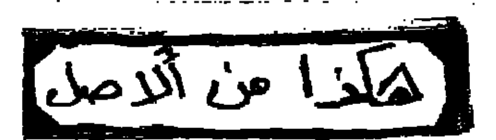
Depuis deux ans, des compagnies d'exploitation de satellites privées se battent pour obtenir la liberté de concurrence. C'est l'une des plus belles batailles de *lobbies* qui aient jamais eu lieu à Washington. Sur recommandation officielle de la Maison Blanche, le président de la commission fédérale des communications envisage d'accorder des licences à plusieurs autres firmes pour faire concurrence à Intelsat.

De leur beau quartier général en verre de Connecticut Avenue, les dirigeants (américains) d'Intelsat ne cessent de répéter que c'est l'équilibre d'ensemble du système de communication mondial par satellite qui est en jeu. Ceux-là mêmes qui voudraient se lancer sur les circuits entre l'Europe et l'Amérique, ou le Japon, ne sont pas candidats pour entretenir les réseaux avec le Pakistan ou la Zambie.

L'éclatement du monopole d'Intelsat, comme celui du téléphone, risque d'aboutir à une augmentation générale des tarifs, et surtout à un coût exorbitant d'entretien des lignes les moins utilisées. Nombreux sont les Américains qui font remarquer que si le réseau de téléphone le plus moderne et le plus économique du monde a pu être mis en place aux Etats-Unis vers le milieu du siècle, ce ne fut pas le produit d'un système de compétition anarchique entre les compagnies, mais d'une organisation planifiée et sérieusement contrôlée.

Le plus étonnant, aux yeux de ces Américains-là, dans l'affaire d'Intelsat est l'attitude de la France socialiste. En effet, l'actuelle administration des PTT, loin de défendre le monopole réglementé d'Intelsat, semble favoriser en sous-main – avec le soutien de l'Elysée – l'avènement de la concurrence.

J. G.



Morgan aide les directeurs financiers sur des marchés de plus en plus complexes



Dans la nouvelle salle des changes et de la trésorerie de Morgan Paris, de gauche à droite: Jorgen Wagner-Knudsen, Senior Vice President et Directeur Général, Paris; Eri Bourdais de Charbonnière, Senior Vice President, responsable du secteur Europe Continentale; Marcus Meier, Vice President et responsable de la division Trésorerie, Pari

Les banques sont-elles toutes pareilles? Morgan prouve chaque jour qu'elles ne le sont pas. Son expérience, son sérieux, sa présence sur les marchés et le professionnalisme de ses collaborateurs permettent à la Banque Morgan de répondre aux besoins sans cesse changeants de ses clients en France et à l'étranger.

Morgan vous apporte son expérience. Aucune banque ne connaît mieux les multiples éléments qui affectent les marchés financiers: mouvements de capitaux, facteurs économiques, politiques monétaires et réglementations des changes. Les spécialistes de Morgan à travers le monde échangent informations et tactiques vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Cela vous permet d'anticiper les évolutions des marchés financiers et des marchés des capitaux dans le monde.

Morgan est très spécialisée. Nous sommes présents sur tous les marchés financiers. De la volatilité des marchés des changes à la complexité des swaps et des options, des financements en "bankers acceptances" à l'arbitrage des "futures" et des "FRAs", Morgan est votre interlocuteur, et votre partenaire privilégié.

Morgan innove sans cesse. Nous avons centralisé toutes nos activités concernant les marchés financiers dans notre division Trésorerie. Ce point de rencontre entre nos spécialistes et les marchés nous permet de trouver des solutions originales à vos besoins. Ces contacts permanents donnent à Morgan ainsi qu'à ses clients plus de produits, d'opportunités et de rapidité.

Morgan vous aide pour vos financements et vos placements. Participant à tous les marchés financiers, Morgan les fait travailler pour le profit de ses clients. Notre connaissance des marchés nous permet de répondre à vos besoins de financement, de trouver des solutions de placement avec nos SICAV, nos Fonds Communs de Placement, nos Certificats de Dépôt. Notre filiale Morgan & Cie S.A. vous donne accès aux marchés des capitaux permanents et à long terme: Morgan est le partenaire idéal pour des émissions obligataires et des introductions en bourse.

Morgan vous aide. Contactez votre interlocuteur habituel chez Morgan ou Marcus Meier, Vice President, à Paris.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France: 14, place Vendôme, Paris. Tél.: 42.60.35.60.

Banque Morgan

Membre f

économie

REPÈRES

Dollar : *statu quo* à 8,10 F

L'avenir en rose dépeint par la Maison Blanche, après la publication de très bonnes statistiques économiques pour septembre, a, lundi 14 octobre, laissé les marchés financiers internationaux de marbre. Le dollar n'a pratiquement pas varié. Il s'est traité à 8,10 F à Paris (contre 8,1010 F vendredi dernier) et à 2,6550 DM (contre 2,6595 DM) à Francfort. Les affaires ont été généralement très calmes. Une bonne raison à cela : l'absence d'indications en provenance des Etats-Unis, où, ce jour, les banques et les bureaux de change américains ont chômé à l'occasion du « Colombus Day ».

Pétrole : l'Irak fixera son niveau de production selon ses besoins

L'Irak a informé les pays membres de l'OPEP qu'il fixera désormais le niveau de sa production de pétrole brut selon ses besoins, conformément à *« son bon droit »*, a déclaré, le 13 octobre, le ministre irakien du pétrole, M. Kacem Ahmed Taqqi. L'Irak avait accepté, jusqu'à présent, un quota de production de 1,2 million de barils par jour en raison de ses difficultés à exporter. L'élargissement de ses débouchés par oléoduc, *via* l'Arabie saoudite, explique ce changement de politique, qui va poser quelques problèmes supplémentaires à l'OPEP.

LA SITUATION DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE FRANÇAISE

Attente chez Renault

Le début de semaine va être décisif chez Renault. La CGT réussira-t-elle à étendre la grève avec occupation qui reste, ce lundi 14 octobre, limitée aux trois usines du Mans, de Billancourt et de Choisy-le-Roi ? M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, qui a présidé pendant le week-end une réunion des syndicats du groupe Renault, a soutenu que *« le mouvement revendicatif prend de l'ampleur »* ; et M. Jean-Louis Fournier, délégué syndical central, a réaffirmé que *« s'il n'y a pas de négociations prochaines, il y aura un durcissement du conflit »*.

Jusqu'à présent, la CGT n'a pas réussi à étendre le mouvement à d'autres usines importantes. Elle organise un vote mardi matin 15 octobre à Douai *« pour exiger l'ouverture de négociations générales et immédiates »* et appellera ensuite, *« en fonction des résultats »*, les travailleurs à décider des formes d'action. Jusqu'ici, la direction de la Régie n'a rien cédé, organisant une campagne de signatures en faveur de la reprise du travail au Mans et à Billancourt. Mais la poursuite de la grève au Mans, où sont fabriqués les trains avant et arrière de la plupart des modèles, pourrait arrêter la production dans les usines de montage. A Douai et à Sandouville, une journée de chômage technique, prévue le 18, a été avancée en raison des difficultés d'approvisionnement. Les usines de Flins, Maubeuge et Cléon se trouvent pour leur part en chômage technique ce lundi.

A Billancourt, deux mille nouvelles signatures en faveur de la reprise du travail auraient été recueillies par la direction, ce lundi, en début de matinée, outre les dix mille obtenues avant le week-end. Mais la CGT, qui a incité aussi ses adhérents à signer, pour réduire la portée de l'initiative, a commencé à faire signer une pétition réclamant l'ouverture immédiate de négociations sur les salaires. Au cours d'un meeting lundi matin, M. Fournier a affirmé : *« Nous ne reprendrons pas le travail sans avoir discuté des salaires et de l'emploi »*, et a donné jusqu'à mercredi à la direction.

La CGC a organisé ce lundi, en milieu de matinée, une manifestation de non-grévistes avec le soutien de FO et de la CFTC qui a réuni plusieurs centaines de personnes. Les manifestants ont demandé à la mairie de Boulogne de servir de médiateur pour assurer la liberté du travail chez Renault. Elle réclame, dans une lettre à la direction de Renault, la réunion dans les plus brefs délais d'un comité d'établissement extraordinaire sur la situation du centre, en présence de l'inspecteur du travail ; elle demande, d'autre part, à la Régie d'avancer les dates des réunions prévues sur l'emploi, l'organisation du travail et la politique salariale.

Au Mans, les réunions entre la direction et les syndicats pendant le week-end n'ont pas abouti.

Le tribunal doit rendre, ce lundi en début d'après-midi, sa décision sur la demande en référé présentée par la direction de l'usine pour entrave à la liberté du travail contre onze cégétistes.

CHEZ ALCATEL-THOMSON

Transferts d'emplois ou licenciements déguisés ?

Déplacer et licencier ont-ils le même sens ? La fusion des activités de télécommunications de la CGE et de Thomson dans Alcatel-Thomson a fait l'objet de deux comités d'entreprise les 10 et 11 octobre au cours desquels 2 200 transferts d'emplois (étalés sur dix-huit mois) ont été annoncés entre les différentes usines de la région parisienne, entre Paris et la province, entre la Bretagne et la Normandie. Sans aucune suppression d'emploi assure la direction.

Tel n'est pas l'avis des syndicats. La CFDT parle d'un *« plan social déguisé »* en rappelant qu'à la fin 1984, lors du transfert de certaines fabrications de Conflans-Sainte-Honorine à Lannion, seules 5 personnes sur 90 avaient suivi, les autres devant quitter l'entreprise. Le syndicat étaye ses craintes en précisant que le groupe a présenté aux pouvoirs publics en juin un plan social de 3 500 nouvelles suppressions d'emplois qui s'ajoutaient aux 5 000 déjà annoncées. Or ce plan a été refusé par le gouvernement.

M. Pebereau, PDG de la CGE, avait promis, en effet, un mois avant, que *« l'emploi serait maintenu à son niveau de la fin 1985 »*, c'est-à-dire que les 5 000 suppressions seraient les dernières. *« Pour s'en sortir, la direction a alors imaginé ces transferts »*, poursuit la CFDT, en réclamant que s'ouvrent des négociations.

Alcatel-Thomson devra encore à l'évidence rationaliser ses activités, supprimer des emplois et même des usines. L'ennui est que les syndicats ont cru à la promesse — inconsidérée — de M. Pebereau. D'où un climat social très lourd dans la téléphonie, comme M. Mitterrand a pu s'en apercevoir lors de son récent voyage en Bretagne.

E. L. B.

● **ARCT : le juge ordonne l'expulsion des piquets de grève.** — Le juge des référés de Roanne (Loire) a ordonné, samedi 12 octobre, l'expulsion des ouvriers qui occupent, depuis le mois de juin, les trois usines du groupe ARCT. Ce jugement est immédiatement applicable, au besoin avec l'intervention de la force publique. A l'issue de l'audience, M. Pierre Souchon, secrétaire CGT, du comité d'entreprise, a demandé aux ouvriers de poursuivre l'occupation des locaux.

A l'appel de la CGT et de la CFDT, cinq cents salariés de l'entreprise occupent les ateliers depuis le dépôt du bilan et la mise en liquidation décidée au printemps dernier.

Le Mans : conflit-test

De notre envoyée spéciale

Le Mans. — Durant le week-end, l'opposition entre la CGT et la direction des usines Renault a continué au Mans tandis que les positions de la centrale syndicale de M. Krasucki se durcissaient.

La CGT veut des négociations au niveau national et n'en démord pas. M. André Sainjon, secrétaire de la fédération de la métallurgie, était là pour le prouver. Il est venu, accompagné de délégués des usines de Choisy-le-Roi et de Boulogne-Billancourt, apporter son soutien aux grévistes du Mans. Mais la CGT locale, refuse tout « marchandage » et dénonce la position de la direction, affirmant que les onze syndicalistes CGT qui ont comparu au tribunal de grande instance de la ville le 11 octobre, à l'occasion d'un référé, sont en fait *« des otages »*.

C'est bel et bien un duel qui oppose la centrale syndicale à la direction. Dès le 11 octobre, les choses étaient claires. La direction affirmait vouloir mettre fin à la toute-puissance de la CGT à la Régie, tandis que le syndicat, qui ne s'y pas trompé, déclarait par la voix de M. Gérard Huet, secrétaire de l'union départementale CGT, qu'*« on ne mettrait pas la CGT à genou à Renault ou ailleurs »*.

Mais, au fil des heures, le syndicat semble de plus en plus isolé. Les piquets de grève installés devant l'usine sont moins nombreux et la fête populaire, organisée dimanche après-midi, n'a réuni que trois cents à quatre cents personnes, malgré le soutien de la FEN et d'élus locaux. L'opinion publique sarthoise ne suit pas.

Le Mans est un conflit-test pour la direction. *« Si nous accordons quelque chose aux salariés ici, nous seront obligés de négocier partout »*, affirmait-on dans l'usine sarthoise. La direction s'en tient à sa position initiale, acceptant de *« négocier »* sur la seule reprise du travail au Mans. La direction a, d'autre part, laissé entendre durant le week-end *« afin de mobiliser les salariés non grévistes »* que le personnel du Mans ne serait plus payé si le conflit s'éternisait.

De son côté, la CFDT, poussée par sa base, semble décidée à se désengager, craignant, dit-elle, les affrontements entre le personnel non gréviste et les grévistes. Elle a demandé l'organisation d'un vote auprès des salariés *« avec du matériel fourni par la direction »*. A condition, a-t-elle ajouté, que la direction renonce à engager des mesures de rétorsion contre les salariés grévistes.

Le week-end n'aura donc pas permis de trouver une solution négociée. Une nouvelle réunion, qui a eu lieu entre les syndicats et la direction, s'est terminée sur un constat d'échec, dimanche soir.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. −		DEUX MOIS Rep. + ou dép. −		SIX MOIS Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	8,0900	8,0930	+ 98	+ 105	+ 160	+ 190	+ 440	+ 540
$ can.	5,9094	5,9283	+ 40	+ 59	+ 61	+ 96	+ 118	+ 212
Yen (100)	3,7628	3,7659	+ 94	+ 105	+ 180	+ 194	+ 544	+ 598
DM	3,0494	3,0517	+ 125	+ 137	+ 236	+ 254	+ 703	+ 754
Florin	2,7052	2,7071	+ 81	+ 90	+ 150	+ 165	+ 462	+ 505
F.B. (100)	15,0316	15,0455	+ 69	+ 125	+ 116	+ 213	− 91	+ 387
F.S.	3,7170	3,7201	+ 173	+ 191	+ 316	+ 341	+ 875	+ 950
L. (1 000)	4,5158	4,5200	− 194	− 161	− 355	− 301	− 921	− 820
£	11,4109	11,4233	− 238	− 200	− 431	− 373	− 925	− 745

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	8	8 1/8	8 1/16	8 3/16	8 1/4	8 3/8
DM	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 5/8	4 9/16	4 11/16	4 11/16	4 13/16
Florin	5 3/4	6	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 15/16
F.B. (100)	8	9	8 11/16	8 15/16	8 13/16	9 1/16	9 3/8	9 5/8
F.S.	1	2	4	4 1/8	4 1/8	4 1/4	4 9/16	4 11/16
L. (1 000)	12	14	13	14	13 1/4	14	13 3/8	13 7/8
£	11 1/2	11 3/4	11 5/8	11 3/4	11 9/16	11 11/16	11 3/16	11 5/16
F. franç.	9 1/8	9 5/8	9 3/4	10	10	10 1/4	10 3/4	11

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

L'offensive américaine de Peugeot

Contraste étonnant. C'est en présentant à la presse économique une voiture sage et raisonnable — la 309, le dernier modèle de Peugeot, — que M. Jacques Calvet, patron de PSA, a exprimé des ambitions qui pourraient passer pour déraisonnables : réaliser assez vite 6 à 7 milliards de francs de bénéfices par an, tripler ou quadrupler les ventes aux Etats-Unis, enfin, parvenir à une réelle flexibilité des effectifs.

Jusque-là, le marché nord-américain apparaissait assez éloigné des préoccupations des dirigeants d'Automobiles Peugeot, plus éloigné, en tout cas, dans le cadre de la grande exportation que le Nigéria ou l'Irak. Les choses sont en train de changer. Visiblement, pour MM. Calvet et Boillot, président d'Automobiles Peugeot, le dossier Etats-Unis est revenu sur le dessus de la pile. Le niveau des ventes de Peugeot (uniquement de la 505), aux Etats-Unis, ne leur donne guère satisfaction. Après avoir atteint 20 000 voitures vendues en 1983, il a chuté à 15 000 en 1984 et devrait se situer entre ces deux chiffres en 1985. Pas de quoi pavoiser sur un marché de la voiture de luxe importée, estimé entre 300 000 et 350 000 unités par an, dont le principal intérêt, a souligné M. Boillot, est qu'*« il se développe même quand le reste du marché automobile connaît des difficultés »*. Peugeot, dont les ventes américaines étaient fondées sur un modèle Diesel, explique son insuccès par un renversement de tendance depuis trois ans en faveur des moteurs à essence. Ce sont bien sûr les Allemands (BMW et Mercedes), et les Scandinaves (Volvo et Saab) qui se taillent la part du lion sur ce créneau. Un succès que M. Boillot justifie par leur nature de spécialistes des voitures de luxe, Peugeot faisant figure à leurs côtés de généraliste.

Quoi qu'il en soit, Peugeot entend, selon les termes mêmes de M. Calvet, *« mener une offensive de grand style »* sur ce marché pour atteindre un objectif indispensable de 50 000 à 60 000 voitures vendues chaque année. Pas question pour autant de produire sur place. Peugeot restera un constructeur européen qui exportera vers les Etats-Unis. Une stratégie qui passe par une révision de son implantation commerciale et par l'introduction d'une double famille de produits. Un seul modèle, comme c'est le cas actuellement avec la 505, a du mal à s'imposer face à la concurrence.

Cette offensive américaine, les dirigeants comptent l'appuyer sur l'amélioration financière du groupe. Sans atteindre les milliards escomptés par M. Calvet, les bénéfices devraient se chiffrer par quelques centaines de millions de francs en 1986, après des résultats positifs dès cette année mais seulement au voisinage de l'équilibre, avec un profit pour Automobiles Peugeot et un résultat encore déficitaire pour Citroën qui ne « sortirait du rouge » qu'en 1986. M. Calvet n'a pas manqué de souligner que ce redressement s'appuyait notamment sur des réductions d'effectifs, mais qu'il faudrait aller plus loin dans l'adaptation de ces effectifs en acceptant *« une certaine possibilité de jeu entre les périodes creuses et les périodes pleines »*.

CLAIRE BLANDIN.

Du 11 au 17 octobre

POISSY CAPITALE DE L'AUTOMOBILE

La ville de Poissy (Yvelines) est un peu la capitale de l'automobile du 11 au 17 octobre : le nouveau modèle Peugeot 309 sera officiellement présenté par PSA le 17 octobre. La mairie de Poissy, dirigée par M. Jacques Masdeu-Arus (RPR) organise, parallèlement, une « semaine économique » qui devrait être l'occasion d'envisager l'avenir économique de la vallée de la Seine, immédiatement en aval de Paris.

Une vallée où le marché de l'emploi dépend à 60 % de l'automobile avec les usines de Flins (15 000 salariés), de Poissy (12 000) et, naturellement, les innombrables entreprises fournisseuses, clientes ou sous-traitantes.

Poissy doit sa richesse à l'automobile (Peugeot-Talbot verse à la commune 37 millions de francs de taxe professionnelle soit 18 % d'un budget total de quelque 200 millions de francs) et a pu contenir le chômage à 7 %, alors que la moyenne nationale atteint 11,6 %. Mais l'on sait cette industrie fragile. La modernisation de l'usine Peugeot (ex-Talbot) n'est pas achevée bien que la fabrication de la 309 ait lieu sur la chaîne de montage la plus moderne de France puisque sur plus d'un hectare d'ateliers, soixante robots produisent un véhicule par minute.

Il faut donc se lancer dans la diversification. C'est pourquoi la municipalité vient de créer une zone d'activité de 30 hectares (achetés à *la Ville de Paris* après une longue procédure due aux difficultés rencontrées avec l'administration des domaines), où plusieurs sociétés ont déjà décidé de s'installer.

LOGEMENT

LE 76ᵉ CONGRÈS DE L'UNPI A NICE

Les propriétaires immobiliers se prononcent pour la « voie libérale »

Réinsérer l'immobilier dans l'économie de marché, ne plus le pénaliser fiscalement, adapter son financement à ses réalités spécifiques et redéfinir la frontière entre la puissance publique et les particuliers : telles sont les quatre « *idées directrices* » de la politique souhaitée par l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) à l'occasion de son 76ᵉ congrès, qui s'est tenu du 9 au 11 octobre à Nice.

De notre correspondant *régional*

Nice. – La politique, qui passe en particulier par l'abrogation « *pure et simple* » de la loi Quilliot du 22 juin 1982, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, la réforme, en profondeur, de la loi sur l'aménagement du 19 juillet 1985 et l'extinc*tion progressive de la loi de 1948 sur* les immeubles anciens a reçu l'appui sans réserve des représentants de l'opposition invités à Nice par l'UNPI, MM. Jacques Médecin, député (RPR) et maire de Nice, François Léotard, secrétaire général du PR, Paul Girod, sénateur (UDF) de l'Aisne, Alain Lamassoure, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités, et Alain Juppé, député (RPR) de Paris.

« *La propriété immobilière ne peut vivre que dans un cadre de liberté.* » Ce principe sous-tend les propositions que l'UNPI (1) espère voir appliquer en cas d'« *alternance libérale* » lors des prochaines élections législatives. Pour son président, Mᵉ Joseph Marro, il importe, en premier lieu, d'abroger la loi Quilliot et de la remplacer aussitôt par un texte « *conciliant les aspirations essentielles des bailleurs et celles des locataires* ». La nouvelle loi devrait « *rendre aux intéressés le soin de fixer librement le loyer* », mais aussi « *assurer une stabilité certaine au locataire en imposant le principe d'un bail d'une durée minimale de trois ans* », reconductible tacitement d'année en année.

L'UNPI réclame également la suppression « *par étapes* » de la loi de 1948 par le rétablissement de la liberté pour tous les logements équipés des éléments de confort (catégories II B et II C), la mise au niveau du marché, en trois ans, des loyers (avec des mesures protectrices à l'égard des locataires âgés aux revenus modestes) et l'instauration de l'irréversibilité des baux de sortie en allégeant les normes d'habitabilité pour rejoindre le marché libre. La loi de 1948 ne devrait être, enfin, « *ni cessible entre vifs ni transmissible, en cas de décès du locataire, sauf du conjoint survivant occupant des lieux* ».

S'agissant de la fiscalité immobilière, l'UNPI préconise quatre mesures : la suppression de l'IGF, le rétablissement des taux préférentiels en matière de donation-partage, l'aménagement de l'impôt sur les plus-values en exonérant le produit de la vente si celui-ci est réinvesti dans l'immobilier d'habitation, et le relèvement de 15 % à 25 % de l'abattement applicable aux revenus fonciers. L'UNPI estime, d'autre part, qu'il faut instituer un marché de refinancement à moyen terme de l'immobilier. Elle se prononce, enfin, pour l'encadrement rigoureux de l'exercice du droit de préemption par la puissance publique (loi du 19 juillet 1985), lequel n'est concevable, selon elle, qu'« *en vue de la réalisation des équipements publics et des réseaux de voirie, dans les communes les plus importantes* ». La préemption devrait, de plus, s'effectuer au prix du marché, la collectivité étant tenue, dans tous les cas, de procéder à l'acquisition du bien préempté.

Les représentants de l'opposition invités au congrès de Nice ont fait chorus sur l'ensemble des revendications de l'UNPI. M. Léotard a résumé, pour sa part, sa philosophie en quatre « *messages à l'opinion* » : « *dénationaliser, défiscaliser, déréglementer, décentraliser* ».

GUY PORTE.

(1) Créée en 1893, l'UNPI fédère, aujourd'hui, 136 chambres syndicales régionales ou départementales regroupant 312 000 adhérents (à 80 % des petits et moyens propriétaires bailleurs) qui gèrent ou occupent un parc de 2,5 millions de logements.

AFFAIRES

ENTREPRISES

Forstmann surenchérit pour racheter Revlon

Nouvel épisode dans la lutte pour la prise de contrôle du groupe américain Revlon, numéro 3 mondial des cosmétiques (20 milliards de francs de chiffre d'affaires).

La société d'investissements Forstmann Little surenchérit et propose maintenant de payer comptant 57,25 dollars par action, soit au total 1,81 milliard de dollars. Elle maintient son offre de reprendre à sa charge la dette de Revlon, ce qui portera le coût de l'opération à 3,3 milliards de dollars environ (26,5 milliards de francs). Cette nouvelle offre est destinée à contrer la dernière offensive de Pantry Pride, qui de 53 dollars l'action avait récemment porté son OPA à 56 dollars.

Liberté d'établissement : convention entre avocats français et allemands

L'Europe des avocats avance. Le 16 octobre sera signée, à Paris, la première convention, dans le cadre de la CEE, entre le barreau de Paris (cinq mille sept cents membres) et la Chambre fédérale des avocats allemands (quarante-cinq mille membres), fixant les conditions réciproques d'installation de ces professionnels en France et en RFA. L'ordre des avocats à la Cour de Paris estime que cette convention *« crée une situation nouvelle, qui facilitera les échanges franco-allemands des entreprises ». « Jusqu'alors, le contexte se caractérisait par une certaine ambiguïté, le principe de la liberté d'établissement étant affirmé, mais inopérant, car aucun accord ou règle ne l'organisait concrètement. »*

Le groupe Cointreau abandonne une distillerie en Martinique

Le groupe Cointreau ne renouvellera pas le contrat de location-gérance de la plantation de cannes à sucre et de la distillerie Les Héritiers H. Clément, située dans la commune du François. Cet accord, qui date de 1982, arrive à échéance le 31 décembre prochain. Le groupe invoque la baisse de la consommation de rhum tant en France qu'aux Antilles. Clément produisait moins de 0,5 million de litres, alors que le seuil de rentabilité d'une distillerie est estimé à 1 million de litres environ. Cointreau produit également du rhum dans son usine de Trinité-le-Galion et dans celle de Sainte-Marie (marque Saint-James). Entre son activité sucrière et le rhum, Cointreau traite environ la moitié de la canne récoltée en Martinique. – *(Corresp.)*

EN BOURSE

CARDIF AU SECOND MARCHÉ

La Compagnie bancaire prend de l'assurance

Cardif, une des premières sociétés françaises d'assurance-vie et de capitalisation, a fait son apparition le 8 octobre dernier au second marché de la Bourse de Paris. A l'occasion de cette introduction menée par Paribas, le Crédit du Nord et la charge d'agents de change Sellier, 20 % du capital de Cardif (le double du pourcentage minimum requis pour accéder au second marché) ont été présentés au public au prix minimum de 510 F par action. Ce jour-là, les demandes ont porté sur près de 2,3 millions d'actions alors que 255 000 actions environ étaient mises en vente et le cours coté s'établissait à 600 F, en hausse les jours suivants, pour atteindre 656 F le vendredi 11 octobre.

Septième société du groupe de la Compagnie bancaire à emprunter le chemin du palais Brongniart (après la société mère, l'UCB, l'UFB, Cetelem, la Sinvim et Locabail-immobilier), cette compagnie suit le même exemple en attendant, peut-être, d'être un jour imitée par Cortal, autre société du groupe spécialisée dans la vente de produits financiers... y compris de produits Cardif.

« L'introduction en Bourse permet d'acquérir une certaine notoriété et elle correspond à une préoccupation générale : dès qu'une société du groupe a acquis une taille suffisante dans son secteur d'activité, c'est là la marque de sa décentralisation, en association avec le public », explique M. Bertrand de Bardies, président de cette entreprise.

Créée en 1973, celle-ci emploie environ 200 personnes pour gérer près de 230 000 contrats d'assurance et 6,6 milliards de francs d'épargne. En 1984, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 1,66 milliard de francs, en augmentation de 32 % sur l'année précédente et un bénéfice net consolidé de 35,4 millions de francs (+ 27 %), une augmentation qui se trouve amplifiée dans les résultats du premier semestre 1985 (998 et 27,9 millions de francs respectivement pour le chiffre d'affaires et le bénéfice), la firme escomptant, selon son président *« une progression de 20 % du profit et du chiffre d'affaires au cours des cinq prochaines années »*.

Détenue à 70 % par le groupe de la Compagnie bancaire et à 30 % par diverses compagnies (Le Secours, le Groupe des populaires d'assurances – GPA IARD et Athéna, chacun avec 10 % du capital), la Compagnie d'assurances et d'investissements de France puisque tel est son nom exact, a procédé début 1985 à une restructuration à l'issue de laquelle Cardif SA détient notamment une participation de 40 % dans les compagnies Le Chêne-Vie et Le Chêne-RD, La Redoute possédant, de son côté, les 60 % restants.

S. M.

SOCIAL

LES PERSPECTIVES ENCOURAGEANTES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Entreprendre chez soi

L'idée du développement local chemine. *« J'ai senti*, raconte Jean Gatel, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'économie sociale, *une réelle attention de la part de mes collègues du gouvernement. »* C'était le 28 août dernier, au conseil des ministres, et l'intérêt n'était pas feint : tous sentaient la nécessité du « développement local », c'est-à-dire la possibilité, unique peut-être, de créer aujourd'hui des emplois.

Le secrétariat d'Etat a lancé une opération dite de partenariat de développement local. Vingt dossiers devaient être retenus. Il fallut en sélectionner trente-cinq tant les candidats étaient nombreux : cent quarante environ. Pour 1986, l'opération sera renouvelée, et trente-cinq projets seront également retenus.

Des projets pour quoi faire ? Cela va de la création d'un comité économique et social dans chacun des six quartiers de Poitiers à une maison d'accueil dans la région de Lodève pour la valorisation du bois ou des sous-produits de la viticulture, en passant par la création d'un écomusée à Ungersheim (Haut-Rhin) ou encore d'un fonds de garantie pour des entreprises dans le Puy-de-Dôme. Comme les ministres, les élus de tous bords sont intéressés : ne dit-on pas que chacune de ces opérations pourra se traduire par la création de trente à cent emplois, dans un délai de six à dix-huit mois, et ce, pour une mise de fonds – modeste – de l'Etat de 500 000 F par opération ? *« Il serait malhonnête de ma part de dire que la gauche en fait plus »*, reconnaît Jean Gatel, qui constate qu'il s'agit plus d'un intérêt manifesté par les jeunes élus qu'une affaire d'orientation politique.

Si le mouvement existe, si le secrétariat d'Etat a multiplié les contacts et les conventions avec les multiples réseaux de développement local (boutiques de gestion, clubs de créateurs d'entreprises, Conseil national des économies régionales et de la productivité, Association nationale pour le développement local et les pays), s'il y a même une synergie avec d'autres ministères (ceux du travail et de l'agriculture), la question de la pérennité de l'action de l'Etat est posée, non pas tant en fonction d'une échéance électorale, mais bien parce que l'impulsion étatique, voire parisienne, du développement local ne va pas de soi. Elle est même, pour tout dire, paradoxale.

S'il est clair que les initiatives venant de la base correspondent à une véritable soif d'entreprendre, qu'elles s'inscrivent dans un processus de modernisation et qu'elles concourent à l'amélioration de l'emploi, il est évident que l'Etat doit continuer d'impulser le mouvement et afficher ses ambitions au plus haut niveau. Mais, au-delà de l'affichage (resté au demeurant fort discret à ces hauteurs-là), qu'en est-il de l'application quotidienne et concrète ?

Pour faire se rencontrer les acteurs du développement, la présence d'un catalyseur neutre reste indispensable. Neutre, c'est-à-dire qu'il ne sera ni l'homme de la chambre de commerce ni celui du conseil général ou de la région, car les rivalités de clocher l'empêcheront de tenir ce rôle. Que reste-t-il alors sinon des « hommes-pivots », ayant la légitimité nécessaire pour entrouvrir les murs des « chapelles » et favoriser le rassemblement, donc une administration d'Etat...

Il y a cependant danger, car cette administration existe à travers, par exemple, la DATAR, dont l'action peut être analysée comme l'inverse du développement local : des choix pour ce même développement et des incitations définies en fonction d'une vision nationale des équilibres régionaux. On ne peut pas dire que cette action-là ait été d'une efficacité remarquable. Epousant, dans les années 60, à l'époque de l'essor industriel, les thèses technocratiques de l'urbanisme volontaire (villes nouvelles) et de la mobilité des travailleurs, elle s'est heurtée à la résistance d'un corps social plus soucieux de « vivre et travailler au pays » que de déménager. Ce qui fait que, aujourd'hui, au sein même de l'Etat, la tentation centralisatrice demeure, en dépit des textes sur la décentralisation.

Trente-cinq dossiers ont donc été retenus sur cent quarante. Avec quels critères ? Ils sont trois : l'identité locale, au sens géographique du terme (bassin d'emploi, canton ou quartier) ; le rassemblement d'acteurs divers (par exemple, dans le Lodévois : les collectivités locales, l'ANPE, des associations, une radio locale, le Crédit agricole et le Crédit coopératif, la COGEMA) l'affectation des crédits à autre chose qu'aux dépenses de fonctionnement d'un organisme qui doit trouver son équilibre propre.

La France qui bouge

Si l'on examine l'origine des dossiers, on peut dessiner une carte de la France qui bouge et constater, par exemple, que, dans le Nord, la tradition industrielle et la capacité d'entreprendre ont survécu au déclin du secteur économique dominant, alors que, en Lorraine, un siècle de mono-industrie sidérurgique a cassé le réflexe d'initiative. Au palmarès des régions, si l'on prend pour seul critère les dossiers proposés au secrétariat d'Etat, la région Rhône-Alpes se distingue. Pourtant, elle n'est pas la mieux dotée sur ce chapitre par son contrat de plan Etat-région. Explications du secrétaire d'Etat : *« Sans doute un déphasage entre les élus régionaux, plus âgés, et des élus locaux, et des associations dont les aspirations n'étaient pas relayées au plan politique »*. Les autres régions dynamiques sont l'Ile-de-France, la Haute-Normandie, l'Alsace. En queue de peloton : le Centre et le Sud-Ouest, à l'exception du Pays basque, sans doute en raison d'une forte identité locale.

Cette idée des initiatives régionales, des pépinières d'entreprises diverses et donc d'emplois, chemine également dans la tête des responsables des sociétés importantes. La première à signer une convention avec le secrétariat d'Etat, fut ELF-Aquitaine. C'est jusqu'à présent, constate M. Gatel, la seule dont l'appui donné aux initiatives locales fasse partie d'une stratégie de développement. Sans doute est-ce affaire d'un forage : étudiée mais à la fois de culture d'entreprise, chaque mise étant à l'image incertaine et prometteuse. D'autres conventions suivront, avec le CEA d'abord, puis sans doute, Saint-Gobain. mais, explique encore M. Gatel, pour la plupart des groupes industriels (Thomson, Rhône-Poulenc, Pechiney) qui participent déjà ponctuellement à des opérations locales de reconversion, ce type de développement est comme un substitut à un problème de restructuration. On mise sur les PME pour résoudre une difficulté sociales et non pour adopter un nouveau modèle culturel dont l'enjeu reste considérable, puisqu'il s'agit, en fait, selon l'expression de M. Gatel, de *« démocratiser l'initiative économique »*.

JACQUES GRALL.

ÉTRANGER

LA DÉVALUATION DE 15 % DE LA DRACHME

La Grèce se résigne à l'austérité

De notre envoyée spéciale

Athènes. – L'austérité était jusqu'à présent pour les socialistes grecs une espèce de perversion de l'Occident, un fatalisme auquel on se vantait ici de ne pas céder. Or, voilà qu'ils y viennent à leur tour. Après de longues tergiversations, M. Papandréou a finalement sauté le pas vendredi 11 octobre, en annonçant en même temps qu'une dévaluation de 15 % de la drachme, un premier train de mesures qui rompt radicalement avec la politique économique jusqu'à présent suivie.

Pour la première fois, le chef du gouvernement grec satisfait ses partenaires étrangers – ceux de la CEE en l'occurrence – en prenant un risque considérable. Jamais encore une de ses décisions n'avait été aussi peu inspirée par le souci de la rentabilité politique.

L'accouchement a été douloureux Le tournant qui vient d'être pris suit quatre années de navigation à vue en matière économique, une navigation dont ont profité, il est vrai, de larges secteurs de la population. Cet été, M. Papandréou fort de sa victoire aux élections du 2 juin, avait changé de ton et s'était mis à distiller au fil de ses discours le nouveau vocabulaire socialiste. Il préparait progressivement la Grèce au dur réveil des lendemains de fête en déclarant que *« l'heure de vérité »* avait sonné, et que la Grèce vivait au-dessus de ses moyens.

Il a pourtant fallu attendre vendredi 11 octobre pour que M. Papandréou et son ministre de l'économie, M. Simitis se jettent à l'eau. Le programme est sévère, mais il a l'habileté de n'épargner aucune catégorie de la population : dévaluation de la monnaie, réforme de l'échelle mobile des salaires, réduction de quatre points de l'accroissement des dépenses publiques en 1986, freinage des prix agricoles qui ne pourront plus augmenter plus vite que l'inflation générale (ce qui évitera bien des palabres à Bruxelles), accroissement de la pression fiscale sur les entreprises et les professions libérales, intensification de la lutte contre ce véritable sport national qu'est ici la fraude fiscale, freinage des importations...

En termes simples...

M. Simitis a trouvé des termes simples pour justifier ce tour de vis. Chaque fois qu'un Grec dépense 1 000 drachmes, il en emprunte 80 à l'étranger. Il reçoit en outre de l'Etat, beaucoup plus qu'il ne lui verse, *a expliqué le ministre de l'économie.* Le déficit de la balance des paiements atteignait 2,1 milliards de dollars fin juillet, soit déjà plus que ce qui a été prévu pour l'année entière. Ce déficit est dû à la baisse des recettes dites « invisibles » (celles de la marine marchande, des transferts en devises des Grecs de l'étranger, celles du tourisme), et, surtout, au manque de compétitivité de l'industrie grecque (l'inflation est d'environ 17% par an). Les exportations ne couvrent qu'à 45% le volume des importations. La dette existérieure s'élève à plus de 13 milliards de dollars, et son remboursement deviendra particulièrement lourd en 1986, en raison du cumul de différentes échéances. Personne à Athènes ne doute que le gouvernement demande son rééchelonnement.

Le gouvernement grec ne pouvait plus reculer, car il va devoir, dans les semaines qui viennent, solliciter de ses partenaires européens de nouveaux crédits en même temps que de nouvelles dérogations. L'accord d'entrée de la Grèce dans la CEE prévoyait la levée des derniers obstacles à la libre circulation des marchandises et l'introduction de la TVA au 1er janvier 1986, ce qui est exclu. La Grèce devra donc invoquer l'article 108 du traité de Rome qui prévoit des exceptions en cas de crise, mais qui implique aussi un certain contrôle de la CEE sur sa politique économique.

Des turbulences sociales ?

Les décisions prises la semaine dernière, ne sont que des mesures d'urgence qui devraient être suivies prochainement par des mesures plus positives visant notamment à encourager l'investissement privé qui stagne depuis 1979. D'autre part, les socialistes avaient tenté, lors de leur arrivée au pouvoir, de venir en aide à certaines entreprises en difficulté, sous forme de participation de l'Etat à leur capital. Aujourd'hui, ces entreprises dites « problématiques » représentent une véritable gangrène pour le budget de l'Etat. M. Papandréou n'a pas laissé de doutes à leur sujet.

La Grèce s'achemine, selon toute vraisemblance, vers une période de graves turbulences sociales, et il reste à savoir si M. Papandréou voudra ou pourra tenir bon. Les syndicats liés au Parti communiste (dans l'opposition) sont majoritaires dans de nombreux secteurs d'activité. L'opposition de droite, quant à elle, n'a pas décidé de jouer la solidarité nationale. Le premier ministre pourrait, en outre, se heurter au sein même de son parti, à l'hostilité des durs qui ne se résignent pas à remiser l'idéologie au placard.

Mais le principal obstacle est sans doute, d'une façon plus générale, dans les habitudes mentales d'une population, plus consciente de ses droits que de ses devoirs envers l'Etat. Ce que vient d'introduire M. Papandréou, en même temps que des mesures économiques conjoncturelles, c'est donc aussi un cadre de références totalement nouveau qui, si l'on s'y tient, scellera l'appartenance de ce pays à l'Europe.

CLAIRE TRÉAN.

PAS D'EFFET SUR LE SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

La dévaluation de la drachme (15 % par rapport au dollar) aura une faible incidence sur le niveau de l'ECU, entraînera une augmentation des MCM (montants compensatoires), mais n'aura pas d'effet sur le SME.

Comme la livre sterling, la drachme ne participe pas au mécanisme de stabilisation des changes qui lie les monnaies de la CEE entre elles au sein du SME (Système monétaire européen). Cependant, la drachme est prise en compte dans le panier des monnaies qui permet de fixer le niveau de l'ECU (le poids de la drachme dans ce calcul est de 1,3 %). Si la dévaluation vis-à-vis du dollar entraîne également une baisse d'environ 15 % de la valeur de la drachme face aux autres monnaies européennes, l'ECU pourrait être déprécié de 0,2 %.

Enfin, les montants compensatoires négatifs (MCM) appliqués aux échanges agricoles devraient augmenter. Le prochain comité de gestion agricole de la CEE devra fixer le montant de ces MCM, qui jouent comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation. Elles étaient depuis le 7 octobre de 9,3 % pour l'ensemble des produits, sauf le vin (9,3 %). Pour éviter ces MCM supplémentaires, le gouvernement grec peut décider d'augmenter les prix agricoles, mais cette mesure compromettrait le plan de lutte contre l'inflation.

COMMERCE INTERNATIONAL

La partie de cache-cache entre la CEE et le COMECON continue

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – Malgré la volonté manifestée par les autorités du COMECON, l'organisation économique du bloc socialiste, de reconnaître la CEE, les responsables communautaires s'interrogent sur les véritables objectifs poursuivis par l'Union soviétique et ses alliés de l'Europe de l'Est. Les ministres des affaires étrangères des Dix devraient se saisir du dossier le 21 octobre prochain à Luxembourg.

Le jeu de cache-cache entre la Communauté et le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) dure depuis dix ans. Interrompu en 1981, le dialogue a repris en juin dernier à l'initiative de Moscou. A la fin du mois de juillet, M. Declercq, le commissaire européen aux relations extérieures, demandait à M. Sytchev, le secrétaire général du COMECON, de préciser le sens de sa démarche.

Les interrogations de Bruxelles portaient sur deux points essentiels pour les Dix : le processus de reconnaissance de la CEE doit-il conduire à un accord de coopération comportant un volet sur le commerce ? Cette reconnaissance est-elle un préalable à la conclusion d'arrangements commerciaux avec chacun des pays socialistes ?

La dernière lettre de M. Sytchev à la fin du mois dernier n'apporte pas toutes les assurances souhaitées à Bruxelless. Le secrétaire général du COMECON propose un projet de déclaration commune qui porte sur l'établissement de relations officielles dans le but d'engager une coopération entre les deux organisations. Le texte souligne *« l'importance du développement du commerce international »*, mais sans toutefois dire explicitement si les échanges commerciaux doivent ou non s'inscrire dans cette coopération. S'agissant des accords bilatéraux, le document se limite à indiquer que l'organisation de liens avec le CAEM devrait favoriser les relations du Marché commun avec les Etats socialistes pris séparément.

Jusqu'ici la CEE n'a réussi à conclure qu'avec la Roumanie un accord en bonne et due forme englobant le secteur commercial. Les Dix sont parvenus en outre à imposer à la *Hongrie*, à la *Pologne*, à la Bulgarie et à la Tchécoslovaquie des arrangements limitant les exportations de produits textiles et sidérurgiques de ces quatre pays vers la Communauté.

Depuis une décennie, Bruxelles répète à ses interlocuteurs communistes que le COMECON n'a pas de compétence pour le commerce et que, dans ces conditions, toute collaboration entre ces deux institutions doit exclure ce secteur. Rien n'indique aujourd'hui que la doctrine des Dix pourrait s'infléchir.

MARCEL SCOTTO.

INFORMATION SICAV

Information trimestrielle

une gamme de SICAV adaptées à vos besoins

SICAV	actif net au 30.09.85 (Millions de Francs)	valeur de l'action au 30.09.85 (Francs)	revenus distribués (crédits d'impôt inclus) du 30.09.80 au 30.09.85 (Francs)	résultats obtenus (dividendes et crédits d'impôt inclus) du 30.09.80 au 30.09.85
INDOSUEZ VALEURS actions et obligations France et étranger	1 389	563,03	119,09	+ 94,03 %
UNIGESTION actions et obligations France et étranger	375	512,28	115,69	+127,11 %
GESTION SÉLECTION (1) (France) actions françaises	1 635	458,08	99,45	+102,10 %
GESTION RENDEMENT obligations françaises et étrangères	1 499	441,70	180,80	+ 62,04 %
SÉCURITÉ MOBILIÈRE obligations de première catégorie (garanties par l'Etat)	1 249	392,05	175,43	+ 59,35 %
MULTIOBLIGATIONS obligations françaises et étrangères	339	413,42	122,78	+ 80,40 %
SICAVIMMO actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	785	571,39	131,75	+ 83,09 %
IMSI actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	1 108	442,18	89,59	+117,18 %
UNIJAPON actions japonaises	1 340	987,97	110,93	+183,59 %
AMÉRIQUE GESTION actions américaines	777	359,83	74,75	+ 91,67 %
ORIENT GESTION actions Pacifique	144	105,82 (création novembre 84)	3,15	-

(1) SICAV "Monory" et Compte d'Epargne en Actions (CEA).



tout un monde d'opportunités

Direction des Particuliers : 96, bd Haussmann 75008 Paris. Tél. : 561.29.61

Des fonds communs de placement à revenus trimestriels, dans le fond, ce n'est pas commun.

Créés dès 1981 par la Société Générale, les Fonds d'Obligations Françaises, Renta, Fructi et Obli, vous assurent :

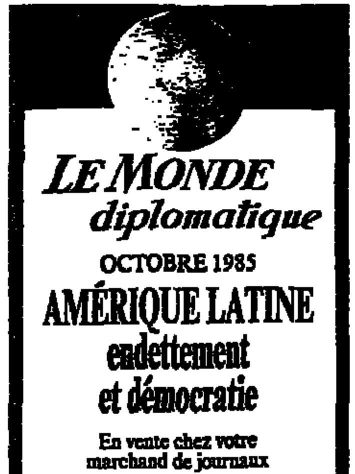
- *Quatre revenus trimestriels,*
- *Un rendement annuel élevé (environ 12 % actuellement),*
- *La possibilité de revenus mensuels en panachant les 3 séries.*

Pour un placement sûr, disponible et à forte rentabilité, ce n'est effectivement pas banal ! En quatre ans, plus de 60 000 clients de la Société Générale l'ont adopté et leurs investissements représentent 15 milliards de Francs. Pourquoi pas vous? N'hésitez pas à venir vous informer dans l'un des 2134 points d'accueil en France de la Société Générale.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
EN RYTHME AVEC LA SOCIÉTÉ

EUROCREHE



EN LANÇANT MOBIPRIME LA CAISSE DE GESTION MOBILIÈRE (CGM) ÉLARGIT LA GAMME DE SES SICAV SPÉCIALISÉES

Maison de réescompte et banque d'arbitrage sur les marchés monétaire et financier, la Caisse de gestion mobilière a développé dans le domaine de la gestion de trésorerie un ensemble d'instruments techniques lui permettant d'aborder les mutations qui vont assurer l'interpénétration progressive des marchés de capitaux.

Ainsi, la Caisse de gestion mobilière gère et propose aux trésoriers de la place trois SICAV répondant chacune à un objectif précis.

MOBIVAL, à la performance très contrôlée, appuyée sur les taux du marché monétaire à partir de contrats optionnels et de réméres, s'adresse plus spécialement à des trésoreries à flux courts de l'ordre de quelques jours à quelques mois. Son encours actuel avoisine les 4,5 milliards de francs.

MOBIPRIME, ouverte au public le 5 août dernier, s'attache à une typologie de placements de trésorerie d'un minimum de quelques mois, recherchant une certaine sécurité des avoirs investis et une quote-part du levier financier obtenu par une gestion active des capitaux.

MOBIPLUS, dont l'actif dépasse le milliard de francs intéresse des investisseurs attachés à une valorisation de leurs avoirs dans le temps, et désireux d'optimaliser au plan fiscal au-delà de deux ans les plus-values constituées.

Les documents habituels (règlement intérieur, note d'information, plaquettes trimestrielles) afférents à MOBIVAL, MOBIPRIME et MOBIPLUS peuvent être obtenus sur simple demande en s'adressant au siège de la Caisse de gestion mobilière, section SICAV, 6, rue des Petits-Pères, 75002 Paris. Tél. : 261-53-20.



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

EMPRUNTS OCTOBRE 1985

EMPRUNT A TAUX FIXE :
750 millions de F

soit 150 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 985 F

Taux nominal : **11,70 %**

Taux de rendement actuariel brut : **11,75 %**

EMPRUNT A TAUX RÉVISABLE :
500 millions de F
soit 100 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 929 F
Taux d'intérêt du 1er coupon : **11,20 %**
payable le 28 octobre 1986
Coupons suivants : taux d'intérêt annuel égal à 95 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, établi par l'INSEE, pour le mois de septembre précédant la date de révision. Taux minimum 8,50 %.

MODALITÉS COMMUNES AUX DEUX EMPRUNTS
Durée : 10 ans
Amortissement : in fine
Jouissance, règlement : 28 octobre 1985

Souscription auprès des Banques, Bureaux de Poste, Caisses d'Epargne, Agents de Change et Comptables du Trésor.
Une fiche d'information (visa C.O.B. n° 85-304 du 9/10/85) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56, rue de Lille 75007 Paris et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA CNA
pour l'extension du réseau francais d'autoroutes.

COMPAGNIE DU MIDI

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 9 octobre 1985, a arrêté les comptes du cent trente-troisième exercice social clos le 31 août 1985.

Cet exercice a été marqué par les importantes opérations annoncées il y a près d'un an, et rendues définitives par l'approbation donnée par les actionnaires réunis en assemblée extraordinaire le 25 juillet 1985.

Le bilan de la compagnie, tel qu'arrêté au 31 août 1985, se totalise à 6 644 301 174 F, alors qu'il n'atteignait, un an auparavant, que 1 965 662 211 F. D'un exercice à l'autre, les capitaux propres exprimés au bilan, et avant affectation des résultats de l'année, passent de 1 944 815 566 F à 6 429 109 530 F, le nombre d'actions constituant le capital social n'ayant été augmenté que de 6 % environ.

Le solde du compte de résultats, net d'impôts et de charges, s'élève à 1 810 022 346 F dont 1 589 310 366 F de plus-values d'apport.

Le conseil propose de fixer le dividende unitaire à 34,50 F plus 17,25 F d'avoir fiscal, à comparer à 32 F plus 16 F pour l'exercice précédent, soit une progression de 7,8 %, sans préjudice d'une répartition gratuite aux actionnaires d'actions d'une filiale, pour laquelle les pouvoirs nécessaires seront demandés à l'assemblée statuant sur les comptes et dont la réunion est prévue pour le 4 décembre prochain.

Une assemblée extraordinaire se tiendra le même jour. Elle statuera sur l'incorporation au capital, par prélèvement sur divers postes de réserves, d'une somme de 3 200 000 000 F et élévation corrélative du nominal des 3 200 000 actions de 200 F à 1 200 F.

Après détachement du dividende espèces et du droit de répartition des actions de la filiale, qui devraient intervenir dans le courant du premier trimestre 1986, il sera procédé à la division en 4 actions nominal 300 F de chacune des 3 200 000 actions actuelles.

Ces opérations achevées, le capital de la Compagnie du Midi sera constitué de 12 800 000 actions, nominal 300 F, entièrement libérées et jouissant des mêmes droits.

le present avis est publié à titre d'information uniquement

Crédit National



ECU 175,000,000

Emprunt International à Taux Flottant, Echéance 1995

garanti par

LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

BANQUE PARIBAS CAPITAL MARKETS — *BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A.*
CREDIT SUISSE FIRST BOSTON LIMITED — *DEUTSCHE BANK CAPITAL MARKETS LIMITED*

AMRO INTERNATIONAL LIMITED — *BANQUE NATIONALE DE PARIS*
BANK OF TOKYO INTERNATIONAL LIMITED — *CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE*
CREDIT LYONNAIS — *GENERALE BANK*
MERRILL LYNCH CAPITAL MARKETS — *SWISS BANK CORPORATION INTERNATIONAL LIMITED*

BANCA COMMERCIALE ITALIANA
BANK OF YOKOHAMA (EUROPE) S.A.
BANKAMERICA CAPITAL MARKETS GROUP
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
CHASE MANHATTAN CAPITAL MARKETS GROUP
COMMERZBANK AKTIENGESELLSCHAFT
DAIWA EUROPE LIMITED
GIROZENTRALE UND BANK DER OESTERREICHISCHEN SPARKASSEN AG
GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL CORP.
ISTITUTO BANCARIO SAN PAOLO DI TORINO
LLOYDS MERCHANT BANK LIMITED
MANUFACTURERS HANOVER LIMITED
MITSUBISHI FINANCE INTERNATIONAL LIMITED
MORGAN GUARANTY LTD
NIPPON EUROPEAN BANK S.A. — LTCB GROUP
ORION ROYAL BANK LIMITED

15 Octobre 1985

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 3 octobre
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	423 269
dont :	
Or	246 370
Disponibilités à vue à l'étranger	87 824
ECU	70 794
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 280
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	31 157
dont :	
Concours au Trésor public	23 580
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	157 445
dont :	
Effets escomptés	82 626
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	72 467
5) DIVERS	9 769
Total	694 109

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	205 398
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 378
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	13 884
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	90 207
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	26 444
5) ECU A LIVRER AU FECOM	70 794
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	268 150
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	10 265
Total	694 109

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	4 oct.	11 oct.
Valeurs franç. à revenu variable	112,5	113,4
Valeurs industrielles	101,1	102,9
Valeurs étrangères	90,5	92,3
Pétroles-Energie	83,8	86,6
Chimie	108,8	109,6
Métallurgie, mécanique	121,4	123
Electricité, électronique	115,3	117,1
Bâtiment et matériaux	122,1	123,4
Ind. de consommation non alimentaire	95,2	97
Agro-alimentaire	89,7	91,5
Distribution	112,1	111,5
Transports, loisirs, services	107,8	108
Assurances	178,8	181,2
Crédit banque	121,5	124
Sicomi	111,9	111,9
Immobilier et foncier	124,9	124,7
Investissement et portefeuille	157,4	158,1
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	102,9	103,1
Emprunts d'Etat	102,5	102,7
Emprunts garantis et assimilés	103,2	103,4
Sociétés	102,8	102,8
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1 757,2	1 771,3
Valeurs étrangères	2 859,8	2 918,6
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	253,5	255,6
Valeurs étrangères	386,8	394,5
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	113	113,3
Emprunt d'Etat	112,8	113
Emprunts garantis et assimilés	113,1	113,3
Sociétés	114,2	114,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	205	207,5
Produits de base	152,2	155,9
Construction	143,8	148,8
Biens d'équipement	206,5	208,5
Biens de consom. durables	199,8	208,6
Biens de consom. non durables	258,6	256,6
Biens de consom. alimentaires	221,1	224,6
Services	186,1	184,4
Sociétés financières	308	309,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	213,3	208,7
Valeurs industrielles	189,8	192,7
BOURSES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	187,2	188,7

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LESIEUR DOUBLE SA PARTICIPATION DANS SAINT-LOUIS. – La société Lesieur a procédé à un certain nombre d'achats en Bourse, qui lui ont permis de porter de 5 % à 10 % environ sa participation dans l'entreprise Raffinerie de Saint-Louis.

DEVERNOIS (Précision). – Cette société, qui a fait son apparition, le 9 octobre 1985, au second marché de la Bourse de Lyon, est introduite par la Banque nationale de Paris, la Société générale et la charge locale Delore.

KINDY PORTE LE FER A L'EXPORTATION. – Kindy Bloquert, premier fabricant français de chaussettes (54 millions de paires vendues en 1984), lance une offensive commerciale à l'étranger pour doubler d'ici à 1987 la part des exportations dans son chiffre d'affaires.

Le groupe, dont les ventes ont totalisé 610 millions de francs l'an dernier, prévoit, pour 1985, un chiffre d'affaires de 660 millions de francs, dont 4,8 % à l'étranger (contre 3,8 % l'an dernier).

Le groupe, dont les principaux marchés extérieurs sont, jusqu'à présent, la Belgique et le Luxembourg, a réussi, cette année, à *« percer le mur en RFA »*. Parti à zéro en 1983, Kindy compte faire passer ses ventes sur le marché ouest-allemand de cinq mille paires l'an dernier à trente mille paires environ cette année.

Kindy vient, d'autre part, de créer deux filiales à l'étranger : une aux Etats-Unis et une en Grèce. Sur le marché américain, qui représente 2,8 milliards de paires de chaussettes par an, le groupe mise principalement sur ses produits haut de gamme (fibres naturelles et motifs). Les ventes pourraient doubler en 1986, pour atteindre 250 000 dollars.

Avec mille six cents salariés et neuf usines dans le nord et l'est de la France, le groupe familial des frères Bloquert, qui a racheté, en 1980, la société La Bonnal, détient 20 % du marché français des chaussettes et a réalisé, l'an dernier, un bénéfice net de 12 millions de francs.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	10 oct.	11 oct.
Valeurs françaises	110	110,4
Valeurs étrangères	91,8	92,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	10 oct.	11 oct.
Indice général	206,6	207,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 14 octobre .... 9 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11 oct.	14 oct.
1 dollar (en yens)	216,10	215,05

BOURSE DE PARIS — Comptant — 11 OCTOBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	30	0 090	Forges Strasbourg	265	263	Ufiner S.M.D.	406 50	409	Hoogovens	163	....	C.D.M.E.	661	677
5 %	....	3 468	Forinter	1100	1098	Ugimo	329	334	I. C. Industries	272	270	C. Equip. Elect.	265	269
3 % amort. 45-54	....	0 552	Fougerolle	92	90	Unibail	747	750	I.H.C. Caland N.V.	77	78	C. Occid. Forestière	127	128
Emp. 7 % 1973	8070	..	France I.A.R.D.	249 60	283 60 d	Unidel	133	133	Int. Min. Chem	321	310	Dafsa	227	230
Emp. 8,80 % 77	122 87	3 424	France (La)	2950	3088	U.A.P.	5100	5130	Johannesburg	750	830	Dauphin O.T.A.	1600	1601
9,80 % 78/93	97 30	2 470	From. Paul Renard	661	664	Un. Imm. France	401	402	Kubota	14	14	Devanlay	590	601
8,80 % 78/86	98 60	7 329	GAN	5550	5720	Un. Ind. Crédit	837	850	Latonia	237 50	239	Deville	715	719
10,80 % 79/94	100	1 124	Gaumont	575	598	Usinor	5 26	5 05	Mannesmann	715	706	Elect. S. Dassault	691	690
13,25 % 80/90	105 40	4 755	Gaz et Eaux	1642	1635	U.T.A.	1021	1021	Midland Bank Plc	45	44	Filipacchi	500	500
13,80 % 80/87	105 90	13 849	Genty S.A.	425	430	Vicat	384	380	Minéral-Ressourc.	57 70	57 70	Guy Degrenne	675	678
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV 11/10

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Euro-Croissance	417 27	398 35	Nord-Sud Développ.	1064 48	1062 36	Unifoncier	877 21	837 43 ◆
Europe Investiss.	1300 12	1241 16 ◆	Oblicoop Sicav	1215 56	1191 73	Uni-Garantie	1295 36	1268 69 ◆
Financière Plus	2221 24	2201 23	Oblilion	1150 75	1098 57	Unigestion	644 33	615 11
Foncier Investiss.	826 95	788 50	Orient-Gestion	112 23	107 14	Uni-Japon	1050 67	1003 03
Fonceval	199 04	190 01	Parasrope	618 45	590 41	Uni-Régions	1880 27	1795 01 ◆
France-Garantie	286 37	285 80	Paribas Epargne	13672 80	13818 33	Unirenta	1899 54	1837 08 ◆
France-Investiss.	433 79	414 12	Paribas Gestion	497 17	474 63	Univar	158 94	158 94 ◆
France-Net	116 10	113 49	Pacome-Valor	1038 33	1037 29	Univers-Obligations	1215 43	1175 46 ◆
France-Obligations	396 84	382 91	Patrimoine-Retraite	1397 82	1370 41	Valorem	384 14	366 72
Francic	257 79	246 10	Phenix Placements	246 05	244 83	Valorg	1326 72	1325 39
Fructidor	225 33	222	Pierre Investiss.	523 55	499 81	Valrel	71103 32	71032 29

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1595	4,5 % 1973	1596 20	1586 30	1586 30	....
4079	C.N.E. 3 %	4050	4052	4055	+ 0 12
191	Elf-Aquitaine	184	185	185	+ 0 54
182	– (certific.)	173	173 50	173 50	+ 0 28
250	Opfi-Paribas	242	241	241	– 0 41
2410	Oréal (L')	2212	2223	2230	+ 0 81
120	Papet. Gascogne	116	120	120	+ 3 44
1000	Paris-Réescompt	950	1015	1015	+ 6 84
425	Pechelbronn	420 10	422	422	+ 0 45
895	Penhoet	860	862	870	+ 1 16
700	Pernod-Ricard	637	642	651	+ 2 19
94	Pétroles B.P.	90	89 90	89 90	– 0 11
390	Peugeot S.A.	377	379	380	+ 0 79
75	Poclain	64	64 40	64 40	+ 0 62
245	Valéo	229	229 80	230	+ 0 43
134	Vallourec	124 60	122 60	122 60	– 1 68
2720	V. Clicquot-P.	2645	2645	2645	....
350	Via Banque	339	348	347 50	+ 2 50
950	Elf-Gabon	948	950	950	+ 0 10
125	Amax Inc.	98 90	98 50	98 20	– 0 70
370	Amer. Express	335 50	339 90	340	+ 1 34
187	Amer. Teleph.	177 90	177 90	177 80	– 0 05
106	Anglo Amer. C.	91 60	91 50	91 50	– 0 10
600	Amgold	540	536	535	– 0 92
720	BASF (Akt)	725	736	739	+ 1 93
78	Imp. Chemical	72 50	72 75	72 75	+ 0 34
115	Inco. Limited	95 20	94 90	94 90	– 0 31
1120	IBM	1013	1024	1025	+ 1 18
290	ITT	284 70	282	282	– 0 94
87	Ito-Yokado	112	111 70	111 70	– 0 26
44	Matsushita	44 30	46 60	46 35	+ 4 62
955	Merck	891	882	882	– 1 01
680	Minnesota M.	630	620	620	– 1 58
250	Mobil Corp.	237 70	237 40	237 40	– 0 12
28410	Nestlé	28050	27970	27970	– 0 28
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
440	Exxon Corp.	425 50	426	426	+ 0 11
380	Ford Motors	368	375 50	375 50	+ 2 03
187	Free State	173 80	174 30	174	+ 0 11
87	Gencor	81 40	83 60	83 60	+ 2 57
520	Gén. Electr.	479	479	478	– 0 20
275	Gén. Belgique	281 10	283	282 70	+ 0 56
600	Gen. Motors	556	558	558	+ 0 35
52	Goldfields	51 50	51 10	51 10	– 0 77
39	Gd Metropolitain	39 10	39 45	39 45	+ 0 89
90	Harmony	85 60	85 50	86	+ 0 46
23	Hitachi	25 95	26 65	26 65	+ 2 69
695	Hoechst Akt.	694	696	700	+ 0 86
1870	Siemens A.G.	1820	1821	1840	+ 1 09
132	Sony	137 50	140 90	139 50	+ 1 45
148	T.D.K.	161 90	156	158	+ 2 69
12	Toshiba Corp.	14 80	15	15	+ 1 35
940	Unilever	873	889	889	+ 1 83
330	Unit. Techn.	299 50	296 30	296 30	– 1 06
615	Vaal Reefs	551	538	538	– 2 35
245	Volvo	226 80	225 80	225 80	– 0 44
295	West Deep	258	263	263	+ 1 93
230	West Hold.	217	217	217	....
455	Xerox Corp.	395	385	385	– 2 53
1 62	Zambia Corp.	1 52	1 54	1 54	+ 1 31

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/10	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 095	8 101	7 850	8 300
ECU	6 745	6 749	....	....
Allemagne (100 DM)	304 900	305 080	295	310
Belgique (100 F)	15 045	15 050	14 450	15
Pays-Bas (100 fl.)	270 670	270 540	262	277
Danemark (100 krd)	84 180	84 130	79	87
Norvège (100 k)	102 270	102 320	98	104
Grande-Bretagne (£ 1)	11 426	11 430	11 050	11 750
Grèce (100 drachmes)	6 096	6 095	5 300	6 800
Italie (1 000 lires)	4 521	4 522	4 200	4 700
Suisse (100 fr.)	371 480	371 460	3 620	3 790
Suède (100 krs)	101 450	101 400	96 500	102 500
Autriche (100 sch)	43 420	43 460	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	4 993	5	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 950	4 960	4 300	5 100
Canada ($ can 1)	5 914	5 869	5 600	6
Japon (100 yens)	3 783	3 771	3 640	3 790

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/10
Or fin (kilo en barre)	84800	85000
Or fin (en lingot)	85000	85150
Pièce française (20 fr)	531	536
Pièce française (10 fr)	440	.....
Pièce suisse (20 fr)	539	545
Pièce latine (20 fr)	504	501
Souverain	628	626
Pièce de 20 dollars	3430	3430
Pièce de 10 dollars	1880	1870
Pièce de 5 dollars	1400	.....
Pièce de 50 pesos	3200	3210
Pièce de 10 florins	521	521
Or Londres	325 55	325 80
Or Zurich	325 50	326
Gold Troy Chicago	.....	.....
Argent Londres	6 23	6 22

Le Monde

LE COLONEL KADHAFI A MOSCOU

Un maigre bilan

De notre correspondant

Moscou. – Le colonel Kadhafi a adopté un profil bas peu conforme à sa légende, au cours de sa conférence de presse, ce lundi 14 octobre à Moscou. La mine renfrognée du dirigeant libyen disait assez que sa visite de cinq jours en URSS, la première depuis 1981, n'avait pas obtenu tout le succès escompté. Les positions soviétique et libyenne sur plusieurs problèmes-clés divergent sensiblement, et le colonel Kadhafi a préféré taire ces contradictions en répondant évasivement. Il a cependant confirmé indirectement qu'il n'était pas question pour la Libye de signer ce « traité d'amitié et de coopération » que l'URSS appelle inlassablement de ses vœux.

L'air triste et las, dans son grand uniforme vert à épaulettes dorées, le colonel Kadhafi a répondu avec une extrême brièveté aux questions concernant le « bilan » de sa visite. Il a seulement mentionné un accord économique et technique qui ne fait d'ailleurs que reconduire le protocole signé lors de sa précédente visite en avril 1981. Le texte n'en est pas connu. Il est donc impossible de savoir si le projet de construction d'une centrale nucléaire qui figurait sur le précédent document y est toujours mentionné.

Le colonel Kadhafi a eu également une attitude embarrassée à propos de la conférence internationale sur le Proche-Orient que Moscou souhaiterait voir convoquer avec la participation de *« toutes les parties intéressées »*, c'est-à-dire notamment l'URSS, l'OLP et Israël. *« Nous avons de l'estime pour cette proposition*, a-t-il dit, *surtout en ce qui concerne la présence de l'URSS et de l'OLP. En même temps, nous estimons qu'il faut négocier dans le cadre de l'ONU et surtout libérer directement la Palestine.*

Répondant à une autre question sur la paix au Proche-Orient, il a affirmé sans ambages que celle-ci *« était impossible tant qu'Israël existe »*.

La Libye continue donc de privilégier l'« option militaire », alors que l'URSS met en avant un règlement diplomatique d'ensemble qui lui permettrait peut-être de se réintroduire dans la région.

Les différences d'attitude étaient enfin sensibles en ce qui concerne l'affaire récente de l'appareil égyptien détourné par l'aviation américaine. Le colonel Kadhafi a estimé qu'il s'agissait d'une *« action impertinente »*, mais a évité d'entrer dans le vif du sujet, l'URSS ayant condamné le détournement de l'*Achille Lauro*, et adopté une position plus que modérée sur l'interception par l'aviation américaine de l'appareil égyptien.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE ANNULE UNE RENCONTRE AVEC DEUX REPRÉSENTANTS DE L'OLP

Londres, *Reuter*. – Le gouvernement britannique a annulé la rencontre que Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, devait avoir le lundi 14 octobre avec deux représentants de l'Organisation de libération de la Palestine, après qu'ils eurent refusé de faire une déclaration publique de renonciation à la violence.

M. Howe devait rencontrer l'évêque anglican Eliah Khoury et M. Mohammed Milhem, ex-maire de Halhoul en Cisjordanie occupée, qui font partie d'une délégation jordano-palestinienne.

Le porte-parole du Foreign Office a déclaré que M. Howe rencontrerait seulement les membres jordaniens de la délégation.

Le numéro du « Monde » daté 13-14 octobre 1985 a été tiré à 417 568 exemplaires

Le Parti communiste veut convaincre ses électeurs de sanctionner le Parti socialiste

Le Parti communiste a réuni une conférence nationale, le samedi 12 et le dimanche 13 octobre, à Nanterre (Hauts-de-Seine), pour préparer les élections de mars 1986. Cette conférence a adopté un projet en douze points, une sorte de programme que le PCF soumet aux électeurs et qui consiste à opposer à la politique du gouvernement une *« politique de croissance »* fondée sur une pression fiscale accrue.

Présenté par M. André Lajoinie, rédigé par M. Philippe Herzog, ce texte n'a donné lieu à aucune discussion. Il a été adopté à l'unanimité par les 1 200 délégués, y compris, donc, par M. Pierre Juquin, l'un des trois minoritaires du comité central. M. Juquin a, pourtant, provoqué le seul semblant de débat de cette conférence, en évoquant, samedi, le *risque de marginalisation qui* menace le PCF, et en affirmant que *« la démarcation entre gauche et droite correspond à une exigence actuelle »*.

Ces deux observations de l'ancien porte-parole du PCF sont, évidemment, liées. Le danger d'effacement est, dès maintenant, d'autant plus grand pour le Parti communiste qu'il refuse de s'inscrire dans un clivage gauche-droite parce que, selon sa direction, seul le Parti socialiste pourrait en tirer avantage. La seule perspective offerte à l'électorat communiste est de sanctionner le PS et, comme l'a dit M. Lajoinie, de préserver pour l'avenir le courant que représente historiquement le PCF.

M. Juquin : une gauche « rénovée »

M. Juquin, tout en accusant M. Mitterrand d'avoir *« laissé son gouvernement devenir peu à peu, une succursale du néo-libéralisme »*, a tenté de défendre la perspective d'une gauche *« rénovée »*, d'une gauche *« diverse, équilibrée, unie »*, proposant une *« alternative réelle »* autour d'un *« projet commun »*. Cette démarche a été aussitôt dénoncée : l'orateur suivant, M. Jean-Louis Mons, premier secrétaire de la fédération de la Seine-Saint-Denis, a déclaré que le PS ne saurait être considéré comme *« un moindre mal par rapport à la droite »* et que le PCF doit *« clarifier la stratégie du PS, casser dans la tête des gens les illusions qu'elle peut encore générer »*.

Les dirigeants communistes essaient de dissimuler leur impuissance d'une part en se prévalant d'un regain des luttes sociales organisées par la CGT, d'autre part en se présentant comme victimes d'une censure généralisée des moyens d'information. Ainsi ont-ils invité la conférence nationale, samedi, à une « marche vers l'Elysée » pour y portr une lettre au président de la République, réclamant *« le pluralisme à la télévision »*. Seul M. Juquin s'est abstenu lors du vote de cette proposition. Puis on a vu les 1 200 délégués, transportés par autocars jusqu'au rond-point des Champs-Elysées, se transformer en bataillon cégétiste, derrière un service d'ordre musclé, pour aller déposer la missive à la loge du palais présidentiel.

La direction du parti n'avait rien imaginé d'autre pour attirer l'attention des médias au moment du congrès socialiste. Dimanche, M. Georges Marchais, dans son discours final, a évoqué les assises de Toulouse pour avancer cet argument inattendu : *« Plus il y aura de voix socialistes en 1986,* a-t-il expliqué, *plus grandes seront les chances de voir le PS s'allier avec la droite pour gouverner. »* Mais puisque le PS, selon M. Herzog, *« met en œuvre lui-même tous les projets de la droite »*, leur alliance future est évidemment prévisible. Ce qui devient inexplicable, en revanche, c'est... leur opposition actuelle.

PATRICK JARREAU.

LE PRIX NOBEL DE MÉDECINE ATTRIBUÉ A DEUX SAVANTS AMÉRICAINS

Le prix Nobel de médecine et de physiologie (225 000 dollars) a été attribué, pour l'année 1985, à deux chercheurs américains de Dallas (Texas), Michael S. Brown et Joseph L. Goldstein, pour leurs travaux sur le contrôle métabolisme du cholestérol.

Deux élections cantonales

HAUTE-SAVOIE : canton de Scionzier (1er tour).

Inscr., 4 493 ; vot., 2 799 ; suff. ex., 2 754. MM. Pralon-Bouvier, div. opp., 1 146 ; Desfossé, div. opp., 756 ; Larget, FN, 617 ; Blanc, PC, 235. *Il y a ballottage.*

[Cette élection partielle est destinée à pourvoir au remplacement de René Allamand, RPR, décédé l'été dernier lors d'une randonnée en montagne. Conseiller général de ce canton depuis 1973, René Allamand avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1982 avec 1 637 voix contre 561 à M. Péry (PS) ; 404 à M. Blanc (PC) et 197 à M. Gunva (div. opp.), pour 2 799 suffrages exprimés, 2 871 votants et 4 418 inscrits.

M. Pralon-Bouvier (div. opp.) est arrivé en tête de ce scrutin avec 41,61 % des suffrages exprimés. Il devance M. Desfossé (27,45 %), adjoint au maire de Scionzier. Le PS ne présentait aucun candidat et le PC, qui a recueilli 8,53 % des suffrages, enregistre un recul sensible par rapport au précédent scrutin (– 5,90 points). Le Front national, fortement implanté dans cette région de Haute-Savoie, spécialisée dans le décolletage, où la main-d'œuvre étrangère est très nombreuse, a obtenu 22,40 % des suffrages alors qu'il en avait recueilli 32 %, dans ce canton, lors des élections européennes de juin 1984.]

MARTINIQUE : canton de Saint-Esprit (1er tour).

Inscr., 5 274 ; vot., 3 534 ; suffr. expr., 3 442. MM. Eric Hayot, RPR, 1 343 voix ; Edouard Tirault, UDM, div. g., 1 066 ; Raymond Mac, div. g., 1 036 ; Jean Euphrasie, div. dr., 27. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de remplacer le maire de Saint-Esprit, Raymond Félix-Théodose, RPR, qui avait enlevé le chef-lieu au Parti communiste martiniquais, aux municipales de 1983, après avoir été élu conseiller général, un an auparavant, et qui est récemment décédé. En mars 1982, Raymond Félix-Théodose était le seul candidat en lice. Il avait recueilli 1 826 voix pour 2 070 votants et 5 046 électeurs inscrits.]

Sur le vif

Tout compris

Vous avez vu cette enquête sur les Français au restaurant ? Ils en ont marre de la carte sans indication de prix pour les dames et marre du sommelier. Moi aussi. Tiens, pas plus tard qu'hier, j'y suis allée, au restaurant. Avec un monsieur. Un bon bistrot, je crois même qu'il a une étoile au Michelin, très chouette, très élégant. On arrive. La salle était encore pratiquement vide. Il avait réservé. Malgré ça, on nous colle entre la desserte et la porte à double battant donnant sur les cuisines. Il ne dit rien. Moi, je me dis qu'il devrait dire que c'est pas bien, mais je ne dis rien.

On s'assied. Apéritif ? Moi : ben... Lui : *non, non* ; la carte des vins. Le serveur disparaît à la recherche du sommelier. Personne ne revient. Moi, en fin de journée, si j'ai pas un petit verre, vite fait, pour me remonter, ma tension baisse, mon attention flanche. Je n'écoute plus un mot de ce qu'on me raconte. J'entends corner dans un brouillard d'attente exaspérée des noms : Rocard, PS, Christine Clerc, Chirac, Matignon... Et tout à coup, ô miracle ! sancerre, gamey, chinon...

Vingt minutes avant que la bouteille arrive sur son trépied, soit débouchée, dégustée, discutée avec ce raseur prétentieux de sommelier et enfin versée parcimonieusement dans mon verre. Je n'en fais qu'une gorgée et je commence à godiller à l'aveugle dans cette fichue carte sans prix. C'est gênant, c'est vrai. On ne sait pas où on va et ça peut aller loin. *Moi, j'ai un truc pour me repérer.* C'est le ton faussement encourageant du monsieur devant qui vous vous interrogez sur les mérites d'un cervelas de homard au foie gras, et son silence secrètement soulagé quand vous vous dirigez — tu gèles, tu brûles — vers la terrine aux trois légumes.

Et ensuite, pour madame, ce sera quoi ? Monsieur et madame décident de partager le carré d'agneau (pour deux personnes). Partager, façon de parler : la portion de madame est deux fois plus petite que celle de monsieur. Déjà que moi, j'ai toujours envie de ce que l'autre a dans son assiette, ça, je ne supporte pas. Pourquoi on leur en donne toujours plus, aux mecs ? Parce qu'ils sont plus grands ? Les trois quarts du temps, ils sont aussi plus gros. Trop. Et en plus, ils se font rembourser l'addition par leur boîte.

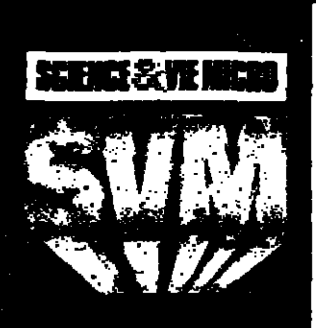
CLAUDE SARRAUTE.

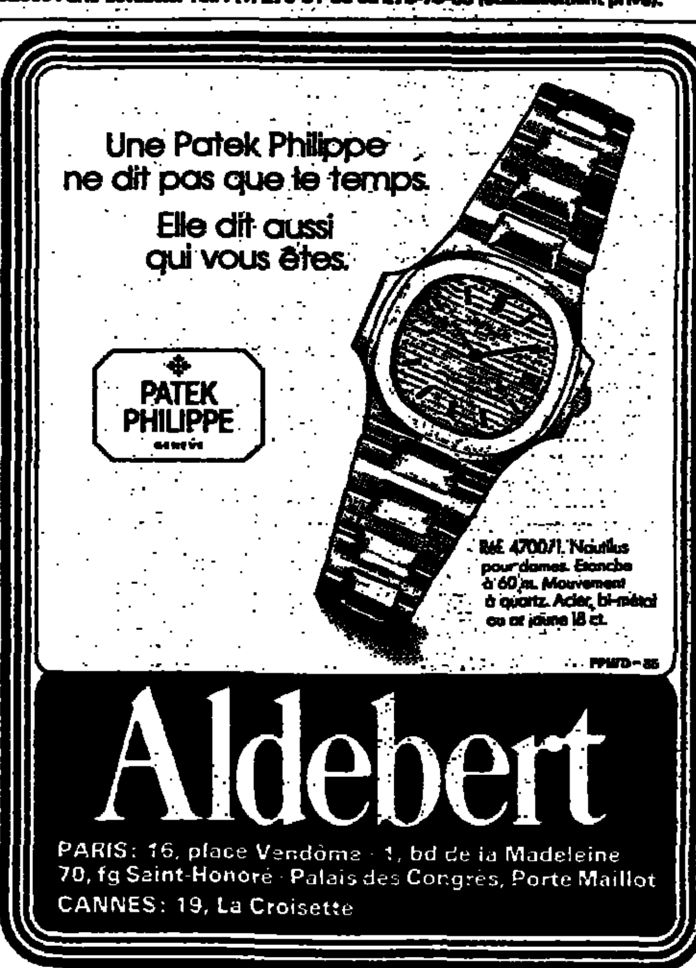
● *Le baromètre mensuel IFOP-« Journal du Dimanche »* enregistre, en octobre, une baisse sensible de la cote de M. Raymond Barre. D'après ce sondage réalisé du 1er au 8 octobre auprès d'un échantillon représentatif de 1 749 personnes, l'ancien premier ministre satisfait 48 % des personnes interrogées (au lieu de 52 % en septembre) et en mécontente 30 % (28 % le mois dernier).

La cote de popularité du président de la République enregistre une hausse d'un point, les opinions favorables passant de 34 % le mois dernier à 35 %, et les avis négatifs de 48 % à 46 %. Le premier ministre, pour sa part, perd un point : 38 % des personnes interrogées (39 % le mois dernier) se déclarent satisfaites de M. Laurent Fabius et 36 % (comme en septembre) mécontentes.

● *Evasion à la prison de Melun.* – Un détenu de la maison de détention de Melun (Seine-et-Marne), Jean-Charles Romeni, trente-neuf ans, s'est évadé dans la soirée du samedi 12 octobre. Le détenu purgeait une peine de réclusion criminelle à perpétuité pour avor tué quatre personnes, au mois de novembre 1980, lors d'un crime passionnel commis à Grigny dans la banlieue de Lyon.

Jean-Charles Romeni a réussi, samedi vers 20 heures, à se laisser enfermer dans une salle de jeu de la prison. De là, passant par la fenêtre, il a escaladé la façade et gagné le toit, trois étages plus haut. Depuis la corniche, il est descendu à l'aide d'une corde, qui n'était toutefois pas assez longue, et a sauté d'environ six mètres pour atterrir sur un chemin de halage bordant la Seine.





A B C D E F G